EXTRAIT DU *JOURNAL OFFICIEL* DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE DES 3 ET 27 DECEMBRE 1955

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er Janvier 1953 au 31 décembre 1954)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. Paul BACON

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

Résultats des élections
pour le renouvellement des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale.

SCRUTIN DU 17 NOVEMBRE 1955

COLLÈGE DES SALARIÉS

PARIS
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS
31, QUAI VOLTAIRE, 31
—
1955

RAPPORT

SUR L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION

DE

SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er Janvier 1953 au 31 décembre 1954)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. Paul BACON

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

RAPPORT

SUR

L'APPLICATION DE LA LÉGISLATION DE SÉCURITÉ SOCIALE

(Statistiques du 1er janvier 1953 au 31 décembre 1954)

PRÉSENTÉ

A M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

PAR

M. Paul BACON, ministre du travail et de la sécurité sociale.

Paris, le 4 octobre 1955.

Monsieur le Président,

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter relatif à l'application de la législation de sécurité sociale, comporte dans sa première partie la présentation des résultats financiers de l'année 1954, établis à partir de statistiques mensuelles et trimestrielles.

Ses deuxième et troisième parties concernent respectivement la gestion de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'application de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les non salariés.

Dans sa quatrième partie, sont présentés, par régions, les résultats rectifiés et complétés de l'année 1953. Sa cinquième partie, enfin, est constituée par une étude sur les travailleurs nord-africains et la sécurité sociale.

***

Les recettes et les dépenses totales du régime général des professions non agricoles telles qu'elles ressortent de ce rapport s'établissent ainsi pour les années 1953 et 1954 (en millions de francs) :

	ASSURANCES SOCIALES		ACCIDENTS DU TRAVAIL		PRESTATIONS FAMILIALES				RÉSULTATS d'ensemble pour les trois législations.	
					Salariés.		Employeurs et travailleurs indépendants.			
	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954	1953	1954
Recettes	413.723	441.361	59.573	63.608	402.054	434.517	24.790	29.856	»	»
Dépenses	451.333	488.898	61.310	66.800	360.546	403.177	24.259	27.792	»	»
Excédents	»	»	»	»	41.508	31.340	531	2.064	2.692	»
Déficits	37.610	47.537	1.737	3.192	»	»	»	»	»	17.325

Ainsi, considérées pour l'ensemble des législations, les opérations de l'année 1954 se traduisent par un déficit, atteignant 17.325 millions, alors qu'au cours des années précédentes, en dépit de l'augmentation du volume des dépenses d'assurances sociales par rapport à celui des recettes, les résultats globaux avaient toujours été excédentaires.

Cette situation s'explique essentiellement par la part plus grande encore prise en 1954 par les dépenses de l'assurance maladie et par la diminution de l'excédent des prestations familiales qui correspond à la charge imposée au régime général au titre de la surcompensation interprofessionnelle.

Il apparaît d'ores et déjà qu'en l'absence de mesures nouvelles, le déficit d'ensemble de l'année 1955 s'établira à un niveau beaucoup plus important.

⁂

Près de dix années après la mise en application du plan français de sécurité sociale, le problème du financement se pose d'une façon aiguë et appelle des solutions dans un délai rapide.

L'examen de l'évolution des recettes et des charges de la sécurité sociale au cours d'une période étendue présente donc dans les conditions actuelles un particulier intérêt.

Le tableau ci-après montre que, commandées par des facteurs très différents, chez les unes et les autres, on constate des variations très diverses.

Variation des recettes et des dépenses de sécurité sociale de 1947 à 1954.

LÉGISLATIONS	RECETTES		
	En milliards.		Rapport 1954/1947
	1947	1954	
Assurances sociales.....	108,2	441,4	4,08
Accidents du travail.....	19,9	63,6	3,20
Prestations familiales.....	72,7	464,4	6,39
	DÉPENSES		
	En milliards.		Rapport 1954/1947
	1947	1954	
Assurances sociales.....	89,9	488,9	5,44
Accidents du travail.....	10,8	66,8	6,19
Prestations familiales.....	73,5	431	5,86

Dans les pages qui suivent, ont été résumées les modifications intervenues depuis 1947 dans la législation et la réglementation du régime général de la sécurité sociale, et rappelés les résultats financiers des années 1947 à 1954, et notamment l'évolution de certaines dépenses par rapport aux salaires soumis à cotisation.

Les assurances sociales depuis 1947.

Le champ d'application des assurances sociales se trouve considérablement étendu. Les institutions des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont intégrées dans l'organisation générale à partir du 1er juillet 1946 (décret du 12 juin 1946). A partir du 1er janvier 1947, sont affiliés au régime général: les agents de l'électricité et du gaz pour les prestations en nature (décret du 22 juin 1946), les fonctionnaires pour les prestations en nature (décret du 31 décembre 1946), les cadres pour l'ensemble des risques.

Ultérieurement, seront affiliés aux assurances sociales: les étudiants (loi du 23 septembre 1948), les victimes de guerre (loi du 29 juillet 1950).

La généralisation de la sécurité sociale (loi du 22 mai 1946) envisagée pour le 1er janvier 1947 (loi du 13 septembre 1946) est différée.

La généralisation de l'assurance vieillesse et la liquidation du régime de l'allocation temporaire seront réalisées dans le cadre d'organisations autonomes (loi du 17 janvier 1948, loi du 10 juillet 1952).

⁂

Les tableaux ci-après indiquent l'évolution des dépenses des assurances sociales exprimées en pourcentage des salaires soumis à cotisation.

L'examen de ces tableaux permet les constatations suivantes:

1° Dépenses selon les risques:

Les dépenses de maladie sont passées de 4,77 p. 100 des salaires, en 1947, à 6,43 p. 100, en 1954. Elles n'ont pas cessé de progresser.

Les dépenses de longue maladie n'ont atteint un niveau normal qu'en 1950 (cinquième année d'application) mais n'ont cessé de croître depuis, parallèlement aux dépenses de maladie.

Les dépenses de maternité se sont stabilisées depuis 1952: le maintien du montant forfaitaire des primes d'allaitement et bons de lait a facilité cette stabilisation.

Les dépenses d'assurance décès n'ont pas sensiblement varié depuis 1949.

En matière de vieillesse et d'invalidité, la réforme établie par les lois du 23 août 1948 et du 13 juillet 1949 a été suivie d'un relèvement sensible des prestations qui apparaît surtout en 1950. Depuis 1952, les dépenses de vieillesse se sont stabilisées aux environs de 6,55 p. 100 des salaires;

2° Dépenses selon la nature des prestations:

Sauf pour la pharmacie et l'hospitalisation qui continuent à progresser, les dépenses se sont stabilisées au cours des trois dernières années;

3° Les dépenses de gestion et d'action sanitaire et sociale sont restées très stables au cours des trois dernières années.

ASSURANCES SOCIALES

Régime général.

Evolution des dépenses exprimées en pourcentage du salaire soumis à cotisation.

ANNÉES	MALADIE	LONGUE-MALADIE	MATERNITÉ	DÉCÈS	INVALIDITÉ	VIEILLESSE	ACTION sanitaire et contrôle médical.	GESTION	DÉPENSES diverses (1).	TOTAL
1947.....	4,77	0,30	0,73	0,12	0,37	4,79	0,94	0,83	0,18	13,03
1948.....	4,82	0,69	0,69	0,10	0,32	4,55	0,29	1,07	0,17	12,70
1949.....	5,35	1,08	0,71	0,13	0,54	6,23	0,27	0,92	0,11	15,34
1950.....	5,99	1,44	0,72	0,14	0,64	7,47	0,27	0,98	0,10	17,75
1951.....	6,16	1,48	0,64	0,13	0,63	7,16	0,28	1,01	0,18	17,67
1952.....	5,96	1,57	0,60	0,14	0,57	6,54	0,28	0,92	0,10	16,68
1953.....	6,31	1,76	0,60	0,14	0,64	6,56	0,28	0,93	0,08	17,24
1954.....	6,43	1,77	0,60	0,13	0,70	6,52	0,29	0,89	0,05	17,38

(1) Les dépenses diverses comprennent: les frais des services administratifs, le forfait postal, les dépenses des élections (certaines de ces dépenses sont prises en compte ou réglées avec retard).

Dépenses exprimées en pourcentage du salaire soumis à cotisation.

ANNÉES	PRESTATIONS EN ESPÈCES Indemnités journalières et mensuelles.				FRAIS MÉDICAUX				FRAIS CHIRURGICAUX			SOINS dentaires.
	Maladie.	Longue maladie	Maternité.	Total.	Maladie	Longue maladie	Maternité.	Total.	Maladie	Longue maladie.	Total.	
1947.....	1,66	0,17	0,19	2,02	0,67	0,02	0,18	0,87	0,29	0,01	0,30	0,46
1948.....	1,35	0,31	0,20	1,86	0,68	0,04	0,16	0,88	0,30	0,02	0,32	0,44
1949.....	1,30	0,38	0,19	1,87	0,72	0,05	0,15	0,92	0,30	0,03	0,33	0,40
1950.....	1,26	0,45	0,18	1,89	0,75	0,07	0,16	0,98	0,35	0,05	0,40	0,44
1951.....	1,23	0,46	0,16	1,85	0,83	0,08	0,15	1,06	0,38	0,05	0,43	0,47
1952.....	1,15	0,48	0,16	1,78	0,75	0,07	0,16	0,96	0,36	0,05	0,41	0,44
1953.....	1,23	0,53	0,15	1,91	0,79	0,07	0,14	1	0,38	0,05	0,43	0,44
1954.....	1,17	0,56	0,15	1,88	0,79	0,07	0,14	1	0,41	0,05	0,46	0,44

ANNÉES	PHARMACIE				HOSPITALISATION			
	Maladie.	Longue-maladie.	Maternité.	Total.	Maladie.	Longue-maladie.	Maternité	Total.
1947.....	0,71	0,02	0,01	0,74	0,97	0,08	0,07	1,12
1948.....	0,79	0,04	0,01	0,85	1,24	0,27	0,12	1,63
1949.....	0,97	0,08	0,02	1,07	1,65	0,54	0,20	2,39
1950.....	1,21	0,12	0,02	1,35	1,97	0,75	0,22	2,94
1951.....	1,40	0,13	0,02	1,55	1,84	0,76	0,21	2,81
1952.....	1,41	0,13	0,02	1,56	1,84	0,84	0,20	2,88
1953.....	1,50	0,14	0,03	1,67	1,96	0,91	0,20	3,07
1954.....	1,57	0,15	0,03	1,75	2,04	0,94	0,21	3,19

Primes d'allaitement et bons de lait.

ANNÉES	MATERNITÉ	ANNÉES	MATERNITÉ
1947	0,28	1951	0,10
1948	0,20	1952	0,08
1949	0,15	1953	0,08
1950	0,14	1954	0,07

Il est possible de diviser les dépenses en quatre groupes:

1° Les prestations et dépenses dont le taux ou les conditions de calcul sont fixés par la loi, c'est-à-dire les prestations en espèces de maladie, longue maladie, maternité et décès, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les dépenses diverses;

2° Les prestations sur le tarif desquelles le ministre du travail n'a pas d'action (pharmacie, hospitalisation);

3° Les prestations sur le tarif desquelles le ministre du travail peut agir: frais médicaux, chirurgicaux, soins dentaires, primes d'allaitement et bons de lait;

4° La gestion et l'action sanitaire et sociale.

Pourcentage des salaires.

ANNÉES	DÉPENSES et prestations fixées par la loi.	PRESTATIONS SUR LE TARIF desquelles le ministre du travail		GESTION et action sanitaire et sociale.
		n'a pas d'action.	a une action.	
1947.....	7,48	1,86	1,92	1,77
1948.....	7	2,48	1,84	1,36
1949.....	8,88	3,46	1,80	1,19
1950.....	10,14	2,90	1,95	1,25
1951.....	9,95	4,36	2,06	1,29
1952.....	9,13	4,44	1,91	1,20
1953.....	9,33	4,75	1,95	1,21
1954.....	9,28	4,94	1,97	1,18

Ainsi, l'intervention des autorités de tutelle a-t-elle contribué à freiner ou à stabiliser les dépenses sur les tarifs desquelles il était possible d'agir.

***

En ce qui concerne les assurances sociales la permanence du déficit à partir de l'année 1950 est démontrée par le tableau qui suit:

ANNÉES	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	DÉFICIT
1947.....	108.189	89.886	18.303	»
1948.....	172.716	140.384	32.332	»
1949.....	216.837	217.018	»	181
1950.....	234.498	271.292	»	36.794
1951.....	300.263	343.611	»	43.348
1952.....	384.291	416.452	»	32.161
1953.....	413.723	451.333	»	37.610
1954.....	441.361	488.898	»	47.537

Les accidents du travail.

La prise en charge des accidents du travail par les caisses de sécurité sociale n'a occasionné aucune difficulté financière. En effet, il a fallu deux ans environ pour arriver au plein des dépenses du nouveau régime. Si le régime général a dû verser diverses indemnités aux compagnies d'assurance (art. 6 et 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) aux agents et courtiers (loi du 3 juillet 1947), il a bénéficié des taxes versées en addition aux primes d'assurances dont la centralisation à la caisse des dépôts et consignations était assez lente. Cette recette s'est élevée à 3.157 millions en 1947 et 2.050 millions en 1948.

Le taux moyen des cotisations s'est progressivement abaissé.

ANNÉES	TAUX des cotisations en pourcentage des salaires.	ANNÉES	TAUX des cotisations en pourcentage des salaires.
1947.....	3,50	1951.....	2,64
1948.....	3,30	1952.....	2,50
1949.....	3	1953.....	2,62
1950.....	2,84	1954.....	2,57

La comparaison des recettes et dépenses montre que les accidents du travail s'équilibrent dans l'ensemble. La tendance au déficit résulte de l'intervention des lois de majoration de rentes d'accidents du travail qui imposent au régime une surcharge pour l'avenir alors que ses cotisations sont calculées en fonction des résultats antérieurs.

C'est pourquoi alors qu'aucune modification du taux des cotisations n'avait été prévue à l'occasion des lois des 12 janvier 1948 et 2 août 1949, il a fallu prévoir le relèvement du taux des cotisations d'accident du travail à l'occasion des lois des 25 juillet 1952 et 2 septembre 1954.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Chiffres en millions.)

ANNÉES	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	DÉFICIT
1947.....	19.901	10.820	9.081	»
1948.....	31.550	21.173	10.377	»
1949.....	33.614	33.666	»	52
1950.....	37.252	39.209	»	1.957
1951.....	43.511	44.422	»	911
1952.....	54.168	52.297	1.871	»
1953.....	59.573	61.310	»	1.737
1954.....	63.608	66.800	»	3.192

Les prestations familiales (salariés).

C'est la législation dont l'expansion a été la plus considérable.

(Chiffres en millions.)

ANNÉES	DÉPENSES DES CAISSES	DONT PRESTATIONS (1)
1938.....	2.215	2.098
1945.....	19.658	17.785
1947.....	65.460	59.632
1950.....	203.767	188.820 (2)
1954.....	403.177	364.806 (2)

(1) Les autres dépenses sont constituées par la gestion et l'action sanitaire.
(2) Crédits ouverts au titre des allocations logement non compris.

La mise en application du nouveau régime des prestations familiales s'est effectuée progressivement au cours du deuxième semestre 1946 et de l'année 1947 comportant une extension des prestations à de nouveaux bénéficiaires, une revision du salaire de base, un alignement des taux de prestations servies en province sur les taux résultant des abattements de zone prévus pour la réglementation des salaires, la mise en application des prestations nouvelles.

Le taux des cotisations a dû être rajusté à plusieurs reprises.

TAUX des cotisations.	TEXTE	DATE D'EFFET
12	Arrêté du 2 août 1946.	1er juillet 1946
13	Arrêté du 24 septembre 1947.	1er octobre 1947.
14	Arrêté du 2 mars 1948.	1er mars 1948
16	Arrêté du 28 septembre 1948.	1er octobre 1948.
16,75	Loi du 26 septembre 1951.	1er octobre 1951.

A l'origine, les caisses d'allocations familiales disposaient d'une trésorerie insuffisante. Elles ont dû faire appel au concours de la caisse nationale de sécurité sociale. Ce n'est qu'à partir de 1950 que le régime des allocations familiales des salariés a couvert ses déficits antérieurs et a pu commencer à constituer sa trésorerie avec ses propres ressources. A partir de 1952, il devient nettement excédentaire et ce sont les prestations familiales qui fournissent la trésorerie aux assurances sociales.

(Chiffres en millions.)

ANNÉES	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	DÉFICIT
1947.....	67.111	65.460	1.651	»
1948.....	127.915	136.416	»	8.501
1949.....	192.585	185.227	7.358	»
1950.....	207.635	203.767	3.868	»
1951.....	275.323	265.727	9.596	»
1952.....	371.760	330.815	40.945	»
1953.....	402.054	360.546	41.508	»
1954.....	434.517	403.177	31.340	»

C'est au cours des années où se décident le plus de modifications du taux des prestations que se produisent les plus grandes difficultés de trésorerie. Le salaire de base des prestations est modifié trois fois en 1947 (lois des 31 mars 1947, 25 juin 1947, 31 décembre 1947), deux fois en 1948 (loi du 2 mars 1948 et décret du 6 octobre 1948), deux fois en 1950 (lois des 29 juillet et 30 décembre 1950), trois fois en 1951 (lois des 2 mars, 9 mai et 26 septembre 1951).

Les prestations familiales
(employeurs et travailleurs indépendants).

La loi du 22 août 1946 avait prévu que l'Etat continuerait à participer aux charges résultant du payement des prestations familiales aux travailleurs indépendants. Mais les subventions, dont le taux avait été réduit pour 1947, ont été supprimées en 1948. Il a donc fallu non seulement créer un système de financement nouveau, mais encore le porter à l'équilibre en comprenant la part du concours financier de l'Etat.

Après un premier arrêté du 2 août 1946, devant les difficultés de recouvrement, on a estimé qu'il valait mieux baisser le taux des cotisations (malgré le déficit qui en résultait), de façon à trouver le seuil de solvabilité des intéressés et asseoir les ressources sur des bases durables. Le taux des cotisations a d'abord été fixé sur des bases forfaitaires uniformes (arrêté du 17 septembre 1946).

Mais il est apparu qu'un système de cotisation uniforme aurait conduit à fixer une cotisation d'équilibre supérieure à la prestation allouée aux familles de deux enfants. D'autre part, devant le nombre des travailleurs ne disposant pas de ressources suffisantes, il était nécessaire de prévoir des exonérations partielles au profit de certains redevables.

Le système de financement établi par le décret du 21 avril 1948 et l'arrêté du 27 août 1948 répond à ces deux préoccupations; il prévoit des cotisations calculées en fonction du revenu professionnel net des intéressés en comportant à la fois des taux réduits en cas d'insuffisance de ressources et des forfaits progressifs avec le revenu professionnel.

L'équilibre du régime des travailleurs indépendants a été également facilité, après la loi du 13 mai 1948, par le glissement de certains prestataires vers le régime des salariés (conjoint salarié d'un travailleur indépendant). L'amélioration de la situation financière du régime a pu se traduire, grâce à la loi du 2 août 1949, par un relèvement du salaire de base des prestations. Le régime des employeurs et travailleurs indépendants a pu réduire l'écart qui le séparait des salariés et rétablir la parité (décrets des 13 février 1950, 14 juin 1950, 30 septembre 1950, lois des 30 décembre 1950, 2 mars 1951 et 9 mai 1951, décret du 7 juillet 1951).

ALLOCATIONS FAMILIALES
(Employeurs et travailleurs indépendants.)
(Chiffres en millions.)

ANNÉES	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT	DÉFICIT
1947.....	5.607	8.069	»	2.462
1948.....	5.089	10.459	»	5.370
1949.....	8.583	9.680	»	1.097
1950.....	14.413	12.032	2.381	»
1951.....	18.120	18.439	»	319
1952.....	21.398	21.893	»	495
1953.....	24.790	24.259	655	»
1954.....	29.856	27.792	2.064	»

Les difficultés des années 1947-1948, pendant lesquelles le financement n'était pas assuré, ont été surmontées grâce aux avances de trésorerie de la caisse nationale de sécurité sociale au moyen des fonds des assurances sociales. Avec 1949, le nouveau système de financement s'installe. De 1950 à 1952, les insuffisances correspondent à l'établissement rapide de la parité. A partir de 1953, l'amélioration de la situation est parallèle à celle du régime des salariés; toutefois, comme les cotisations sont basées sur les revenus de l'année précédente, les variations de revenus des redevables se traduisent dans les recettes avec un retard d'un an.

La trésorerie et la situation d'ensemble.

En 1947-1948, les excédents des assurances sociales et des accidents du travail maintiennent l'aisance de trésorerie. Les caisses d'allocations familiales font appel à la caisse nationale de sécurité sociale pour couvrir leur déficit des E. T. I. (employeurs, travailleurs indépendants).

En 1949, les allocations familiales « salariés » sont en excédent alors que les assurances sociales, les accidents du travail sont en équilibre et les allocations familiales « E. T. I. » en déficit. Les caisses d'allocations familiales continuent à disposer d'une trésorerie fournie par les excédents des assurances sociales.

Les déficits considérables des assurances sociales en 1950-1951 provoquent un effondrement des disponibilités de la caisse nationale de sécurité sociale. Bien que des mesures aient été prises pour réduire la trésorerie des caisses et notamment provoquer le remboursement par les caisses d'allocations familiales d'une partie des avances consenties par la caisse nationale, la cadence des sorties est telle qu'il faut faire appel au concours du Trésor. Les lois des 1er et 26 septembre 1951 accordent une avance de 29 milliards à la caisse nationale (sur cette somme 13 milliards représentaient d'ailleurs le remboursement d'une créance de la sécurité sociale). En fait, les mesures prises pour redistribuer la trésorerie entre les organismes continuent à produire leurs effets et la caisse nationale se retrouve, au 31 décembre 1951, avec des disponibilités équivalentes à l'avance du Trésor. Les années 1952-1953 seront marquées par un très fort déficit des assurances sociales, compensé par un excédent d'importance comparable des allocations familiales « salariés ».

Mais ainsi qu'il a été noté, avec l'année 1954, le déficit des assurances sociales devient plus élevé que l'excédent des allocations familiales, l'insuffisance des ressources étant prise sur la trésorerie de l'ensemble des caisses.

*
* *

On ne saurait mieux, en conclusion, montrer la gravité de la situation présente qu'en précisant que les disponibilités des organismes de sécurité sociale représentaient, au 31 décembre 1947, six mois de dépenses de l'époque, alors qu'elles ne correspondaient plus, au 31 décembre 1954, qu'à une mensualité des charges actuelles.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'expression de mon respectueux dévouement.

PAUL BACON.

PREMIÈRE PARTIE

BILAN FINANCIER DE L'ANNEE 1954

(Régime général des professions non agricoles.)

Pour dresser un bilan de la sécurité sociale, il est nécessaire d'examiner successivement les résultats financiers des trois législations : assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales. En effet, le champ d'application de ces législations ne coïncide pas exactement, et chacune d'elles comporte un financement différent.

Par ailleurs, les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale sont très souvent communes aux assurances sociales et aux accidents du travail, dans certains cas même aux trois législations. Par suite, elles doivent faire l'objet d'un chapitre distinct.

Enfin, il convient d'indiquer le patrimoine des organismes de sécurité sociale en fin d'exercice et de compléter les résultats relatifs de l'ensemble des caisses par des renseignements statistiques régionaux.

Le présent compte rendu peut donc se diviser en six chapitres intitulés :

I. — Assurances sociales;
II. — Accidents du travail;
III. — Prestations familiales;
IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical;
V. — Patrimoine des organismes;
VI. — Principaux résultats par région de sécurité sociale.

I. — ASSURANCES SOCIALES

Le régime général des assurances sociales couvre les risques maladie, longue maladie, invalidité, vieillesse et décès, ainsi que les charges de la maternité. Il s'étend à tous les travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles.

Une fraction importante des travailleurs salariés relève de régimes spéciaux comportant une autonomie financière et des règles de fonctionnement propres. C'est le cas du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, des ouvriers mineurs, des inscrits maritimes, des agents de chemins de fer secondaires, des clercs de notaire, du personnel de la Banque de France, du Crédit foncier, de la Banque d'Algérie, des théâtres nationaux.

Les agents d'Electricité et de Gaz de France, les fonctionnaires titulaires et les ouvriers de l'Etat, sont affiliés au régime général seulement pour les prestations en nature des assurances maladie, longue maladie et maternité. Ils bénéficient, par ailleurs, de régimes spéciaux pour la vieillesse et les diverses prestations en espèces.

Le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie, longue maladie, maternité a été étendu également :

1° Aux étudiants, par la loi du 23 septembre 1948, à compter du 1er janvier 1949;

2° Aux militaires de carrière, en activité ou retraités, par la loi du 12 avril 1949, à compter du 1er juin 1949;

3° Aux grands invalides de guerre, veuves de guerre, veuves des grands invalides de guerre et orphelins de guerre, par la loi du 29 juillet 1950, à compter du 1er novembre 1950.

Le service des prestations du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par les caisses du régime général, mais ces prestations donnent lieu à une comptabilité distincte. Le recouvrement des cotisations et le service des prestations du régime des militaires ont été confiés à une caisse militaire de sécurité sociale jouissant de l'autonomie financière.

Le nombre des assurés cotisant aux caisses du régime général pour le service des prestations ci-dessus indiquées peut être évalué comme suit pour l'année 1954 :

Régime général proprement dit	8.400.000
Régimes divers y rattachés (agents d'Electricité et de Gaz de France, agents des collectivités locales, autres assurés partiels, assurés volontaires)	300.000
Total	8.700.000
Régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat	800.000
Régime des étudiants	90.000
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	190.000
Total général	9.780.000

Il est précisé que ces nombres ne comprennent pas les assurés retraités, cotisant ou non, bénéficiaires des prestations de l'assurance maladie.

Les résultats relevés dans ce compte rendu ne concernent que le régime général des professions non agricoles, les salariés qui lui sont rattachés pour une partie des risques, les assurés volontaires, les fonctionnaires civils, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

A. — RECETTES

Le montant des cotisations encaissées au cours de l'année 1954 au titre des assurances sociales est indiqué ci-après (en millions de francs). Les chiffres donnés tiennent compte des cotisations identifiées postérieurement à l'encaissement, des annulations et des remboursements.

	RÉGIME général.	RÉGIMES divers.	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.
Janvier 1954	37.342	616	583	16,6
Février	31.034	585	92	10,6
Mars	29.849	576	5.080	12,3
1er trimestre 1954.	98.225	1.775	5.755	39,5
Avril	34.523	698	544	0,2
Mai	33.888	601	3.568	1,7
Juin	29.618	578	1.091	0,5
2e trimestre 1954.	98.029	1.877	5.203	2,4

	RÉGIME général.	RÉGIMES divers.	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.
Juillet	36.371	711	77	»
Août	33.185	537	3.751	0,1
Septembre	34.721	592	877	0,1
3e trimestre 1954.	104.277	1.840	4.705	0,2
Octobre	38.191	753	337	4,3
Novembre	35.971	628	2.908	5,2
Décembre	34.488	705	2.235	17,7
4e trimestre 1954.	108.650	2.086	5.480	27,2
Année 1954...	409.181	7.578	21.143	69,3

Les cotisations du régime général représentent 16 p. 100 des salaires assujettis; 10 p. 100 étant à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge de l'assuré. Ce dernier taux est abaissé à 2 p. 100 pour les travailleurs salariés âgés de plus de soixante-cinq ans.

Pour les salariés des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la cotisation est égale à 17 p. 100, dont 7 p. 100 à la charge de l'assuré et 10 p. 100 à la charge de l'employeur.

Les cotisations versées pour les fonctionnaires en activité sont égales, depuis le 1er décembre 1951, à 5 p. 100 des traitements assujettis, ce taux étant ramené à 2,50 p. 100 pour les retraités. Elles sont supportées pour moitié par les assujettis et pour moitié par l'Etat employeur.

En application du décret du 26 janvier 1951, la cotisation de sécurité sociale à la charge des fonctionnaires retraités est précomptée, depuis le 1er janvier 1951, sur les arrérages des pensions servies aux intéressés, et le produit de cette cotisation et de la cotisation à la charge de l'Etat est ordonnancé en fin de trimestre par le ministre des finances et des affaires économiques, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

Depuis le 1er janvier 1952, la cotisation des fonctionnaires en activité est également versée directement à la caisse nationale, en application du décret du 16 juin 1952. Un décret du 30 décembre 1952 a étendu ces dispositions aux cotisations des ouvriers de l'Etat à compter du 1er janvier 1953. Les sommes relevées dans la statistique des encaissements concernent les cotisations versées à la caisse nationale pour les fonctionnaires en activité (17.959 millions) et les retraités (3.184 millions).

Les encaissements des régimes divers concernent les versements effectués au titre des agents d'Electricité et de Gaz de France (4,50 p. 100 des émoluments assujettis, depuis le 1er juillet 1951), des agents des collectivités locales ne relevant pas d'un régime spécial en matière d'assurance maladie, des autres assurés partiels et des assurés volontaires. Ils comprennent également des versements rétroactifs de cotisations d'assurance vieillesse pour les agents des cadres.

Ils se répartissent comme suit:

Cotisations des agents d'Electricité de France et de Gaz de France	2.084	millions
Cotisations des agents des collectivité locales affiliés au régime mixte (art. 5 du décret du 2 mars 1951)	1.970	—
Cotisations des autres assurés partiels	1.476	—
Cotisations des assurés volontaires	1.657	—
Versements rétroactifs d'assurance vieillesse et réserves mathématiques	391	—
Total	7.578	millions.

Le plafond annuel des salaires soumis à cotisation est fixé à 456.000 F depuis le 1er avril 1952.

La cotisation annuelle des étudiants est fixée à 1.000 F. Par ailleurs, l'Etat a versé à la caisse nationale en 1954 une somme de 1.112.404.000 F représentant la totalité de la contribution de l'Etat au régime des étudiants pour l'exercice 1954, soit 768.926.000 F, et la moitié restant due de la contribution pour l'exercice 1953, soit 343.478.000 F.

Le financement du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre est assuré par une cotisation due par les bénéficiaires et prélevée sur leur pension et par une contribution de l'Etat. La caisse nationale a reçu à ce titre 2.278 millions en 1954.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé en 1954 à 1.105 millions pour les cotisations d'assurances sociales non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires et pour moitié au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

Les encaissements de 1954 (cotisations et majorations de retard), au titre du régime général et des régimes divers y rattachés, ont été répartis comme suit, entre les différents organismes, en application des arrêtés de ventilation:

ORGANISMES	COTISATIONS du régime général et des régimes divers.	MAJORATIONS de retard.	TOTAL
Caisses primaires.			
Gestion des risques	165.627	»	165.627
Action sanitaire et sociale	888	552	1.440
Contrôle médical	1.524	»	1.524
Caisses régionales.			
Gestion des risques	14.424	»	14.424
Action sanitaire et sociale	2.770	»	2.770
Contrôle médical	2.340	»	2.340
Caisse nationale.			
Gestion des risques	229.186	»	229.186
Action sanitaire et sociale	»	552	552
Total	416.759	1.104	417.863

B. — DEPENSES

Parmi les dépenses d'assurances sociales effectuées en 1954, il y a lieu de distinguer:

1° Les prestations légales;
2° L'action sanitaire et sociale et le contrôle médical;
3° La gestion administrative;
4° Les dépenses diverses.

1° Prestations légales

a) *Maladie et longue maladie.*

Les dépenses de l'assurance maladie représentent à la fois le coût des indemnités journalières versées aux travailleurs pendant la durée où ils sont privés de leur salaire par suite de leur incapacité de travail et le montant du remboursement des frais médicaux et chirurgicaux, des soins dentaires, des frais pharmaceutiques et des dépenses d'hospitalisation entraînés par la maladie, soit de l'assuré lui-même, soit des membres de sa famille.

Depuis le 1er avril 1952, le maximum des indemnités journalières est de 635 F (845 F pour l'indemnité journalière majorée) et le maximum de l'allocation mensuelle versée en cas de longue maladie de 19.000 F (allocation majorée: 25.335 F).

A la date du 1er octobre 1954, le nombre des bénéficiaires de l'assurance longue-maladie s'établissait à 405.396. Ce nombre, qui résulte d'une recensement spécial, concerne l'ensemble des bénéficiaires (assurés et ayants droit), des différents regimes gérés par les caisses du régime général. Si l'on tient compte des entrées et des sorties du 4e trimestre 1954, le total des bénéficiaires au 31 décembre 1954 s'élevait à 412.989.

les caisses primaires de sécurité sociale ont versé, au total, en 1954, 190.683 millions au titre de l'assurance maladie et 50.008 millions au titre de l'assurance longue-maladie, La ventilation des dépenses, par catégorie de prestations et par mois, est relevée, pour les différents régimes dans les tableaux A1 à A8. Le tableau A9 récapitule les résultats des tableaux A1 à A8 et donne, pour l'année, une ventilation plus détaillée des prestations servies aux fonctionnaires, aux étudiants et aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre.

Il est précisé que les prestations servies aux bénéficiaires des régimes divers autres que les fonctionnaires, les étudiants et les grands invalides, veuves et orphelins de guerre, sont comprises dans les dépenses du régime général.

Le nombre d'indemnités journalières servies en 1954 au titre de l'assurance maladie est indiqué ci-après:

Janvier 1954	6.339.069	Juillet	6.121.186
Février	7.338.607	Août	5.567.444
Mars	8.792.689	Septembre	5.970.007
1er trimestre	22.470.358	3e trimestre	17.658.637
		Octobre	5.974.335
		Novembre	6.002.725
Avril	7.596.909	Décembre	6.756.695
Mai	6.745.762		
Juin	6.656.967	4e trimestre	18.733.755
2e trimestre	20.999.638	Année 1954	79.862.388

A 1. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques (1).	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION (2)	DIVERS	INDEMNITÉS journalières	TOTAL (2)
Année 1953	19.626	9.488	37.413	10.854	48.959	179	30.684	157.194
Moyenne mensuelle	1.635	791	3.118	904	4.080	14	2.557	13.099
Année 1954 :								
Janvier	1.588	716	3.181	851	3.706	55	2.457	12.554
Février	1.923	775	3.559	891	4.589	9	2.870	14.616
Mars	2.401	907	4.343	1.050	4.857	6	3.478	16.742
1er trimestre	5.612	2.398	11.083	2.792	13.152	70	8.805	43.912
Avril	1.875	924	3.879	1.049	3.592	49	2.375	14.343
Mai	1.742	898	3.491	970	4.359	16	2.641	14.117
Juin	1.809	983	3.601	1.086	4.603	8	2.591	14.681
2e trimestre	5.426	2.805	10.971	3.105	12.554	73	8.207	43.141
Juillet	1.705	961	3.346	1.183	4.211	20	2.349	13.775
Août	1.468	807	2.721	867	4.918	7	2.152	12.940
Septembre	1.548	862	2.991	798	4.700	8	2.335	13.242
3e trimestre	4.721	2.630	9.058	2.848	13.829	35	6.836	39.957
Octobre	1.725	1.004	3.383	951	5.134	21	2.363	14.581
Novembre	1.732	961	3.500	945	4.336	17	2.417	13.908
Décembre	2.047	1.084	4.200	1.193	5.751	49	2.713	17.037
4e trimestre	5.504	3.049	11.083	3.089	15.221	87	7.493	45.526
Année 1954	21.263	10.882	42.195	11.834	54.756	265	31.341	172.536
Moyenne mensuelle	1.772	907	3.516	986	4.563	22	2.612	14.378

(1) Voir au tableau A 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.

A 2. — **ASSURANCE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION**
(En millions de francs.)

	FRAIS MÉDICAUX					FRAIS pharmaceutiques.		FRAIS D HOSPITALISATION				
	Consultations.	Visites	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacements.	Pharmacie.	Lunettes et orthopédie	Hospitalisation.	Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics.	Cures thermales.	Remboursements à l'A. M. G. non ventilés.	Rééducation professionnelle des invalides
Année 1953.....	7.043	5.968	3.671	2.242	1.302	34.906	2.507	43.822	3.161	1.158	715	103
Moyenne mensuelle	587	497	256	187	108	2.909	209	3.652	263	96	60	9
Année 1954:												
Janvier	530	533	246	180	99	2.988	193	3.362	244	8	83	9
Février	568	616	426	199	114	3.360	199	4.195	299	5	80	10
Mars	700	726	304	240	131	4.099	244	4.432	311	15	88	11
1er trimestre....	1.798	1.875	976	619	344	10.447	636	11.989	854	28	251	30
Avril	653	594	287	222	119	3.643	236	3.241	246	5	90	10
Mai	622	506	285	217	112	3.271	220	3.957	310	42	42	8
Juin	663	522	282	221	121	3.362	239	4.007	305	197	80	14
2e trimestre....	1.938	1.622	854	660	352	10.276	695	11.205	861	244	212	32
Juillet	640	465	269	215	116	3.118	228	3.521	290	268	125	7
Août	532	386	273	165	112	2.530	191	4.240	306	294	66	12
Septembre	589	414	245	181	119	2.771	220	4.015	303	291	82	9
3e trimestre....	1.761	1.265	787	561	347	8.419	639	11.776	899	853	273	28
Octobre	657	453	325	182	108	3.122	261	4.578	336	89	119	12
Novembre	656	494	283	196	103	3.255	245	3.946	295	19	66	10
Décembre	726	633	327	240	121	3.924	276	5.097	406	50	185	13
4e trimestre....	2.039	1.580	935	618	332	10.301	782	13.621	1.037	158	370	35
Année 1954.....	7.536	6.342	3.552	2.458	1.375	39.443	2.752	48.591	3.651	1.283	1.106	125
Moyenne mensuelle	628	528	296	205	115	3.287	229	4.049	304	107	92	11

A 3. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques (1).	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION (1)	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL (2)
Année 1953	1.836	1.317	3.300	27	22.674	13.220	(3) 42.474 (4) 42.487
Moyenne mensuelle	153	110	275	2	1.889	1.102	(3) 3.539 (4) 3.541
Année 1954 :							
Janvier	149	102	291	3	1.752	1.087	3.384
Février	156	110	302	3	2.111	1.110	3.792
Mars	179	125	351	3	2.119	1.326	4.103
1er trimestre	484	337	944	9	5.982	3.523	11.279
Avril	167	118	327	3	1.709	1.234	3.558
Mai	164	110	316	2	2.164	1.194	3.950
Juin	174	123	334	3	2.023	1.239	3.896
2e trimestre	505	351	977	8	5.896	3.667	11.404
Juillet	167	123	328	3	2.129	1.230	3.980
Août	154	103	284	2	2.098	1.217	3.858
Septembre	162	120	310	3	2.138	1.339	4.072
3e trimestre	483	346	922	8	6.365	3.786	11.910
Octobre	177	140	344	3	2.167	1.303	4.134
Novembre	177	130	340	3	2.025	1.245	3.920
Décembre	201	150	403	4	2.741	1.387	4.886
4e trimestre	555	420	1.087	10	6.933	3.935	12.940
Année 1954	2.027	1.454	3.330	35	25.176	14.911	47.533
Moyenne mensuelle	169	121	327	3	2.098	1.243	3.961

(1) Voir au tableau A 4 la ventilation de ces prestations.
(2) Voir au tableau A 5 la ventilation des prestations en nature entre les bénéficiaires.
(3) Non compris les dépenses diverses.
(4) Y compris les dépenses diverses.

A 4. — **ASSURANCE LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES FRAIS MEDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION**

(En millions de francs.)

	FRAIS MÉDICAUX					FRAIS pharmaceutiques.		FRAIS D'HOSPITALISATION				
	Consultations	Visites	Pratique médicale courante	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Pharmacie.	Lunettes et orthopédie.	Hospitalisation	Honoraires médicaux dans les hôpitaux publics.	Cures thermales	Remboursements à l'A. M. G. non ventilés.	Rééducation professionnelle
Année 1953.....	558	290	425	357	206	3.282	118	21.595	630	256	88	103
Moyenne mensuelle.....	46	24	35	30	17	273	10	1.800	52	21	7	9
Année 1954:												
Janvier	43	24	36	30	16	282	9	1.682	49	2	10	9
Février	43	26	39	32	16	293	9	2.020	70	2	10	9
Mars	52	29	43	37	18	339	12	2.025	70	6	6	12
1er trimestre...	138	79	118	99	50	914	30	5.727	189	10	26	30
Avril	49	26	38	35	19	316	11	1.631	56	2	7	13
Mai	47	24	41	34	18	306	10	2.072	65	14	4	9
Juin	51	25	41	36	21	322	12	1.888	57	54	9	15
2e trimestre....	147	75	120	105	58	944	33	5.591	178	70	20	37
Juillet	50	25	38	34	20	315	13	1.998	53	55	13	10
Août	45	22	40	27	20	275	9	1.962	59	52	13	12
Septembre	50	25	36	30	21	300	10	2.013	59	48	8	10
3e trimestre....	145	72	114	91	61	890	32	5.973	171	155	34	32
Octobre	55	27	45	31	19	333	11	2.054	71	19	9	14
Novembre	53	26	43	35	20	330	10	1.939	60	5	10	11
Décembre	60	31	50	39	21	383	20	2.606	91	13	15	16
4e trimestre....	168	84	138	105	60	1.046	41	6.599	222	37	34	41
Année 1954.....	598	310	490	400	229	3.794	136	23.890	760	272	114	140
Moyenne mensuelle.....	50	26	41	33	19	316	11	1.991	63	23	9	12

A 5. — **REPARTITION, PAR CATEGORIES DE BENEFICIAIRES, DES PRESTATIONS EN NATURE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE. — REGIME GENERAL**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE							ASSURANCE LONGUE MALADIE				
	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille.	Invalides.	Pensionnés.	Total.	Assurés.	Conjoints.	Enfants.	Autres membres de la famille.	Total.
Année 1953	62.221	18.522	27.068	72	12.376	6.251	126.510	19.781	2.680	6.795	11	29.267
Moyenne mensuelle	5.185	1.543	2.256	6	1.031	521	10.542	1.648	223	566	1	2.439
Année 1954 :												
Janvier	4.883	1.401	2.332	5	977	499	10.097	1.591	205	501	»	2.297
Février	5.717	1.602	2.648	6	1.180	593	11.746	1.807	241	633	1	2.682
Mars	6.396	1.823	2.892	7	1.440	706	13.264	1.861	243	672	1	2.777
1er trimestre	16.996	4.826	7.872	18	3.597	1.798	35.107	5.259	689	1.806	2	7.756
Avril	5.577	1.725	2.473	17	965	611	11.368	1.612	214	496	2	2.324
Mai	5.580	1.678	2.436	5	1.113	664	11.476	1.910	239	606	1	2.756
Juin	5.852	1.813	2.643	7	1.110	665	12.090	1.833	255	567	2	2.657
2e trimestre	17.009	5.216	7.552	29	3.188	1.940	34.934	5.355	708	1.669	5	7.737
Juillet	5.592	1.760	2.388	8	1.041	637	11.426	1.766	237	746	1	2.750
Août	5.202	1.541	2.232	6	1.150	567	10.788	1.698	306	637	»	2.641
Septembre	5.142	1.590	2.419	5	1.143	608	10.907	1.850	235	646	2	2.733
3e trimestre	16.026	4.891	7.039	19	3.334	1.812	33.121	5.314	778	2.029	3	8.124
Octobre	5.717	1.729	2.618	5	1.464	685	12.218	1.933	265	632	1	2.831
Novembre	5.380	1.688	2.521	6	1.230	666	11.491	1.823	244	607	1	2.675
Décembre	6.702	2.063	3.244	12	1.465	838	14.324	2.293	286	919	1	3.499
4e trimestre	17.799	5.480	8.383	23	4.159	2.189	38.033	6.049	795	2.158	3	8.005
Année 1954	67.830	20.413	30.846	89	14.278	7.739	141.195	21.977	2.970	7.662	13	32.622
Moyenne mensuelle	5.653	1.701	2.570	7	1.190	645	11.766	1.831	247	639	1	2.718

A 6. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE DU REGIME DES FONCTIONNAIRES**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE							ASSURANCE LONGUE MALADIE				
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation	Divers.	Total.	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Hospitalisation.	Total.
Année 1953	2.550	1.411	5.322	1.554	3.567	9	14.413	141	132	279	1.433	1.985
Moyenne mensuelle	212	118	443	129	297	0,7	1.201	12	11	23	119	165
Année 1954 :												
Janvier	201	104	439	119	232	»	1.095	12	11	24	100	147
Février	227	114	503	126	264	1	1.235	12	11	25	121	169
Mars	274	130	616	147	257	1	1.425	14	13	30	111	168
1er trimestre	702	348	1.558	392	753	2	3.755	38	35	79	332	484
Avril	250	137	561	148	248	2	1.346	14	12	27	101	154
Mai	242	142	533	144	295	1	1.357	13	13	27	124	177
Juin	247	148	528	159	337	2	1.421	16	12	29	121	178
2e trimestre	739	427	1.622	451	880	5	4.124	43	37	83	346	509
Juillet	223	143	473	169	347	1	1.356	14	12	27	129	182
Août	181	118	372	123	399	1	1.194	12	11	23	135	181
Septembre	201	129	425	117	361	2	1.235	13	12	25	121	171
3e trimestre	605	390	1.270	409	1.107	4	3.785	39	35	75	385	534
Octobre	219	147	485	136	350	1	1.338	13	13	27	119	172
Novembre	218	141	499	137	297	1	1.293	13	13	29	116	171
Décembre	264	163	610	171	373	1	1.582	17	14	34	142	207
4e trimestre	701	451	1.594	444	1.020	3	4.213	43	40	90	377	550
Année 1954	2.747	1.616	6.044	1.696	3.760	14	15.877	163	147	327	1.440	2.077
Moyenne mensuelle	229	135	504	141	313	1	1.323	14	12	27	120	173

A 7. — **PRESTATIONS DU REGIME DES ETUDIANTS**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE						ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations servies aux étudiants.
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation.	Total.			
Année 1953.....	61,8	53,3	125	77,4	138,2	455,7	269,6	36,7	762
Moyenne mensuelle.....	5,1	4,4	10,4	6,4	11,5	37,9	22,4	3,1	63,5
Année 1954:									
Janvier	4,3	4,1	8,5	5,1	10,2	32,2	24,8	2,4	59,4
Février	5,2	4,6	9,6	5,8	11,1	36,3	19,9	3,4	59,6
Mars	6,7	6	13,7	7,3	10,2	43,9	27,9	3,1	74,9
1er trimestre.....	16,2	14,7	31,8	18,2	31,5	112,4	72,6	8,9	193,9
Avril	6	5,1	12,4	6,3	9,8	39,6	21,5	3,1	64,2
Mai	6,4	5	12,9	7,2	11,7	43,2	19,4	2,7	65,3
Juin	6,6	5	13,8	9,2	11,5	46,1	31,5	3,8	81,4
2e trimestre.....	19	15,1	39,1	22,7	33	128,9	72,4	9,6	210,9
Juillet	6	5	11,5	8,7	11,4	42,6	14,9	2,8	60,3
Août	3,6	3,1	5,8	4,5	14,4	31,4	20,4	2,4	54,2
Septembre	5,8	5	10,1	5,2	16,4	42,5	26,9	3,8	73,2
3e trimestre.....	15,4	13,1	27,4	18,4	42,2	116,5	62,2	9	187,7
Octobre	6	6,3	11,6	7,7	14,6	46,2	17,2	3,7	67,1
Novembre	5,2	5	11,6	7,3	8,1	37,2	22,2	3,2	62,6
Décembre	6	5,8	12,9	7,5	13,8	46	35	3,3	84,4
4e trimestre.....	17,2	17,1	36,1	22,5	36,5	129,4	74,4	10,2	214
Année 1954.....	67,8	60	134,4	81,8	143,2	487,2	281,6	37,7	806,5
Moyenne mensuelle.....	5,7	5	11,2	6,8	11,9	40,6	23,5	3,1	67,2

A 8. — **PRESTATIONS DU REGIME DES GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE**

(En millions de francs.)

	ASSURANCE MALADIE						ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations servies aux grands invalides de guerre.
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux.	Frais pharmaceutiques.	Soins dentaires.	Hospitalisation.	Total.			
Année 1953	298,2	132,6	585,4	148,7	356,4	1.521,3	51,2	20,3	1.592,8
Moyenne mensuelle	24,8	11	48,8	12,4	29,7	126,8	4,3	1,7	132,7
Année 1954 :									
Janvier	23,5	10,6	48,3	11,1	29,4	122,9	7	1,2	131,1
Février	25,6	11,5	51,8	10,4	36,8	136,1	7,2	1,7	145
Mars	30,6	11,9	65,3	13	30,9	151,7	9,5	2,1	163,3
1er trimestre	79,7	34	165,4	34,5	97,1	410,7	23,7	5	439,4
Avril	29,9	13,2	63,8	12,8	27,5	147,2	7,5	1,6	156,3
Mai	28,5	13,1	60,5	13,1	33,3	148,5	10,5	2,2	161,2
Juin	29,6	14,2	61,7	15,7	36,5	157,7	10,2	2,2	170,1
2e trimestre	88	40,5	186	41,6	97,3	453,4	28,2	6	487,6
Juillet	27,7	14,1	59	15,8	33,3	149,9	8,6	1,7	160,2
Août	24,7	12,9	50	11,2	33,1	131,9	9,7	1,9	143,5
Septembre	26,6	12,7	53,3	11,4	40,1	144,1	9,5	2,1	155,7
3e trimestre	79	39,7	162,3	38,4	106,5	423,9	27,8	5,7	459,4
Octobre	28,2	14,9	59,9	13,5	39,6	156,1	11,2	1,8	169,1
Novembre	27,5	14,6	59,3	13,8	37	152,2	13,2	2,3	167,7
Décembre	32,9	17,6	69,6	14,6	50,2	184,9	12,4	2,3	199,6
4e trimestre	88,6	47,1	188,8	41,9	126,8	493,2	36,8	6,4	536,4
Année 1954	335,4	161,3	702,5	156,4	427,7	1.783,2	116,5	23,1	1.922,8
Moyenne mensuelle	27,9	13,5	58,5	13	35,7	148,6	9,7	1,9	160,2

A 9. — **RECAPITULATION DES PRESTATIONS SERVIES AU TITRE DES ASSURANCES MALADIE ET LONGUE MALADIE**

(En millions de francs.)

	RÉGIME GÉNÉRAL		RÉGIME des fonctionnaires.		RÉGIME des étudiants.		RÉGIME des grands invalides de guerre.		TOTAL	
	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.
Prestations en nature.										
Consultations	7.536	598	955	42	25,8	2,1	97,7	2,7	8.615	645
Visites	6.342	310	907	27	10,8	0,6	120,5	4	7.380	341
Pratique médicale courante	3.552	490	316	35	20,6	4,5	31	2	3.920	532
Soins d'auxiliaires	2.457	400	324	35	6,3	1	34,8	2,6	2.822	439
Frais de déplacement	1.375	229	245	24	4,3	1,8	51,4	2,2	1.676	257
Frais chirurgicaux	10.882	1.454	1.616	139	60	12,8	161,3	6,5	12.719	1.612
Soins et prothèse dentaires	11.834	35	1.696	8	81,8	0,1	156,4	0,4	13.768	44
Pharmacie	39.442	3.794	5.615	317	123,6	14,5	644,9	26,4	45.826	4.152
Lunettes et orthopédie	2.753	136	429	10	10,8	0,4	57,6	0,6	3.250	147
Frais d'hospitalisation	48.592	23.866	3.160	1.363	127,9	241,4	373	63,8	52.253	25.534
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics	3.652	759	218	30	7,8	1,9	28,5	2,2	3.906	793
Frais de cure thermale	1.283	272	374	44	7,4	0,4	11,6	1	1.676	317
Remboursements à l'A. M. G. non ventilés	1.106	114	8	1	»	0,1	12,5	1,9	1.126	117
Rééducation professionnelle	125	24	»	1	»	»	»	»	125	25
Divers	264	140	14	1	0,1	»	2	0,2	280	141
Total des prestations en nature	141.195	32.621	15.877	2.077	487,2	281,6	1.783,2	116,5	159.342	35.096
Indemnités journalières (maladie)	31.341	»	»	»	»	»	»	»	31.341	»
Allocations mensuelles (longue maladie)	»	14.912	»	»	»	»	»	»	»	14.912
Total général des prestations	172.536	47.533	15.877	2.077	487,2	281,6	1.783,2	116,5	190.683	50.008
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.										
Assurés	67.830	21.977	6.897	1.269	461,7	277,	1.390	72,5	76.579	23.595
Conjoints	20.413	2.970	2.568	278	12,2	2	216,6	19,5	23.210	3.270
Enfants	30.846	7.662	3.592	529	13,3	2,6	176,3	24,5	34.627	8.218
Autres membres de la famille (1)	90	12	20	1	»	»	0,3	»	110	13
Invalides et leurs ayants droit	14.277	»	411	»	»	»	»	»	14.688	»
Pensionnés et leurs ayants droit	7.739	»	2.389	»	»	»	»	»	10.128	»
Total	141.195	32.621	15.877	2.077	487,2	281,6	1.783,2	116,5	159.342	35.096

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

b) *Maternité.*

Les dépenses de l'assurance maternité comportent:

1° La couverture des frais de soins de toute nature se rapportant à la période de grossesse, à l'accouchement et à ses suites;

2° Le montant d'une indemnité journalière versée à la femme assurée sociale pendant la période des couches (en principe 14 semaines) et correspondant à la moitié ou aux deux tiers du salaire perçu par l'intéressée. Le maximum de cette indemnité varie dans les mêmes conditions que celui de l'assurance maladie;

3° Des primes d'allaitement et des bons de lait dont les taux n'ont pas varié depuis le 1er octobre 1947.

En 1954, 457.490 naissances ont donné lieu au versement des prestations de l'assurance maternité (régime général: 425.501, régime des fonctionnaires: 29.834, régime des étudiants: 1.206, régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre: 949). Les prestations ont représenté au total: 17.104 millions.

	RÉGIME GENERAL	RÉGIME des fonctionnaires.	RÉGIME des étudiants.	RÉGIME des grands invalides de guerre.	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit	1.280	91	3,5	2,5	1.377
Frais pharmaceutiques et appareils	709	59	2,5	1,4	772
Frais d'hospitalisation	5.649	376	18,5	8,6	6.052
Frais médicaux d'accouchement	2.475	200	8,5	6,4	2.690
Primes d'allaitement servies aux assurées	349	28	1,3	0,3	379
Primes d'allaitement servies aux conjointes	794	55	1,6	2,3	853
Bons de lait servis aux assurées	227	18	0,7	0,1	246
Bons de lait servis aux conjointes	421	33	0,8	1,4	456
Primes diverses	125	8	0,3	0,1	133
Total des prestations en nature	12.029	868	37,7	23,1	12.958
Indemnités journalières	4.146	»	»	»	4.146
Total général	16.175	868	37,7	23,1	17.104

B 1. — **PRESTATIONS DES ASSURANCES MATERNITE ET DECES. — TOTAL DES PRESTATIONS DU REGIME GENERAL SERVIES PAR LES CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

	MATERNITÉ (2)				DÉCÈS	TOTAL des prestations du régime général (2)
	Prestations en nature (1).	Primes d'allaitement et bons de lait (1).	Indemnités journalières.	Total.		
Année 1953	9.288	1.923	3.824	15.035	3.459	218.175
Moyenne mensuelle	774	160	319	1.253	288	18.181
Année 1954						
Janvier	701	142	292	1.135	273	17.316
Février	812	140	298	1.250	285	19.943
Mars	860	169	347	1.376	323	22.544
1er trimestre	2.373	451	937	3.761	881	59 833
Avril	782	157	342	1.281	304	19.486
Mai	834	153	346	1.333	291	19.691
Juin	910	162	372	1.444	298	20.319
2e trimestre	2.526	472	1.060	4.058	893	59.496
Juillet	789	154	364	1.307	282	19.344
Août	843	143	356	1.342	267	18.407
Septembre	886	181	382	1.449	304	19.067
3e trimestre	2.518	478	1.102	4.098	853	56.818
Octobre	913	179	355	1.447	303	20.465
Novembre	835	163	337	1.335	290	19.453
Décembre	947	174	355	1.476	325	23.724
4e trimestre	2.695	516	1.047	4.258	918	63.642
Année 1954	10.112	1.917	4.146	16.175	3.545	239.789
Moyenne mensuelle	843	160	345	1.348	295	19.982

(1) Voir au tableau B 2 la ventilation de ces prestations.
(2) Assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.

B 2. — **ASSURANCE MATERNITE. — REGIME GENERAL. — VENTILATION DES PRESTATIONS EN NATURE**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux (1).	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	FRAIS d'accouchement.	PRIMES D'ALLAITEMENT aux assurées.	PRIMES D'ALLAITEMENT aux conjointes.	BONS DE LAIT aux assurées	BONS DE LAIT aux conjointes.	PRIMES diverses.	TOTAL
Année 1953	1.156	638	5.145	2.349	361	833	212	400	117	11.211
Moyenne mensuelle	963	53	429	196	30	69	18	33	10	934
Année 1954 :										
Janvier	90	50	383	178	25	60	17	30	10	843
Février	101	57	465	189	25	59	16	31	9	952
Mars	110	62	470	209	30	72	19	37	11	1.029
1er trimestre	310	169	1.318	576	80	191	52	98	30	2.824
Avril	105	58	425	194	29	65	19	34	10	939
Mai	118	57	465	194	28	63	18	34	10	987
Juin	105	59	516	230	30	67	19	36	10	1.072
2e trimestre	328	174	1.406	618	87	195	56	104	30	2.998
Juillet	90	56	433	210	29	64	18	33	10	943
Août	89	53	485	216	26	61	17	31	8	986
Septembre	109	63	490	224	35	74	22	39	11	1.067
3e trimestre	288	172	1.408	650	90	199	57	103	29	2.996
Octobre	127	65	511	210	33	73	22	39	12	1.092
Novembre	109	62	463	201	29	66	20	37	11	998
Décembre	118	67	543	220	30	70	20	40	13	1.121
4e trimestre	354	194	1.517	631	92	209	62	116	46	3.211
Année 1954	1.280	709	5.649	2.475	349	794	227	421	125	12.029
Moyenne mensuelle	107	59	471	206	29	66	19	35	11	1.003

(1) Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit.

B 3. — **PRESTATIONS DE L'ASSURANCE MATERNITE. — REGIME DES FONCTIONNAIRES. TOTAL DES PRESTATIONS SERVIES AUX FONCTIONNAIRES**

(En millions de francs.)

	PRESTATIONS en nature.	PRIMES D'ALLAITEMENT et bons de lait.	TOTAL	TOTAL des prestations servies aux fonctionnaires (1).
Année 1953	697	142	839	17.237
Moyenne mensuelle	58	12	70	1.436
Année 1954 :				
Janvier	49	11	60	1.302
Février	57	10	67	1.471
Mars	64	12	76	1.669
1er trimestre	170	33	203	4.442
Avril	56	11	67	1.567
Mai	63	12	75	1.609
Juin	66	12	78	1.677
2e trimestre	185	35	220	4.853
Juillet	56	11	67	1.605
Août	56	10	66	1.441
Septembre	63	14	77	1.483
3e trimestre	175	35	210	4.529
Octobre	67	14	81	1.594
Novembre	61	12	73	1.537
Décembre	68	13	81	1.870
4e trimestre	196	39	235	4.998
Année 1954	726	142	868	18.822
Moyenne mensuelle	60	12	72	1.568

(1) Assurances maladie, longue maladie, maternité.

Le nombre d'indemnités journalières servies au titre de l'assurance maternité, le nombre de naissances ayant donné lieu à indemnisation et le nombre de déclarations de grossesse enregistrées par les caisses primaires au cours de l'année 1954 sont indiqués ci-après, en ce qui concerne le régime général (fonctionnaires, étudiants et grands invalides, veuves et orphelins de guerre exclus).

	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE DE NAISSANCES			DÉCLARATIONS DE GROSSESSE		
		Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Assurées.	Non assurées.	Total.
Année 1953	11.403.053	145.473	271.821	417.294	157.983	299.308	457.291
Année 1954 :							
Janvier	848.646	10.583	20.546	31.129	14.360	26.039	40.399
Février	854.841	11.687	21.811	33.498	12.591	23.646	36.237
Mars	1.009.041	13.097	24.128	37.225	14.685	27.504	42.189
1er trimestre	2.712.528	35.367	66.485	101.852	41.636	77.189	118.825
Avril	983.561	11.789	22.452	34.241	12.261	23.473	35.734
Mai	984.989	12.358	22.845	35.203	11.816	22.767	34.583
Juin	1.036.917	12.758	23.983	36.741	12.873	24.794	37.667
2e trimestre	3.005.467	36.905	69.280	106.185	36.950	71.034	107.984
Juillet	1.031.930	12.359	22.312	34.671	13.316	24.930	38.246
Août	988.373	13.164	23.463	36.627	12.479	23.438	35.917
Septembre	1.053.618	12.826	23.945	36.771	15.367	27.527	42.894
3e trimestre	3.073.921	38.349	69.720	108.069	41.162	75.895	117.057
Octobre	992.921	13.865	24.636	38.501	14.308	27.300	41.608
Novembre	933.056	11.274	22.550	33.824	13.771	25.594	39.365
Décembre	974.456	12.634	24.436	37.070	14.319	27.164	41.483
4e trimestre	2.900.433	37.773	71.622	109.395	42.398	80.058	122.456
Année 1954	11.692.349	148.394	277.107	425.501	162.146	304.176	466.322

c) *Invalidité.*

Les dépenses de l'assurance invalidité comprennent la charge des pensions d'invalidité servies aux assurés dont la capacité de travail est réduite des deux tiers par rapport à la normale.

En application de l'arrêté du 3 octobre 1953, les pensions ont été revalorisées de 20 p. 100 à compter du 1er avril 1953. L'arrêté du 8 avril 1955 les majore à nouveau de 9 p. 100 à partir du 1er avril 1955. Le taux annuel minimum est fixé à 65.000 F depuis le 1er janvier 1954.

En 1954, les caisses régionales de sécurité sociale ont versé 18.785 millions de pensions d'invalidité. Par ailleurs, elles remboursent aux caisses primaires les dépenses effectuées au titre de la rééducation professionnelle des invalides (ces dépenses sont indiquées dans le tableau A2). Le montant et le nombre de pensions servies sont indiqués ci-après, par trimestre:

	MONTANT des pensions servies (en millions).	NOMBRE DE PENSIONS au dernier jour du trimestre.			
		Complètes.	Suspendues.		Total.
			En partie.	Totalement.	
1er trimestre	4.702	187.164	10.461	57.890	255.515
2e trimestre	4.500	190.197	9.930	57.969	258.096
3e trimestre	4.557	192.795	9.583	57.959	260.337
4e trimestre	5.026	195.116	9.428	57.476	262.020
Total	18.785				

d) *Décès.*

L'assurance décès couvre la charge d'un capital versé aux ayants droit de tout assuré qui décède. Ce capital est égal à trois mois de salaire, dans les limites d'un minimum égal à 2.500 F et d'un maximum fixé à 114.000 F depuis le 1er avril 1952.

La charge de l'assurance représente 3.545 millions, en 1954. Les dépenses mensuelles sont relevées dans le tableau B 1. Le nombre de versements du capital décès, qui s'est élevé au total à 49.824 pour l'année, est indiqué ci-après par mois.

Janvier	3.958	Juillet	3.893
Février	4.127	Août	3.730
Mars	4.618	Septembre	4.182
1er trimestre	12.703	3e trimestre	11.805
Avril	4.371	Octobre	4.209
Mai	4.045	Novembre	4.021
Juin	4.202	Décembre	4.468
2e trimestre	12.618	4e trimestre	12.698

e) *Vieillesse.*

La charge supportée par la caisse nationale de sécurité sociale comprend:

1° Les pensions de vieillesse versées aux assurés sociaux ou, en cas de décès, à leur conjoint survivant;

2° L'allocation attribuée à tous les vieux travailleurs salariés qui, en raison de leur âge et de la date d'entrée en application des assurances sociales, ne réunissent pas les conditions exigées pour avoir droit à la pension.

Depuis le 1er janvier 1954, le montant annuel de cette allocation est fixé comme suit (loi du 20 mars 1954):

Allocation principale:

a) Villes de plus de 5.000 habitants	65.800 F.
b) Villes de moins de 5.000 habitants	62.400
Allocation complémentaire de résidence (Paris et communes assimilées de Seine et Seine-et-Oise)	3.400
Majoration pour conjoint à charge:	
a) Agé de moins de 65 ans	5.000
b) Agé de plus de 65 ans	32.900
Bonification pour enfant (10 p. 100 de l'allocation principale):	
a) Villes de plus de 5.000 habitants	6.580
b) Ville de moins de 5.000 habitants	6.240

En raison de la date d'application des assurances sociales (1er juillet 1930) aucun assuré ne se trouve actuellement dans les conditions pour pouvoir prétendre à une pension normale attribuée, en principe, après trente ans de cotisation. Aussi, jusqu'au 1er juillet 1948, le minimum des pensions vieillesse était-il porté, à soixante-cinq ans, au taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants, augmenté de la rente acquise par les versements portés au compte de l'intéressé au 31 décembre 1940. La loi du 23 août 1948 a accordé, à compter du 1er juillet 1948, de nouveaux avantages aux pensionnés en revalorisant leur pension, compte tenu de l'année d'entrée en jouissance.

Les pensions ainsi revalorisées ont été majorées de 17 p. 100 à compter du 1er janvier 1949; puis de 15 p. 100 au 1er avril 1949, 15 p. 100 au 1er janvier 1950, 16 p. 100 au 1er janvier 1951, 10 p. 100 au 1er avril 1952, 20 p. 100 au 1er avril 1953 et 9 p. 100 au 1er avril 1955 (arrêté du 8 avril 1955).

Par ailleurs, la loi du 3 février 1950 a étendu, à partir du 1er janvier 1950, aux titulaires de pensions et rentes n'ayant pas atteint l'âge de 65 ans, le bénéfice de la revalorisation prévue par la loi du 23 août 1948.

La statistique des dépenses de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés a été établie à partir des états mensuels présentés à la caisse nationale de sécurité sociale en vue du remboursement des prestations payées. Le tableau C indique la ventilation de ces dépenses par trimestre et par catégorie de prestations.

C. — **DEPENSES EFFECTUEES AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE ET DE L'ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES**

(En millions de francs.)

	ANNÉE 1953		ANNÉE 1954				
	Total	Moyenne trimestrielle.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Total
Pensions R. O. P., rentes, pensions et bonifications confondues	43	11	9	10	9	11	39
Pensions « assurances sociales » et « sécurité sociale »	13.490	3.372	4.632	4.664	4.754	5.189	19.239
Pensions revisées à soixante-cinq ans (assurés sociaux)	69.116	17.279	17.727	18.774	18.128	18.663	73.292
Allocations aux vieux travailleurs salariés	57.011	14.253	14.032	15.636	14.859	14.712	59.239
Allocations aux mères de cinq enfants	6.141	1.535	1.622	1.821	1.805	1.862	7.110
Pensions de réversion	3.488	872	1.110	1.176	1.122	1.161	4.569
Secours viagers	3.578	895	916	1.042	1.011	1.027	3.996
Remboursements de cotisations	3.156	789	808	1.021	646	1.104	3.579
Divers	368	92	100	257	270	248	875
Total	156.391	39.097	40.956	44.401	42.604	43.977	171.938

Au total, ces dépenses ont représenté 171.938 millions. Mais il y a lieu de leur ajouter la contribution versée par la caisse nationale de sécurité sociale au fonds spécial.

La loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 a supprimé l'allocation temporaire, à compter du 1er juillet 1952, et institué une allocation spéciale pour les bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire ne pouvant être rattachés ni à une organisation autonome de non salariés, ni à un régime de salariés. Les dépenses entraînées par l'attribution de l'allocation spéciale dont le taux est égal à celui de l'ancienne allocation temporaire (28.200 F par an jusqu'au 1er janvier 1954, 31.200 F, depuis cette date), sont à la charge d'un fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations. Ce fonds spécial est alimenté par:

1° Une taxe spéciale de 10.000 F par an, à la charge des personnes ne se trouvant pas dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle, assujetties à la surtaxe progressive et ne cotisant à aucun régime d'assurance vieillesse;

2° Une contribution de tous les organismes chargés d'allouer des retraites, pensions, rentes ou allocations de vieillesse en application de dispositions législatives ou réglementaires.

Le décret n° 54-371 du 29 mars 1954 avait fixé le montant de la contribution provisionnelle à verser au fonds spécial par les collectivités et organismes. La contribution de la caisse nationale de sécurité sociale qui s'élevait à 2.365 millions a été versée en deux fractions égales, la première en avril, la seconde en juillet 1954.

Le décret n° 54-760 du 20 juillet 1954 a fixé la contribution définitive pour l'année 1954. La contribution de la caisse nationale de sécurité sociale représentant 3.440 millions, le solde dû s'élevait à 1.075 millions. La caisse nationale a versé la moitié de cette somme, au mois d'octobre, soit 537.500.000 F. Au 31 décembre 1954, sur une contribution totale de 3.440 millions, les versements effectifs du régime général ont donc été de 2.902.500.000 F, et il restait à verser 537.500.000 F.

2° Action sanitaire et sociale et contrôle médical

Comme il a été dit plus haut, il n'est pas possible de ventiler entre les trois législations les dépenses effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical, et ces dépenses feront l'objet du chapitre IV du présent bilan.

Néanmoins, il est nécessaire d'indiquer au chapitre « Assurances sociales », les prélèvements effectués en application des arrêtés de ventilation.

Depuis le 1er janvier 1949, les caisses primaires et régionales doivent tenir un compte de contrôle médical distinct de l'action sanitaire et sociale proprement dite. Elles se voient attribuer, de ce fait, des ressources spéciales.

En 1954, 0,85 p. 100 des cotisations du régime général ont été affectés à l'action sanitaire, et 0,90 p. 100 au contrôle médical. Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations des régimes divers.

Les cotisations des fonctionnaires donnent lieu à un prélèvement au titre du contrôle médical. Le prélèvement de base est égal à 80 F par liquidation de dossier de prestations; il peut être l'objet de certains correctifs.

Les dispositions applicables au prélèvement de contrôle médical du régime des étudiants et du régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre sont les mêmes que celles prévues pour la couverture des frais de contrôle médical des fonctionnaires.

L'arrêté du 31 décembre 1953 modifié par l'arrêté du 7 octobre 1954 a fixé le montant des ressources du régime de sécurité sociale des fonctionnaires affectées à l'action sanitaire et sociale au titre de l'exercice 1954. Le prélèvement total de 200 millions est réparti entre le fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (130 millions) et les caisses primaires (70 millions).

Au total, les prélèvements de l'année peuvent être ainsi retenus:

Action sanitaire et sociale:

Régime général et régimes y attachés	3.658 millions.
Régime des fonctionnaires	200 —
Total	3.858 millions.

Contrôle médical:

Régime général et régimes y rattachés	3.864 millions.
Régime des fonctionnaires	400 —
Régime des étudiants	12 —
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	36 —
Total	4.312 millions.

Portés en dépenses au chapitre « Assurances sociales », ces prélèvements sur cotisations sont relevés en recettes au chapitre « Action sanitaire et sociale et contrôle médical ». Ils ne comprennent pas les recettes de l'action sanitaire et sociale au titre des majorations de retard.

3° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses de sécurité sociale sont autorisées à effectuer sur leurs ressources, pour couvrir leurs dépenses administratives, est fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la section permanente du conseil supérieur de la sécurité sociale.

Les dépenses administratives de l'année 1954 sont indiquées ci-après:

Caisses primaires de sécurité sociale	21.923 millions.
Unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales	1.653 —
Caisses régionales de sécurité sociale	2.993 —
Caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	5.252 —

Ces dépenses comprennent les frais de premier établissement amortis ou non au cours de l'année.

Pour établir le présent bilan, les dépenses des caisses primaires et des caisses régionales communes aux assurances et aux accidents du travail ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 4 et 1 en ce qui concerne les caisses primaires après déduction des frais de gestion afférents aux fonctionnaires, aux étudiants et aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre, et 1 et 2 en ce qui concerne les caisses régionales. Ces coefficients résultent du rapport des prélèvements effectués en 1953 sur les cotisations des deux législations.

Les dépenses des unions de recouvrement ont été réparties entre les caisses primaires et les caisses d'allocations familiales au prorata des contributions des divers organismes. Cette répartition est la suivante: caisses primaires, 841 millions; caisses d'allocations familiales, 812 millions.

On obtient alors à la charge des assurances sociales:

Caisses primaires et unions de recouvrement	18.515 millions.
Caisses régionales	998 —
Caisses d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	5.252 —

4° Dépenses diverses

Les dépenses relevées sous cette rubrique comprennent:

a) Les dépenses des services administratifs de la caisse nationale de sécurité sociale, les frais de fonctionnement de la direction générale et des directions régionales de sécurité sociale qui doivent être remboursés à l'Etat par la caisse nationale de sécurité sociale, le forfait prévu au titre de la franchise postale;

b) Les frais entraînés par l'élection des conseils d'administration des caisses, les dépenses afférentes au contentieux;

c) Les frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude au travail ou d'invalidité, le remboursement à l'institut national de la statistique des frais occasionnés par les opérations d'immatriculation.

Les dépenses visées à l'alinéa *a*) effectuées au titre de 1952, 1953 et 1954 et les dépenses de l'alinéa *b*) constatées en 1954 ont été réparties entre les trois fonds nationaux des assurances sociales, des prestations familiales et des accidents du travail proportionnellement aux coefficients 7, 5 et 1. Ces coefficients ont été fixés, pour l'année 1953, par l'arrêté du 4 octobre 1954 qui a prévu, par ailleurs, que les charges imputées au fonds national des assurances sociales sont réparties entre les quatre sections que comprend le fonds: régime général, fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre, proportionnellement aux dépenses supportées par ces sections. La ventilation ainsi fixée a été reconduite pour l'année 1954 par l'arrêté du 12 août 1955.

Les dépenses communes aux trois fonds effectuées en 1954 sont relevées ci-après (en millions de francs):

Services administratifs de la caisse nationale (exercice 1954).	190,1
Frais de fonctionnement des services de la direction générale et des directions régionales:	
Exercices 1949-1950-1951	10,8
Exercice 1952	353,6
Exercice 1953	261,6
Forfait postal (exercice 1953)	547,7
Frais d'élection	6,9
Frais de contentieux	54,6
Total	1.425,3

La ventilation de ces dépenses entre les trois fonds donne les résultats suivants, compte tenu de redressements concernant l'année 1953:

Assurances sociales	767,5
Prestations familiales	548,2
Accidents du travail	109,6

Au total, les dépenses diverses supportées en 1954 par le fonds national des assurances sociales peuvent être ainsi récapitulées:

Régime général:	
Participation aux dépenses communes	555,6
Frais de fonctionnement des commissions d'inaptitude et d'invalidité	15,5
Opérations d'immatriculation	12,9
Total	584
Régime des fonctionnaires:	
Participation aux dépenses communes	184,6
Remboursement de prestations à la caisse nationale militaire	53,4
Total	238
Régime des étudiants:	
Participation aux dépenses communes	9,2
Régimes des grands invalides, veuves et orphelins de guerre:	
Participation aux dépenses communes	18,1
Total général	849,3

La diminution des dépenses diverses de 1954 tient à un retard dans les remboursements par la caisse nationale des frais de fonctionnement des services administratifs et du forfait postal. En ce qui concerne les dépenses de la direction générale et des directions régionales de la sécurité sociale, il faut noter qu'au 31 décembre 1954 les remboursements de la caisse nationale à l'Etat, au titre de l'exercice 1953, s'élevaient au total à 1.660 millions dont 1.398 millions versés en 1953, et 262 millions en 1954. Les sommes dues au budget de l'Etat pour 1954 représentent 1.650 millions.

Les tableaux D1 et D2 constituent une récapitulation des opérations effectuées en 1954 au titre des assurances sociales. Ils contiennent les résultats rectifiés de l'année 1953.

D 1. — RECAPITULATION ASSURANCES SOCIALES

(En millions de francs.)

	1953 (Résultats rectifiés.)	1954 (Résultats provisoires.)
Recettes.		
Cotisations du régime général	381.129	409.181
Cotisations des régimes divers	6.531	7.578
Cotisations des fonctionnaires	23.089	21.143
Cotisations des étudiants	84	69
Contribution de l'Etat au régime des étudiants	343	1.112
Contribution de l'Etat au régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre	2.547	2.278
Total	413.723	441.361
Dépenses.		
Maladie	173.584	190.683
Longue maladie	44.793	50.008
Maternité	15.931	17.104
Invalidité	15.814	18.785
Décès	3.459	3.545
Gestion administrative:		
Caisses primaires	17.977	18.515
Caisses régionales	1.005	998
Assurance vieillesse et allocation aux vieux travailleurs salariés	156.391	171.938
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	»	149
Contribution au fonds spécial	7.310	2.902
Gestion administrative des caisses vieillesse	5.511	5.252
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	3.408	3.858
Contrôle médical (crédits ouverts)	4.040	4.312
Dépenses diverses	2.110	849
Total des dépenses	451.333	488.898

D 2. — REPARTITION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES ASSURANCES SOCIALES (TABLEAU D 1) ENTRE LES DIFFERENTS REGIMES

(En millions de francs.)

	1953 (Résultats rectifiés.)	1954 (Résultats provisoires.)
Régime général.		
Recettes (cotisations du régime général et des régimes divers)	387.660	416.759
Dépenses:		
Maladie	157.194	172.536
Longue maladie	42.487	47.533
Maternité	15.035	16.175
Invalidité	15.814	18.785
Décès	3.459	3.545
Vieillesse	156.391	171.938
Remboursement à l'assurance vieillesse agricole	»	149
Contribution au fonds spécial	7.310	2.902
Gestion administrative	22.894	23.245
Action sanitaire et sociale	3.408	3.658
Contrôle médical	3.600	3.864
Dépenses diverses	2.098	584
Total	429.690	464.914
Régime des fonctionnaires.		
Recettes (cotisations)	23.089	21.143
Dépenses:		
Maladie	14.413	15.877
Longue maladie	1.985	2.077
Maternité	839	868
Gestion administrative	1.398	(1) 1.320
Action sanitaire et sociale	»	200
Contrôle médical	404	(1) 400
Dépenses diverses	12	238
Total	19.051	20.980
Régime des étudiants.		
Recettes (cotisations et contribution de l'Etat)	427	1.181
Dépenses:		
Maladie	455,8	487,2
Longue maladie	269,5	281,6
Maternité	36,7	37,7
Gestion administrative	98,4	(1) 80
Contrôle médical	6,8	(1) 12
Dépenses diverses	»	9,2
Total	867,2	907,7
Régime des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.		
Recettes	2.547	2.278
Dépenses:		
Maladie	1.521,3	1.783,2
Longue maladie	51,2	116,5
Maternité	20,3	23,1
Gestion administrative	102,2	(1) 120
Contrôle médical	29,2	(1) 36
Dépenses diverses	»	18,1
Total	1.724,2	2.096,9

(1) Evaluation des prélèvements autorisés.

II. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

Les organismes de sécurité sociale assument la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles depuis le 1er janvier 1947.

Le champ d'application de l'assurance des accidents du travail diffère quelque peu de celui des assurances sociales. En effet, un certain nombre de salariés appartenant soit à des administrations de l'Etat ou des collectivités locales, soit à des entreprises d'intérêt public ne relèvent pas, pour les accidents du travail, des organismes de sécurité sociale, alors qu'ils y sont rattachés au titre des assurances sociales.

A. — RECETTES

Les ressources de l'assurance des accidents du travail proviennent d'une cotisation incombant exclusivement aux employeurs et qui varie suivant les catégories professionnelles et suivant les entreprises.

Le taux moyen de la cotisation s'est élevé en 1954 à 2,57 p. 100.

La loi n° 54-892 du 2 septembre 1954 tendant à la revalorisation des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles a prévu, en son article 28, que la cotisation due par les employeurs au titre des accidents du travail sur les salaires afférents à la période commençant le 1er octobre 1954, sera majorée de 11 p. 100, en vue de couvrir l'augmentation de charges résultant de la revalorisation pour la caisse nationale et les caisses régionales de sécurité sociale.

Les encaissements de l'année 1954 se sont élevés à 65.383 millions. Ces encaissements concernent les cotisations versées pour la couverture de la totalité des risques, les cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire et les taxes dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés à l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

Les ristournes accordées aux employeurs en application de l'article 35 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, au titre d'exercices antérieurs, qui n'ont pas été déduites des encaissements des caisses primaires, ont représenté, en 1954, 1.797 millions. Si on les considère comme des remboursements de cotisations, elles viennent en déduction desdits encaissements.

Le montant total des taxes affectées en 1954 à la caisse nationale de sécurité sociale, qui supporte la charge du fonds de majoration de rentes, s'est élevé à 793 millions.

Les cotisations encaissées en 1954 et les ristournes versées au cours de l'année sont relevées ci-dessous par mois, en millions de francs.

MOIS	COTISATIONS totales.	RISTOURNES aux employeurs.	COTISATIONS nettes.
Janvier	5.861	176	5.685
Février	5.097	283	4.814
Mars	4.484	128	4.356
1er trimestre 1954	15.442	587	14.856
Avril	5.679	129	5.550
Mai	5.502	80	5.422
Juin	4.641	93	4.548
2e trimestre 1954	15.822	302	15.520
Juillet	5.826	229	5.597
Août	5.157	77	5.080
Septembre	4.966	90	4.876
3e trimestre 1954	15.949	396	15.553
Octobre	6.167	227	3.940
Novembre	6.005	131	5.874
Décembre	5.997	154	5.843
4e trimestre 1954	18.169	512	17.657
Année 1954	65.382	1.797	63.585

Au total, les recettes de l'assurance des accidents du travail correspondant aux encaissements des caisses primaires et unions de recouvrement (65.382 millions) diminués des ristournes versées aux employeurs (1.797 millions) ont représenté en 1954: 63.585 millions. Par ailleurs, il convient d'ajouter à ces résultats un reliquat du produit des taxes sur primes d'assurances « accidents du travail » et capitaux constitutifs de rentes versés à la caisse des dépôts et consignations, au titre d'exercices antérieurs à 1947, soit 23 millions.

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1.000 par jour de retard s'est élevé, en 1954, à 206 millions pour les cotisations d'accidents du travail non versées dans les délais légaux. Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sanitaire et sociale des caisses primaires et pour moitié au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

Les encaissements de 1954 (cotisations nettes et majorations de retard) ont été répartis comme suit, entre les différents organismes, en application des arrêtés de ventilation.

ORGANISMES	COTISATIONS	MAJORATIONS de retard.	TOTAL
Caisses primaires.			
Gestion des risques	27.423	»	27.423
Action sanitaire et sociale.	623	103	726
Contrôle médical	623	»	623
Caisses régionales.			
Gestion des risques	12.751	»	12.751
Action sanitaire et sociale.	635	»	635
Contrôle médical	635	»	635
Caisse nationale.			
Fonds national des accidents du travail	19.619	»	19.619
Fonds de prévention	641	»	641
Fonds d'action sanitaire et sociale	635	103	738
Total	63.585	206	63.791

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

a) Les caisses primaires assument la charge de l'incapacité temporaire: frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et indemnités journalières; elles supportent également les frais funéraires en cas d'accident suivi de mort, la fourniture, la réparation et le renouvellement gratuits des appareils de prothèse et d'orthopédie, les dépenses relatives à la réadaption fonctionnelle et la rééducation professionnelle des accidentés.

Elles ont enregistré, en 1954, 1.920.863 déclarations d'accidents. Elles en ont signalé aux caisses régionales 92.447 pouvant donner lieu à incapacité permanente. La statistique mensuelle du nombre d'accidents du travail enregistrés et du nombre d'indemnités journalières versées est relevée ci-après:

	NOMBRE d'indemnités journalières.	NOMBRE total d'accidents du travail.	NOMBRE d'accidents du trajet (1)	ACCIDENTS au cours d'un déplacement (2)	NOMBRE de maladies professionnelles déclarées.	NOMBRE d accidents pouvant donner lieu à incapacité permanente (3).
Année 1953	23.422.490	1.827.858	127.013	19.375	6.105	85.402
Moyenne mensuelle..	1.951.874	152.321	10.584	1.615	509	7.117
Année 1954:						
Janvier	1.993.546	148.922	14.729	1.854	408	7.277
Février	2.028.144	149.165	16.273	1.905	495	7.298
Mars	2.272.463	165.935	10.818	1.523	530	8.506
1er trimestre	6.294.153	464.022	41.820	5.282	1.433	23.081
Avril	2.041.980	154.937	9.832	2.062	557	7.677
Mai	1.922.225	151.453	10.765	1.529	538	7.293
Juin	1.993.195	167.046	11.813	1.715	634	7.578
2e trimestre	5.957.400	473.436	32.410	5.306	1.729	22.548
Juillet	1.972.186	162.935	11.538	1.650	571	7.006
Août	1.857.138	136.743	10.197	1.420	535	6.718
Septembre	1.975.770	179.369	12.693	1.936	629	7.827
3e trimestre	5.805.094	479.047	34.428	5.006	1.735	21.551
Octobre	2.038.202	170.458	13.293	1.832	559	8.545
Novembre	2.011.255	159.049	13.698	1.703	633	8.173
Décembre	2.241.536	174.851	15.262	1.849	568	8.549
4e trimestre	6.290.993	504.358	42.253	5.384	1.760	25.267
Année 1954	24.347.640	1.920.863	150.911	20.978	6.657	92.447
Moyenne mensuelle...	2.028.970	160.072	12.576	1.748	555	7.704

(1) Compris dans le total d'accidents du travail.
(2) Déplacement autre que le trajet.
(3) Signalés au cours de la période considérée par la caisse primaire à la caisse régionale.

Au total, les caisses primaires ont supporté, en 1954, une charge globale de 26.042 millions, dont 16.104 millions au titre des indemnités journalières. La répartition de ces dépenses entre les catégories de prestations est donnée, par mois, dans le tableau E 1 ci-après.

E 1. — **PRESTATIONS D'INCAPACITE TEMPORAIRE**

(En millions de francs.)

	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	HOSPITALISATION	APPAREILS orthopédie, lunettes.	PROTHESE et soins dentaires.	FRAIS funéraires.	INDEMNITÉS journalières.	RÉADAPTATION fonctionnelle, rééducation.	DIVERS	TOTAL
Année 1953	2.957,4	833,7	1.652,0	3.151,3	161,1	31,0	47,7	14.755,8	125,5	53,4	23.768,9
Moyenne mensuelle.	246,4	69,4	137,6	262,6	13,4	2,5	3,9	1.229,6	10,4	4,4	1.980,7
Janvier 1954	159,4	57,3	77,3	160,6	15,1	1,9	4,0	1.276,8	8,9	3,7	1.765,0
Février	234,6	75,1	162,0	244,5	18,0	2,2	3,9	1.304,4	14,3	4,6	2.063,6
Mars	299,3	79,0	137,1	280,9	14,4	2,2	5,0	1.444,1	12,6	5,4	2.280,0
1er trimestre	693,3	211,4	376,4	686,0	47,5	6,3	12,9	4.025,3	35,8	13,7	6.108,6
Avril	255,2	69,4	157,7	210,6	22,0	1,9	3,5	1.332,0	12,8	5,3	2.079,4
Mai	281,1	74,2	159,6	381,8	20,9	3,0	4,9	1.261,1	13,9	6,5	2.207,0
Juin	318,3	80,9	144,4	411,4	20,5	2,3	4,3	1.331,1	11,9	5,1	2.333,2
2e trimestre	854,6	224,5	461,7	1.015,8	63,4	7,2	12,7	3.924,2	38,6	16,9	6.619,6
Juillet	241,1	67,2	128,8	210,9	17,0	2,0	4,4	1.338,9	13,0	10,5	2.033,8
Août	208,6	54,5	126,7	185,9	12,5	1,7	3,5	1.271,5	11,7	4,4	1.881,0
Septembre	310,1	76,5	152,3	293,4	15,4	1,9	4,5	1.338,2	13,1	5,0	2.210,4
3e trimestre	759,8	198,2	407,8	690,2	44,9	5,6	12,4	3.948,6	37,8	19,9	6.125,2
Octobre	305,6	79,2	170,6	212,4	15,5	2,4	4,6	1.358,4	9,3	8,9	2.166,9
Novembre	302,5	90,2	171,3	317,3	15,4	3,2	4,2	1.354,4	15,2	5,2	2.278,8
Décembre	355,5	120,4	186,1	536,9	15,9	2,9	5,6	1.492,8	16,1	10,5	2.742,7
4e trimestre	963,6	289,8	528,0	1.066,6	46,8	8,5	14,4	4.205,5	40,6	24,6	7.188,4
Année 1954	3.271,3	923,9	1.773,9	3.458,6	202,6	27,6	52,4	16.103,6	152,8	75,1	26.041,8
Moyenne mensuelle..	272,6	77,0	147,8	288,2	16,9	2,3	4,4	1.342,0	12,7	6,3	2.170,2

b) Les caisses régionales versent les rentes d'incapacité permanente pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947. En 1954, elles ont payé 13.111 millions d'arrérages.

De plus, elles sont chargées de promouvoir et coordonner dans la région la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les dépenses effectuées à ce titre, les frais de participation aux services de soins d'urgence fonctionnant dans les entreprises (frais de fonctionnement des services médicaux excédant ceux du service médical du travail, fourniture de matériel de secours d'urgence) et diverses dépenses, se sont élevés à 1.394 millions.

Les dépenses des caisses régionales sont relevées ci-après par trimestre (en millions de francs).

	RENTES	AUTRES DÉPENSES				TOTAL
		Dépenses de prévention.	Participation aux services de soins d'urgence	Frais d'expertise et de contentieux.	Divers.	
1er trimestre	3.014	133	76	33	60	3.316
2e trimestre	3.147	138	104	44	83	3.516
3e trimestre	3.292	162	77	30	60	3.621
4e trimestre	3.658	235	50	36	73	4.052
Année 1954	13.111	668	307	143	276	14.505

Le fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles géré par la caisse nationale de sécurité sociale doit rembourser aux caisses régionales la plus grande partie des dépenses effectuées par ces organismes, au titre de la prévention. En 1954, le fonds national a effectivement remboursé 489 millions aux caisses régionales. Dans le tableau récapitulatif, on a déduit des dépenses des caisses régionales de 1954 les remboursements effectués par le fonds national de prévention au cours de cette année.

Le montant des arrérages de rentes payés accuse une progression très nette à chaque trimestre, mais il faut noter que les dépenses d'incapacité permanente n'atteindront leur maximum qu'après une quinzaine d'années de fonctionnement du nouveau régime.

Le nombre total d'arrérages de rentes servis par les caisses régionales, au 31 décembre de chaque année, est indiqué ci-après.

	31 DÉCEMBRE 1947.	31 DÉCEMBRE 1948.	31 DÉCEMBRE 1949.	31 DÉCEMBRE 1950.	31 DÉCEMBRE 1951.	31 DÉCEMBRE 1952.	31 DÉCEMBRE 1953.	31 DÉCEMBRE 1954.
Ensemble des départements à l'exclusion du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.....	10.253	48.886	110.405	169.641	230.689	296.838	358.017	426.158
Départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle	16.174	16.932	18.932	20.303	23.001	24.379	28.985	32.255

Les renseignements concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ont été isolés, la caisse régionale de Strasbourg gérant le risque accidents du travail depuis de longues années.

Une statistique établie au 31 décembre 1953 et portant sur 357.353 rentes d'assurés servies par les caisses régionales donnait la ventilation ci-après, par taux d'incapacité permanente.

TAUX d'incapacité permanente.	NOMBRE de rentes.	RÉPARTITION DE 100 RENTES	
1-4	75.651	21,18	47,32
5-9	93.402	26,14	
10-14	63.707	17,83	34,91
15-19	36.119	10,10	
20-24	24.940	6,98	
25-29	15.627	4,37	
30-34	15.157	4,24	12,70
35-39	5.571	1,56	
40-44	6.365	1,78	
45-49	2.681	0,75	
50-54	4.543	1,27	3,47
55-59	1.584	0,44	
60-64	2.797	0,78	
65-69	1.685	0,47	
70-74	1.827	0,51	1,05
75-79	1.218	0,34	
80-84	1.348	0,38	
85-89	503	0,14	
90-94	529	0,15	
95-99	146	0,04	
100	(1) 1.951	0,55	0,55
Total	357.353	100	100

(1) Dont 675 rentes assorties de la majoration pour tierce personne (0,19 0/0 du total des rentes).

c) Des majorations destinées à mettre les rentes en harmonie avec le coût de la vie sont versées par le fonds de majoration des rentes gérées par la caisse des dépôts et consignations:

1° Aux titulaires de rentes liquidées par les compagnies d'assurances pour les accidents survenus sur le territoire métropolitain avant le 1er janvier 1947;

2° Aux titulaires de rentes se rapportant aux accidents survenus en Algérie, où subsiste l'ancienne législation des accidents du travail.

Depuis 1951, le fonds de majoration discrimine les opérations afférentes à la métropole de celles concernant l'Algérie.

En ce qui concerne les accidents survenus dans les professions non agricoles, sur le territoire métropolitain, le fonds de majoration était alimenté jusqu'au 1er janvier 1947 par des taxes versées par les employeurs. Depuis cette date, c'est la caisse nationale de sécurité sociale qui en assure l'alimentation.

Le rajustement des rentes liquidées par les caisses régionales pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947 incombe à ces organismes.

Le salaire annuel de rajustement des rentes correspondant à une incapacité de travail au moins égale à 10 p. 100 avait été fixé à 252.000 F à compter du 1er juin 1952, par la loi du 25 juillet 1952 qui avait, par ailleurs, relevé de 120.000 à 200.000 F l'allocation pour aide d'une tierce personne.

La loi n° 54-892 du 2 septembre 1954 a modifié profondément les règles d'après lesquelles étaient rajustées les rentes anciennes en réalisant une péréquation générale de ces rentes. Chaque rente, correspondant à une incapacité de travail au moins égale à 10 p. 100, est révisée avec effet du 1er septembre 1954 en partant du salaire qui a servi à sa liquidation initiale, ledit salaire étant affecté d'un coefficient fixé par la loi. Le salaire minimum de rajustement prévu à l'article 49 de la loi du 30 octobre 1946 est maintenu. Il est porté de 252.000 à 276.000 F, à partir du 1er septembre 1954.

Par ailleurs, la loi du 2 septembre 1954 a prévu que la péréquation effectuée, toutes les rentes, anciennes et nouvelles, seront majorées dans l'avenir comme le sont les pensions d'invalidité du régime général des assurances sociales.

Les dépenses effectuées en 1954 par le fonds de majoration des rentes se sont élevées à 16.464 millions. La caisse nationale de sécurité sociale a effectivement versé à la caisse des dépôts, pour l'alimentation du fonds, 15.078 millions. Le nombre des bénéficiaires de majorations servies par la caisse des dépôts et consignations s'élevait à environ 346.000 au 31 décembre 1954.

Le fonds de solidarité assure la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre. Les dépenses de l'année représentent 29 millions.

2° Action sanitaire et sociale, contrôle médical, fonds national de prévention

Des prélèvements sur les cotisations « accidents du travail » sont effectués au titre de l'action sanitaire et sociale, du contrôle médical et du fonds de prévention des accidents du travail géré par la caisse nationale de sécurité sociale.

En ce qui concerne les cotisations de l'assurance obligatoire pour la totalité des risques, les taux de prélèvement s'établissent comme suit:

Actions sanitaire et sociale	3 p. 100
Contrôle médical	2 —
Fonds de prévention	1 —

Des coefficients différents s'appliquent aux cotisations versées au titre de l'assurance partielle et de l'assurance volontaire.

Au total, les prélèvements pour l'année 1954 ont été de 1.893 millions pour l'action sanitaire et sociale, 1.258 millions pour le contrôle médical et 641 millions pour le fonds de prévention.

Les dépenses effectives du fonds de prévention ont été de 807 millions en 1954 y compris le remboursement, indiqué plus haut, de 489 millions aux caisses régionales.

3° Gestion administrative

Les dépenses administratives, ventilées comme il a été dit au chapitre « Assurances sociales » peuvent être ainsi retenues:

Caisses primaires et unions pour le recouvrement des cotisations	4.249 millions.
Caisses régionales	1.995 millions.

4° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des accidents du travail comprennent:

a) Une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations	109,6 millions.
b) La charge du reclassement des agents des caisses.	91,6
c) Les frais de fonctionnement des commissions régionales d'invalidité en cas de contestation portant sur le taux d'incapacité du travail	11,8 »
Soit au total	213 millions.

Le tableau E 2 donne la récapitulation des opérations effectuées en 1953 et 1954 au titre des accidents du travail.

E 2. — RECAPITULATION ACCIDENTS DU TRAVAIL

(En millions de francs.)

Recettes.	1953 (Résultats rectifiés.)	1954 (Résultats provisoires.)	*Dépenses.*	1953 (Résultats rectifiés.)	1954 (Résultats provisoires.)
Cotisations (1)	59.552	63.585	Incapacité temporaire (caisses primaires)	23.769	26.042
			Rentes d'incapacité permanente (caisses régionales)	10.413	13.111
			Autres dépenses des caisses régionales	982	905
			Fonds de majoration des rentes	16.007	16.464
Produits des taxes versées à la Caisse des dépôts et consignations (fonds de majoration et de solidarité)	21	23	Fonds de solidarité	33	29
			Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)	1.770	1.893
			Contrôle médical (crédits ouverts)	1.177	1.258
			Fonds de prévention (crédits ouverts)	596	641
			Gestion administrative:		
			Caisses primaires	4.094	4 249
			Caisses régionales	2.011	1.995
			Dépenses diverses	458	213
Total	59.573	63.608	Total	61.310	66.300

(1) Déduction faite des ristournes versées aux employeurs au titre d'exercices antérieurs.

III. — PRESTATIONS FAMILIALES

La législation des prestations familiales couvre l'ensemble de la population. Toutefois, les caisses d'allocations familiales du régime général n'ont la charge que des prestations à servir aux salariés, aux employeurs, aux travailleurs indépendants des professions non agricoles et aux personnes sans activité professionnelle, à l'exclusion des bénéficiaires de régimes spéciaux.

Le service des prestations familiales aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines avait été transféré aux caisses d'allocations familiales du régime général, à compter du 1er juillet 1952, en application du décret n° 52-760 du 30 juin 1952. Depuis le 1er avril 1954, ce sont les unions de sociétés de secours minières qui sont chargées de ce service, en application du décret n° 54-339 du 23 mars 1954, mais la compensation continue à être assurée par le régime général.

En ce qui concerne les salariés, le champ d'application des prestations familiales du régime général est différent de celui des assurances sociales, du fait notamment que les prestations dues aux agents de l'Etat, qu'ils soient titulaires ou auxiliaires, sont directement à la charge du budget et que, depuis le 1er juillet 1952, les travailleurs des exploitations minières et assimilées sont rattachés au régime général pour les prestations familiales, alors qu'ils conservent leur régime propre pour les assurances sociales.

Par ailleurs, les caisses d'allocations familiales étendent leur action au delà de celle des caisses de sécurité sociale, du fait qu'elles englobent des éléments non salariés de la population.

Au 31 décembre 1954, les caisses d'allocations familiales servaient des prestations à 2.763.000 familles pour 6.161.000 enfants. Les tableaux ci-après indiquent la répartition de ces familles d'après le nombre d'enfants à charge, ainsi que le nombre de versements d'allocations prénatales et de maternité effectués au cours de l'année.

Répartition des familles de salariés au 31 décembre 1954 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales.	
	Effectifs.	Pourcentages	Effectifs.	Pourcentages	Effectifs	Pourcentages.
Jeunes ménages	»	»	37.958	1,8	37.958	1,7
Familles de 1 enfant (S. U. à 10 p. 100)	(2) 30.641	2	116.372	5,6	777.745	34
Familles de 1 enfant (S. U. à 20 p. 100)			630.732	30,5		
Familles de 2 enfants	761.239	50,5	653.721	31,6	761.239	33,2
Familles de 3 enfants	394.797	26,3			394.797	17,2
Familles de 4 enfants	179.943	12			179.943	7,8
Familles de 5 enfants	79.508	5,2	632.025	30,5	79.508	3,4
Familles de 6 enfants	34.981	2,3			34.981	1,5
Familles de 7 enfants	15.120	1			15.120	0,7
Familles de 8 enfants et plus	10.590	0,7			10.590	0,5
Total	1.506.719	100	1.470.808	100	2.291.881	100

(1) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle, non compris les bénéficiaires du régime minier.

(2) Familles de travailleurs nord-africains.

Répartition des familles du régime minier au 31 décembre 1954.

COMPOSITION DES FAMILLES	FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des allocations familiales.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES de l'allocation de salaire unique.		FAMILLES BÉNÉFICIAIRES des prestations familiales.	
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.
Jeunes ménages	»	»	4.632	2,5	4.632	2,5
Familles de 1 enfant (S. U. à 10 p. 100)	709 (1)	0,6	10.320	5,6	61.569	34,2
Familles de 1 enfant (S. U. à 20 p. 100)			53.540	29		
Familles de 2 enfants	61.788	51,2	59.352	32,2	61.788	32,7
Familles de 3 enfants	32.265	26,8	56.623	30,7	32.265	17
Familles de 4 enfants	14.499	12			14.499	7,7
Familles de 5 enfants	6.501	5,4			6.501	3,4
Familles de 6 enfants	2.823	2,3			2.823	1,5
Familles de 7 enfants	1.187	1			1.187	0,6
Familles de 8 enfants et plus	797	0,7			797	0,4
Total	120.569	100	184.467	100	189.061	100

(1) Familles de travailleurs nord-africains.

Répartition des familles d'employeurs et travailleurs indépendants au 31 décembre 1954 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	EFFECTIFS	POURCENTAGE
Familles de 2 enfants	170.782	60,5
Familles de 3 enfants	70.250	24,9
Familles de 4 enfants	25.579	9
Familles de 5 enfants	9.358	3,3
Familles de 6 enfants	3.718	1,3
Familles de 7 enfants	1.671	0,6
Familles de 8 enfants et plus	1.262	0,4
Total	282.620	100

Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1954 (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	ENFANTS DES SALARIÉS du régime général (2).		ENFANTS DES SALARIÉS des mines.		ENFANTS DES EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.		TOTAL
	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	Effectifs.	Pourcentage.	
Familles de 1 enfant	777.745	15,5	64.569	15,8	»	»	842.314
Familles de 2 enfants	1.522.478	30,4	123.576	30,3	341.564	45,8	1.987.618
Familles de 3 enfants	1.184.391	23,7	96.795	23,7	210.750	28,2	1.491.936
Familles de 4 enfants	719.772	14,4	57.996	14,2	102.316	13,8	880.084
Familles de 5 enfants	397.540	7,9	32.505	8	46.790	6,2	476.835
Familles de 6 enfants	209.886	4,2	16.938	4,2	22.308	3	249.132
Familles de 7 enfants	105.840	2,1	8.309	2,1	11.697	1,6	125.846
Familles de 8 enfants et plus	90.015	1,8	6.774	1,7	10.727	1,4	107.516
Total	5.007.667	100	407.462	100	746.152	100	6.161.281

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de 8 enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5.
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

Allocations prénatales et de maternité versées au cours de l'année 1954. Congés de naissance.

	SALARIÉS et personnes sans activité professionnelle (1).	SALARIÉS des mines.	EMPLOYEURS et travailleurs indépendants.
Allocations prénatales.			
Nombre de payements après le premier examen.....	409.373	27.196	39.927
Nombre de payements après le deuxième examen.....	405.143	27.754	41.393
Nombre de payements pour solde après le troisième examen	418.744	26.567	44.594
Allocations de maternité.			
Nombre d'allocations pour la première naissance:			
Premiers versements.....	130.846	5.617	11.360
Deuxièmes versements...	121.326	5.395	10.284
Nombre d'allocations pour les naissances suivantes:			
Premiers versements.....	218.515	15.802	24.485
Deuxièmes versements...	206.588	15.067	22.987
Totaux:			
Premiers versements.....	349.357	21.419	35.845
Deuxièmes versements...	327.914	20.462	33.271
Nombre de congés à l'occasion d'une naissance.....	265.129	25.010	»

(1) Non compris les bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines.

Pour apprécier les résultats financiers du régime général des prestations familiales, il est nécessaire de distinguer nettement le régime des salariés et celui des travailleurs indépendants.

SALARIES

A. — RECETTES

La cotisation due à la section « salariés » des caisses d'allocations familiales est à la charge exclusive de l'employeur. Son taux est de 16,75 p. 100 depuis le 1er octobre 1951. Le plafond des salaires, dans la limite duquel elle s'applique, est le même que celui des assurances sociales et des accidents du travail.

Les caisses d'allocations familiales ont encaissé au total, en 1954, 434.517 millions au titre des salariés. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions). Les versements effectués par les exploitations minières ont été isolés.

	COTISATIONS du régime général proprement dit.	COTISATIONS des exploitations minières.	TOTAL
Janvier	39.075	1.637	40.712
Février	31.116	1.755	32.871
Mars	29.503	1.729	31.232
1er trimestre 1954.....	99.694	5.121	104.815
Avril	35.996	1.695	37.691
Mai	34.454	1.572	36.026
Juin	30.045	1.696	31.741
2e trimestre 1954.....	100.495	4.963	105.458
Juillet	37.729	2.107	39.836
Août	33.204	1.586	34.790
Septembre	32.267	1.618	33.885
3e trimestre 1954.....	103.200	5.311	108.511
Octobre	39.700	1.751	41.451
Novembre	36.641	1.594	38.235
Décembre	34.408	1.639	36.047
4e trimestre 1954.....	110.749	4.984	115.733
Année 1954.....	414.138	20.379	434.517

Le produit de la majoration de 0,5 p. 1000 par jour de retard s'est élevé, en 1954, à 1.707 millions pour les cotisations d'allocations familiales non versées dans les délais légaux (section des salariés: 1.292 millions; section des employeurs et travailleurs indépendants: 415 millions). Ce produit, qui n'est pas compris dans la statistique des encaissements, est, depuis le 1er avril 1953, affecté pour moitié au compte d'action sociale des caisses d'allocations familiales et, pour moitié, au fonds d'action sanitaire et sociale géré par la caisse nationale (arrêté du 12 mai 1953).

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les prestations légales, allocations prénatales, allocations de maternité, allocations de salaire unique, allocations familiales proprement dites, congés de naissance, sont calculées par rapport à un salaire de base variable suivant les zones de salaires.

Du 1er septembre 1948 au 31 décembre 1954, le salaire mensuel de base est demeuré fixé à 12.000 F dans le département de la Seine. Dans les autres départements, il subissait l'abattement applicable aux salaires à la date de promulgation de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives.

En 1950 et 1951, les prestations familiales ont été relevées à plusieurs reprises, sans que le salaire de base soit modifié. Du 1er octobre 1951 au 31 décembre 1954, le taux de majoration a été égal à 43,75 p. 100 (loi du 26 septembre 1951). Il s'appliquait à l'ensemble des prestations familiales, à l'exclusion des allocations de maternité. En fait, pour la détermination des prestations majorées, la base mensuelle de calcul des allocations se trouvait être de 17.250 F.

Aux allocations familiales proprement dites, déterminées en appliquant au salaire de base les taux fixés par la loi du 22 août 1946, s'ajoute, depuis le 1er septembre 1948, une majoration attribuée aux familles relevant des sections « salariés » et destinée à compenser les avantages fiscaux dont bénéficiaient les travailleurs salariés antérieurement à cette date, en matière d'impôt cédulaire, du fait de leurs charges de famille. Le décret du 6 octobre 1948 avait fixé cette majoration mensuelle, qui ne subit pas les abattements de zones, à 650 F pour le deuxième enfant à charge et 1.000 F pour chaque enfant à charge, à partir du troisième. Depuis le 1er octobre 1951, elle s'établit respectivement à 934 F et 1.437 F.

La loi n° 53-1348 du 31 décembre 1953 a majoré exceptionnellement de 30 p. 100 les allocations familiales proprement dites versées au titre du mois de décembre 1953. Elle a relevé, à compter du 1er janvier 1954, le taux des allocations familiales de 20 à 22 p. 100 pour le deuxième enfant à charge et de 30 à 33 p. 100 pour le troisième enfant et chacun des suivants. Elle a donc eu pour effet de majorer de 10 p. 100, à partir du 1er octobre 1953, les allocations familiales proprement dites. Par ailleurs, elle a modifié le régime des allocations prénatales. En premier lieu elle a fait de l'allocation prénatale une allocation due à toute femme en état de grossesse, supprimant ainsi toute exigence d'activité professionnelle ou de justification de l'impossibilité d'exercer une telle activité. En second lieu, elle en a fait une prestation indépendante des autres prestations familiales, le taux de chaque mensualité étant désormais fixé uniformément à 25 p. 100 du salaire servant de base au calcul des prestations familiales, alors qu'auparavant les allocations prénatales consistaient « dans l'attribution, en cas de grossesse, des allocations familiales et de salaire unique, en tenant compte de l'enfant conçu comme s'il était déjà né ». Enfin, les mensualités d'allocations prénatales sont toujours versées en trois fractions, mais leur répartition est modifiée: le premier versement en comportant deux au lieu d'une, le second, quatre au lieu de deux, et le troisième, trois au lieu de six.

En raison de la date de publication de la loi du 31 décembre 1953 (*Journal officiel* du 6 janvier 1954), la majoration de 30 p. 100 des allocations familiales du mois de décembre 1953 n'a du être versée qu'en janvier 1954.

A compter du 1er janvier 1955, la base de calcul des prestations familiales se trouve modifiée par le décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954. La base mensuelle est désormais fixée à 18.000 F dans le département de la Seine, excepté en ce qui concerne l'allocation de salaire unique qui « continue à être calculée d'après les bases en vigueur au 31 décembre 1954 », c'est-à-dire en fait sur une base de 17.250 F. La base mensuelle de 18.000 F est applicable à l'allocation de maternité mais le coefficient multiplicateur de cette allocation est ramené au double pour la première naissance et aux quatre tiers pour les autres naissances, de telle sorte que le montant de l'allocation est inchangé.

Par ailleurs, l'article 3 du décret du 31 décembre 1954 accorde pour chaque enfant à charge dès lors qu'il atteint l'âge de dix ans — à l'exception du plus âgé — une majoration d'allocations familiales égale à 5 p. 100 de la base mensuelle.

Le tableau F I donne le détail des prestations versées au cours de l'année 1954 aux salariés du régime général, aux bénéficiaires du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle. Il est précisé que les allocations compensatrices de 934 F et 1.437 F sont comprises dans les résultats concernant les allocations familiales.

F 1. — PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « SALARIES »

(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE 1954.	2e TRIMESTRE 1954.	3e TRIMESTRE 1954.	4e TRIMESTRE 1954.	ANNÉES 1954	
					En millions.	En pourcentages.
Salariés du régime général.						
Allocations prénatales	4.208	4.638	4.047	3.330	16.223	5,17
Allocations de maternité	2.154	2.108	2.318	2.190	8.770	2,79
Allocations familiales	40.459	39.368	39.851	41.031	160.709	51,23
Allocations de salaire unique	31.353	31.508	31.636	32.424	126.921	40,47
Congés de naissance	236	262	264	296	1.058	0,34
Total	78.410	77.884	78.116	79.271	313.681	100
Salariés des mines.						
Allocations prénatales	343	357	293	270	1.263	4,45
Allocations de maternité	140	134	136	165	575	2,02
Allocations familiales	3.572	3.586	3.647	3.703	14.508	51,08
Allocations de salaire unique	2.853	2.995	3.025	3.058	11.931	42,01
Congés de naissance	29	32	32	32	125	0,44
Total	6.937	7.104	7.133	7.228	28.402	100
Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.						
Allocations prénatales	191	244	254	216	905	3,98
Allocations de maternité	167	214	197	189	767	3,38
Allocations familiales	3.271	3.221	2.986	3.040	12.518	55,09
Allocations de salaire unique	2.158	2.209	2.062	2.104	8.533	37,55
Total	5.787	5.888	5.499	5.549	22.723	100
Total des prestations versées aux salariés et assimilés	91.134	90.876	90.748	92.048	364.806	

La charge des prestations payées à la population inactive est supportée par la section « salariés » des caisses, à l'exception des allocations de maternité, qui doivent être remboursées par le ministère de la santé publique. Ces prestations doivent donc être incorporées aux prestations versées aux salariés, après déduction des remboursements effectués par le ministère de la santé publique. On a retenu provisoirement à ce titre le crédit budgétaire de 460 millions.

Les dépenses de la section « salariés » deviennent alors les suivantes:

Allocations prénatales	18.391 millions.
Allocations de maternité	9.652 —
Allocations familiales	187.735 —
Allocations de salaire unique	147.385 —
Congés de naissance	1.183 —
Total	364.346 millions.

2° ALLOCATION DE LOGEMENT

L'arrêté du 6 juillet 1951 a fixé le montant des ressources rendues provisoirement disponibles par la réforme de l'allocation de salaire unique et destinées au financement des allocations de logement et des primes d'aménagement et de déménagement. Ce montant est déterminé par l'application d'un pourcentage de 0,60 p. 100 des prestations versées par les caisses aux salariés ou assimilés. Sur ces ressources, les caisses sont habilitées, à titre exceptionnel et temporaire, à consentir des prêts pour l'amélioration de l'habitat, dans une limite fixée, pour la période du 1er juillet 1954 au 30 juin 1955, à 0,20 p. 100 du montant des prestations familiales payées en 1953.

Le prélèvement total de 0,60 p. 100 représente, pour l'année 1954, 2.186 millions. Les dépenses effectives des caisses du régime général ont été de 3.355 millions au titre des allocations de logement, primes d'aménagement et de déménagement, et 736 millions au titre des prêts pour l'amélioration de l'habitat. Les frais de gestion afférents au service de ces prestations sont inclus dans les dépenses administratives totales.

Les statistiques portant sur la période 1er juillet 1953—30 juin 1954 ont donné les résultats ci-après:

a) Allocation de logement.

Dépenses:

Régime général	2.300 millions.
Société nationale des chemins de fer français et autres régimes particuliers	609 —
Total	2.909 millions.

Nombre d'allocataires:

Régime général	83.560
Régimes particuliers	26.937
Total	110.497

Par rapport à la période 1952-1953, les dépenses du régime général et des régimes particuliers sont en augmentation de 1.254 millions, et le nombre de bénéficiaires de ces mêmes régimes, de 31.946.

b) Primes d'aménagement et de déménagement.

Caisses d'allocations familiales du régime général:

Primes d'aménagement:

Nombre: 408.
Montant: 18 millions

Primes de déménagement:

Nombre: 7.905
Montant: 93 millions.

c) Prêts pour l'amélioration de l'habitat.

Caisses d'allocations familiales du régime général:

Nombre de prêts accordés:

Propriétaires	4.318
Locataires	2.013
Total	6.331

Montant total des prêts accordés: 797 millions.

Montant moyen des prêts: 125.887 F.

3° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué au cours de l'année 1954 sur les cotisations de la section des salariés du régime général représente:

a) Au profit des caisses d'allocations familiales, 3,5 p. 100 des prestations;

b) Au profit de la caisse nationale de sécurité sociale, 0,25 p. 100 des cotisations jusqu'au 1er février 1954, et 0,75 p. 100 depuis cette date (arrêté du 27 mars 1954).

En ce qui concerne l'action sanitaire et sociale des salariés des mines, un arrêté du 30 avril 1954 a prévu qu'à compter du 1er avril 1954 le prélèvement de 0,75 p. 100 des cotisations est affecté à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, et celui de 3,50 p. 100 des prestations aux unions régionales de sociétés de secours minières.

Au total, les prélèvements de l'année 1954 ont été de 12.752 millions pour les caisses d'allocations familiales et les unions minières, 2.941 millions pour la caisse nationale de sécurité sociale, et 114 millions pour la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines.

4° Gestion administrative

Le prélèvement maximum que les caisses d'allocations familiales sont autorisées à effectuer sur leurs ressources pour couvrir leurs dépenses administratives et fixé chaque année par un arrêté pris après avis de la commission supérieure des allocations familiales.

Les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales se sont élevées, en 1954, à 10.822 millions, auxquels il convient d'ajouter une fraction des dépenses des unions pour le recouvrement des cotisations déterminée comme il a été dit au chapitre « Assurances sociales », soit 812 millions.

Pour établir le présent bilan, les dépenses administratives des caisses d'allocations familiales, communes aux sections « Salariés » et « Travailleurs indépendants », ont été ventilées proportionnellement aux coefficients 5 et 1 résultant du rapport des prélèvements effectués en 1953 sur les cotisations des deux sections. Par suite, on a retenu 9.695 millions au titre de la section « Salariés ».

5° Dépenses diverses

Les dépenses diverses à la charge du fonds national des prestations familiales comprennent, d'une part, une fraction des dépenses administratives communes aux trois législations (548,2 millions) et, d'autre part, la participation du régime général à l'alimentation du fonds spécial destiné à assurer le fonctionnement de l'union nationale et des unions départementales d'associations familiales.

La fraction des dépenses communes à la charge du fonds national des prestations familiales est répartie entre la section des salariés et la section des travailleurs indépendants proportionnellement aux coefficients 15 et 1 fixés par l'arrêté du 4 octobre 1954 pour l'année 1953 et reconduits par l'arrêté du 12 août 1955, pour l'année 1954.

Le montant de la participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales a été fixé par l'article 2 de la loi du 24 mai 1951 à 0,03 p. 100 des prestations légales servies au cours de l'année précédente.

Au total, les dépenses diverses à la charge de la section des salariés pour l'année 1954 peuvent être retenues pour 593,5 millions se décomposant comme suit:

Participation aux dépenses communes aux trois fonds 513,9 millions.

Participation à l'alimentation du fonds spécial des unions d'associations familiales, 79,6 millions.

6° Surcompensation interprofessionnelle

Le décret n° 53-1024 du 17 octobre 1953 a institué une surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales servies aux travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles, à compter du 1er novembre 1953. L'arrêté du 18 septembre 1954 a fixé, pour chacun des trimestres de l'année 1954, les versements à valoir sur les règlements définitifs qui seront opérés au titre de la période 1er novembre 1953 - 31 décembre 1954. Le régime général devait verser 1.200 millions par trimestre, soit 4.800 millions pour l'année 1954.

La loi n° 54-805 du 13 août 1954 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1954 a, par son article 3, étendu, pour le 2e semestre 1954, la surcompensation entre les régimes de salariés non agricoles aux prestations familiales légales servies aux salariés agricoles. L'arrêté du 4 novembre 1954 a fixé les règlements provisionnels à opérer en 1954 en application de la loi du 13 août 1954. Le régime général devait verser 4.075 millions pour chacun des deux derniers trimestres, soit 8.150 millions pour l'année.

L'article 7 du décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954 portant réforme et amélioration de certaines prestations familiales a maintenu à partir du 1er janvier 1955 la surcompensation interprofessionnelle entre les régimes non agricoles et le régime agricole.

La caisse nationale a effectivement versé en 1954, 4.800 millions au titre de la surcompensation non agricole et 5.750 millions au titre de la surcompensation agricole, soit au total 10.550 millions. Au 31 décembre 1954, il lui restait à verser 2.400 millions.

EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

A. — RECETTES

Les recettes des sections « travailleurs indépendants et employeurs » proviennent des cotisations des intéressés.

Ces cotisations sont assises sur le revenu professionnel. Depuis le 1er juillet 1953, elles sont fixées comme suit (arrêté du 12 février 1953 modifié par l'arrêté du 30 mars 1953):

REVENU ANNUEL	COTISATION ANNUELLE
120.001 à 180.000 F	4.800
180.001 à 240.000 F	7.200
240.001 à 300.000 F	9.600
300.001 à 360.000 F	12.000
360.001 à 420.000 F	14.400
420.001 à 480.000 F	16.800
480.001 à 600.000 F	19.200
600.001 à 720.000 F	24.000
720.001 à 840.000 F	28.800
840.001 à 960.000 F	33.600
960.001 à 1.080.000 F	38.400
1.080.001 à 1.200.000 F	43.200
1.200.001 à 1.320.000 F	48.000
1.320.001 à 1.440.000 F	52.800
Revenu supérieur à 1.440.000 F	58.000

Toutefois, la cotisation à verser par chaque employeur ou travailleur indépendant ne peut être inférieure à une cotisation minimum établie forfaitairement par l'arrêté du 29 septembre 1949.

La statistique de la répartition des cotisants au 31 décembre 1954 est relevée ci-après.

Cotisants aux sections Employeurs et travailleurs indépendants au 31 décembre 1954.

	EMPLOYEURS	TRAVAILLEURS indépendants	TOTAL	RÉPARTITION de 100 cotisants.
Cotisation basée sur le revenu professionnel.....	520.679	857.627	1.378.306	83,9
Cotisation forfaitaire minimum	52.998	193.629	246.627	15
Cotisation forfaitaire réduite.	»	19.691	19.691	1,1
Total	573.677	1.070.947	1.644.624	100
Exonérés	»	54.580	54.580	
Dispensés	15.538	25.773	41.311	
Répartition des cotisants d'après le revenu professionnel (1).				
Revenu annuel:				
120.001 à 180.000 F.....	11.260	74.775	86.035	6,2
180.001 à 240.000 F.....	18.792	99.225	118.017	8,6
240.001 à 300.000 F.....	27.050	145.807	172.857	12,6
300.001 à 360.000 F.....	25.483	74.694	100.177	7,2
360.001 à 420.000 F.....	27.876	68.000	95.876	6,9
420.001 à 480.000 F.....	27.187	47.387	74.574	5,3
480.001 à 600.000 F.....	55.457	77.301	132.758	9,6
600.001 à 720.000 F.....	39.964	41.901	81.865	6
720.001 à 840.000 F.....	34.951	29.509	64.460	4,7
840.001 à 960.000 F.....	30.802	22.066	52.868	3,8
960.001 à 1.080.000 F.....	22.610	12.829	35.439	2,6
1.080.001 à 1.200.000 F.....	21.802	11.207	33.009	2,3
1.200.001 à 1.320.000 F.....	14.037	5.970	20.007	1,5
1.320.001 à 1.440.000 F.....	11.488	4.367	15.855	1,2
Supérieur à 1.440.000 F.....	81.677	20.386	102.063	7,5
Taxés d'office et non répartis.	70.243	122.203	192.446	14
Total	520.679	857.627	1.378.306	100

(1) A l'exclusion des assujettis à la cotisation forfaitaire.

Au total, les caisses d'allocations familiales ont encaissé en 1954, 29.856 millions au titre des employeurs et travailleurs indépendants. Les encaissements mensuels sont indiqués ci-après (en millions):

Janvier	4.078	Juillet	4.083
Février	1.745	Août	1.604
Mars	1.111	Septembre	1.376
1er trimestre	6.934	3e trimestre	7.063
Avril	3.901	Octobre	5.201
Mai	1.795	Novembre	2.105
Juin	1.347	Décembre	1.510
2e trimestre	7.043	4e trimestre	8.816

B. — DEPENSES

1° Prestations légales

Les employeurs et les travailleurs indépendants bénéficient des allocations prénatales, des allocations de maternité et des allocations familiales proprement dites calculées à partir d'un salaire de base variable avec les zones de salaires.

La loi du 26 septembre 1951 avait fixé à 26,50 p. 100, à compter du 1er octobre 1951, la majoration à appliquer aux prestations calculées à partir du salaire de base de 12.000 F. Il convient donc de considérer que le salaire de base se trouvait ainsi relevé à 15.180 F (exception faite pour l'allocation de maternité).

Le décret du 12 février 1953 a porté la majoration des prestations des employeurs et travailleurs indépendants au taux de celle des salariés, à compter du 1er janvier 1953. A partir de cette date, les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants se trouvent donc calculées en fait sur le salaire de base de 17.250 F dans le département de la Seine.

La loi n° 53-1348 du 31 décembre 1953, qui a majoré exceptionnellement de 30 p. 100 les allocations familiales proprement dites versées au titre du mois de décembre 1953 et relevé, à compter du 1er janvier 1954, le taux des allocations familiales de 20 à 22 pour 100 pour le deuxième enfant à charge et de 30 à 33 p. 100 pour le troisième enfant et chacun des suivants, s'applique aux prestations des employeurs et travailleurs indépendants.

Le décret n° 54-1323 du 31 décembre 1954, qui a fixé à 18.000 F dans le département de la Seine, à compter du 1er janvier 1955, la base mensuelle de calcul des prestations familiales, est applicable également aux prestations des employeurs et travailleurs indépendants.

Au total, les prestations légales servies par les sections « employeurs et travailleurs indépendants » se sont élevées en 1954 à 25.283 millions. Elles se décomposent comme suit:

Allocations prénatales	1.539	millions.
Allocations de maternité	929	—
Allocations familiales	22.815	—

Le tableau F 2 donne la répartition de ces dépenses par trimestre.

F 2. — **PRESTATIONS LEGALES SERVIES PAR LES SECTIONS « EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS »**

(En millions de francs.)

	1er TRIMESTRE 1954	2e TRIMESTRE 1954	3e TRIMESTRE 1954	4e TRIMESTRE 1954	ANNÉE 1954 En millions).	ANNÉE 1954 (En pourcentage).
Allocations prénatales...	385	438	357	359	1.539	6,09
Allocations de maternité	241	221	230	237	929	3,67
Allocations familiales ...	5.814	5.701	5.642	5.658	22.815	90,24
Total	6.440	6.360	6.229	6.254	25.283	100

2° Action sanitaire et sociale

Le prélèvement effectué sur les cotisations au titre de l'action sanitaire et sociale représente 2 p. 100 des prestations, soit 506 millions au profit des caisses d'allocations familiales et 0,10 p. 100 des cotisations, soit 30 millions, au profit de la caisse nationale de sécurité sociale.

3° Gestion administrative et dépenses diverses

Ventilées comme il a été dit au chapitre « Prestations familiales des salariés », les dépenses administratives et les dépenses diverses peuvent être ainsi retenues au titre de la section des travailleurs indépendants:

Gestion administrative	1.939	millions.
Dépenses diverses	34,3	—

Le tableau F 3 récapitule les recettes et les dépenses effectuées en 1953 et 1954 au titre des prestations familiales.

F 3. — **RECAPITULATION PRESTATIONS FAMILIALES**

(En millions de francs.)

	1953 Résultats rectifiés.	1954 Résultats provisoires
1° Salariés		
Recettes.		
Cotisations	402.054	434.517
Dépenses.		
Prestations légales.....	335.067	364.346
Allocation logement (crédits ouverts).....	2.010	2.186
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)..	12.732	15.807
Gestion administrative.....	9.210	9.695
Dépenses diverses.....	1.527	593
Total.....	360.546	392.627
Surcompensation interprofessionnelle.....		10.550
Total.....		403.177
2° Employeurs et travailleurs indépendants		
Recettes.		
Cotisations	24.790	29.856
Dépenses.		
Prestations légales.....	21.863	25.283
Action sanitaire et sociale (crédits ouverts)..	462	536
Gestion administrative.....	1.842	1.939
Dépenses diverses.....	92	34
Total.....	24.259	27.792

IV. — ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

Les opérations effectuées au titre de l'action sanitaire et sociale et du contrôle médical sont indiquées dans le tableau G. On a porté en recettes les prélèvements sur cotisations relevés en dépenses en assurances sociales, accidents du travail et prestations familiales, ainsi que les majorations de retard affectées à l'action sanitaire et sociale et, pour 1953, les remboursements d'avances et de prêts et les excédents d'exploitation des œuvres. De plus, il a été tenu compte du prélèvement à effectuer au titre du contrôle médical des fonctionnaires, des étudiants et des grands invalides, veuves et orphelins de guerre. Les prélèvements sur cotisations d'allocations familiales ont été évalués par application des coefficients de ventilation.

Les prélèvements sur cotisations d'assurances sociales et d'accidents du travail résultent de la statistique des cotisations ventilées figurant dans le présent rapport (2e partie, chapitres I et II, 3e partie, chapitre A).

En 1954, les caisses primaires ont dépensé effectivement 4.350 millions, les caisses régionales 6.900 millions, les caisses d'allocations familiales 17.178 millions.

Les dépenses du fonds d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale se sont élevées à 2.051 millions, dont 1.530 millions de subventions ou avances aux caisses régionales et aux caisses d'allocations familiales.

Les dépenses des caisses primaires se décomposent ainsi par mois (en millions de francs) :

MOIS	ACTION SANITAIRE ET SOCIALE					CONTROLE médical
	Service social.	Prestations supplémentaires.	Œuvres appartenant aux caisses.	Autres dépenses.	Total.	
Janvier	9	66	2	26	103	189
Février	10	67	1	35	113	185
Mars	12	95	7	71	185	200
Avril	9	76	4	33	122	185
Mai	10	68	4	45	127	191
Juin	7	81	2	68	158	198
Juillet	11	80	18	50	159	196
Août	8	69	3	104	184	166
Septembre	12	77	2	102	193	190
Octobre	10	72	16	54	152	202
Novembre	11	85	3	52	151	175
Décembre	20	91	31	140	282	344
Année 1954	129	927	93	780	1.929	2.421

La ventilation des dépenses des caisses régionales est relevée ci-après (en millions de francs).

	PREMIER trimestre.	DEUXIÈME trimestre.	TROISIÈME trimestre	QUATRIÈME trimestre.	ANNÉE 1954
Action sanitaire et sociale :					
Œuvres réalisées par les caisses	189	261	66	264	780
Subventions	324	359	295	300	1.278
Avances et prêts	246	164	301	210	921
Service social	195	216	184	285	880
Autres dépenses	36	47	58	32	173
Total	990	1.047	904	1.091	4.032
Contrôle médical	659	678	661	870	2.868

G. — RECAPITULATION ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET CONTROLE MEDICAL

(En millions de francs.)

	1953 (résultats rectifiés).	1954 (résultats provisoires).
ACTION SANITAIRE ET SOCIALE		
Recettes (1).		
a) Caisses primaires:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	1.010	958
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	586	623
Majorations de retard	(5) 475	655
Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres	116	(2)
Total	2.187	2.236
b) Caisses régionales:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	2.398	2.770
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	592	635
Remboursements d'avances et de prêts excédent d'exploitation des œuvres	371	(2)
Total	3.361	3.405
c) Caisses d'allocations familiales:		
Prélèvements sur cotisations « salariés »	11.727	12.752
Prélèvements sur cotisations « travailleurs indépendants »	437	506
Majorations de retard	(5) 571	853
Remboursements d'avances et de prêts, excédents d'exploitations des œuvres	1.423	(2)
Total	14.158	14.111
d) Caisse nationale de sécurité sociale:		
Prélèvements sur cotisations « fonctionnaires »	»	130
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	592	635
Prélèvements sur cotisations d'allocations familiales		
Salariés	1.005	2.941
Travailleurs indépendants	25	30
Majorations de retard	(5) 1.046	1.508
Total	2.668	5.244
Total général	22.374	24.996
Dépenses.		
Caisses primaires de sécurité sociale	1.827	1.929
Caisses régionales de sécurité sociale (3)	3.329	3.097
Caisses d'allocations familiales (4)	15.551	16.583
Caisse nationale de sécurité sociale	1.785	2.051
Total	22.492	23.660
CONTRÔLE MÉDICAL		
Recettes.		
a) Caisses primaires:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	1.640	1.748
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	586	623
Total	2.226	2.371
b) Caisses régionales:		
Prélèvements sur cotisations d'assurances sociales	2.400	2.564
Prélèvements sur cotisations d'accidents du travail	591	635
Total	2.991	3.199
Total général	5.217	5.570
Dépenses		
Caisses primaires de sécurité sociale	2.426	2.420
Caisses régionales de sécurité sociale	2.773	2.868
Total	5.199	5.288

(1) Non compris les prélèvements sur les réserves des comptes de prestations et certaines recettes diverses.
(2) Ces recettes n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.
(3) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (1.036 millions en 1953, 935 millions en 1954).
(4) Déduction faite des subventions ou avances de la caisse nationale (180 millions en 1953, 595 millions en 1954).
(5) Majorations de retard encaissées postérieurement au 1er avril 1953.

V. — PATRIMOINE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

Pour déterminer le patrimoine des organismes de sécurité sociale au 31 décembre de chaque année, les rapports précédents distinguaient, d'une part, les disponibilités, et, d'autre part, les investissements. La mise en place du nouveau plan comptable des organismes de sécurité sociale, effective depuis le 1er janvier 1954, entraîne une modification de la présentation de ce patrimoine et il conviendra de distinguer dorénavant:

1° Les comptes spéciaux d'encaissement des cotisations;
2° Les comptes financiers;
3° Les comptes de valeurs immobilisées et de stocks.

Les soldes au 31 décembre 1954 des comptes spéciaux d'encaissement des cotisations et des comptes financiers résultent des balances des organismes de sécurité sociale. Les sommes figurant aux comptes d'encaissement concernent des cotisations encaissées, détenues par les caisses primaires ou les unions de recouvrement ou centralisées à Paris, mais non encore ventilées, c'est-à-dire réparties entre les différentes catégories d'organismes. Bien que ces sommes ne puissent être utilisées par les caisses, il peut en être tenu compte dans une situation d'ensemble.

En ce qui concerne le solde des cotisations virées à la caisse des dépôts et consignations et des fonds disponibles à cet organisme, les chiffres résultant de la comptabilité des caisses diffèrent de ceux qui peuvent être fournis par la caisse des dépôts et consignations en raison des décalages qui se produisent inévitablement dans la passation des écritures, mais il paraît préférable de déterminer l'ensemble de la trésorerie à partir du même document comptable.

Par ailleurs, la nouvelle comptabilité saisit des opérations qui n'apparaissaient pas dans les statistiques publiées jusqu'alors et il conviendra par suite d'éliminer les soldes correspondants lors de la comparaison des résultats au 31 décembre 1953 et au 31 décembre 1954.

Les valeurs immobilisées et les stocks au 31 décembre 1954 ne peuvent être établis qu'à partir des bilans et l'ajustement avec les statistiques au 31 décembre 1953 nécessite un examen approfondi des documents comptables et, le cas échéant, des enquêtes auprès des organismes. Aussi, le présent rapport ne donnera-t-il que des résultats provisoires comportant des évaluations mais qui seront comparables aux éléments relevés dans les rapports précédents. En 1956, il sera possible de fournir la ventilation complète apparaissant dans les bilans des années 1954 et 1955 et d'effectuer le raccordement avec les résultats antérieurs.

Compte tenu de ces observations, les tableaux H 1, H 2, H 3 fournissent au 31 décembre 1954:

1° Les soldes des comptes spéciaux d'encaissement;
2° Les soldes des comptes financiers;
3° Les prêts et les immeubles.

Dans le tableau H 2, il a été nécessaire d'indiquer globalement les disponibilités au 31 décembre 1954 de la section « prestations familiales » des unions régionales de sociétés de secours minières qui ont été chargées, en cours d'année, de la gestion des prestations familiales servies aux salariés des mines, la compensation continuant toutefois à être assurée par le régime général.

H 1. — SOLDES DES COMPTES SPECIAUX D'ENCAISSEMENT AU 31 DECEMBRE 1954

(En millions de francs.)

	CAISSES primaires.	UNIONS de recouvrement.	TOTAL
Cotisations virées à la Caisse des dépôts et consignations	— 2.610	— 2.450	— 5.060
Comptes chèques postaux	869	285	1.154
Banques	4.831	6.121	10.952
Chèques remis pour versement de cotisations	1.362	564	1.926
Trésorerie générale	991	145	1.136
Total	5.443	4.665	10.108

H 2. — SOLDES DES COMPTES FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 1954

(En millions de francs.)

	CAISSE nationale de S. S.	CAISSES régionales de S. S.	CAISSE d'assurance vieillesse des salariés.	CAISSES primaires	UNIONS de recouvrements	CAISSES d'allocations familiales.	TOTAL
Fonds disponibles C. D. C.	13.667	2.220	706	814	62	387	17.856
Banques	90	2.746	1.705	4.561	247	18.530	27.879
Chèques postaux	12.546	4.556	1.306	2.899	46	3.861	25.214
Disponibilités courantes C. D. C. et préposé C. D. C.	»	2.043	490	2.701	2	1.232	6.468
Trésorerie générale	»	103	38	687	12	1.478	2.318
Chèques à encaisser	»	6	1	15	»	180	202
Caisse	214	6	9	317	8	652	1.206
Avances aux sections et correspondants	»	56	»	2.505	»	802	3.363
Fonds disponibles des œuvres	»	47	»	38	»	7	92
Titres de placement et bons du Trésor	3.767	1.182	3.089	321	»	272	8.631
Total	30.284	12.965	7.344	14.858	377	27.401	93.229
Disponibilités de la section « prestations familiales » des unions minières							1.516
Total général							94.745

H 3. — **PRETS ET IMMEUBLES**

(En millions de francs.)

	CAISSE nationale de S. S.	CAISSES régionales de S. S.	CAISSE d'assurance vieillesse des salariés.	CAISSES primaires.	UNIONS de recouvrements	CAISSES d'allocations familiales.	TOTAL
Prêts	331	(1) 602	(1) 412	(1) 64	»	(1) 361	1.770
Placements fonds commun du travail	1.192	»	3.903	»	»	»	5.095
Immeubles administratifs	552	1.076	2.122	4 383	129	1.613	9.875
Immeubles sanitaires	1.329	4.693	»	1.544	»	2.822	10.388
Total	3.404	6.371	6.437	5.991	129	4.796	27.128

(1) Chiffres au 31 décembre 1953 retenus provisoirement.

On peut récapituler ainsi le patrimoine des organismes de sécurité sociale au 31 décembre 1953 et au 31 décembre 1954.

	AU 31 DÉCEMBRE 1953	AU 31 DÉCEMBRE 1954
1° Comptes d'encaissement des caisses primaires et des unions de recouvrement	2.499	10.108
2° Fonds disponibles à la caisse des dépôts et consignations	48.190	17.856
3° Comptes courants	52.074	63.597
4° Avances aux sections et correspondants		3.363
5° Caisse	2.058	1.206
6° Fonds disponibles des œuvres		92
7° Titres de placement et bons du Trésor	8.987	8.631
8° Prêts	1.798	1.770
9° Fonds commun du travail	5.364	5.095
10° Immeubles	16.345	20.263
Total	137.315	131.981

Ainsi qu'il a été indiqué, certains éléments, précédemment tirés des écritures de la caisse des dépôts et consignations, le sont maintenant des balances des organismes, et par ailleurs, les soldes des comptes spéciaux d'encaissement constitués par des cotisations non encore ventilées sont compris dans la situation au 31 décembre 1954.

Les cotisations en cours d'encaissement ou de virement dans les comptes centralisateurs ne sont pas utilisables immédiatement.

Tel qu'il se dégage des tableaux récapitulatifs (D 1, E 2, F 3) l'excédent des dépenses sur les recettes s'élève à 17 milliards.

Compte tenu des précisions ci-dessus, le tableau H 4 explique, à partir des résultats de recettes et de dépenses des années 1953 et 1954, les variations qui font apparaître la situation du patrimoine à la fin de ces deux années.

H 4. — **RECAPITULATION DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE REGIME GENERAL DE SECURITE SOCIALE**

(En millions de francs.)

	1953		1954	
1. Disponibilités et investissements au 1er janvier	135.887	135.887		137.315
2. Recettes relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	413.723		441.361	
Accidents du travail	59.573		63.608	
Prestations familiales:				
Salariés	402.054		434.517	
Employeurs et travailleurs indépendants	24.790		29.856	
Total 2		900.140		969.342
3. Dépenses relevées dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Assurances sociales	— 451.333		— 488.898	
Accidents du travail	— 61.310		— 66.800	
Prestations familiales:				
Salariés	— 360.546		— 403.177	
Employeurs et travailleurs indépendants	— 24.259		— 27.792	
Total 3		— 897.448		— 986.667
4. Différence entre les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2, F 3 et les dépenses effectives:				
Action sanitaire et sociale (1)	— 4.120		— 1.680	
Contrôle médical (1)	+ 18		+ 282	
Fonds de prévention des accidents du travail	+ 14		-- 166	
Allocation de logement	-- 126		— 1.905	
Total 4		— 4.214		— 3.469
5. Recettes et dépenses comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3, n'ayant pas donné lieu ou n'ayant donné lieu qu'en partie à des opérations de trésorerie du régime général:				
Taxes versées à la caisse des dépôts et consignations (accidents du travail)	— 21		— 23	
Fonds de majoration et de solidarité (accidents du travail) (2)	+ 19		+ 1.415	
Total 5		— 2		1.392
6. Recettes et dépenses non comprises dans les tableaux D 1, E 2, F 3:				
Revenus du patrimoine	(3) 1.591		(4) 471	
Majorations de retard	2.725		3.018	
Avances aux hôpitaux et débiteurs divers de la caisse primaire centrale de la région parisienne (5)	— 1.648		+ 56	
Accords internationaux	— 252		— 1.151	
Accidents du travail dans les départements d'outre-mer	81		59	
Remboursements d'avances et de prêts, excédent d'exploitation des œuvres (6)	+ 1.910			
Allocation spéciale (7)	— 3.512		+ 1.801	
Récupérations et recours contre les tiers	+ (8) 1.588			
Total 6		+ 2.483		— 4.254
7. Opérations diverses et recettes à imputer	469	+ 469	(9) 2.742	(9) 2.742
8. Valeur au 31 décembre 1954 des éléments du patrimoine résultant respectivement de la présentation nouvelle des résultats et des documents antérieurs:				
Comptes d'encaissement des caisses primaires et unions: 10.108 — 2.813			+ 7.295	
Fonds disponibles: 17.856 — 18.473			— 617	
Comptes courants: 63.597 — 63.395			+ 202	
Fonds disponibles des œuvres			+ 92	
Total 8				6.972
9. Disponibilités et investissements au 31 décembre (10)	137.315	137.315	131.981	131.981

(1) Les crédits ouverts relevés dans les tableaux D 1, E 2 et F 3 ne constituent pas la totalité des recettes de l'action sanitaire et du contrôle médical.

(2) Différence entre les dépenses des fonds de majoration et de solidarité (16.040 millions en 1953, 16.493 millions en 1954) et les versements effectifs de la caisse nationale à la caisse des dépôts et consignations (16.021 millions en 1953, 15.078 millions en 1954).

(3) Caisse nationale: 532 millions; caisses d'allocations familiales: 360 millions; caisses primaires: 198 millions; caisses régionales: 192 millions; caisses vieillesse: 309 millions.

(4) Caisse nationale seulement.

(5) Augmentation ou diminution accusée par ce poste au cours des années considérées

(6) Au titre de l'action sanitaire et sociale.

(7) Allocations versées par les caisses régionales d'assurance vieillesse des travailleurs salariés pour le compte du fonds spécial géré par la caisse des dépôts et consignations et remboursements dudit fonds.

(8) Caisses primaires: 965 millions; caisses régionales: 623 millions.

(9) Y compris les revenus des caisses primaires, régionales, vieillesse, d'allocations familiales, les remboursements d'avances et de prêts, les excédents d'exploitation des œuvres qui n'apparaîtront que dans les résultats rectifiés.

(10) Ce poste correspond à la somme des postes 1 à 7.

VI. — PRINCIPAUX RESULTATS PAR REGION DE SECURITE SOCIALE

I. — Cotisations et prestations d'assurances sociales (1).

(En millions de francs.)

RÉGIONS	COTISATIONS	PRESTATIONS MALADIE		PRESTATIONS LONGUE MALADIE		PRESTATIONS MATERNITE	
		En nature	En espèces	En nature.	En espèces.	En nature.	En espèces
Paris	143.311	48.481	10.086	10.420	4.938	3.957	1.603
Rouen	20.313	6.161	1.654	1.512	790	630	205
Lille	44.548	11.299	3.196	2.694	1.613	1.186	469
Nancy	24.226	7.196	2.050	1.281	900	718	260
Rennes	10.897	3.683	714	1.019	451	391	96
Nantes	15.347	5.339	1.048	1.078	510	522	133
Orléans	8.739	2.515	597	391	265	232	91
Dijon	116.408	5.045	1.221	1.074	496	505	156
Limoges	9.870	3.707	691	771	346	363	94
Clermont-Ferrand	8.200	3.143	728	831	293	222	69
Lyon	40.502	12.646	3.320	4.475	1.441	1.112	377
Bordeaux	13.230	5.459	745	1.710	374	402	117
Toulouse	9.126	3.695	627	508	323	319	77
Montpellier	7.359	3.539	494	927	321	259	56
Marseille	20.790	9.103	1.697	2.737	1.166	640	145
Strasbourg	23.894	10.181	1.743	1.194	594	571	198
Total	416.760	141.195	31.341	32.622	14.911	12.029	4.146

RÉGIONS	DÉCÈS	TOTAL des prestations servies par les caisses primaires (2)	PENSIONS d'invalidité	ASSURANCE VIEILLESSE et allocations aux vieux travailleurs salariés.			
				Pensions vieillesse (3).	Allocations aux vieux travailleurs salariés (4)	Divers.	Total.
Paris	1.246	80.731	6.372	25.314	15.040	983	41.337
Rouen	185	11.140	1.019	3.935	3.693	191	7.819
Lille	415	21.602	2.218	10.213	5.647	448	16.308
Nancy	216	12.711	650	5.592	2.595	242	8.429
Rennes	93	6.447	521	2.219	3.894	243	6.356
Nantes	133	8.763	677	3.376	4.854	176	8.406
Orléans	61	4.152	334	2.114	3.032	161	5.307
Dijon	120	8.617	532	3.772	3.575	138	7.485
Limoges	67	6.039	506	2.252	4.656	149	7.057
Clermont-Ferrand	67	5.353	403	2.043	2.758	142	4.943
Lyon	369	23.740	1.628	8.674	5.053	340	14.067
Bordeaux	103	8.910	472	3.367	4.232	253	7.852
Toulouse	58	5.607	453	2.527	3.477	167	6.171
Montpellier	54	5.650	378	2.352	3.303	153	5.808
Marseille	167	15.655	783	4.463	4.229	410	9.102
Strasbourg	191	14.672	1.839	14.834	304	257	15.395
C. N. A. V. (5)	»	»	»	92	3	1	96
Total	3.545	239.789	18.785	97.139	70.345	4.454	171.938

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y rattachés à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Au titre des assurances maladie, longue maladie, maternité, décès.

(3) Pensions servies aux assurés sociaux ayant cotisé et pensions de reversion.

(4) Y compris l'allocation aux mères de cinq enfants et le secours viager.

(5) Caisse nationale d'assurances sur la vie.

II. — **Nombre d'indemnités, allocations ou pensions servies au titre des assurances sociales au cours de l'année ou au 31 décembre 1954** (1).

RÉGIONS	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES		NOMBRE DE NAISSANCES			NOMBRE	PENSIONS D'INVALIDITÉ		
	Assurance maladie.	Assurance maternité.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	de décès.	Entrées de l'année (2).	Sorties de l'année (2).	Pensions en cours au 31 décembre 1954.
Paris	22.462.237	3.949.192	48.011	51.374	99.385	16.013	12.668	10.212	89.691
Rouen	4.437.791	626.149	8.429	19.871	28.300	2.839	2.661	1.344	15.224
Lille	9.997.996	1.383.032	17.667	38.390	56.057	5.769	5.258	3.752	30.167
Nancy	5.348.523	768.437	9.953	21.233	31.186	3.013	1.400	1.544	8.613
Rennes	2.216.517	322.516	4.499	13.125	17.624	1.579	1.501	988	8.375
Nantes	2.965.610	435.841	5.995	17.156	23.151	1.989	1.600	1.182	10.075
Orléans	1.736.728	292.909	3.897	6.782	10.679	977	936	559	4.936
Dijon	3.261.947	473.081	6.048	13.667	19.715	1.786	1.109	884	7.768
Limoges	2.121.792	311.793	4.405	10.602	15.007	1.108	953	644	7.947
Clermont-Ferrand	1.907.618	204.343	2.812	6.113	8.925	1.012	860	602	5.783
Lyon	8.687.951	1.106.390	13.538	25.645	39.183	5.283	4.018	3.106	24.753
Bordeaux	2.224.445	377.630	5.894	10.931	16.825	1.654	1.180	845	7.669
Toulouse	1.817.996	259.066	3.598	8.393	11.991	909	1.226	674	6.803
Montpellier	1.568.163	187.002	2.100	5.544	7.644	885	767	694	5.232
Marseille	4.641.286	438.161	4.788	12.973	17.761	2.369	2.024	1.096	10.046
Strasbourg	4.465.788	556.807	6.760	15.308	22.068	2.639	»	»	18.938
Total	79.862.388	11.692.349	148.394	277.107	425.501	49.824	(3) 38.161	(4) 28.126	262.020

(1) Régime général proprement dit et régimes divers y attachés, à l'exclusion des régimes « fonctionnaires », « étudiants », « grands invalides, veuves et orphelins de guerre ».

(2) Non compris les pensions de veufs et de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).

(3) Non compris la région de Strasbourg

(4) 21.009 sorties concernant des pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 et 7.117 des pensions liquidées en application du décret-loi du 28 octobre 1935, non compris la région de Strasbourg.

III. — **Cotisations et prestations « Accidents du travail ». — Nombre d'indemnités journalières. Rentes en cours au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	COTISATIONS (en millions de francs) (1).	INCAPACITÉ TEMPORAIRE				INCAPACITÉ PERMANENTE			
		Indemnités journalières (en millions de francs).	Autres prestations (en millions de francs)	Total des prestations (en millions de francs.	Nombre d'indemnités journalières	Rentes servies par les caisses régionales en millions de francs) (2).	Nombre de rentes en cours au 31 décembre 1953 (3).		
							Assurés.	Ayants droit.	Total.
Paris	20.110	4.501	2.817	7.318	5.608.720	3.528	113.195	5.985	119.180
Rouen	3.695	895	526	1.421	1.380.393	831	24.116	1.755	25.871
Lille	7.695	1.914	1.057	2.971	2.974.178	1.195	44.978	2.515	47.493
Nancy	4.413	1.123	633	1.756	1.775.576	777	25.979	2.256	28.235
Rennes	1.766	352	245	597	684.589	303	9.050	1.356	10.406
Nantes	2.493	594	349	943	1.051.416	401	13.371	780	14.151
Orléans	1.497	298	165	463	520.566	259	7.930	548	8.478
Dijon	2.367	463	317	780	852.049	438	14.957	1.302	16.259
Limoges	1.573	350	254	604	658.252	386	10.432	564	10.996
Clermont-Ferrand	1.423	358	197	555	600.076	322	11.221	525	11.746
Lyon	6.830	1.913	1.123	3.036	2.916.319	1.424	55.738	2.404	58.142
Bordeaux	2.184	462	379	841	805.105	464	15.521	1.097	16.618
Toulouse	1.335	332	236	568	631.133	330	9.214	626	9.840
Montpellier	1.164	313	247	560	540.116	333	11.266	621	11.887
Marseille	3.728	1.383	797	2.180	1.968.193	863	34.389	2.467	36.856
Strasbourg	3.109	853	596	1.449	1.380.959	1.257	28.886	3.369	32.255
Total	65.382	16.104	9.938	26.042	24.317.640	13.111	430.243	28.170	458.413

(1) Les ristournes versées aux employeurs au titre d'exercices antérieurs n'ont pas été déduites.

(2) A l'exclusion des majorations de rentes servies par le fonds de majoration dont la charge incombe également au régime général.

(3) Rentes correspondant à des accidents survenus depuis le 1er janvier 1947, exception faite pour la région de Strasbourg où le régime est antérieur.

IV. — **Cotisations d'allocations familiales et prestations familiales par région de sécurité sociale. Familles bénéficiaires au 31 décembre 1954.**

RÉGIONS	SECTION DES SALARIÉS								EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS		
	Cotisations (en millions).			Prestations (en millions) (1).					Familles bénéficiaires.		
				Salariés du régime général.				Population non active. — Total.			
	Régime général.	Régime des mines.	Total.	Allocations familiales.	Allocations de salaire unique.	Autres prestations (2).	Total.		Cotisations (en millions).	Prestations (en millions).	
Paris	150.353	»	150.353	36.646	33.477	6.950	77.073	5.973	7.642	4.965	54.361
Rouen	19.472	164	19.636	10.583	7.340	1.657	19.580	1.821	1.694	1.616	17.351
Lille	44.493	9.375	53.868	20.163	15.147	3.388	38.698	2.634	3.142	2.412	23.978
Nancy	24.095	368	24.463	11.894	8.381	1.835	22.110	1.147	1.504	1.276	13.225
Rennes	10.208	16	10.224	6.543	4.501	939	11.983	1.148	1.367	1.669	18.320
Nantes	14.820	271	15.091	9.042	6.478	1.318	16.838	1.040	1.469	1.833	19.637
Orléans	8.383	32	8.415	3.847	2.782	565	7.194	524	900	740	8.686
Dijon	15.834	864	16.698	7.819	5.491	1.183	14.493	765	1.270	1.174	12.900
Limoges	9.136	19	9.155	4.936	3.662	755	9.353	795	1.241	1.112	13.368
Clermont-Ferrand	7.835	179	8.014	3.313	2.582	504	6.399	420	831	706	8.607
Lyon	40.505	1.476	41.981	15.559	11.676	2.263	29.498	1.688	2.773	2.520	27.739
Bordeaux	12.432	20	12.452	5.754	4.629	860	11.243	935	1.193	1.127	13.438
Toulouse	8.380	759	9.139	3.904	3.299	593	7.796	739	883	822	10.370
Montpellier	6.666	1.495	8.161	3.473	2.991	501	6.965	616	926	820	10.828
Marseille	19.718	123	19.841	8.707	7.683	1.233	17.623	1.407	1.698	1.483	17.803
Strasbourg	21.808	5.218	27.026	8.526	6.802	1.507	16.835	1.071	1.322	1.008	12.009
Total	414.138	20.379	434.517	160.709	126.921	26.051	313.681	22.723	29.856	25.283	282.620

RÉGIONS	SECTION DES SALARIÉS				
	Prestations (1).		Familles bénéficiaires.		
	Salariés des mines (total).	Total général des prestations.	Salariés du régime général (3).	Salariés des mines (4).	Total.
Paris	»	83.046	590.868	»	590.868
Rouen	265	21.666	129.919	1.512	131.431
Lille	14.407	55.739	260.317	91.609	351.926
Nancy	471	23.728	151.814	»	151.814
Rennes	79	13.210	83.866	474	84.340
Nantes	411	18.289	112.184	2.529	114.713
Orléans	42	7.760	51.365	»	51.365
Dijon	1.134	16.392	99.373	8.769	108.142
Limoges	24	10.172	67.783	»	67.783
Clermont-Ferrand	222	7.041	48.515	»	48.515
Lyon	2.109	33.295	217.920	14.222	232.142
Bordeaux	27	12.205	86.239	»	86.239
Toulouse	1.091	9.626	63.806	9.020	72.826
Montpellier	2.226	9.807	58.576	14.820	73.396
Marseille	153	19.183	135.938	»	135.938
Strasbourg	5.741	23.647	133.308	46.106	179.504
Total	28.402	364.806	2.291.881	189.061	2.480.942

(1) A l'exclusion des allocations de logement, primes de déménagement et d'aménagement.

(2) Allocations prénatales, allocations de maternité, congés de naissance.

(3) Y compris les personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

(4) Au 31 décembre 1954, le service des prestations familiales aux salariés des mines est assuré par les unions de sociétés de secours minières de Lens, Metz, Montceau-les-Mines, Saint-Etienne, Alès et Toulouse (décret n° 54-339 du 23 mars 1954) et pour la région de l'Ouest par les caisses d'allocations familiales du régime général, l'union de sociétés de secours minières d'Angers comptant un nombre total d'affiliés inférieur à 10.000 (décret n° 54-1280 du 27 décembre 1954).

DEUXIÈME PARTIE

L'APPLICATION DE LA LEGISLATION DE SECURITE SOCIALE DANS LES NOUVEAUX DEPARTEMENTS FRANÇAIS D'OUTRE-MER

Législation et réglementation.

Le décret n° 47-2032 du 17 octobre 1947 a jeté les bases de l'organisation technique et financière de la sécurité sociale dans les nouveaux départements français d'outre-mer et prévu l'extension progressive à ces départements de l'ensemble de la législation de sécurité sociale en vigueur dans la métropole.

Les assurances sociales.

Ce principe a trouvé une première application dans les dispositions du décret n° 48-593 du 30 mars 1948, étendant aux nouveaux départements à compter du 1er avril 1948 le bénéfice de l'ordonnance du 2 février 1945, qui organisait sur de nouvelles bases l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 30 mars 1948 fixait des taux d'allocation plus bas que ceux appliqués à l'époque dans la métropole, soit 15.000 F par an pour les travailleurs résidant dans les villes de plus de 5.000 habitants, et 12.000 F pour les autres, l'allocation pouvant être attribuée à partir de 65 ans ou de 60 ans en cas d'inaptitude au travail.

Ces taux ont été modifiés à diverses reprises. Portés à partir du 1er octobre 1951 à 59.800 F et 56.400 F par la loi du 26 septembre 1951, ils ont été de nouveau relevés par la loi du 21 mars 1954, prenant effet du 1er janvier 1954, et fixés à 65.800 F et 62.400 F.

Les conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés sont actuellement les suivantes:

A compter du 1er janvier 1954, l'allocation n'est due que si le total des ressources personnelles du travailleur ou du conjoint survivant et de l'allocation n'excède pas 194.000 F ou 244.000 F lorsque l'allocataire est marié. En 1953, les plafonds de ressources étaient respectivement de 188.000 et 232.000 F.

Par ailleurs, l'âge minimum des requérants a été uniformément ramené a 60 ans (loi du 26 septembre 1951 . Ceux-ci doivent justifier de 5 années de salariat après l'âge de 50 ans ou, à défaut, de 25 années de salariat au total, leur dernière activité professionnelle devant avoir été, dans l'un ou l'autre cas, une activité salariée. En outre, les périodes de travail salarié ne sont retenues que si elles ont procuré à l'intéressé des ressources ne pouvant, depuis le 1er janvier 1950, être inférieures au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés des villes de plus de 5.000 habitants. Enfin, les périodes de travail postérieures à l'année 1947 ne peuvent être prises en considération que si elles ont donné lieu, pour une année au moins, au versement de la double contribution des assurances sociales, sauf recours contre l'employeur défaillant.

Les conditions de nationalité et de ressources, ainsi que les droits à avantages complémentaires — majoration pour conjoint à charge et bonification pour enfants — et les droits des conjoints survivants sont appréciés dans les mêmes conditions que dans la métropole.

En vue d'assurer le financement des allocations aux vieux travailleurs salariés, le décret n° 48-603, également en date du 30 mars 1948, prenant effet du 1er janvier 1948, avait fixé, à titre provisoire, à 9 p. 100 le taux de la cotisation des assurances sociales dans les nouveaux départements, dont 5 p. 100 à la charge de l'employeur et 4 p. 100 à la charge du salarié ou assimilé. Ce texte disposait que le taux de la cotisation serait majoré progressivement, au fur et à mesure que seraient appliquées les diverses législations de sécurité sociale pour atteindre finalement, comme en France métropolitaine, 16 p. 100 des salaires assujettis.

Par la loi du 13 août 1954, la couverture, à compter du 1er janvier 1955, des risques maladie, invalidité, décès, vieillesse, ainsi que celle des charges de la maternité, se trouve étendue aux départements d'outre-mer.

Cette loi dispose en son chapitre Ier que dans ces départements, le régime des assurances sociales sera le même pour les salariés des professions non agricoles et des professions agricoles.

Elle prévoit, en outre, que des décrets pris sur le rapport des ministres intéressés doivent fixer, d'une part, les conditions d'application du régime de l'assurance vieillesse et, d'autre part, les mesures relatives à la coordination dudit régime avec celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Le décret du 17 octobre 1947, relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer, avait prévu en son article 10 que les dispositions relatives aux prestations de chaque risque couvert dans ces départements ne pourraient prendre effet avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle les dispositions concernant les cotisations correspondantes auraient reçu leur application.

La couverture des risques des assurances sociales ayant été étendue à compter du 1er janvier 1955, un arrêté du 28 septembre 1954 a fixé au 1er octobre 1954 la date à partir de laquelle le taux global des cotisations des assurances sociales devait être porté de 9 p. 100 à 16 p. 100 (10 p. 100 à la charge de l'employeur et 6 p. 100 à la charge du salarié).

Il convient également de souligner qu'à la date du 4 mars 1954 était intervenu un arrêté (inséré au *Journal officiel* du 20 mars) qui, dans un but d'harmonisation avec la pratique suivie en métropole, avait déterminé, pour les départements d'outre-mer, les modalités d'application de la législation relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

L'assurance contre les accidents du travail.

La loi du 2 août 1949 a introduit dans les nouveaux départements français d'outre-mer les dispositions de la législation de sécurité sociale relatives à la prévention et à la réparation des accidents du travail.

Ce régime est effectivement entré en vigueur le 1er janvier 1952, conformément à l'article 1er du décret n° 51-1463 du 22 décembre 1951 pris pour l'application de la loi du 2 août 1949.

Il est pratiquement identique à celui de la métropole, reposant sur les mêmes bases légales et réglementaires (loi du 30 octobre 1946 et règlement d'administration publique du 31 décembre 1946), n'en différant que par des particularités, soit imposées par certaines données géographiques ou économiques locales, soit tenant au fait que l'ensemble des législations sociales n'est pas actuellement appliqué dans les départements en cause.

Ces particularités sont essentiellement les suivantes:

Les tarifs médicaux et pharmaceutiques applicables sont, à titre transitoire, fixés par arrêtés préfectoraux, après avis de commissions comprenant des représentants des diverses parties intéressées;

Les attributions respectivement dévolues dans la métropole en matière d'accidents du travail aux caisses primaires et aux caisses régionales de sécurité sociale sont confiées à une caisse départementale unique dite « caisse générale de sécurité sociale »;

Enfin, la législation est commune aux accidents du travail survenus dans les professions agricoles et non agricoles.

Prestations familiales.

La législation métropolitaine n'a pas été jusqu'à présent rendue applicable aux quatre nouveaux départements.

STATISTIQUES ET RESULTATS FINANCIERS DE L'ANNEE 1954

A. — ASSURANCES SOCIALES

TABLEAU I. — **Statistique des salariés immatriculés et des employeurs identifiés au 31 décembre 1954.**

CAISSES	SALARIÉS	EMPLOYEURS (1)
Martinique	59.221	4.763
Guadeloupe	58.768	4.135
Guyane	5.656	514
Réunion	59.395	5.545
Total	183.040	14.957

(1) Ces chiffres comprennent les employeurs de gens de maison: Martinique: 2.174; Guadeloupe: 1.677; Guyane: 196; Réunion: 2.448.

TABLEAU II. — **Cotisations et majorations de retard encaissées au cours de l'année 1954.**

(En francs.)

CAISSES	PRINCIPAL	MAJORATIONS de retard	TOTAL
Martinique	636.345.939	3.387.807	639.733.746
Guadeloupe	546.072.634	5.463.345	551.536.279
Guyane	96.952.162	412.767	97.364.929
Réunion (1)	492.612.182	4.474.290	497.086.472
Total	1.771.983.217	13.738.209	1.785.721.426

(1) Résultats convertis en francs métropolitains

TABLEAU III. — **Prestations servies au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés au cours de l'année 1954.**

(En francs.)

CAISSES	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés	SECOURS viagers.	AUTRES dépenses.	TOTAL
Martinique	582.108.440	3.661.207	»	585.769.647
Guadeloupe	538.288.349	2.139.253	»	540.427.602
Guyane	56.803.125	208.738	»	57.011.863
Réunion (1)	570.685.290	5.826.032	10 721.776	587.233.098
Total	1 747.885.204	11.835.230	10.721.776	1.770.442.210

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

TABLEAU IV. — **Effectifs des bénéficiaires d'allocations aux vieux travailleurs salariés et de secours viagers au 31 décembre 1954.**

CAISSES	ALLOCATIONS aux vieux travailleurs salariés	SECOURS viagers	TOTAL
Martinique	8.211	123	8.334
Guadeloupe	7.199	59	7.258
Guyane	859	6	865
Réunion	7.760	184	7.944
Total	24.029	372	24.401

B. — ACCIDENTS DU TRAVAIL

TABLEAU I. — **Cotisations et majorations de retard encaissées au cours de l'année 1954.**

(En francs.)

CAISSES	PRINCIPAL	MAJORATIONS DE RETARD	TOTAL
Martinique	199.860.090	293.534	200.093.624
Guadeloupe	161.002.501	13.010	161.015.511
Guyane	44.925.745	137.489	45.063.234
Réunion (1)	148.007.234	676.970	148.684.204
Total	553.735.570	1.121.003	554.856.573

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

TABLEAU II. — **Prestations servies au cours de l'année 1954.**

(En francs.)

CAISSES	INCAPACITÉ TEMPORAIRE					
	Frais médicaux.	Frais chirurgicaux	Frais pharmaceutiques.	Frais d'hospitalisation.	Frais d'appareils, lunettes.	Prothèse et soins dentaires
Martinique	15.809.579	1.850.786	6.793.330	17.768.033	148.713	15.184
Guadeloupe	21.442.579	4.331.290	16.003.448	15.734.283	98.354	106.296
Guyane	1.630.406	»	568.899	5.825.840	8.650	»
Réunion (1)	3.707.090	1.344.854	3.030.576	8.726.760	57.626	22.948
Total	42.589.654	7.526.930	26.396.253	48.054.916	313.343	144.428

CAISSES	INCAPACITÉ TEMPORAIRE (*suite*)					
	Frais funéraires.	Réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle	Frais d'enquêtes.	Divers.	Indemnités journalières.	Total.
Martinique	200.950	180.642	222.194	478.945	28.929.237	72.397.593
Guadeloupe	41.000	720	147.360	711.540	41.807.168	100.424.038
Guyane	57.000	»	25.800	133.237	6.062.858	14.312.690
Réunion (1)	51.000	»	221.266	205.516	9.855.350	27.222.986
Total	349.950	181.362	616.620	1.529.238	86.654.613	214.357.307

CAISSES	INCAPACITÉ PERMANENTE						TOTAL GÉNÉRAL des dépenses d'accidents du travail
	Rentes servies	Total des dépenses de prévention proprement dites.	Total des frais de participation aux services de soins d'urgence.	Frais d'expertise et de contentieux.	Divers.	Total.	
Martinique	6.584.273	86.450	1.739.166	»	339.323	8.749.212	81.146.805
Guadeloupe	5.556.713	»	»	»	»	5.556.713	105.980.751
Guyane	1.997.689	»	»	»	»	1.997.689	16.310.379
Réunion (1)	9.510.480	»	272.878	»	»	9.783.358	37.006.344
Total	23.649.155	86.450	2.012.044	»	339.323	26.086.972	240.444.279

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

TABLEAU III. — **Etat des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1954.**

CAISSES	ASSURÉS	AYANTS DROIT	TOTAL
Martinique	302	51	353
Guadeloupe	163	54	217
Guyane	23	4	27
Réunion	113	115	228
Total	601	224	825

TABLEAU IV. — **Répartition des arrérages de rentes servies au cours de l'année 1954.**

(En francs.)

CAISSES	ASSURÉS	AYANTS DROIT	TOTAL
Martinique	4.589.123	1.995.150	6.584.273
Guadeloupe	3.961.656	1.595.057	5.556.713
Guyane	778.196	1.219.493	1.997.689
Réunion (1)	4.365.162	5.145.318	9.510.480
Total	13.694.137	9.955.018	23.649.155

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.

TABLEAU V. — **Etat des rentes d'accidents du travail liquidées en 1954.**

CAISSES	ASSURÉS	AYANTS DROIT	TOTAL
Martinique	164	8	172
Guadeloupe	67	6	73
Guyane	24	3	27
Réunion	15	14	29
Total	270	31	301

TABLEAU VI. — **Montant annuel des rentes d'accidents du travail liquidées en 1954.**

(En francs.)

CAISSES	ASSURÉS	AYANTS DROIT	TOTAL
Martinique	3.364.310	332.740	3.697.050
Guadeloupe	1.685.550	309.400	1.994.950
Guyane	338.426	622.070	960.496
Réunion (1)	2.227.894	2.556.600	4.784.494
Total	7.616.180	3.820.810	11.436.990

(1) Résultats convertis en francs métropolitains

TABLEAU VII. — **Renseignements statistiques complémentaires.**

CAISSES	NOMBRE DE JOURNÉES indemnisées en 1954.	NOMBRE D'ACCIDENTS du travail déclarés en 1954 (1).	NOMBRE DE MALADIES professionnelles déclarées en 1954.
Martinique	100.829	5.274	»
Guadeloupe	117.666	5.949	1
Guyane	10.806	832	»
Réunion (2)	25.520	2.367	»
Total	254.821	14.422	1

(1) Y compris les accidents du trajet: Martinique: 109; Guadeloupe: 202; Guyane: 14; la Réunion: 30.
(2) Résultats convertis en francs métropolitains.

C. — GESTION ADMINISTRATIVE

TABLEAU I — **Dépenses de gestion administrative et frais de premier établissement des caisses générales de sécurité sociale au cours de l'année 1954.**

(En francs.)

CAISSES	GESTION ADMINISTRATIVE							
	Loyer, impôts, assurances, éclairage, chauffage.	Traitements et salaire du personnel.	Cotisations de S.S. et charges sociales.	Frais de déplacement du personnel.	Fonctionnement du conseil d'administration.	Impression, documentation.	Fournitures et matériel de bureau.	Frais de correspondance, etc.
Martinique	1.750.600	42.092.461	6.651.831	1.145.974	627.014	3.620.014	1.132.759	2.377.945
Guadeloupe	2.085.496	33.290.987	5.648.572	1.473.344	1.614.355	3.214.019	997.077	2.170.256
Guyane	497.786	7.137.472	1.956.298	»	1.578.056	53.741	104.425	45.500
Réunion (1)	904.344	66.265.090	12.095.480	4.874.308	»	332.208	6.153.984	4.211.034
Total	5.238.226	148.786.010	26.352.181	7.493.626	3.819.425	7.219.982	8.388.245	8.804.735

CAISSES	GESTION ADMINISTRATIVE (*suite*)								
	Aménagement des locaux	Frais de contentieux et d'encaissement des cotisations.	Frais d'études et d'expertise pour des opérations immobilières.	Remboursement à d'autres organismes au titre des frais de gestion.	Cotisations à divers groupements.	Divers.	Total.	Frais de premier établissement.	Total (2).
Martinique	382.500	174.016	2.204.295	3.154.021	240.000	»	65.553.430	1.963.361	67.516.791
Guadeloupe	113.300	415.397	»	13.234	200.000	1.356.345	52.592.382	3.648.180	56.240.562
Guyane	»	4.000	1.391.630	24.563	70.000	302.445	13.165.916	223.971	13.389.887
Réunion (1)	3.720.694	551.040	»	»	334.268	750	99.443.200	7.000.030	106.443.230
Total	4.216.494	1.144.453	3.595.925	3.191.818	844.268	1.659.540	230.754.928	12.835.542	243.590.470

(1) Résultats convertis en francs métropolitains.
(2) Dont frais de gestion médicale de la Martinique: 5.704.926 F; Guadeloupe: 2.622.294 F; Guyane: 3.447.270 F; la Réunion: 3.630 628 F.

TABLEAU II. — **Etat du personnel employé par les caisses générales de sécurité sociale au 31 décembre 1954.**

CAISSES	PERSONNEL de direction.	AGENTS des cadres.	AGENTS de maîtrise.	EMPLOYÉS	PERSONNEL de service	AUXILIAIRES	AGENTS de contrôle.	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel
Martinique	3	7	4	57	3	18	9	101	44
Guadeloupe	3	5	4	32	1	46	4	95	2
Guyane	»	1	2	13	4	»	»	20	1
Réunion	3	7	»	53	2	33	3	101	3
Total	9	20	10	155	10	97	16	317	50

TROISIÈME PARTIE

L'ALLOCATION VIEILLESSE DES NON-SALARIES

La loi du 17 janvier 1948 a institué une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et prévu une organisation autonome pour chacun des groupes de professions ci-après:

1° Professions artisanales;

2° Professions industrielles et commerciales;

3° Professions libérales;

4° Professions agricoles.

En ce qui concerne les professions artisanales, libérales, industrielles et commerciales, la mise en place des organisations autonomes a fait l'objet des décrets des 19 juillet et 19 novembre 1948 et les régimes d'allocations de vieillesse ont été fixés par les textes suivants:

Professions artisanales: décret du 2 novembre 1953 abrogeant et remplaçant le décret du 23 octobre 1950;

Professions libérales: décret du 30 mars 1949;

Professions industrielles et commerciales: décret du 21 avril 1949.

Les professions artisanales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte l'inscription au registre des métiers ou dont la dernière activité professionnelle aurait été de nature à provoquer cette inscription si elle avait été obligatoire à l'époque où les intéressés ont exercé cette activité.

L'organisation autonome des caisses artisanales comprend:

47 caisses interprofessionnelles locales;

8 caisses professionnelles;

1 caisse de compensation: la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.).

Les cotisations sont portables et versées trimestriellement d'avance dans le premier mois du trimestre auquel elles se rapportent, directement, par chaque assujetti au siège de la caisse. Elles correspondent à un nombre d'heures de travail fixé par décret. A compter du 1er janvier 1954, la cotisation annuelle a été calculée sur la base de cent trente-cinq heures de travail et la valeur de l'heure de travail étant égale à la 600e partie du taux minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés.

Les artisans et les conjoints reçoivent à soixante-cinq ans, ou à partir de soixante ans en cas d'inaptitude au travail, une allocation dont le taux annuel minimum a été fixé, depuis le 1er janvier 1954, à 31.200 F.

Pendant les quinze années suivant le 1er janvier 1949 ou suivant le début de l'activité artisanale, s'il est postérieur, l'allocation minimum ou allocation de base est majorée d'un dixième par année entière de cotisation. Au delà de quinze ans, chaque année entière de cotisation ouvre droit à une allocation complémentaire égale à un vingtième de l'allocation de base. Toutefois et sous réserve de la possibilité de bénéficier de la totalité des avantages prévus en opérant un rachat de cotisations, chaque année entière de cotisation antérieure au 1er janvier 1954 n'ouvre droit qu'à une allocation complémentaire égale à un quinzième de l'allocation minimum.

Les professions industrielles et commerciales groupent toutes les personnes dont l'activité professionnelle comporte soit l'inscription au registre du commerce, soit l'assujettissement à la contribution de la patente, en tant que commerçant.

L'organisation autonome des caisses d'allocations de vieillesse de l'industrie et du commerce comprend:

75 caisses interprofessionnelles locales;
15 caisses professionnelles nationales;
9 caisses professionnelles régionales;
1 caisse de compensation: la caisse de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (O. R. G. A. N. I. C.).

Chaque assujetti opte pour une des classes de cotisation ci-après correspondant à un nombre déterminé de points de cotisation:

Classe I	4 points de cotisation.
Classe II	6 points de cotisation.
Classe III	8 points de cotisation.
Classe IV	10 points de cotisation.
Classe V	12 points de cotisation.
Classe VI	18 points de cotisation.
Classe VII	24 points de cotisation.

Les classes VI et VII ont été ajoutées depuis le 1er juillet 1951 et la classe I ne continue à subsister que pour ordre (décret du 13 juin 1951).

La cotisation annuelle est égale au produit du nombre de points correspondant à chaque classe par la valeur du point, fixée à 1.400 F à compter du 1er juillet 1951 et portée à 1.667 F au 1er octobre 1952 par l'arrêté du 29 septembre 1952.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent à soixante-cinq ans, ou à partir de soixante ans en cas d'inaptitude au travail, l'allocation minimum indiquée plus haut.

En régime plein, pour les assujettis ayant cotisé, l'allocation sera égale au produit de la somme des points correspondants aux cotisations successivement versées par la valeur du point d'allocation.

L'arrêté du 29 septembre 1952 a relevé de 280 F à 305 F la valeur du point, à compter du 1er octobre 1952.

L'organisation autonome des professions libérales comprend:

15 caisses dites sections professionnelles, dont la compétence s'étend à toute la France métropolitaine;
1 caisse nationale.

La cotisation annuelle a été fixée, pour la première année (1949), à un taux uniforme pour l'ensemble des sections professionnelles, soit 7.000 F. Pour les années postérieures, elle varie suivant la section professionnelle.

Les bénéficiaires et les conjoints survivants reçoivent l'allocation minimum à soixante-cinq ans ou à partir de soixante ans en cas d'inaptitude au travail. Des régimes d'assurance vieillesse complémentaires ont été institués pour les notaires, les médecins, les pharmaciens (décret du 22 avril 1949), les vétérinaires (décret du 21 octobre 1950), les experts comptables et comptables agréés (décret du 21 mai 1953) et les huissiers et huissiers greffiers (décret du 3 novembre 1953).

Ces régimes sont financés par des cotisations complémentaires versées par les assujettis. Ils doivent prévoir des avantages revisables chaque année, selon les ressources qui peuvent y être affectées.

L'organisation autonome des professions agricoles a été créée par la loi du 10 juillet 1952, à compter du 1er juillet 1952. Les modalités d'application de cette loi ont été fixées par le décret du 18 octobre 1952.

Les effectifs des différents régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées des professions non agricoles et les opérations effectuées en 1954 sont relevés dans les tableaux ci-après:

TABLEAU I. — **Effectifs au 31 décembre 1954 des régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.**

RÉGIMES	COTISANTS	ALLOCATAIRES ET PENSIONNÉS
Professions artisanales	600.000	164.400
Professions industrielles et commerciales	1.008.132	317.212
Professions libérales	134.879	40.410
Ensemble	1.743.011	522.022

TABLEAU II. — **Opérations effectuées en 1954 par les régimes d'allocations de vieillesse des personnes non salariées.**
(En millions de francs.)

	PROFESSIONS artisanales.	PROFESSIONS industrielles et commerciales.	PROFESSIONS libérales.	ENSEMBLE
Recettes.				
Cotisations	(1) 6.236	(2) 15.836	3.783	25.855
Majorations de retard	200	343	49	592
Total	6.436	16.179	3.832	26.447
Dépenses.				
Prestations	5.107	12.072	2.654	19.833
Gestion administrative	(3) 737	(4) 1.246	(5) 427	2.410
Total	5.844	13.318	3.081	22.243

(1) Dont 707 millions au titre des cotisations de rachat.
(2) Dont 2.039 millions au titre des cotisations de rachat échelonné.
(3) Prélèvements autorisés, calculés sur la base de 8 p. 100 des cotisations encaissées et de 3 p. 100 des indemnités de rachat, augmentés des majorations de retard et des dépenses effectives de la caisse nationale de compensation (soit 64 millions de dépenses propres et 53 millions de forfait postal).
(4) Dépenses réelles, le montant exact des prélèvements autorisés et des recettes diverses atteignant, pour l'année 1954, 1.742 millions, dont 1.551 millions de prélèvements.
(5) Prélèvements autorisés calculés sur la base de 10 p. 100 des cotisations encaissées, augmentés du produit des majorations de retard.

TABLEAU III. — **Allocations de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. — Etat des cotisants au 31 décembre 1954.**

SECTIONS PROFESSIONNELLES	NOMBRE TOTAL des assujettis.	NOMBRE DES ASSUJETTIS compris ci-contre bénéficiaires d'exonérations totales.	NOMBRE DES ASSUJETTIS du régime complémentaire
Avocats	6.954	1.568	»
Notaires	6.656	29	6.656
Officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires	8.169	700	3.060
Médecins	31.237	2.986	31.237
Chirurgiens dentistes	11.079	121	»
Pharmaciens	14.594	4	14.594
Sages-femmes	5.201	67	»
Infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et pédicures	9.880	29	»
Vétérinaires	3.057	319	2.788
Artistes (arts graphiques et plastiques)	1.425	»	»
Agents généraux d'assurances	13.381	12	»
Professeurs de musique et musiciens	1.805	»	»
Architectes	6.335	93	»
Experts-comptables et comptables agréés	9.251	1.517	9.251
Ingénieurs, techniciens et experts	5.855	140	»
Total	134.879	7.576	67.586

TABLEAU IV. — **Allocations de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. — Effectif des bénéficiaires au 31 décembre 1954.**

SECTIONS PROFESSIONNELLES	ALLOCATAIRES AU 31 DECEMBRE 1954								
	Admis au titre de l'inaptitude et âgés de moins de 65 ans. Orphelins					Agés de plus de 65 ans.			
	Droits propres	Conjoints d'allocataires.	Veuves d'allocataires.	Orphelins.	Total.	Droits propres	Conjoints d'allocataires	Veuves d'allocataires.	Total
Avocats	6	1	6	»	13	410	159	542	1.111
Notaires	30	5	278	4	317	2.627	656	3.530	6.813
Officiers ministériels	1	1	»	»	2	989	408	1.577	2.974
Médecins	42	4	692	425	1.163	2.517	1.226	4.523	8.266
Chirurgiens dentistes	»	»	»	»	»	1.136	340	429	1.905
Pharmaciens	19	»	33	194	246	1.375	700	2.823	4.898
Sages-femmes	29	»	»	»	29	1.478	»	»	1.478
Infirmiers	34	1	»	»	35	1.059	41	44	1.144
Vétérinaires	10	4	10	»	24	376	162	521	1.059
Artistes	»	1	»	»	1	103	28	14	145
Agents généraux d'assurances	25	3	8	»	36	2.327	1.120	1.406	4.853
Professeurs de musique et musiciens	5	»	»	»	5	291	19	13	323
Architectes	12	4	21	»	37	788	295	616	1.699
Experts-comptables	»	»	1	»	1	163	66	240	469
Ingénieurs	2	1	4	»	7	747	299	311	1.357
Total	215	25	1.053	623	1.916	16.386	5.519	16.589	38.494

TABLEAU V. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. Etat des recettes encaissées en cours de l'année 1954.**

(En francs.)

SECTIONS PROFESSIONNELLES	COTISATIONS au titre du régime minimum obligatoire.	COTISATIONS au titre du régime complémentaire.	PÉNALITÉS de retard.	INTÉRÊTS des fonds placés.	RECETTES diverses.	TOTAL
Avocats	65.882.540	»	195.355	51.316	1.103.488	67.232.699
Notaires	131.685.423	493.780.779	2.161.972	21.010.445	609.812	649.248.431
Officiers ministériels	83.667.464	59.977.106	1.532.360	1.557.039	»	146.733.969
Médecins	305.568.855	1.099.593.193	19.089.660	45.602.436	»	1.469.854.144
Chirurgiens-dentistes	69.692.000	»	490.988	2.560.585	28.736	72.772.309
Pharmaciens	177.555.096	292.691.550	5.910.828	3.552.199	10.426.805	490.136.478
Sages-femmes	51.805.664	»	2.092.367	957.062	170.360	55.025.453
Infirmiers	69.692.180	»	6.855.115	2.274.608	338.418	79.160.321
Vétérinaires	37.638.974	63.271.945	498.149	261.948	»	101.671.016
Artistes	7.479.710	»	34.734	293.766	»	7.808.210
Agents généraux d'assurances	183.939.470	»	3.789.320	1.494.315	110.446	189.333.551
Professeurs de musique et musiciens	14.031.360	»	56.875	847.022	»	14.935.257
Architectes	83.249.511	»	662.465	1.115.841	»	85.027.817
Experts comptables	23.596.361	391.271.718	1.633.323	10.018.548	»	426.522.950
Ingénieurs	77.127.367	»	3.971.674	2.967.402	»	84.066.443
Total	1.382.611.975	2.400.589.291	48.975.185	94.564.532	12.788.065	3.939.529.048

TABLEAU VI. — **Allocation de vieillesse des travailleurs non salariés des professions libérales. Etat des prestations servies au cours de l'année 1954. — Montant des allocations servies au cours de l'année 1954.**

(En francs.)

SECTIONS PROFESSIONNELLES	VENTILATION DU TOTAL DES PRESTATIONS SERVIES — Régime de base.				
	Droits propres.	Conjointes d'allocataires.	Veuves d'allocataires	Autres dépenses au titre des prestations.	Total.
Avocats	12.979.200	4.992.000	17.097.600	231.711	35.300.511
Notaires	43.291.904	20.395.725	63.516.371	892.984	128.096.984
Officiers ministériels	31.258.617	12.913.888	49.792.771	282.288	94.247.564
Médecins	76.494.223	35.372.961	133.770.766	»	245.637.950
Chirurgiens-dentistes	34.568.445	10.590.900	13.425.150	51.865	58.636.360
Pharmaciens	41.707.735	20.104.158	82.646.058	»	144.457.951
Sages-femmes	45.992.878	»	»	11.703	46.004.581
Infirmiers	28.469.058	957.440	1.216.800	»	30.643.298
Vétérinaires	12.073.733	5.192.297	16.609.202	1.034.391	34.909.623
Artistes	2.211.828	622.746	300.636	»	3.135.210
Agents généraux d'assurances	75.276.000	35.318.948	43.900.246	»	154.495.194
Professeurs de musique et musiciens	6.586.396	422.781	289.266	»	7.298.443
Architectes	20.297.791	7.586.299	16.162.116	237.852	44.284.058
Experts comptables	5.066.855	2.051.617	7.491.535	13.944	14.623.951
Ingénieurs	24.399.708	9.772.897	10.261.554	»	44.434.159
Total	460.674.401	166.294.657	456.480.071	2.756.738	1.086.205.867

SECTIONS PROFESSIONNELLES	VENTILATION DU TOTAL DES PRESTATIONS SERVIES — Régime complémentaire.				
	Droits propres.	Veuves d'allocataires.	Orphelins.	Autres dépenses au titre des prestations.	Total.
Avocats	»	»	»	»	»
Notaires	217.246.476	187.466.903	230.365	2.125.334	407.069.078
Officiers ministériels	»	»	»	»	»
Médecins	419.158.118	370.092.537	11.483.897	»	800.734.552
Chirurgiens-dentistes	»	»	»	»	»
Pharmaciens	123.414.261	123.936.371	2.506.268	»	249.856.900
Sages-femmes	»	»	»	»	»
Infirmiers	»	»	»	»	»
Vétérinaires	39.213.456	19.596.682	»	1.770.123	60.580.261
Artistes	»	»	»	»	»
Agents généraux d'assurances	»	»	»	»	»
Professeurs de musique et musiciens	»	»	»	»	»
Architectes	»	»	»	»	»
Experts comptables	»	»	»	49.537.720	49.537.720
Ingénieurs	»	»	»	»	»
Total	799.032.311	701.092.493	14.220.530	53.433.177	1.567.778.511

QUATRIÈME PARTIE

REPARTITION DETAILLEE DES OPERATIONS DE L'ANNEE 1953 DANS LE CADRE DES REGIONS. — RESULTATS D'ORDRE DEMOGRAPHIQUE

NOTA. — Les opérations financières relevées dans cette quatrième partie sont indiquées en francs.

A. — CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

I. — **Cotisations d'assurances sociales (régime général et régimes divers) encaissées par les caisses primaires de sécurité sociale et les unions de recouvrement au cours de l'année 1953 (compte tenu des identifications, annulations, remboursements et régularisations).**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL				ASSURÉS PARTIELS ET VOLONTAIRES (1)		
	Cotisations aux taux de 16 p. 100, 12 p. 100, 10 p. 100.	Versements rétroactifs d'assurance vieillesse (art. 127 *bis* de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	Versements rétroactifs d'assurance vieillesse (décrets des 20 janvier 1950 et 14 avril 1953).	Total.	Maladie, longue maladie, maternité, invalidité (soins), décès.	Maladie, longue maladie, maternité, invalidité (pensions et soins), décès.	Vieillesse, invalidité (pensions).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	131.187.773.086	199.111	66.951.288	131.254.923.485	192.953.946	751.930	76.462
Rouen	18.875.008.703	3.413.315	4.402.015	18.882.824.033	69.735.467	1.641.532	1.095.125
Lille	41.704.132.939	5.975.461	9.788.405	41.719.896.805	115.199.058	3.290.925	447.288
Nancy	22.476.009.691	4.151.384	4.560.121	22.484.721.196	49.583.441	2.278.641	1.563.727
Rennes	9.673.006.093	2.332.028	2.743.226	9.678.081.347	68.018.902	2.433.865	494.895
Nantes	13.696.118.818	1.427.120	4.007.424	13.701.553.362	85.432.176	3.608.895	743.100
Orléans	7.840.875.534	2.388.396	2.191.874	7.845.455.804	39.932.177	1.248.697	1.365.202
Lyon	14.846.469.805	2.051.163	4.496.237	14.853.017.205	84.373.272	1.026.276	352.350
Limoges	8.720.352.185	4.327.253	1.886.771	8.726.566.209	74.434.346	450.505	375.447
Clermont-Ferrand	7.315.657.077	726.901	3.133.783	7.319.517.761	35.824.687	1.717.367	111.108
Lyon	37.066.369.455	12.813.884	12.404.615	37.091.587.954	154.404.528	14.978.426	1.132.480
Bordeaux	11.994.419.416	4.121.675	1.280.350	11.999.821.441	66.544.897	1.086.867	19.651.794
Toulouse	8.330.082.634	1.310.418	1.404.404	8.332.797.456	57.558.624	796.999	771.456
Montpellier	6.659.308.230	912.854	2.044.552	6.662.265.636	42.227.093	361.590	649.880
Marseille	19.119.781.134	6.538.000	12.054.834	19.138.373.968	111.312.305	13.881.127	1.908.098
Strasbourg	21.433.591.172	284.290	3.356.299	21.437.231.761	89.394.875	942.157	2.739.323
Total	380.938.955.972	52.976.253	136.706.198	381.128.638.423	1.339.629.791	49.895.799	33.483.435

RÉGIONS	ASSURÉS PARTIELS ET VOLONTAIRES (1) (*suite*)					TOTAL GÉNÉRAL
	Agents des collectivités locales (régime mixte, art. 5 du décret du 2 mars 1951).	Agents d'Électricité et Gaz de France.	Retraités des collectivités locales.	Assurés volontaires.	Total.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.
Paris	88.607.962	610.929.404	1.756.620	253.126.026	1.148.202.350	132.403.125.835
Rouen	40.651.376	102.981.509	1.200.665	29.910.819	247.216.493	19.130.040.526
Lille	200.483.399	156.625.148	15.317.600	44.205.562	535.568.980	42.255.465.785
Nancy	106.491.265	89.568.442	7.786.212	48.879.599	306.151.327	22.790.872.523
Rennes	97.609.446	58.807.937	7.035.309	41.599.883	275.999.937	9.954.081.284
Nantes	110.513.994	75.258.468	6.316.532	54.830.998	336.104.163	14.037.657.525
Orléans	49.661.083	46.327.573	1.892.055	20.259.576	160.686.363	8.006.142.167
Lyon	43.221.539	75.197.943	1.232.075	53.936.548	259.340.003	15.112.357.208
Limoges	67.538.066	67.898.928	1.932.020	34.146.275	246.475.287	8.973.041.496
Clermont-Ferrand	20.539.947	50.657.915	763.647	35.626.587	145.241.258	7.464.759.019
Lyon	193.769.897	196.622.720	5.331.237	108.184.819	674.424.107	37.766.012.061
Bordeaux	71.303.289	91.412.222	3.840.011	38.999.608	292.841.688	12.292.666.129
Toulouse	55.516.103	71.011.137	3.056.259	29.615.507	218.329.085	8.551.126.541
Montpellier	88.553.208	69.155.023	6.997.767	39.525.685	247.470.246	6.909.735.882
Marseille	187.054.315	179.966.666	15.436.652	62.928.334	575.487.497	19.713.861.465
Strasbourg	109.644.483	87.056.164	15.071.568	557.085.172	861.933.742	22.999.165.503
Total	1.531.159.072	2.029.477.199	94.966.229	1.452.860.998	6.531.472.526	387.660.110.949

(1) Cotisations des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat et des étudiants non comprises.

II. — **Cotisations d'assurances sociales (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat) versées ou attribuées à la caisse nationale de sécurité sociale au cours de l'année 1953.**

	COTISATIONS versées directement à la caisse nationale	COTISATIONS attribuées à la caisse nationale.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.
Fonctionnaires en activité	20.718.862.559	475.173.031	21.194.035.590
Fonctionnaires retraités	1.873.317.684	22.055.982	1.895.373.666
Total	22.592.180.243	497.229.013	23.089.409.256

III. — **Cotisations d'assurances sociales (régime des étudiants) encaissées par les caisses primaires de sécurité sociale et les unions de recouvrement au cours de l'année 1953.**

RÉGIONS	MONTANT	RÉGIONS	MONTANT
	Francs		Francs.
Paris	43.335.200	Clermont-Ferrand	1.102.400
Rouen	1.897.800	Lyon	6.754.100
Lille	4.160.400	Bordeaux	3.015.000
Nancy	2.845.000	Toulouse	3.684.200
Rennes	2.568.200	Montpellier	2.486.400
Nantes	2.232.200	Marseille	4.152.000
Orléans	138.000	Strasbourg	2.891.400
Dijon	1.692.000		
Limoges	1.542.000	Total	84.496.300

IV. — **Cotisations d'accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les unions de recouvrement au cours de l'année 1953.**

RÉGIONS	ASSURANCE obligatoire totalité des risques.	ASSURANCE obligatoire partie des risques (1).	TAXES (2).	ASSURANCE volontaire.	TOTAL
	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	17.346.452.143	3.242.823	774.680.384	4.941.100	18.129.316.450
Rouen	3.403.340.138	45.086.581	5.134.137	652.502	3.454.213.358
Lille	7.405.038.989	8.080.651	379.183	1.313.552	7.414.812.375
Nancy	4.131.965.612	16.062.106	664.082	1.794.138	4.150.485.938
Rennes	1.608.327.149	3.287.618	882.891	965.669	1.613.463.327
Nantes	2.300.087.707	6.439.727	3.649.392	804.859	2.310.981.685
Orléans	1.193.790.511	1.118.879	193.021	303.475	1.195.405.886
Dijon	1.993.597.855	237.989.658	9.275	1.136.087	2.232.732.875
Limoges	1.378.287.778	»	1.160.879	1.129.426	1.380.578.083
Clermont-Ferrand	1.300.068.533	178.604	12.122	181.467	1.300.440.726
Lyon	6.331.580.067	9.352.612	340.755	1.882.398	6.343.155.832
Bordeaux	2.019.379.758	634.023	4.682.255	825.471	2.025.521.507
Toulouse	1.256.387.141	4.508.215	1.466.370	148.836	1.262.510.562
Montpellier	1.082.067.570	»	57.814	568.296	1.082.693.680
Marseille	3.563.065.449	13.296.543	6.557.898	1.241.835	3.584.161.725
Strasbourg	2.903.241.675	2.087.989	»	27.497.559	2.932.827.223
Total	59.216.678.075	351.366.029	799.870.458	45.386.670	60.413.301.232

(1) Cotisations versées pour le personnel des entreprises autorisées à assurer elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire (art. 4 de la loi du 30 octobre 1946).

(2) Dues à titre de participation à l'alimentation des fonds énumérés par l'article 83 de la loi du 30 octobre 1946 par les collectivités et entreprises assumant directement la charge totale de la réparation des accidents du travail.

IV (*suite*). — **Cotisations d'accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les unions de recouvrement au cours de l'année 1953.**

RÉGIONS	RISTOURNES remboursées avant ventilation.	MONTANT à ventiler.	RISTOURNES portées sur états d'attribution.	PRODUIT net des cotisations.	POUR MÉMOIRE: Total des ristournes
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.
Paris	193.645.147	17.935.671.303	25.699.041	17.909.972.262	219.344.188
Rouen	»	3.454.213.358	117.060.224	3.337.153.134	117.060.224
Lille	6.965.134	7.407.847.241	364.204	7.407.483.037	7.329.338
Nancy	1.938.907	4.148.547.031	97.404.827	4.051.142.204	99.343.734
Rennes	»	1.613.463.327	2.088.676	1.611.374.651	2.088.676
Nantes	»	2.310.981.685	75.604.680	2.235.377.005	75.604.680
Orléans	82.796	1.195.323.090	346.748	1.194.976.342	429.544
Dijon	19.791.613	2.212.941.262	63.534.935	2.149.406.327	83.326.548
Limoges	»	1.380.578.083	1.360.885	1.379.217.198	1.360.885
Clermont-Ferrand	67.965	1.300.372.761	149.718	1.300.223.043	217.683
Lyon	»	6.343.155.832	224.416.816	6.118.739.016	224.416.816
Bordeaux	3.380.518	2.022.140.989	9.370.092	2.012.770.897	12.750.610
Toulouse	242.209	1.262.268.353	430.556	1.261.837.797	672.765
Montpellier	»	1.082.693.680	1.771.978	1.080.921.702	1.771.978
Marseille	5.497.564	3.578.664.161	7.199.274	3.571.464.887	12.696.838
Strasbourg	2.733.114	2.930.094.109	356.529	2.929.737.580	3.089.643
Total	234.344.967	60.178.956.265	627.159.183	59.551.797.082	861.504.150

V. — **Majorations de retard d'assurances sociales et d'accidents du travail encaissées par les caisses primaires et les unions de recouvrement au cours de l'année 1953.**

RÉGIONS	MAJORATIONS de retard d'assurances sociales.	MAJORATIONS de retard d'accidents du travail	TOTAL	RÉGIONS	MAJORATIONS de retard d'assurances sociales.	MAJORATIONS de retard d'accidents du travail	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.		Francs.	Francs.	Francs.
Paris	210.751.618	28.165.547	238.917.165	Clermont-Ferrand	23.634.263	4.425.452	28.059.715
Rouen	80.864.892	18.520.748	99.385.640	Lyon	148.836.939	27.540.148	176.377.087
Lille	71.581.024	14.598.953	86.179.977	Bordeaux	39.744.188	8.480.556	48.224.744
Nancy	44.484.250	12.062.797	56.547.047	Toulouse	20.343.421	3.131.759	23.475.180
Rennes	62.170.557	14.694.840	76.865.397	Montpellier	38.788.054	8.945.286	47.733.340
Nantes	71.245.294	13.727.975	84.973.269	Marseille	47.127.391	8.086.297	55.213.688
Orléans	54.023.153	10.623.028	64.646.181	Strasbourg	53.289.635	7.442.795	60.732.430
Dijon	37.132.861	9.942.058	47.074.919				
Limoges	30.776.263	5.974.251	36.750.514	Total	1.034.793.803	196.362.490	1.231.156.293

VI. — **Cotisations ventilées en 1953 au titre des assurances sociales** (1).

RÉGIONS	TOTAL des cotisations ventilées assurances sociales (2).	COTISATIONS ATTRIBUÉES						
		Aux caisses primaires.			Aux caisses régionales.			A la caisse nationale.
		Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.	Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.	Fonds national des assurances sociales.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	132.438.984.488	51.871.552.580	338.810.809	475.358.811	4.603.530.018	808.561.653	738.015.969	73.603.154.648
Rouen	19.146.102.606	7.541.503.507	49.604.856	69.657.376	663.277.649	118.061.738	107.435.255	10.596.562.225
Lille	42.275.528.629	16.654.908.837	110.318.610	153.917.750	1.463.699.135	260.850.556	237.223.248	23.394.610.493
Nancy	22.912.711.358	9.030.668.552	59.408.447	83.474.437	794.503.390	141.424.775	128.662.800	12.674.568.957
Rennes	9.966.961.742	3.997.400.175	26.819.633	37.863.945	342.057.611	63.337.810	57.251.074	5.442.231.494
Nantes	14.052.356.567	5.608.565.280	37.424.479	52.725.262	483.654.506	88.573.439	80.127.845	7.701.285.756
Orléans	8.020.562.590	3.178.920.724	21.161.105	29.752.910	276.265.011	50.138.986	45.493.976	4.418.829.884
Dijon	15.126.748.638	5.982.497.482	39.530.337	55.594.820	523.412.631	93.941.643	85.419.466	8.346.352.259
Limoges	8.979.425.901	3.602.999.500	23.538.746	34.093.600	308.105.749	57.094.303	51.548.940	4.902.045.663
Clermont-Ferrand	7.475.520.654	2.959.289.111	19.574.480	27.545.072	258.329.367	46.494.034	42.196.029	4.122.092.561
Lyon	37.799.673.293	14.962.844.162	98.696.431	139.102.958	1.305.757.349	234.859.869	213.336.716	20.845.075.808
Bordeaux	12.302.282.120	4.892.372.925	33.314.356	45.854.233	424.068.872	77.143.534	69.860.264	6.759.667.836
Toulouse	8.558.424.006	3.421.386.078	24.066.822	32.185.471	293.165.211	54.058.055	48.813.648	4.684.748.721
Montpellier	6.919.083.453	2.805.029.201	17.866.960	26.483.703	236.102.751	44.062.078	39.546.273	3.749.992.487
Marseille	19.727.517.009	7.938.155.700	50.884.680	74.131.434	674.274.513	122.368.707	111.575.298	10.756.126.677
Strasbourg	22.310.987.871	9.725.686.116	58.448.632	82.638.460	780.437.966	137.194.225	123.152.949	11.403.429.523
Total	388.012.870.925	154.173.779.930	1.009.469.383	1.420.379.642	13.430.641.729	2.398.165.505	2.179.659.744	213.400.774.992

(1) Cotisations des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat et des étudiants exclues.

(2) Y compris les majorations de retard d'assurances sociales encaissées entre le 1er janvier 1953 et le 31 mars 1953, ventilées dans les mêmes conditions que les cotisations elles-mêmes (arrêté du 16 juillet 1952).

VII. — **Cotisations ventilées en 1953 au titre des accidents du travail.**

RÉGIONS	TOTAL des cotisations ventilées accidents du travail (1).	COTISATIONS ATTRIBUÉES AUX CAISSES PRIMAIRES		
		Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	17.940.592.073	7.517.643.938	172.281.252	172.255.486
Rouen	3.458.817.892	1.438.301.367	32.920.665	32.920.611
Lille	7.412.157.728	3.231.327.716	74.078.439	74.028.355
Nancy	4.166.894.328	1.766.091.319	40.398.530	40.508.794
Rennes	1.616.871.148	703.202.971	16.123.754	16.123.740
Nantes	2.313.960.403	972.745.667	22.290.359	22.290.441
Orléans	1.198.569.975	522.723.520	11.972.857	11.972.862
Dijon	2.216.445.930	840.548.632	19.160.642	19.160.629
Limoges	1.382.263.082	602.228.699	13.803.262	13.808.773
Clermont-Ferrand	1.301.483.626	568.340.432	13.013.151	13.030.717
Lyon	6.351.106.887	2.669.878.681	61.183.717	61.189.259
Bordeaux	2.024.533.762	877.267.834	20.208.602	20.110.362
Toulouse	1.263.778.679	549.272.473	12.851.479	12.574.812
Montpellier	1.084.809.473	473.109.604	10.837.805	10.837.774
Marseille	3.579.769.098	1.550.112.738	35.528.797	35.528.781
Strasbourg	2.931.753.979	1.279.915.549	29.494.250	29.494.229
Total	60.243.808.063	25.562.711.140	586.147.561	585.835.625

RÉGIONS	COTISATIONS ATTRIBUÉES					
	aux caisses régionales.			à la caisse nationale.		
	Risques.	Action sanitaire et sociale.	Contrôle médical.	Fonds national des accidents du travail.	Fonds national d'action sanitaire et sociale.	Fonds national de prévention des accidents du travail.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.299.944.741	170.689.747	170.640.900	6.095.384.830	170.678.593	171.072.586
Rouen	764.444.958	33.828.843	33.822.298	1.054.875.025	33.822.248	33.880.977
Lille	1.420.931.495	74.235.500	74.222.071	2.314.659.362	74.344.342	74.330.448
Nancy	890.178.718	41.274.971	41.146.926	1.264.807.438	41.077.760	41.409.872
Rennes	311.360.779	16.198.923	16.189.397	504.932.019	16.189.635	16.549.930
Nantes	504.324.125	22.427.410	22.419.210	702.381.759	22.422.611	22.658.821
Orléans	230.341.202	11.998.186	11.995.205	373.548.460	12.010.934	12.006.749
Dijon	512.290.560	23.931.787	23.920.408	729.490.195	23.979.024	23.964.053
Limoges	265.938.091	13.820.099	13.808.733	431.137.016	13.824.658	13.893.751
Clermont-Ferrand	248.920.531	12.983.278	13.034.202	406.260.612	13.009.278	12.891.335
Lyon	1.397.437.350	61.394.953	61.376.485	1.915.696.905	61.469.143	61.480.394
Bordeaux	393.618.302	20.114.906	20.108.384	632.783.654	20.207.491	20.114.227
Toulouse	243.258.103	12.656.224	12.654.707	394.427.608	12.936.592	13.146.681
Montpellier	209.965.297	10.839.201	10.833.474	336.668.207	10.451.933	11.266.178
Marseille	689.079.044	35.809.291	35.802.839	1.126.228.260	35.904.123	35.775.225
Strasbourg	565.828.977	29.769.129	29.494.110	906.629.396	29.496.393	31.631.946
Total	11.947.862.273	591.972.448	591.469.439	19.189.911.646	591.824.758	596.073.173

(1) Y compris les majorations de retard d'accidents du travail encaissées entre le 1er janvier 1953 et le 31 mars 1953, ventilées dans les mêmes conditions que les cotisations elles-mêmes (arrêté du 16 juillet 1952).

VIII. — **Majorations de retard d'assurances sociales et d'accidents du travail ventilées entre le 1er avril 1953 et le 31 décembre 1953** (1).

RÉGIONS	TOTAL des majorations d'assurances sociales et d'accidents du travail ventilées.	MAJORATIONS D'ASSURANCES SOCIALES			MAJORATIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL		
		Total ventilé.	Fonds d'A. S. S. des caisses primaires.	Fonds national d'A. S. S. de la caisse nationale de sécurité sociale.	Total ventilé.	Fonds d'A. S. S. des caisses primaires.	Fonds national d'A. S. S. de la caisse nationale de sécurité sociale.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	198.137.742	174.892.965	87.446.489	87.446.476	23.244.777	11.622.387	11.622.390
Rouen	78.719.026	64.802.812	32.401.436	32.401.376	13.916.214	6.958.125	6.958.089
Lille	62.038.191	51.715.140	25.857.605	25.857.535	10.323.051	5.161.554	5.161.497
Nancy	40.146.181	31.543.343	15.784.802	15.758.541	8.602.838	4.301.428	4.301.410
Rennes	60.577.118	49.290.099	24.645.067	24.645.032	11.287.019	5.643.525	5.643.494
Nantes	67.295.509	56.546.252	28.273.150	28.273.102	10.749.257	5.374.637	5.374.620
Orléans	46.978.873	39.602.730	19.801.385	19.801.345	7.376.143	3.688.089	3.688.054
Dijon	37.034.556	29.486.365	14.743.195	14.743.170	7.548.191	3.774.112	3.774.079
Limoges	28.681.110	24.391.858	12.193.738	12.198.120	4.289.252	2.143.868	2.145.384
Clermont-Ferrand	21.199.705	18.096.934	9.048.468	9.048.466	3.102.771	1.551.393	1.551.378
Lyon	134.764.800	115.175.707	57.587.891	57.587.816	19.589.093	9.794.574	9.794.519
Bordeaux	36.215.980	30.128.197	15.064.116	15.064.081	6.087.783	3.043.905	3.043.878
Toulouse	14.600.436	12.979.003	6.489.354	6.489.649	1.621.433	810.531	810.902
Montpellier	36.269.976	29.440.483	14.720.255	14.720.228	6.829.493	3.414.756	3.414.737
Marseille	40.571.021	34.370.620	17.185.365	17.185.255	6.200.401	3.100.202	3.100.199
Strasbourg	47.250.192	41.467.267	20.793.205	20.674.062	5.782.925	2.891.483	2.891.442
Total	950.480.416	803.929.775	402.035.521	401.894.254	146.550.641	73.274.569	73.276.072

(1) Application de l'arrêté du 12 mai 1953.

IX. — Dépenses de l'assurance maladie (régime général). — Année 1953.

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX					
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Total.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	2.292.738.316	1.850.596.995	1.860.841.411	623.879.006	198.908.232	6.826.963.960
Rouen	281.304.796	293.482.099	42.799.588	179.342.227	97.153.854	894.082.564
Lille	667.740.618	695.078.631	59.303.930	184.914.861	108.326.209	1.715.364.249
Nancy	392.002.478	349.863.564	76.441.916	140.035.670	117.483.023	1.075.826.651
Rennes	212.874.895	205.775.296	54.826.819	76.501.890	67.555.330	617.534.230
Nantes	247.277.023	243.227.017	47.531.265	125.633.663	82.782.515	746.451.483
Orléans	115.409.227	120.465.065	20.187.602	39.442.202	46.234.749	350.738.845
Dijon	266.661.129	227.108.875	69.439.785	99.161.228	89.169.003	751.540.020
Limoges	191.380.170	208.878.923	37.237.857	49.252.444	75.348.477	562.097.871
Clermont-Ferrand	134.325.113	98.320.960	18.266.274	56.431.823	40.439.895	347.784.065
Lyon	408.509.783	271.090.873	205.221.883	216.818.487	81.709.025	1.183.350.051
Bordeaux	320.689.014	352.876.541	199.006.452	83.141.007	64.550.084	1.020.263.098
Toulouse	218.617.156	207.540.619	59.655.288	36.284.524	55.874.829	577.970.416
Montpellier	179.233.144	199.367.457	41.814.632	51.241.408	36.805.630	508.462.271
Marseille	412.071.515	245.374.681	82.873.147	154.729.930	70.299.273	965.348.546
Strasbourg	701.722.370	390.342.784	195.593.518	124.983.427	69.907.847	1.482.549.946
Total	7.042.556.747	5.968.390.380	3.071.039.367	2.241.793.797	1.302.547.975	19.626.328.266
Répartition de 100 F de prestations	4,48	3,80	1,95	1,42	0,83	12,48

RÉGIONS	FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	SOINS DENTAIRES	FRAIS d'hospitalisation.	HONORAIRES médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	2.657.321.583	10.361.121.073	748.754.831	3.765.256.849	16.644.904.579	1.239.586.713
Rouen	342.974.108	1.855.700.525	134.120.907	446.015.946	1.655.033.633	158.248.329
Lille	838.686.931	3.825.795.054	215.081.882	711.523.961	2.404.664.009	173.012.919
Nancy	564.326.214	2.090.631.815	155.246.259	567.504.655	1.885.704.651	168 702.136
Rennes	378.258.631	1.082.926.149	74.706.631	332.129.585	867.954.900	57 039.386
Nantes	449.871.471	1.542.612.184	107.554.300	411.177.786	1.507.719.467	79.670.746
Orléans	200.583.111	740.820.707	52.966.307	204.514.261	566.205.574	25.851.097
Dijon	401.168.374	1.418.504.001	96.680.514	467.153.745	1.254.705.367	65.807.971
Limoges	288.628.400	1.111.321.067	77.769.476	297 232.077	909.556.231	57.793.145
Clermont-Ferrand	195.094.530	785.487.376	56.901.088	241.426.947	763.006.829	30.791.508
Lyon	610.074.167	2.716.951.886	213.475.911	1.040.869.690	5.130.709.336	409.486.661
Bordeaux	351.472.105	1.275.264.162	97.584.420	367.452.506	1.650.695.041	69.437.986
Toulouse	383.770.699	936.520.106	66.258.537	254.297.850	992.768.438	45.099.132
Montpellier	316.119.356	847.456.042	67.465.773	229.872.605	1.271.984.946	68.233.068
Marseille	865.112.845	2.076.661.167	154.630.707	550.822.271	3.143.654.766	222.958.820
Strasbourg	644.066.970	2.238.217.799	188.137.594	966.594.104	3.172.688.339	289.403.002
Total	9.487.529.495	34.905.991.043	2.507.335.145	10.853.844.838	43.821.956.106	3.161 212.619
Répartition de 100 F de prestations	6,04	22,21	1,60	6,90	27,88	2,01

RÉGIONS	CURES thermales.	REMBOURSEMENTS à l'A. M. G. non ventilés.	RÉÉDUCATION professionnelle des invalidées.	DIVERS	TOTAL des prestations en nature.	INDEMNITÉS journalières	TOTAL général
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	62.335.991	146.621.250	51.884.820	101.752.748	42.606.504.397	9.510.110.955	52.116.615.352
Rouen	56.827.839	906.618	2.635.499	3.497.466	5.550.043.431	1.686.930.429	7.236.973.863
Lille	6.571.582	127.590.459	6.508.310	20.901.831	10.045.701.187	3.889.569.494	13.935.270.681
Nancy	71.264.555	49.344.545	380.837	1.766.134	6.630.788.452	1.979.589.564	8.610.378.016
Rennes	2.999.770	19.215.319	71.801	221.490	3.433.057.892	723.651.441	4.156.709.333
Nantes	5.095.876	7.187.187	1.502.422	2.047.441	4.861.490.363	1.081.273.437	5.942.763.800
Orléans	5.513.886	120.321.056	187.095	2.180.509	2.269.882.448	603.612.395	2.873.494 843
Dijon	34.572.476	16.369.203	827.646	2.655.680	4.509.985.006	1.167.345.631	5.677.330.637
Limoges	28.379.773	37.280.234	628.738	9.207.179	3.379.894.191	685.882.820	4.065.777.011
Clermont-Ferrand	445.995.893	12.403.504	66.712	6.392.715	2.885.351.167	739.622.672	3.624.973.839
Lyon	169.565.710	35.816.914	18.165.673	1.239.247	11.529.705.246	3.328.068.242	14.857.773.488
Bordeaux	79.955.945	34.117.471	8.194.490	2.887.584	4.957.324.816	766.135.077	5.723.459.893
Toulouse	107.637.273	11.948.820	296.972	5.428.196	3.381.996.439	664.396.734	4.046.393.173
Montpellier	29.046.048	36.557.193	972.114	1.909.275	3.378.078.691	536.633.536	5.914.712.227
Marseille	20.077.293	55.961.248	9.374.850	8.296.087	8.072.898.600	1 697.274.941	9.770.173.541
Strasbourg	32.294.520	2.727.985	987.462	32.260	9.017.699.911	1 624.362.182	10.642.062.093
Total	1.158.134.430	714.969.006	102.685.441	170.415.851	126.510.402.240	30.684.459.550	157.194.861.790
Répartition de 100 F de prestations	0,74	0,45	0,06	0,11	80,48	19,52	100,00

X. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1953.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS AUX CONJOINTS		PRESTATIONS AUX ENFANTS	
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.
	Francs.		Francs.		Francs.	
Paris	22.309.348.880	52,37	5.267.650.416	12,37	8.602.330.792	20,19
Rouen	2.526.252.208	45,51	900.297.078	16,22	1.304.102.061	23,50
Lille	4.576.919.514	45,65	1.727.910.521	17,20	2.275.104.309	22,65
Nancy	3.127.618.377	47,17	1.128.564.925	17,02	1.574.244.687	23,74
Rennes	1.580.575.102	46,04	538.062.227	15,67	798.553.453	23,26
Nantes	2.296.828.643	47,25	787.123.627	16,19	1.150.399.719	23,66
Orléans	1.077.372.758	47,46	345.578.830	15,23	515.148.274	22,70
Dijon	2.146.757.946	47,60	740.902.252	16,43	967.914.337	21,46
Limoges	1.481.473.165	43,83	533.209.467	15,77	844.774.386	25,00
Clermont-Ferrand	1.458.783.568	50,56	413.212.146	14,32	621.414.687	21,54
Lyon	5.933.569.417	51,46	1.542.801.073	13,38	2.415.766.403	20,95
Bordeaux	2.238.470.103	45,15	695.534.531	14,03	1.223.678.937	24,69
Toulouse	1.622.716.077	47.98	551.624.212	16,31	827.013.747	24,46
Montpellier	1.565.318.239	46,34	543.160.440	16,08	769.957.880	22,79
Marseille	3.969.891.546	49,18	1.323.247.237	16,39	1.578.837.879	19,56
Strasbourg	4.309.265.815	47,79	1.482.893.606	16,44	1.599.089.989	17,73
Total	62.221.161.358	49,18	18.521.772.588	14,64	27.068.331.542	21,40

RÉGIONS	PRESTATIONS aux autres membres de la famille (1).		PRESTATIONS AUX INVALIDES et à leurs ayants droit.		PRESTATIONS AUX PENSIONNÉS et à leurs ayants droit.		TOTAL des prestations en nature.
	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	Montant.	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	23.832.398	0,05	4.798.238.848	11,25	1.605.103.063	3,77	42.606.504.397
Rouen	4.918.818	0,09	558.325.543	10,06	256.147.726	4,62	5.550.043.434
Lille	5.798.750	0,06	1.031.340.421	10,27	428.627.672	4,26	10.045.701.187
Nancy	4.334.455	0,07	417.211.944	6,29	378.814.064	5,71	6.630.788.452
Rennes	1.481.684	0,05	345.499.993	10,06	168.885.431	4,92	3.433.057.892
Nantes	2.732.393	0,06	408.506.367	8,40	215.899.614	4,44	4.861.490.363
Orléans	329.723	0,01	174.344.567	7,68	157.108.296	6,92	2.269.882.448
Dijon	1.691.489	0,04	338.933.774	7,51	313.785.208	6,96	4.509.985.006
Limoges	1.353.521	0,04	305.973.695	9,05	213.109.957	6,31	3.379.894.191
Clermont-Ferrand	692.745	0,02	269.159.245	9,33	122.088.776	4,23	2.885.351.167
Lyon	11.095.940	0,10	1.255.695.493	10,89	370.776.920	3,22	11.529.705.246
Bordeaux	2.753.493	0,06	579.515.409	11,69	217.372.343	4,38	4.957.324.816
Toulouse	1.459.127	0,04	210.398.893	6,22	168.784.383	4,99	3.381.996.439
Montpellier	1.671.138	0,05	298.046.745	8,82	199.924.249	5,92	3.378.078.691
Marseille	5.248.245	0,06	816.524.511	10,11	379.149.182	4,70	8.072.898.500
Strasbourg	2.909.449	0,03	567.848.284	6,30	1.055.692.768	11,71	9.017.699.911
Total	72.303.368	0,06	12.375.563.732	9,78	6.251.269.652	4,94	126.510.402.240

(1) Bénéficiaire de l'article 23 (2°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

XI. — **Dépenses de l'assurance longue maladie (régime général). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX					
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante.	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement.	Total.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	176.848.806	92.645.825	246.455.674	112.773.761	24.106.487	652.830.551
Rouen	23.023.225	14.306.434	9.253 018	29.370.644	14.537.268	93.490.589
Lille	81.822.813	46.044.315	11.960.427	41.148.849	22.691.012	203.667.416
Nancy	31 761.647	17.803.524	11.955.462	17.773.186	20.648.489	99.942.308
Rennes	19.977.562	10.318.758	9.149.650	13.106.254	9.867.994	62.420.218
Nantes	16.251.336	8.266.638	6 091.182	13.958.528	9.913.192	54.480.876
Orléans	8.240 620	4 545.925	2.303.018	6.575.246	7.198.419	28.863.228
Dijon	19.738.583	9.501.729	8.863.892	13.242.050	11.742.707	63.088.961
Limoges	14.016.585	8.341.413	6.091.983	7.180.197	8.709.224	44.339.402
Clermont-Ferrand	7.941.158	4.775.067	2 025.396	6.909 625	7.386.975	29.038.221
Lyon	28.280.116	9.029.552	23.054.604	29 202.557	19.036.948	108.603.777
Bordeaux	23.442.439	15.882.377	34.624.334	11.943 904	7.792.634	93.685.688
Toulouse	15.526.662	7.377.442	7.900.769	5.700.227	6 233.329	42.738.429
Montpellier	13.664.721	10.701.402	5.990.464	6.502.648	6.816.317	43.675.552
Marseille	50.861.628	18.552.497	26.688.373	31.764.263	23.134.856	151.001.617
Strasbourg	26.826.784	11.472.033	12.917.163	9 477.318	3.408.341	64.101.639
Total	558.224.685	289.564.929	425 325.409	356.629.257	206.224.192	1.835.968.472
Répartition de 100 F de prestations	1,31	0,68	1,00	0,84	0,49	4,32

RÉGIONS	FRAIS chirurgicaux.	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS DENTAIRES	FRAIS d'hospitalisation.	HONORAIRES médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	374.652.464	1.081.670.692	37.367.043	2.619.921	6.697.988.847	225.196.731
Rouen	64.682.193	184.254.506	8.080.542	192.885	890.531.980	35.299.743
Lille	141.794.713	489.540.026	14.160.718	1.149.205	1.588.614.641	44.274.683
Nancy	77.515.316	204.226.453	7.169.825	339.021	686.186.611	47.062.459
Rennes	75.255.023	108.292.712	3.561.548	1.227.129	646.261.166	21.898 221
Nantes	64.061.219	117.697.713	3.954.217	2.057.233	708.129.256	22.112.263
Orléans	25.831.260	59.012.454	2.092.691	313.550	204.312.955	5.561.716
Dijon	46.872.624	112.788.931	4.234.894	1.409.083	655.526.503	17.855.875
Limoges	41.995.762	86.670.759	3.764.507	625.335	497.562.244	10.822.323
Clermont-Ferrand	22.343.436	58.199.233	2.223.723	323.564	580.803.401	10.286.230
Lyon	78.939.484	203.839.526	8.615.206	10.888.043	3.503.453.275	75.382.221
Bordeaux	33.347.558	96.581.552	4.561.968	443.146	1.252.314.156	18.238.502
Toulouse	40.666.515	65.671.296	2.733.603	1.601.502	280.383.259	7.352.504
Montpellier	40.416.310	67.355.142	2.374.455	196.022	686.720.211	10.834.681
Marseille	133.614.662	245.052.462	9.433.667	1.732.226	1.920.915.866	49.303.971
Strasbourg	54.809.826	101.082.839	4.137.311	1.843.543	796.048.551	28.746.813
Total	1.316.798.365	3.281.936.296	118.485.916	27.011.408	21.595.752.922	630.228.936
Répartition de 100 F de prestations	3,10	7,73	0,28	0,06	50,83	1,48

RÉGIONS	CURES thermales.	REMBOURSEMENTS à l'A. M. G non ventilés.	RÉÉDUCATION professionnelle.	DIVERS	TOTAL des prestations en nature	ALLOCATIONS mensuelles.	TOTAL GÉNÉRAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	10.993.389	194.821	50.593.004	6.969.771	9.141.077.234	4.363.918.444	13.504.995.678
Rouen	18.264.578	8.723	4.900.240	155.820	1.299.861.799	720.424.700	2.020.286.499
Lille	3.578.228	22.031.683	10.612.682	417.392	2.519.841.387	1.542.833.240	4.062.674.627
Nancy	21.684.898	6 767.613	1.206.118	921.998	1.153.022.620	852.125.901	2.005.148.521
Rennes	1.107.571	7.206.023	520.379	496	927.800.486	400.012.739	1.327.813.225
Nantes	1.549.690	1.169.644	1.586.878	364.201	977.163.190	433.265.999	1.410.429.189
Orléans	976.679	26.197.627	162.800	961	353.325.921	237.285.445	590.611.366
Dijon	5.380.095	2.382.750	755.520	281.908	910.577.144	453.525.376	1.364.102.520
Limoges	8.340.712	9.728.006	338.350	224.689	704.412.089	299.267.457	1.003.679.546
Clermont-Ferrand	99.091.761	479.491	»	»	802.789.060	253.445.193	1.056.234.253
Lyon	37.895.188	3.739.731	17.021.214	3.400	4.048.381.065	1.259.427.334	5.307.808.399
Bordeaux	18.341.244	2.809.344	10.362.728	586.506	1.531.272.390	345.045.812	1.876.318.202
Toulouse	12.023.336	318.102	263.807	2.000	453.754.353	289.414.750	743.169.103
Montpellier	7.145.781	3.144.521	604.312	296.172	862.763.159	281.353.048	1.144.116.207
Marseille	4.032.665	2.690.003	3.476.936	1.143.906	2.522.397.981	991.741.264	3.514.139.245
Strasbourg	5.820.703	45.753	1.146.024	1.245.110	1.059.048.114	496.636.037	1.555.684.151
Total	256.226.518	88.913.835	103.550.992	12.614.330	29.267.487.992	13.219.722.739	42.487.210.731
Répartition de 100 F de prestations	0,60	0,21	0,25	0,03	68,89	31,11	100,00

XII. — **Répartition des prestations en nature de l'assurance longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général). — Année 1953.**

RÉGIONS	PRESTATIONS AUX ASSURÉS		PRESTATIONS AUX CONJOINTS		PRESTATIONS AUX ENFANTS		PRESTATIONS aux autres membres de la famille (1).		TOTAL des prestations en nature.
	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	MONTANT	Pourcentage par rapport au total des prestations en nature.	
	Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	6.080.884.903	66,52	778.035.532	8,51	2.280.364.570	24,95	1.792.229	0,02	9.141.077.234
Rouen	876.436.134	67,43	129.194.767	9,94	293.543.832	22,58	687.066	0,05	1.299.861.799
Lille	1.630.929.061	64,72	272.450.732	10,81	615.290.268	24,42	1.171.326	0,05	2.519.841.387
Nancy	816.602.989	70,82	137.038.075	11,89	198.270.707	17,20	1.140.849	0,09	1.153.022.620
Rennes	595.886.226	64,23	101.141.416	10,90	230.755.831	24,87	17.013	»	927.800.486
Nantes	605.698.029	61,99	89.924.630	9,20	280.433.402	28,70	1.107.069	0,11	977.163.190
Orléans	233.537.783	66,10	38.535.637	10,91	81.147.966	22,97	104.535	0,02	353.325.921
Dijon	675.747.645	74,21	93.694.133	10,29	140.567.866	15,44	567.500	0,06	910.577.144
Limoges	465.201.062	66,04	63.590.827	9,03	175.306.124	24,89	314.076	0,04	704.412.089
Clermont-Ferrand	499.262.716	62,19	80.373.675	10,01	222.928.854	27,77	223.845	0,03	802.789.090
Lyon	2.794.826.049	69,04	311.351.832	7,69	939.699.332	23,21	2.503.852	0,06	4.048.381.065
Bordeaux	1.010.428.524	65,99	115.313.678	7,53	405.244.732	26,46	285.456	0,02	1.531.272.390
Toulouse	317.930.692	70,07	51.640.703	11,38	84.114.419	18,54	68 539	0,01	453.754.353
Montpellier	578.088 910	67,01	82.507.366	9,56	202.111.986	23,43	54.897	»	862.763.159
Marseille	1.805.405.050	71,58	218.558.581	8,67	497.653.954	19,73	780.396	0,02	2.522.397.981
Strasbourg	793.765.719	74,95	116.842.256	11,03	148.195.431	13,99	244.708	0,03	1.059.048.114
Total	19.780.631.492	67,59	2.680.193.840	9,16	6.795.629.334	23,22	11.033.326	0,03	29.267.487.092

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

XIII. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement.	TOTAL des prestations en nature.	PRIMES D'ALLAITEMENT	
						Assurées.	Conjointes.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	509.178.263	162.364.172	1.965.245.097	593.701.642	3.230.489.174	106.370.897	140.170.142
Rouen	49.369.277	37.027.805	226.335.536	147.626.813	460.359.431	13.541.859	40.464.086
Lille	94.970.646	109.656.588	379.320.233	291.127.735	875.075.202	35.637.893	97.729.933
Nancy	52.164.991	28.893.704	301.205.898	158.425.211	540.689.804	27.079.535	66.173.689
Rennes	40.834.221	18.042.090	121.156.455	120.529.267	300.562.033	5.869.222	22.242.511
Nantes	32.266.388	25.617.022	192.469.095	144.109.610	394.462.115	10.060.400	40.047.383
Orléans	25.072.316	17.300.691	79.002.759	51.408.256	172.784.022	7.703.908	21.206.900
Dijon	45.638.660	27.771.011	200.652.830	90.149.936	364.212.437	14.529.628	46.258.462
Limoges	32.833.010	27.737.566	117.540.558	88.412.862	266.523.996	11.593.246	34.698.816
Clermont-Ferrand	18.905.684	18.250.731	87.611.889	41.169.772	165.938.076	7.628.393	21.187.244
Lyon	69.020.782	48.239.649	575.444.865	160.272.944	852.978.240	42.823.884	99.596.103
Bordeaux	25.621.947	23.781.627	142.791.705	102.223.010	294.418.289	21.156.047	41.431.312
Toulouse	23.574.798	20.970.583	112.684.893	87.777.023	245.007.297	9.657.233	26.298.630
Montpellier	23.738.006	12.019.300	111.735.854	54.738.977	202.232.137	7.435.459	23.487.808
Marseille	62.985.793	38.542.707	277.708.785	111.912.933	491.150.218	22.008.636	58.876.105
Strasbourg	49.690.307	21.558.358	251.430.124	105.415.108	431.093.897	17.878.846	52.828.632
Total	1.155.865.089	637.773.604	5.145.336.576	2.349.001.099	9.287.976.368	360.975.086	832.697.767
Répartition de 100 F de prestations	7,69	4,24	34,22	15,62	61.77	2,40	5,54

RÉGIONS	BONS DE LAIT		PRIMES DIVERSES	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL des prestations en espèces.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'assurance maternité.
	Assurées.	Conjointes.				
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	64.559.368	72.762.026	45.425.778	1.487.484.150	1.916.772.361	**5.147.261.535**
Rouen	15.647.873	40.523.897	12.988.452	184.659.870	307.826.037	768.185.468
Lille	28.207.475	63.443.769	2.332.772	441 275.002	668.626.844	**1.543.702.046**
Nancy	14.372.819	28.825.892	4.160.846	243.280.830	383.893.602	**924.583.406**
Rennes	8.896.283	26.403.903	287.859	87.977.173	151.676.951	452.238.984
Nantes	9.442.584	30.082.428	3.576.509	118.307.694	211.516.998	605.979.113
Orléans	6.033.488	10.224.188	4.513.583	82.243.713	131.925.780	**304.709.802**
Dijon	8.757.473	17.449.640	2.814.861	136.121.605	225.931.669	**590.144.106**
Limoges	5 654.697	11.733.038	2.314.134	81.497.106	147.491.037	**414.015.033**
Clermont-Ferrand	4.841.193	8.891.146	824.192	64.649.378	108.021.546	273.959.622
Lyon	15 807.258	27.640.098	5.669.715	344 201.789	535.741.847	**1.388.720.087**
Bordeaux	4.660.350	8.113.442	2 489.223	114.585.372	192.435.746	**486.854.035**
Toulouse	5.188.845	12.923.601	4.663.539	72.840.548	131.572.396	376.579.693
Montpellier	3.100.447	6.986.461	4.858.652	51.586.137	97.454.964	299.687.101
Marseille	6.888.614	16.274.893	14.746.196	133.089.363	251.883.807	743.034.025
Strasbourg	10.457.311	17.837.503	5.102.602	180.369.427	284.474.341	715.568.238
Total	212 516.078	400.115.925	116.768.913	3.824.172.157	5.747.245.926	**15.035.222.294**
Réparution de 100 F de prestations	1,41	2,66	0,78	25,44	38,23	100,00

XIV. — **Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité. — Année 1953.**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL			FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE		
	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées	Mères non assurées.	Total.
Paris	48.292	50.744	99.036	2.798	3.393	6.191	223	237	460	»	15	15
Rouen	7.844	19.236	27.080	561	1.045	1.606	3	5	8	2	34	36
Lille	16.922	37.589	54.511	990	1.653	2.643	13	26	39	8	44	52
Nancy	9.564	19.997	29.561	673	1.267	1.940	21	23	44	11	26	37
Rennes	4.260	12.700	16.960	563	1.353	1.916	16	18	34	»	114	114
Nantes	5.635	16.731	22.366	487	1.186	1.673	14	14	28	19	102	121
Orléans	3.613	6.900	10.513	292	574	866	»	»	»	4	22	26
Dijon	5.682	13.598	19.280	490	926	1.416	8	2	10	5	39	44
Limoges	3.988	9.937	13.925	538	891	1.429	11	8	19	15	71	86
Clermont-Ferrand	2.808	5.725	8.533	335	478	813	4	9	13	2	33	35
Lyon	12.860	25.554	38.414	660	1.166	1.826	20	35	55	10	37	47
Bordeaux	5.546	10.508	16.054	609	973	1.582	39	45	84	8	74	82
Toulouse	4.484	9.316	13.800	595	917	1.512	66	68	134	3	39	42
Montpellier	2.337	5.022	7.359	328	550	878	17	36	113	1	12	13
Marseille	4.871	12.918	17.789	623	1.436	2.059	36	27	63	3	35	38
Strasbourg	6.767	15.346	22.113	438	1.236	1.674	22	14	36	9	45	54
Total	145.473	271.821	417.294	11.080	19.044	30.124	513	567	1.080	100	742	842

XV. — **Nombre de déclarations de grossesses enregistrées par les caisses primaires de sécurité sociale au cours de l'année 1953.**

RÉGIONS	RÉGIME GÉNÉRAL			FONCTIONNAIRES			ÉTUDIANTS			GRANDS INVALIDES, VEUVES ET ORPHELINS DE GUERRE		
	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées.	Mères non assurées.	Total.	Mères assurées	Mères non assurées.	Total.
Paris	51.581	56.363	107.944	3.475	3.907	7.382	395	553	948	4	18	22
Rouen	9.154	21.581	30.735	518	1.253	1.771	6	7	13	11	24	35
Lille	18.733	41.681	60.414	630	1.306	1.936	4	23	27	10	23	33
Nancy	10.329	22.686	33.015	687	1.283	1.970	23	31	54	3	20	23
Rennes	4.741	13.384	18.125	706	1.740	2.446	20	23	43	9	39	48
Nantes	5.734	16.549	22.283	351	794	1.145	4	18	22	7	92	99
Orléans	4.207	7.679	11.886	458	673	1.131	»	1	1	4	15	19
Dijon	6.396	15.100	21.496	585	967	1.552	8	10	18	»	32	32
Limoges	4.174	10.162	14.336	409	911	1.320	12	15	27	6	91	97
Clermont-Ferrand	3.134	6.645	9.779	191	414	605	14	9	23	»	9	9
Lyon	14.325	28.518	42.843	1.018	1.619	2.637	24	45	69	5	13	18
Bordeaux	5.452	10.902	16.354	443	923	1.366	39	52	91	9	50	59
Toulouse	3.559	8.432	11.991	429	764	1.193	47	49	96	5	38	43
Montpellier	2.771	6.877	9.648	333	664	997	32	30	62	11	44	55
Marseille	5.813	14.885	20.698	787	1.682	2.469	39	41	80	5	26	31
Strasbourg	7.880	17.864	25.744	464	1.315	1.779	18	9	27	9	35	44
Total	157.983	299.308	457.291	11.484	20.215	31.699	685	916	1.601	98	569	667

XVI — **Assurances décès. — Année 1953.**

RÉGIONS	NOMBRE DE DÉCÈS ayant donné droit à l'attribution des prestations.	MONTANT DES DÉPENSES	POURCENTAGE DES DÉPENSES de l'assurance décès par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général.
		Francs	
Paris	16.605	1.197.525.905	0,90
Rouen	2.745	183.042.971	0,96
Lille	6.058	415.755.986	0,98
Nancy	3.075	210.478.473	0,92
Rennes	1.491	81.203.136	0,82
Nantes	1.934	124.025.149	0,88
Orléans	1.004	61.850.419	0,77
Dijon	2.017	128.708.122	0,85
Limoges	1.169	66.812.521	0,74
Clermont-Ferrand	1.017	63.273.912	0,85
Lyon	5.741	363.189.634	0,96
Bordeaux	1.664	98.838.874	0,80
Toulouse	1.001	61.889.162	0,72
Montpellier	884	52.007.022	0,75
Marseille	2.275	156.362.481	0,79
Strasbourg	2.812	194.466.120	0,87
Total	51.492	3.459.434.887	0,89

XVII. — **Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX						FRAIS chirurgicaux.
	Consultations.	Visites.	Pratique médicale courante	Soins d'auxiliaires.	Frais de déplacement	Total.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	201.423.053	189.201.705	98.015.402	61.916.493	32.421.374	582.978.027	275.913.433
Rouen	35.153.586	39.052.571	5.694.324	19.565.105	14.211.310	113.676.896	49.984.449
Lille	53.255.007	67.145.082	6.407.356	15.344.039	12.789.567	154.941.051	84.168.804
Nancy	42.592.161	44.720.446	8.097.075	14.982.657	17.519.556	127.911.895	74.041.759
Rennes	47.817.775	50.786.283	11.604.696	17.310.691	13.752.732	141.272.177	94.334.916
Nantes	36.869.774	37.333.058	6.812.482	15.398.220	10.284.309	106.697.843	68.735.472
Orléans	21.863.161	23.369.968	4.584.811	8.239.742	9.919.247	70.976.929	41.665.406
Dijon	37.557.018	39.318.656	13.325.824	14.899.680	17.048.125	122.149.303	59.901.661
Limoges	45.200.251	52.022.977	8.603.766	10.951.146	19.208.704	135.986.844	70.960.522
Clermont-Ferrand	23.217.999	22.277.790	4.223.768	11.292.052	10.780.796	71.792.405	39.370.176
Lyon	45.318.143	34.021.922	21.597.794	24.013.130	11.637.173	136.588.162	81.090.964
Bordeaux	60.684.176	71.942.073	25.850.165	15.146.331	14.721.293	188.344.038	85.464.084
Toulouse	50.791.976	54.133.057	12.333.160	8.504.728	15.435.062	141.197.983	90.409.742
Montpellier	39.004.595	50.177.130	10.289.880	10.278.249	10.778.116	120.527.970	71.400.220
Marseille	70.512.326	55.230.207	15.328.367	29.393.169	16.187.558	186.651.627	154.957.860
Strasbourg	66.322.430	43.051.305	19.978.022	10.904.310	8.210.440	148.466.507	68.650.947
Total	877.583.431	876.784.230	272.746.892	288.139.742	234.905.362	2.550.159.657	1.411.050.385
Répartition de 100 F de prestations	6,09	6,08	1,89	2,00	1,63	17,69	9,79

RÉGIONS	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie.	SOINS dentaires.	FRAIS d'hospitalisation	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	CURES thermales.	DIVERS	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.021.635.126	80.646.380	384.270.695	1.002.618.173	74.689.041	14.731.534	5.514.579	3.442.997.168
Rouen	240.053.991	19.729.202	62.145.132	100.227.738	9.493.127	13.606.858	152.395	609.069.758
Lille	365.235.520	23.105.712	76.232.382	104.001.193	5.464.866	1.865.778	985.214	816.000.520
Nancy	266.458.806	21.241.559	73.369.843	109.878.871	7.744.487	20.457.444	437.970	701.542.634
Rennes	264.099.552	20.686.943	77.075.595	123.859.380	6.223.068	1.808.001	74.686	729.434.318
Nantes	227.675.637	18.076.079	69.375.100	123.060.460	4.045.611	1.343.509	466.326	619.476.037
Orléans	152.440.138	12.459.689	45.902.606	66.024.651	1.920.926	1.710.995	2.108.377	395.209.917
Dijon	233.343.212	19.945.810	77.808.346	110.845.460	5.558.252	6.405.102	359.498	636.316.664
Limoges	270.272.061	21.604.275	78.009.449	117.844.911	9.646.810	9.238.775	2.346.885	715.910.532
Clermont-Ferrand	151.736.900	12.694.204	47.675.582	69.031.658	2.672.333	136.360 203	38.696	531.372.257
Lyon	326.273.406	27.594.994	125.273.259	320.411.993	15.741.029	45.940.870	101.800	1.079.016.477
Bordeaux	266.166.582	22.781.439	74.514.500	126.927.391	4.598.466	23.669.021	361.197	792.826.718
Toulouse	239.546.362	18.859.856	65.446.126	103.801.662	3.997.691	39.861.991	710.677	703.832.090
Montpellier	208.482.019	18.195.930	60.629.771	104.303.699	3.390.719	11.103.567	1.769.222	599.803.117
Marseille	457.702.315	36.983.290	129.097.673	268.081.270	25.100.706	5.681.079	546.770	1.265.002.590
Strasbourg	236.031.812	20.182.275	107.516.812	176.905.559	15.150.626	2.304.087	1.328	775.209.195
Total	4.927.152.681	394.787.617	1.554.343.271	3.027.824.089	195.437.758	336.288.914	15.975.620	14.413.019.992
Répartition de 100 F de prestations	34,19	2,74	10,78	21,01	1,36	2,33	0,11	100,00

XVIII. — **Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX						FRAIS chirurgicaux
	Consultations	Visites.	Pratique médicale courante	Soins d'auxiliaires	Frais de déplacement	Total.	
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	9.099.457	5.618.109	10.814.583	7.425.941	2.217.515	35.175.605	24.243.422
Rouen	1.585.973	1.124.768	700.706	2.385.071	1.233.456	7.029.974	5.882.939
Lille	3.512.481	3.187.847	873.270	2.566.216	1.373.465	11.513.279	8.822.769
Nancy	1.372.652	883.297.	820.865	929.419	1.413.498	5.419.731	5.665.061
Rennes	2.894.589	1.550.646	1.577.846	2.017.011	1.572.753	9.612.845	12.270.659
Nantes	1.375.515	779.345	490.658	1.140.358	1.047.106	4.832.982	5.705.534
Orléans	1.044.057	788.435	422.473	868.872	1.131.692	4.255.529	3.821.757
Dijon	1.617.794	901.346	1.468.834	1.030.093	995.746	6.013.813	4.840.444
Limoges	1.895.480	1.193.863	1.054.056	1.048.791	1.774.757	6.966.947	6.765.342
Clermont-Ferrand	655.580	372.436	281.571	578.277	535.790	2.423.654	3.987.792
Lyon	1.717.226	610.913	1.646.985	2.366.070	1.473.681	7.814.875	7.360.023
Bordeaux	2.097.938	1.679.311	2.029.538	1.239.139	814.601	7.860.527	6.021.005
Toulouse	2.051.072	1.422.767	1.190.473	874.578	904.608	6.443.498	6.517.239
Montpellier	1.349.782	1.431.281	936.934	1.062.439	778.958	5.559.394	5.925.046
Marseille	3.771.354	1.884.978	1.938.736	4.792.681	2.870.391	15.258.140	14.591.422
Strasbourg	1.920.066	927.579	1.404.050	768.216	278.440	5.298.351	3.392.928
Total	37.961.016	24.356.921	27.651.578	31.093.172	20.416.457	141.479.144	125.813.382
Répartition de 100 F de prestations	1,91	1,22	1,39	1,57	1,03	7,12	6,34

RÉGIONS	PHARMACIE	LUNETTES et orthopédie	SOINS dentaires	FRAIS d'hospitalisation	HONORAIRES dans les hôpitaux publics.	CURES thermales	DIVERS	TOTAL
	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs	Francs
Paris	62.869.700	1.964.085	510.912	325.376.177	9.947.868	1.637.501	421.301	462.146.571
Rouen	15.119.010	621.403	80.139	31.872.435	1.222.291	1.845.779	1.299	63.675.269
Lille	30.141.619	963.898	235.408	59.516.534	926.723	697.301	156.921	112.974.452
Nancy	10.485.074	351.913	22.213	28.032.029	1.638.861	2.668.572	12.797	54.296.251
Rennes	18.336.626	632.338	395.258	62.092.017	1.943.798	289.826	76.950	105.650.317
Nantes	10.119.431	225.255	456.114	42.858.341	882.724	167.613	96.859	65.344.853
Orléans	8.923.359	369.910	54.858	18.324.810	466.086	539.609	953.784	37.709.702
Dijon	11.951.916	394.100	511.919	52.864.856	1.180.274	767.718	61.426	78.586.196
Limoges	12.641.667	490.426	238.407	99.330.721	974.922	1.294.973	268.154	128.971.559
Clermont-Ferrand	4.702.740	133.005	92.259	35.357.066	741.277	16.449.167	»	63.886.960
Lyon	14.631.251	792.191	1.719.379	264.134.714	2.672.625	6.367.394	3.080	305.495.532
Bordeaux	11.356.435	479.687	30.305	62.927.155	695.423	3.069.032	71.346	92.510.915
Toulouse	11.123.780	503.235	519.812	30 584.669	660.075	2.383.491	»	58.735.829
Montpellier	9.473.640	350.103	22.525	36.389.313	382.420	1.386.743	55.800	59.544.984
Marseille	29.304.147	1.047.304	515.474	165.768.299	2.527.633	538.745	25.604	229.576 768
Strasbourg	8.631.933	303.551	453.031	45.885.576	1.474.123	701.759	»	66.141.252
Total	269.812.328	9.622.404	5.858.043	1.361.314.442	28.337.123	40.805.223	2.205.321	1.985.247.410
Répartition de 100 F de prestations	13,59	0,48	0,30	68,57	1,43	2,06	0,11	100,00

XIX. — **Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS MÉDICAUX autres que ceux relatifs à l'accouchement.	FRAIS pharmaceutiques et d'appareils.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS MÉDICAUX d'accouchement.	TOTAL des prestations en nature.	PRIMES d'allaitement. — Assurées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	29.225.221	10.893.124	110.582.333	40.557.325	191.258.003	5.618.198
Rouen	3.795.679	3.259.221	15.997.981	11.330.459	34.383.340	1.276.048
Lille	4.945.153	6.094.914	19.753.589	15.205.796	45.999.452	1.864.121
Nancy	4.305.042	2.163.180	20.754.609	10.896.675	38.119.506	1.713.670
Rennes	5.336.623	2.579.810	18.364.296	15.524.834	41.805.563	867.669
Nantes	2.865.610	2.213.915	17.806.462	11.650.808	34.536.795	936.724
Orléans	2.500.635	1.688.602	7.870.996	5.616.970	17.677.203	992.100
Dijon	4.583.038	2.686.479	16.398.231	7.761.346	31.429.094	1.667.120
Limoges	3.753.178	2.942.164	14.270.214	9.825.386	30.790.942	1.601.600
Clermont-Ferrand	2.082.776	2.225.203	8.235.830	4.879.819	17.423.628	1.094.970
Lyon	4.448.174	3.187.171	31.109.284	10.771.394	49.516.023	2.729.210
Bordeaux	3.566.440	2.368.205	14.433.689	11.073.602	31.441.936	2.143.705
Toulouse	2.501.214	2.084.536	11.308.575	10.475.085	26.369.410	1.337.200
Montpellier	3.015.615	1.699.512	10.974.527	6.916.889	22.606.543	1.114.607
Marseille	5.590.228	4.769.347	26.445.003	13.258.649	50.063.227	2.133.947
Strasbourg	4.173.218	1.654.209	19.512.779	7.836.434	33.176.640	1.182.922
Total	86.687.844	52.509.592	363.818.398	193.581.471	696.597.305	28.273.811
Répartition de 100 F de prestations	10,33	6,26	43,39	23,09	83,07	3,37

RÉGIONS	PRIMES d'allaitement — Conjointes.	BONS DE LAIT		PRIMES DIVERSES	TOTAL des prestations en espèces.	TOTAL GÉNÉRAL de dépenses de l'assurance maternité.
		Assurées.	Conjointes.			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	8.213.890	3.404.432	5.197.840	2.495.098	24.929.458	216.187.461
Rouen	2.576.251	1.300.786	2.454.822	416.395	8.024.302	42.407.642
Lille	4.286.112	1.335.929	3.100.428	127.300	10.713.890	56.713.342
Nancy	3.976.920	1.062.998	2.008.646	34.250	8.796.484	46.915.990
Rennes	2.754.868	1.187.512	3.277.041	36.675	8.123.765	49.929.328
Nantes	3.093.294	813.276	2.348.660	200.450	7.392.404	41.929.199
Orléans	1.917.068	602.645	972.941	284.961	4.769.715	22.446.918
Dijon	3.284.785	817.240	1.460.382	229.062	7.458.589	38.887.683
Limoges	3.221.357	956.070	1.502.180	254.683	7.535.890	38.326.832
Clermont-Ferrand	1.709.176	591.090	837.180	82.510	4.314.926	21.738.554
Lyon	5.375.203	1.399.112	2.011.170	417.837	11.932.532	61.448.555
Bordeaux	3.514.590	455.797	799.805	228.798	7.142.695	38.584.631
Toulouse	2.311.164	686.994	1.363.140	474.247	6.172.745	32.542.155
Montpellier	2.256.298	321.171	754.722	459.260	4.906.058	27.512.601
Marseille	6.032.303	959.093	2.092.243	1.462.085	12.679.671	62.742.898
Strasbourg	3.653.059	535.196	1.346.806	322.770	7.040.753	40.217.393
Total	58.176.338	16.429.341	31.528.006	7.526.381	141.933.877	838.531.182
Répartition de 100 F de prestations	6,94	1,96	3,76	0,90	16,93	100

XX. — **Prestations versées aux étudiants au cours de l'année 1953.**

RÉGIONS	ASSURANCE maladie.	ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	197.094.318	83.719.218	18.920.309	299.733.845
Rouen	7.358.980	852.039	202.952	8.413.971
Lille	18.238.760	3.555.441	1.090.759	22.884.960
Nancy	13.116.668	2.112.587	1.179.504	16.438.759
Rennes	15.982.491	3.605.522	922.439	20.510.452
Nantes	11.655.047	2.610.944	817.016	10.083.007
Orléans	909.285	26.400	18.844	954.529
Dijon	10.951.230	2.229.390	305.969	13.486.589
Limoges	8.942.811	448.695	477.576	9.869.082
Clermont-Ferrand	10.456.822	1.998.790	563.182	13.018.794
Lyon	43.240.202	100.484.149	2.275.624	145.999.975
Bordeaux	23.446.301	14.197.302	2.852.314	40.495.917
Toulouse	23.882.937	5.851.813	2.745.050	32.479.800
Montpellier	23.857.815	6.905.632	1.226.324	31.389.771
Marseille	25.640.726	33.530.150	2.128.241	61.299.117
Strasbourg	18.605.740	7.412.727	1.016.276	27.034.743
Total	455.780.133	269.570.799	36.712.379	762.093.311

XXI. — **Prestations versées aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre au cours de l'année 1953.**

RÉGIONS	ASSURANCE maladie.	ASSURANCE longue maladie.	ASSURANCE maternité.	TOTAL des prestations.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	206.137.486	7.530.162	2.103.280	215.770.928
Rouen	59.658.355	2.170.131	716.440	62.544.926
Lille	74.868.965	2.928.378	1.077.283	78.874.626
Nancy	82.367.476	1.835.910	747.173	84.950 559
Rennes	112.148.820	3.545.504	2.587.180	118.281.504
Nantes	120.490.470	3.256.145	2.004.292	125.750.907
Orléans	48.037.213	1.036.306	450.968	49.524.487
Dijon	80.317.857	2.170.859	1.228.644	83.717.360
Limoges	129.107.768	2.892.976	1.903.292	133.904.036
Clermont-Ferrand	77.903.536	3.096.234	681.048	81.680.818
Lyon	102.013.042	6.680.320	1.239.604	109.932.966
Bordeaux	124.046.667	4.747.506	1.939.495	130.733.668
Toulouse	72.793.702	708.002	872.619	74.374.323
Montpellier	73.002.487	1.992.212	353.304	75.348.003
Marseille	105.684.178	4.355.390	1.012.039	111.051.607
Strasbourg	52.700.744	2.288.609	1.422.936	56.412.289
Total	1.521.278.766	51.234.644	20.339.597	1.592.853.007

XXII. — **Récapitulation des prestations servies au titre des assurances maladie et longue maladie.**

(En millions de francs.)

	RÉGIME GÉNÉRAL		RÉGIME des fonctionnaires.		RÉGIME des étudiants.		GRANDS INVALIDES, veuves et orphelins de guerre.		TOTAL	
	Maladie.	Longue maladie	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.	Maladie.	Longue maladie.
Prestations en nature.										
Consultations	7.043	558	877	38	24,3	1,5	86	1	8.030	599
Visites	5.968	290	877	24	11,3	0,8	109,2	1,4	6.966	316
Pratique médicale courante	3.071	425	273	28	17	3,7	26,3	0,9	3.387	458
Soins d'auxiliaires	2.242	357	288	31	4,9	0,9	31	0,7	2.565	390
Frais de déplacement	1.302	206	235	20	4,2	1,2	45,6	0,8	1.587	228
Frais chirurgicaux	9.488	1.317	1.411	126	53,3	10,5	132,6	2,8	11.085	1.456
Soins et prothèse dentaires	10.854	27	1.554	6	77,4	»	148,7	0,2	12.634	33
Pharmacie	34.906	3.282	4.927	270	114	12,4	533,8	10,3	40.481	3.575
Lunettes et orthopédie	2.507	118	395	10	11	0,2	51,7	0,3	2.965	129
Frais d'hospitalisation	43.822	21.596	3.028	1.361	125,4	236,8	316,1	30,9	47.292	23.224
Honoraires médicaux et chirurgicaux dans les établissements publics	3.161	630	195	28	5,4	0,9	22,4	1,3	3.384	660
Frais de cures thermales	1.158	256	336	41	7,3	0,6	8,5	0,3	1.510	298
Remboursements à l'A. M. G. non ventilés	715	89	8	1	0,1	»	8,1	0,2	731	90
Rééducation professionnelle	103	13	»	»	»	»	»	»	103	13
Divers	170	103	9	1	0,2	»	1,3	0,1	180	104
Total des prestations en nature	126.510	29.267	14.413	1.985	455,8	269,5	1.521,3	51,2	142.900	31.573
Prestations en espèces.										
Indemnités journalières (maladie)	30.684	»	»	»	»	»	»	»	30.684	»
Allocations mensuelles (longue maladie)	»	13.220	»	»	»	»	»	»	»	13.220
Total général des prestations	157.194	42.487	14.413	1.985	455,8	269,5	1.521,3	51,2	173.584	44.793
Répartition des prestations en nature par catégories de bénéficiaires.										
Assurés	62.221	19.587	6.286	1.234	432,8	264,2	1.178,9	26,9	70.119	21.112
Conjoints	18.522	2.849	2.369	258	11,4	2	193,6	9	21.096	3.118
Enfants	27.068	6.790	3.198	492	11,6	3,3	148,8	15,3	30.426	7.301
Autres membres de la famille (1)	146	41	21	1	»	»	»	»	167	42
Invalides et leurs ayants droit	12.302	»	349	»	»	»	»	»	12.651	»
Pensionnés et leurs ayants droit	6.251	»	2.190	»	»	»	»	»	8.441	»
Total	126.510	29.267	14.413	1.985	455,8	269,5	1.521,3	51,2	142.900	31.573

(1) Bénéficiaires de l'article 23 (3°) de l'ordonnance du 19 octobre 1945.

XXIII. — **Récapitulation des prestations servies au titre de l'assurance maternité.**

(En millions de francs.)

	RÉGIME général.	RÉGIME des fonctionnaires	RÉGIME des étudiants.	RÉGIME des grands invalides, veuves et orphelins de guerre.	TOTAL
Frais médicaux autres que ceux relatifs à l'accouchement proprement dit	1.156	87	3,6	2,3	1.249
Frais pharmaceutiques et d'appareils	638	53	2,5	1,2	695
Frais d'hospitalisation	5.145	364	18,4	7,3	5.535
Frais médicaux d'accouchement	2.350	194	7,9	5,7	2.557
Primes d'allaitement servies aux assurées	361	28	1,4	0,3	391
Primes d'allaitement servies aux conjointes	833	58	1,7	2,1	895
Bons de lait servis aux assurées	212	16	0,4	0,1	228
Bons de lait servis aux conjointes	400	32	0,5	1,2	434
Primes diverses	116	7	0,3	0,1	123
Total des prestations en nature	11.211	839	36,7	20,3	12.107
Indemnités journalières	3.824	»	»	»	3.824
Total général	15.035	839	36,7	20,3	15.931

XXIV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maladie (régime général). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	SOINS dentaires.	HOSPITALISATION	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Paris	5,16	2,01	8,39	2,84	13,71	0,07	7,18	39,36
Rouen	4,67	1,79	10,40	2,33	9,80	0,02	8,82	37,83
Lille	4,06	1,98	9,56	1,68	6,45	0,05	9,20	32,98
Nancy	4,72	2,48	9,85	2,49	9,54	0,01	8,69	**37,78**
Rennes	6,20	3,80	11,63	3,34	9,59	»	7,27	41,76
Nantes	5,32	3,20	11,76	2,93	11,41	0,01	7,70	42,33
Orléans	4,38	2,51	9,91	2,55	8,97	0,03	7,54	35,89
Dijon	4,97	2,65	10,03	3,09	9,09	0,02	7,72	37,57
Limoges	6,26	3,22	13,25	3,31	11,53	0,10	7,64	45,31
Clermont-Ferrand	4,66	2,61	11,28	3,23	16,78	0,09	9,91	48,56
Lyon	3,13	1,62	7,76	2,76	15,26	»	8,81	39,34
Bordeaux	8,30	2,86	11,17	2,99	14,99	0,02	6,23	46,56
Toulouse	6,76	4,49	11,73	2,97	13,54	0,06	7,77	47,32
Montpellier	7,36	4,57	13,24	3,33	20,36	0,03	7,77	56,66
Marseille	4,90	4,39	11,32	2,79	17,51	0,04	8,61	49,56
Strasbourg	6,65	2,89	10,88	4,33	15,69	»	7,28	47,72
France entière	5,06	2,45	9,65	2,80	12,63	0,04	7,92	40,55

XXV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance longue maladie (régime général). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	HOSTIPALISATION	SOINS dentaires et divers.	ALLOCATIONS mensuelles	TOTAL
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Paris	0,49	0,28	0,85	5,26	0,02	3,30	10,20
Rouen	0,49	0,34	1,01	4,94	0,01	3,77	10,56
Lille	0,48	0,34	1,19	3,92	0,03	3,65	9,61
Nancy	0,44	0,44	0,90	3,27	0,01	3,74	8,80
Rennes	0,63	0,76	1,12	6,80	0,01	4,02	13,34
Nantes	0,39	0,46	0,87	5,23	0,01	3,09	10,05
Orléans	0,36	0,32	0,76	2,98	»	2,96	7,38
Dijon	0,42	0,31	0,77	4,52	0,01	3,00	9,03
Limoges	0,49	0,47	1,01	5,87	0,01	3,34	11,19
Clermont-Ferrand	0,39	0,30	0,81	9,25	»	3,40	14,15
Lyon	0,29	0,21	0,56	9,63	0,03	3,33	14,05
Bordeaux	0,76	0,27	0,82	10,60	»	2,81	15,26
Toulouse	0,50	0,48	0,80	3,51	0,02	3,38	8,69
Montpellier	0,63	0,58	1,01	10,27	»	4,07	16,56
Marseille	0,77	0,68	1,29	10,05	0,01	5,03	17,83
Strasbourg	0,29	0,25	0,47	3,73	0,01	2,23	6,98
France entière	0,47	0,34	0,88	5,85	0,01	3,41	10,96

XXVI. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations d'assurances sociales de chacune des catégories de dépenses de l'assurance maternité (régime général). — Année 1953.**

RÉGIONS	PRESTATIONS EN NATURE	PRIMES D'ALLAITEMENT, bons de lait et primes diverses	INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	TOTAL
	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.	Pourcentage.
Paris	2,44	0,33	1,12	3,89
Rouen	2,38	0,67	0,97	4,02
Lille	2,07	0,54	1,04	3,65
Nancy	2,37	0,63	1,06	4,06
Rennes	3,01	0,65	0,88	4,54
Nantes	2,81	0,67	0,84	4,32
Orléans	2,16	0,62	1,03	3,81
Dijon	2,41	0,58	0,90	3,91
Limoges	2,97	0,73	0,91	4,61
Clermont-Ferrand	2,22	0,58	0,87	3,67
Lyon	2,26	0,51	0,91	3,68
Bordeaux	2,40	0,63	0,93	3,96
Toulouse	2,87	0,68	0,85	4,40
Montpellier	2,93	0,66	0,75	4,34
Marseille	2,49	0,60	0,68	3,77
Strasbourg	1,93	0,47	0,81	3,21
France entière	2,40	0,49	0,99	3,88

XXVII. — **Dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS d'appareils orthopédie, lunettes.	PROTHÈSE et soins dentaires
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	979.446.834	52.582.151	386.664.422	1.034.758.058	30.315.286	6.233.885
Rouen	123.193.659	45.784.543	95.945.560	171.386.955	8.372.043	1.512.265
Lille	303.132.363	124.950.319	283.535.060	188.604.567	8.764.820	2.167.793
Nancy	165.520.405	76.784.130	119.207.879	176.248.607	7.756.902	3.057.232
Rennes	59.937.420	38.809.608	40.619.803	67.680.780	3.124.309	578.962
Nantes	97.275.598	34.109.411	68.298.104	103.430.758	6.389.720	804.538
Orléans	57.179.363	11.877.872	34.601.773	44.441.686	2.570.553	437.258
Dijon	98.339.100	27.990.729	46.966.831	80.974.433	17.632.378	5.743.476
Limoges	59.111.362	39.065.347	41.031.592	49.257.847	4.231.332	568.777
Clermont-Ferrand	42.509.254	38.420.061	34.813.995	60.275.809	3.338.767	451.771
Lyon	379.442.267	91.610.488	189.685.814	432.457.281	19.228.001	2.330.498
Bordeaux	131.882.558	30.006.077	57.720.635	84.626.088	6.978.508	681.123
Toulouse	67.321.882	32.419.486	36.815.376	70.574.537	2.713.555	1.280.795
Montpellier	68.887.757	17.683.120	39.775.923	79.497.318	3.690.916	643.663
Marseille	182.616.543	121.309.041	104.469.450	269.335.996	10.041.623	2.214.041
Strasbourg	141.647.554	50.338.134	71.860.305	237.616.951	25.942.594	2.320.358
Total	2.957.443.919	833.740.517	1.652.015.522	3.151.257.671	161.091.307	31.026.435
Répartition de 100 F de prestations	12,44	3,51	6,95	13,26	0,68	0,13

RÉGIONS	FRAIS funéraires.	RÉADAPTATION fonctionnelle et rééducation professionnelle.	DIVERS	INDEMNITES journalières.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	11.139.714	43.805.873	3.929.896	3.960.166.415	6.509.042.532
Rouen	2.895.231	5.579.640	7.337.637	798.349.182	1.260.356.715
Lille	4.913.672	25.291.256	5.989.918	1.831.396.497	2.778.839.265
Nancy	2.955.380	4.528.653	3.779.535	1.045.556.331	1.605.395.054
Rennes	1.537.905	6.338.053	944.391	305.608.761	525.179.992
Nantes	3.268.262	1.945.322	5.462.377	522.677.417	843.661.507
Orléans	744.421	974.077	140.294	269.536.005	422.503.302
Dijon	2.721.447	1.090.657	3.170.416	441.023.429	725.652.896
Limoges	1.862.527	7.218.610	3.784.105	318.325.763	524.457.362
Clermont-Ferrand	1.115.745	1.976.042	804.033	344.148.128	527.853.605
Lyon	4.250.083	6.397.375	2.872.165	1.823.643.823	2.951.917.795
Bordeaux	1.524.986	3.358.275	3.835.973	426.955.904	747.570.127
Toulouse	1.161.108	2.517.151	475.580	311.577.897	526.857.367
Montpellier	1.254.766	5.596.586	3.162.642	308.296.557	528.489.248
Marseille	2.550.854	3.891.870	6.632.036	1.300.386.654	2.003.448.108
Strasbourg	3.759.302	5.014.808	1.117.810	748.094.655	1.287.712.471
Total	47.655.403	125.524.248	53.438.908	14.755.743.418	23.768.937.348
Répartition de 100 F de prestations	0,20	0,53	0,22	62,08	100

XXVIII. — **Importance en pourcentage (1) par rapport aux cotisations d'accidents du travail de chacune des catégories des prestations servies au titre des accidents du travail (incapacité temporaire). — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS médicaux.	FRAIS chirurgicaux.	FRAIS pharmaceutiques.	FRAIS d'hospitalisation.	FRAIS d'appareils, orthopédie, lunettes.	SOINS dentaires.	FRAIS funéraires.	RÉADAPTATION fonctionnelle.	DIVERS	INDEMNITÉS journalières.	TOTAL
	P. 100.	P. 100	P. 100.	P. 100	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100
Paris	5,47	0,29	2,16	5,78	0,17	0,03	0,06	0,24	0,02	22,12	36,34
Rouen	3,69	1,37	2,88	5,14	0,23	0,05	0,09	0,17	0,22	23,92	37,78
Lille	4,09	1,69	3,83	2,55	0,12	0,03	0,07	0,34	0,08	24,72	37,51
Nancy	4,09	1,90	2,94	4,35	0,19	0,08	0,07	0,11	0,09	25,81	39,63
Rennes	3,72	2,41	2,52	4,20	0,19	0,04	0,10	0,39	0,06	18,97	32,60
Nantes	4,35	1,53	3,06	4,63	0,29	0,04	0,15	0,09	0,24	23,38	37,76
Orléans	4,78	0,99	2,90	3,72	0,22	0,04	0,06	0,08	0,01	22,56	35,36
Dijon	4,58	1,30	2,19	3,77	0,82	0,27	0,13	0,05	0,15	20,52	33,78
Limoges	4,29	2,83	2,97	3,57	0,31	0,04	0,14	0,52	0,27	23,08	38,02
Clermont-Ferrand.	3,27	2,95	2,68	4,64	0,26	0,03	0,09	0,15	0,06	26,47	40,60
Lyon	6,20	1,50	3,10	7,07	0,31	0,04	0,07	0,10	0,05	29,80	48,24
Bordeaux	6,55	1,49	2,87	4,20	0,35	0,03	0,08	0,17	0,19	21,21	37,14
Toulouse	5,34	2,57	2,92	5,59	0,22	0,10	0,09	0,20	0,04	24,69	41,76
Montpellier	6,37	1,64	3,68	7,35	0,34	0,06	0,12	0,52	0,29	28,52	48,89
Marseille	5,11	3,39	2,93	7,54	0,28	0,06	0,07	0,11	0,19	36,41	56,09
Strasbourg	4,83	1,72	2,45	8,11	0,89	0,08	0,13	0,17	0,04	25,53	43,95
Total	4,97	1,40	2,77	5,29	0,27	0,05	0,08	0,21	0,09	24,78	39,91

(1) Pourcentages calculés par rapport au produit net des cotisations « Accidents du travail » figurant au tableau IV.

XXIX. — **Nombre d'indemnités journalières servies en 1953 (régime général).**

RÉGIONS	AU TITRE DE L'ASSURANCE MALADIE				AU TITRE de l'assurance maternité.	AU TITRE des accidents du travail.
	Indemnités normales.	Indemnités majorées.	Indemnités réduites.	Total.		
Paris	19.748.237	155.859	2.420.016	22.324.112	3.859.588	5.345.768
Rouen	4.270.041	108.904	337.984	4.716.929	591.254	1.296.576
Lille	9.685.782	160.235	479.179	10.325.196	1.371.823	2.957.237
Nancy	4.938.313	104.755	373.179	5.416.247	766.405	1.711.552
Rennes	2.182.534	48.192	180.307	2.411.033	310.445	631.610
Nantes	2.891.387	40.192	315.404	3.246.983	414.598	963.254
Orléans	1.680.925	24.490	143.577	1.848.992	290.949	494.654
Dijon	3.014.805	55.682	270.769	3.341.256	438.686	828.142
Limoges	2.023.216	31.411	166.932	2.221.559	290.747	628.172
Clermont-Ferrand	1.909.037	33.033	139.707	2.081.777	207.993	605.368
Lyon	7.931.595	154.309	1.056.892	9.142.796	1.073.174	2.887.587
Bordeaux	2.140.087	26.758	239.456	2.406.301	393.564	787.528
Toulouse	1.806.471	24.928	174.451	2.005.850	244.090	561.817
Montpellier	1.559.423	23.353	162.766	1.745.542	182.598	550.717
Marseille	4.062.710	85.346	525.795	4.673.851	421.600	1.898.072
Strasbourg	3.697.829	76.629	623.151	4.397.609	545.539	1.274.436
Total	73.542.392	1.154.076	7.609.565	82.306.033	11.403.053	23.422.490

XXX. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1953.**

RÉGIONS	DOTATION DES ŒUVRES de la caisse.		SUBVENTIONS de fonctionnement aux œuvres de la caisse		DÉFICIT D'EXPLOITATION des œuvres.		SUBVENTIONS à des œuvres étrangères à la caisse		AVANCES NOUVELLES consenties en 1953.	
	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	54.944.463	46.217.245	155.481.067	59.266.979	184.969.240	184.969.240	122.791.631	47.537.705	11.000.000	6.000.000
Rouen	3.410.372	3.679.072	»	»	»	8.018.707	26.320.013	28.720.213	200.000	1.200.000
Lille	33.887.530	7.517.316	»	»	»	27.531	12.942.754	14.356.403	»	»
Nancy	14.000.000	4.026.000	»	»	»	»	20.206.880	13.138.676	»	»
Rennes	»	»	»	»	»	»	34.919.097	10.219.942	»	»
Nantes	1.000.000	806.388	»	»	1.119.740	1.119.740	16.938.200	23.069.655	»	»
Orléans	4.077.129	2.979.503	»	»	»	»	13.798.000	8.479.359	»	»
Dijon	»	»	1.640.010	1.640.010	»	»	16.206.380	17.570.976	»	»
Limoges	»	156.772	5.000.000	72.732	»	»	17.929.500	4.534.850	7.827.000	3.300.000
Clermont-Ferrand	»	»	1.300.000	1.320.459	»	»	6.784.655	10.146.524	2.630.000	2.630.000
Lyon	636.117	1.010.548	7.448.606	7.448.606	2.000.000	9.160	70.380.025	34.116.227	»	»
Bordeaux	48.645.016	9.128.016	16.466.720	»	2.150.000	1.550.000	7.600.000	9.455.155	»	»
Toulouse	7.192.750	6.681.559	»	»	»	»	2.530.000	1.496.400	»	»
Montpellier	91.721	91.721	»	»	»	»	1.830.900	3.258.338	»	»
Marseille	»	»	2.583.000	2.193.971	»	»	4.955.550	2.105.550	2.000.000	2.000.000
Strasbourg	15.674.986	17.542.932	8.000.000	»	»	6.493.355	7.333.012	7.533.012	»	»
Total	183.560.104	99.837.072	197.919.403	71.942.757	190.238.980	202.187.733	383.466.597	235.738.985	23.657.000	15.130.000

RÉGIONS	PRÊTS NOUVEAUX consentis en 1953.		TOTAL		SERVICE social.	PRESTATIONS supplémentaires.	DÉPENSES diverses.	TOTAL général des dépenses (sommes versées ou dépensées).
	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés.	Sommes dépensées ou versées.				
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	2.000.000	11.310.234	531.186.421	355.301.403	28.017.109	102.569.550	61.418.067	547.306.129
Rouen	2.040.000	2.040.000	31.970.385	43.657.992	12.868.978	53.631.414	2.140	110.160.524
Lille	2.500.000	500.000	49.330.284	22.401.250	11.537.605	175.533.480	3.050.318	212.522.653
Nancy	4.900.000	900.000	39.106.680	18.064.676	13.341.346	59.951.728	26.892	91.384.642
Rennes	»	1.491.706	34.919.097	11.711.648	9.417.200	27.137.334	2.964.030	51.230.212
Nantes	14.560.000	11.760.000	33.617.940	36.755.783	11.504.798	37.222.131	1.360.666	86.843.378
Orléans	1.500.000	500.000	19.375.129	11.958.862	2.465.296	14.393.592	3.396.051	32.233.801
Dijon	29.020.486	17.000.486	46.866.876	36.211.472	9.474.133	28.005.570	47.560	73.738.735
Limoges	4.000.000	1.900.000	34.756.500	9.964.354	7.264.418	23.881.139	2.068.587	43.178.498
Clermont-Ferrand	28.580.000	5.855.000	39.294.655	19.951.983	7.456.157	6.227.572	»	33.635.712
Lyon	2.740.000	2.440.000	83.204.748	45.024.541	20.100.239	72.024.997	6.687.701	143.837.478
Bordeaux	2.550.000	»	77.411.736	20.133.171	1.952.168	16.924.305	1.593.680	40.603.324
Toulouse	4.600.000	1.565.481	14.322.750	9.743.440	1.589.749	24.797.118	»	36.130.307
Montpellier	»	»	1.922.621	3.350.059	1.600.345	7.742.169	»	12.692.573
Marseille	»	»	9.538.550	6.299.521	7.240.974	10.286.793	140.992	23.968.280
Strasbourg	78.900.000	63.340.000	109.907.998	94.909.299	2.999.558	189.595.634	3.740	287.508.231
Total	177.890.486	120.602.907	1.156.732.570	745.439.454	148.850.073	849.924.526	82.760.424	1.826.974.477

XXXI. — **Ventilation des dépenses effectuées par les caisses primaires de sécurité sociale au titre de l'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires. — Année 1953.**

RÉGIONS	ÉQUIPEMENT HOSPITALIER		PROTECTION MATERNELLE et infantile.		LUTTE ANTITUBERCULEUSE	
	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1953.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1953.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1953.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	2.971.816	47.059.776	194.574.066	212.455.435	170.334.654	39.862.525
Rouen	7.070.500	8.546.561	18.741.715	22.062.412	1.070.144	5.537.509
Lille	7.727.530	10.252.039	32.002.754	10.113.990	6.100.000	628.693
Nancy	14.900.000	2.900.000	12.186.880	10.533.079	10.000.000	4.026.000
Rennes	»	»	7.361.947	5.380.942	20.632.150	4.205.706
Nantes	11.860.000	9.691.455	2.540.768	2.540.768	6.194.072	6.000.460
Orléans	»	»	5.230.000	3.924.521	8.677.129	4.769.735
Limoges	24.700.990	15.203.741	7.780.000	7.321.845	9.170.000	8.500.000
Dijon	10 155.000	5.045.350	4.403.900	1.453.900	7.777.600	2.405.600
Clermont-Ferrand	9.500.000	2.455.000	1.795.000	7.125.802	10 830.000	3.835.000
Lyon	32.517.743	25.370.323	39.057.643	10.287.421	3.487.000	3.487.000
Bordeaux	8.713.000	7.437.660	2.750.000	1.613.387	1.170.000	2.599.261
Toulouse	7.492.750	6.681.559	1.400.000	366.400	200.000	200.000
Montpellier	»	»	420.000	520.000	241.721	235.534
Marseille	550.000	400.000	2.850.000	2.660.971	»	»
Strasbourg	67.900.000	54.340.000	5.432.450	5.486.243	7.535.548	6.990.038
Total	197.115.697	195.383.464	338.527.123	303.847.116	263.420.018	92.683.061

RÉGIONS	CLINIQUES DENTAIRES		LUTTE contre les autres fléaux sociaux et dépenses diverses.		TOTAL	
	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1953.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1953.	Crédits affectés.	Sommes dépensées en 1953.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	29.733.429	32.302.568	139.516.088	23.531.099	531.186.421	355.301.403
Rouen	»	»	5.088.026	7.511.510	31.970.385	43.657.992
Lille	300.000	300.000	3.200.000	1.106.528	49.330.284	22.401.250
Nancy	4.000.000	»	1.020.000	605.597	39.106.880	18.064.676
Rennes	»	»	6.925.000	2.125.000	34.919.097	11.711.648
Nantes	»	»	13.023.100	18.523.100	33.617.940	36.755.783
Orléans	»	»	5.468.000	3.864.606	19.375.129	11.958.862
Limoges	»	»	5.215.886	5.185.886	46.866.876	36.211.472
Dijon	5.000.000	629.504	7.420.000	430.000	34.756.500	9.964.354
Clermont-Ferrand	»	»	17.169.655	6.536.181	39.294.655	19.951.983
Lyon	»	»	8.142.363	5.879.797	83.204.748	45.024.541
Bordeaux	19.466.720	628.578	45.312.016	7.854.285	77.411.736	20.133.171
Toulouse	»	»	5.230.000	2.495.481	14.322.750	9.743.440
Montpellier	»	»	1.260.900	2.594.525	1.922.621	3.350.059
Marseille	»	»	6.138.550	3.238.550	9.538.550	6.299.521
Strasbourg	3.500.000	2.265.547	25.540.000	25.827.471	109.907.998	94.909.299
Total	62.000.149	36.216.197	295.669.583	117.309.616	1.456.732.570	745.439.454

XXXII. — **Dépenses de contrôle médical des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1953.**

RÉGIONS	FRAIS de locaux et services généraux.	TRAITEMENTS et salaires du personnel médical et para-médical.	TRAITEMENTS et salaires du personnel administratif (y compris diverses charges sociales)	MATÉRIEL médical	MATÉRIEL de bureau	INDEMNITÉS aux assurés à l'occasion du contrôle médical.	EXPERTISES et frais de déplacement.	DIVERS	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs
Paris	88.686.053	434.845.533	247.223.733	46.099.702	4.180.701	34.321.609	23.765.825	31.124.799	910.241.955
Rouen	6.939.489	29.341.994	55.475.133	245.661	3.695.077	4.740.187	5.460.847	4.614.959	110.522.347
Lille	15.766.471	96.228.275	79.290.017	1.337.860	1.890.533	21.384.591	6.597.773	15.581.489	238.077.009
Nancy	8.470.352	43.231.315	35.502.062	3.984.233	1.896.173	7.179.765	4.872.033	3.118.760	108.254.695
Rennes	4.189.794	706.931	37.725.479	600.375	2.818.802	3.711.208	2.369.025	2.226.610	54.348.224
Nantes	3.536.717	35.666.336	32.255.514	1.021.767	2.289.302	5.869.827	2.961.941	2.998.684	86.603.088
Orléans	3.326.000	9.597.165	26.140.878	728.017	2.618.423	1.833.766	4.041.993	3.135.534	51.421.776
Dijon	5.981.246	30.920.430	28.311.536	220.910	880.191	8.176.662	334.735	6.662.192	81.487.902
Limoges	4.379.649	23.412.776	17.796.954	250.683	2.349.990	5.773.645	1.263.920	6.708.573	61.936.190
Clermont-Ferrand	5.000.407	14.783.163	14.256.455	634.380	1.888.467	6.606.067	1.295.226	»	44.464.165
Lyon	16.668.906	22.088.024	133.062.182	3.995.818	5.927.203	10.678.996	12.127.806	16.385.049	222.933.984
Bordeaux	4.618.663	39.385.236	27.593.517	745.171	2.112.898	2.987.184	10.657.902	8.656.132	96.756.703
Toulouse	4.380.475	»	45.785.825	230.907	426.342	6.475.447	6.785.834	3.480.051	67.561.881
Montpellier	4.618.887	28.785.732	13.316.775	403.086	1.625.920	2.600.993	952.478	1.476.665	53.780.536
Marseille	15.702.161	63.138.721	28.846.813	3.850.093	3.221.345	5.289.556	790.638	6.534.976	127.374.303
Strasbourg	10.948.205	33.306.127	47.780.016	4.706.193	3.050.814	5.790.221	1.675.600	3.560.361	110.817.537
Total	205.207.475	905.437.758	870.362.889	69.054.856	40.872.181	133.419.724	85.965.576	116.264.834	2.426.585.293

XXXIII. — **Dépenses de gestion administrative des caisses primaires de sécurité sociale. — Année 1953.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES dépenses administratives.	REMISES DE GESTION aux sociétés mutualistes		TOTAL (1).	CONTRIBUTIONS aux unions de recouvrement.	FRAIS de premier établissement (2).
				de fonctionnaires	d'étudiants.			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.863.434.019	1.182.045.004	968.657.306	284.926.441	32.214.201	6.331.276.971	591.804.739	73.340.931
Rouen	709.476.623	199.430.327	209.864.351	24.526.487	14.262.983	1.157.560.771	20.539.696	37.549.962
Lille	1.295.012.748	388.795.237	395.966.929	30.404.484	4.679.934	2.111.859.332	»	71.777.180
Nancy	590.374.057	210.023.167	205.320.471	25.535.577	2.023.676	1.033.276.948	16.498.300	15.280.316
Rennes	434.486.839	133.915.427	108.944.378	32.293.349	2.497.320	712.137.313	»	31.775.624
Nantes	543.339.283	163.247.661	182.114.830	25.133.967	2.008.768	915.844.529	»	14.994.081
Orléans	271.721.794	82.573.742	87.330.487	13.895.612	»	455.521.635	»	5.031.547
Dijon	448.685.853	126.085.686	148.530.099	25.808.238	821.840	749.931.716	11.110.495	6.964.622
Limoges	372.942.479	112.314.974	103.653.665	24.034.639	1.414.980	614.360.737	»	17.634.145
Clermont-Ferrand	267.245.842	89.249.152	85.852.082	12.825.312	»	454.672.388	»	25.321.682
Lyon	1.198.362.736	368.762.178	373.396.714	49.734.415	6.203.080	1.996.459.123	3.911.607	37.051.059
Bordeaux	466.309.137	146.399.817	149.746.237	39.774.329	3.438.708	805.668.228	»	19.030.187
Toulouse	356.564.055	106.982.907	94.706.391	26.254.419	4.117.670	588.625.442	»	17.571.133
Montpellier	339.208.366	110.428.873	74.415.678	25.559.417	3.662.720	553.275.054	»	12.759.938
Marseille	735.846.428	213.485.084	254.493.043	58.830.958	3.762.780	1.266.418.293	40.231.155	24.147.815
Strasbourg	739.405.496	231.590.468	187.585.749	36.221.323	2.663.814	1.200.466.850	»	34.117.092
Total	12.632.415.755	3.868.329.704	3.630.578.410	735.258.967	83.772.491	20.950.355.330	684.095.992	444.347.314

(1) Ne sont compris dans cette colonne, ni les amortissements de frais de premier établissement des années 1953 et antérieures, ni les contributions aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
(2) Dépenses effectuées en 1953, amorties ou non au cours de l'année, non comprises dans la colonne « Total ».

XXXIV. — **Dépenses de gestion administrative des unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales. — Année 1953.**

UNIONS de recouvrement.	TRAITEMENTS et salaires.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	718.252.501	211.065.844	132.284.959	1.061.603.304
Melun	32.364.858	8.254.907	8.374.716	48.994.481
Evreux	24.824.015	7.055.289	7.215.501	39.094.805
Bar-le-Duc	19.073.738	5.075.251	6.777.078	30.926.067
Besançon	15.483.303	3.908.594	2.999.358	22.391.255
Annonay	4.510.647	1.307.087	1.404.202	7.221.936
Nice	50.948.972	13.170.298	16.643.203	80.762.473
Total	865.458.034	249.837.270	175.699.017	1.290.994.321

NOTA. — La participation des différentes caisses primaires et d'allocations familiales aux dépenses de fonctionnement des unions de recouvrement est précisée dans les tableaux XXXI du chapitre A et XIII du chapitre D.

XXXV. — **Etat du personnel employé par les caisses primaires de sécurité sociale au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	SERVICES ADMNISTRATIFS								SERVICES SOCIAUX (1)				PERSONNEL des œuvres propres aux caisses.		
	Personnel de direction.	Agents des cadres.	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service.	Auxiliaires.	Total.	Personnel à temps partiel	Personnel technique.	Agents administratifs.	Total.	Personnel à temps partiel.	Permanent.	Saisonnier.	Total
Paris	76	838	528	5.017	207	81	6.747	232	29	938	967	25	633	210	843
Rouen	25	140	70	1.095	24	57	1.411	42	116	33	149	7	7	»	7
Lille	49	257	111	2.172	53	28	2.670	80	128	126	254	37	4	1	5
Nancy	27	130	65	991	8	38	1.259	68	42	61	103	7	7	1	8
Rennes	18	101	20	724	4	35	902	35	4	51	55	11	»	»	»
Nantes	23	126	34	828	13	61	1.085	34	41	56	97	7	56	34	90
Orléans	16	62	32	394	11	40	555	8	15	35	50	2	1	7	8
Dijon	27	105	49	681	12	34	908	39	37	54	91	17	11	1	12
Limoges	19	78	30	605	16	28	776	21	37	27	64	5	14	2	16
Clermont-Ferrand	12	45	32	427	4	14	534	38	24	20	44	4	»	1	1
Lyon	57	294	223	1.795	33	17	2.419	121	121	159	280	8	149	2	151
Bordeaux	17	108	34	713	18	41	931	35	71	30	101	6	38	»	38
Toulouse	18	90	26	582	9	8	733	13	21	59	80	7	7	12	19
Montpellier	14	86	43	473	6	2	624	23	31	33	64	7	»	»	»
Marseille	23	185	112	1.009	10	24	1.363	80	103	44	147	4	4	»	4
Strasbourg	26	231	83	1.002	5	26	1.373	105	39	80	119	16	122	2	124
Total	447	2.876	1.492	18.508	433	534	24.290	974	859	1.806	2.665	170	1.053	273	1.326

(1) Action sanitaire et sociale et contrôle médical.

XXXVI. — **Etat du personnel des unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (services administratifs). — Année 1953.**

UNIONS de recouvrement	PERSONNEL de direction	CADRES et maîtrise.	EMPLOYÉS	PERSONNEL de service	AUXILIAIRES	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel
Paris	5	375	775	36	20	1.211	2
Melun	1	21	43	»	7	72	»
Evreux	»	15	52	»	»	67	2
Bar-le-Duc	3	7	22	»	1	33	2
Besançon	2	8	20	»	»	30	»
Annonay	»	5	8	»	»	13	»
Nice	2	26	53	»	16	97	4
Total	13	457	973	36	44	1.523	10

XXXVII. — **Produit des récupérations et recours contre tiers.**

RÉGIONS	ASSURANCES sociales	ACCIDENTS du travail.	RÉGIONS	ASSURANCES sociales.	ACCIDENTS du travail.
	Francs.	Francs.		Francs.	Francs.
Paris	126.763.051	141.277.072	Clermont-Ferrand	13.056.677	11.938.602
Rouen	52.021.147	27.078.840	Lyon	57.158.462	43.873.653
Lille	29.135.886	35.438.409	Bordeaux	16.285.791	19.020.409
Nancy	36.039.848	22.757.471	Toulouse	10.469.929	10.322.968
Rennes	2.756.086	3.595.038	Montpellier	13.722.892	13.577.852
Nantes	21.060.886	20.939.497	Marseille	35.034.523	43.385.888
Orléans	17.819.983	2.290.375	Strasbourg	38.459.506	30.447.054
Dijon	33.963.987	18.509.554			
Limoges	7.384.415	9.913.319	Total	511.133.069	454.365.991

B. — CAISSES REGIONALES DE SECURITE SOCIALE

I. — Dépenses au titre des assurances sociales.

RÉGIONS	PENSIONS D'INVALIDITÉ payées au cours de l'année (y compris les avances non régularisées au 31 décembre 1953).	RÉÉDUCATION professionnelle (1).	AUTRES DÉPENSES incombant en propre à la caisse régionale.	TOTAL DES DÉPENSES
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	5.536.588.846	55.657.519	680.963	5.592.927.328
Rouen	813.221.291	3.427.542	161.243	816.810.076
Lille	1.683.939.211	18.490.278	»	1.702.429.489
Nancy	572.857.014	4.653.224	38.439	577.548.677
Rennes	441.298.177	1.924.941	4.555	446.227.673
Nantes	577.406.724	1.378.297	51.962	578.836.983
Orléans	270.873.637	1.924.558	»	272.798.195
Dijon	453.752.897	1.868.544	73.557	455.694.998
Limoges	431.188.316	1.741.149	25.000	432.954.465
Clermont-Ferrand	343.826.079	300.030	103.731	344.229.840
Lyon	1.365.256.777	7.422.605	510	1.372.679.892
Bordeaux	425.194.105	2.028.180	103.000	427.325.285
Toulouse	351.515.787	905.713	6.000	352.427.500
Montpellier	342.530.945	4.873.322	24.180	347.428.447
Marseille	622.434.947	5.714.109	»	628.149.056
Strasbourg	1.578.069.150	1.185.661	49.761	1.579.304.572
Total	15.812.953.903	113.495.672	1.322.901	15.927.772.476

(1) Remboursements aux caisses primaires des dépenses effectuées par ces organismes au titre de la rééducation professionnelle des invalides.

II. — Dépenses au titre des accidents du travail.

RÉGIONS	ARRÉRAGES de rentes payées au cours de l'année	DÉPENSES DE PRÉVENTION (1)					
		Dépenses de personnel.	Dépenses de matériel spécialisé	Propagande et enseignement.	Création ou développement d'œuvres régionales de prévention	Divers	Total
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs	Francs.
Paris	2.607.990.300	150.945.554	»	1.815.143	7.234.366	2.446.657	162.441.720
Rouen	678.383.086	20.610.073	45.778	2.179.117	»	»	22.864.968
Lille	950.641.725	47.260.233	3.389.966	2.964.530	3.452.990	528.696	57.596.615
Nancy	632.930.353	25.138.417	699.170	1.436.245	»	»	27.273.832
Rennes	239.012.398	14.508.130	224.428	1.054.509	»	391.575	16.178.642
Nantes	327.931.179	21.432.102	27.007	408.818	»	1.215.062	23.082.989
Orléans	198.931.905	16.683.617	120.635	962.662	»	»	17.766.914
Dijon	348.449.462	11.340.309	119.233	353.667	»	7.862.863	19.676.072
Limoges	302.040.602	16.064.391	39.357	526.899	»	700.000	17.330.647
Clermont-Ferrand	255.311.161	12.670.535	18.530	722.737	»	»	13.411.802
Lyon	1.455.961.615	30.658.290	199.413	2.172.712	2.725.346	»	35.755.761
Bordeaux	381.190.909	6.388.116	949.807	57.179	6.772.931	1.973.189	16.141.222
Toulouse	272.484.077	5.721.053	1.742.126	281.088	4.923.989	»	12.668.256
Montpellier	272.038.360	16.941.174	41.736	705.261	97.694	»	17.785.865
Marseille	660.783.645	24.619.149	380.145	805.560	2.397.316	543.161	28.745.331
Strasbourg	1.128.794.697	27.627.029	241.224	1.051.551	»	»	28.919.804
Total	10.412.901.874	448.638.172	8.238.555	17.497.678	27.604.632	15.661.403	517.640.440

(1) Que ces dépenses soient ou non remboursables, en totalité ou partiellement, par la caisse nationale de sécurité sociale.

II (*suite*). — **Dépenses au titre des accidents du travail.**

RÉGIONS	PARTICIPATION aux services de soins d'urgence (1).	FRAIS D'ENQUÊTES		FRAIS d'expertises	FRAIS de contentieux	DIVERS (2)	TOTAL
		Dépenses relatives aux greffiers ou enquêteurs	Autres frais.				
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	97.455.951	30.513.488	5.992.792	»	8.462.468	27.936.649	2.940.793.368
Rouen	19.050.013	9.468.123	1.756.220	2.161.134	»	54.396	733.740.940
Lille	51.940.314	15.858.756	3.815.236	»	1.756.602	9.306.957	1.090.916.205
Nancy	35.162.602	10.587.000	2.013.252	66.941	1.977.187	11.492	710.022.659
Rennes	7.586.387	3.183.420	922.792	795.792	»	6.411.290	271.120.721
Nantes	14.781.973	5.936.960	2.153.689	»	1.083.873	17.840	374.988.503
Orléans	9.726.266	2.878.327	»	»	»	3.599.997	232.903.109
Dijon	16.991.630	6.684.158	1.053.199	7.663	778.026	442.900	394.083.110
Limoges	1.187.537	3.236.550	1.187.975	»	806.511	8.360.876	334.150.098
Clermont-Ferrand	9.189.399	3.951.911	1.135.756	20.526	1.187.621	»	284.208.176
Lyon	79.643.660	18.844.755	4.253.170	»	2.682.781	6.085.597	1.303.227.339
Bordeaux	4.010.114	5.631.151	713.551	»	1.062.650	»	408.749.597
Toulouse	4.040.838	2.172.509	1.079.948	»	876.474	6.189.449	299 511.551
Montpellier	2.954.059	3.258.280	»	»	601.619	2.000	296.643.213
Marseille	20.595.811	6.367.659	»	1.661.578	2.226.846	924.815	720.705.683
Strasbourg	5.144.069	7.127.082	»	»	1.416.983	»	1 171.402.675
Total	379.460.623	135.700.129	26.077.580	4.116.634	27.922.671	69.344.258	11.570.167.209

(1) Que ces dépenses soient ou non remboursables, en totalité ou partiellement, par la caisse nationale de sécurité sociale.
(2) Y compris notamment les rachats de rentes et les subventions aux caisses primaires pour frais d'appareillage concernant les salariés employés dans des entreprises assurant elles-mêmes le service des prestations d'incapacité temporaire.

III. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations assurances sociales du régime général des dépenses effectuées au titre des pensions d'invalidité.**

RÉGIONS	PENSIONS D'INVALIDITÉ servies.
	P. 100.
Paris	4,18
Rouen	4,25
Lille	3,98
Nancy	2,51
Rennes	4,46
Nantes	4,11
Orléans	3,38
Dijon	3
Limoges	4,80
Clermont Ferrand	4,60
Lyon	3,61
Bordeaux	3,46
Toulouse	4,11
Montpellier	4,96
Marseille	3,16
Strasbourg	7,08
France entière	4,08

IV. — **Importance en pourcentage par rapport aux cotisations accidents du travail (1) des dépenses effectuées au titre des rentes d'accidents du travail.**

RÉGIONS	PENSIONS D'INVALIDITÉ servies.
	P. 100.
Paris	14,56
Rouen	20,33
Lille	12,83
Nancy	15,62
Rennes	14,83
Nantes	14,67
Orléans	16,65
Dijon	16,21
Limoges	21,90
Clermont-Ferrand	19,64
Lyon	18,89
Bordeaux	18,94
Toulouse	21,59
Montpellier	25,17
Marseille	18,50
Strasbourg	38,53
France entière	17,48

(1) Produit net des cotisations, tableau IV du chapitre A: caisses primaires de sécurité sociale.

V. — **Etat par catégories des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application du décret-loi du 28 octobre 1935.				NOMBRE DES PENSIONS LIQUIDÉES EN APPLICATION de l'ordonnance du 19 octobre 1945.							
					A 30 p. 100 du salaire de base.				A 40 p. 100 du salaire de base.			
	Pensions complètes	Pensions suspendues		Total.	Pensions complètes	Pensions suspendues.		Total.	Pensions complètes.	Pensions suspendues.		Total.
		En partie.	En totalité.			En partie.	En totalité.			En partie.	En totalité	
Paris	12.442	2.077	10.973	25.492	12.069	3.245	6.555	21.869	31.272	1.708	5.693	38.673
Rouen	2.184	104	1.560	3.848	1.357	166	658	2.181	6.592	91	823	7.506
Lille	2.376	9	2.669	5.054	1.449	78	1.613	3.140	16.821	143	2.862	19.826
Nancy	1.650	48	863	2.561	1.033	72	511	1.616	3.704	36	454	4.194
Rennes	1.332	31	675	2.038	1.434	49	776	2.259	3.042	7	330	3.379
Nantes	1.781	50	1.060	2.891	1.483	56	469	2.008	3.657	31	467	4.155
Orléans	1.156	32	38	1.226	734	31	33	798	2.359	23	24	2.406
Dijon	1.370	269	1.064	2.703	857	191	459	1.507	2.692	76	335	3.103
Limoges	1.613	38	963	2.614	1.442	49	387	1.878	2.648	10	230	2.888
Clermont-Ferrand	985	46	584	1.615	1.492	37	429	1.958	1.565	23	221	1.809
Lyon	3.964	259	3.669	7.892	749	105	2.341	3.195	11.377	150	1.438	12.965
Bordeaux	1.045	155	1.327	2.527	1.039	113	587	1.739	2.895	57	512	3.464
Toulouse	1.087	103	727	1.917	967	64	451	1.482	2.213	47	359	2.619
Montpellier	706	»	301	1.007	802	»	567	1.369	2.448	»	95	2.543
Marseille	1.510	22	591	2.123	725	9	242	976	4.987	41	485	5.513
Strasbourg	11.984	77	732	12.793	294	9	33	336	912	7	69	988
Total	47.185	3.320	27.796	78.301	27.926	4.274	16.111	48.311	99.184	2.450	14.397	116.031

RÉGIONS	NOMBRE DE PENSIONS LIQUIDÉES en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945.				NOMBRE de pensions de veuve et de veuves (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	NOMBRE TOTAL DE PENSIONS				MONTANT des pensions servies au cours de l'année. (En francs.)	NOMBRE total de pensions donnant lieu à majorations pour assistance d'une tierce personne.	NOMBRE de pensions supprimées ou éteintes dans l'année
	A plus de 40 p. 100 du salaire de base.											
	Pensions complètes	Pensions suspendues		Total.		Pensions complètes.	Pensions suspendues		Total			
		En partie.	En totalité.				En partie	En totalité.				
Paris	1.271	9	1	1.281	367	57.416	7.041	23.225	87.682	5.536.538.846	1.952	10.948
Rouen	223	2	»	225	123	10.479	363	3.041	13.883	813.221.291	338	1.387
Lille	155	1	»	156	389	21.190	231	7.144	28.565	1.683.939.211	156	3.260
Nancy	149	»	»	149	187	6.719	156	1.832	8.707	572.857.014	301	1.536
Rennes	85	»	»	85	69	5.961	87	1.782	7.830	444.298.177	162	877
Nantes	144	1	1	146	97	7.162	138	1.997	9.297	577.406.724	220	1.207
Orléans	102	»	1	103	17	4.368	86	96	4.550	270.873.637	128	540
Dijon	115	8	»	123	101	5.131	544	1.862	7.537	453.752.897	216	924
Limoges	143	»	»	143	75	5.921	97	1.580	7.598	431.188.316	222	532
Clermont-Ferrand	64	»	1	65	73	4.177	106	1.237	5.520	343.826.079	155	666
Lyon	344	»	9	353	156	16.587	514	7.460	24.561	1.365.256.777	1.209	2.873
Bordeaux	202	1	2	205	80	5.254	326	2.435	8.015	425.194.105	313	802
Toulouse	111	»	»	111	71	4.449	214	1.537	6.200	351.515.787	125	617
Montpellier	156	»	»	156	65	4.177	»	963	5.140	342.530.945	156	811
Marseille	294	10	2	306	131	7.647	82	1.320	9.049	622.434.947	306	1.004
Strasbourg	37	»	1	38	3.997	17.175	104	873	18.152	1.578.069.150	520	2.700
Total	3.595	32	18	3.645	5.998	183.813	10.089	58.384	252.286	15.812.953.903	6.479	30.684

VI. — **Etat par catégories des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		RÉCAPITULATION		TOTAL des décès correspondant à ces rentes.
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.	
Paris	93.180	2.220.531.746	2.520	257.905.354	2.160	112.856.510	483	16.696.690	98.343	2.607.990.300	2.928
Rouen	20.423	550.253.003	867	81.960.022	544	42.235.576	143	3.934.485	21.975	678.383.086	981
Lille	40.137	771.885.867	1.338	116.756.833	671	54.858.295	216	7.140.730	42.362	950.641.725	1.461
Nancy	22.136	518.704.973	732	74.859.736	867	33.262.606	233	6.103.038	23.968	632.930.353	1.035
Rennes	7.517	183.550.802	466	34.788.643	594	19.941.491	25	761.462	8.602	239.042.398	518
Nantes	11.543	256.038.042	533	68.226.333	22	1.208.144	97	2.458.660	12.195	327.931.179	603
Orléans	6.757	164.144.600	268	22.788.034	150	10.817.102	43	1.182.169	7.218	198.931.905	311
Dijon	13.134	289.050.442	457	36.939.139	523	19.492.328	113	2.967.553	14.227	348.449.462	536
Limoges	8.844	251.231.387	401	46.900.712	15	1.311.862	78	2.596.041	9.338	302.040.002	447
Clermont-Ferrand	9.535	223.198.157	247	20.562.203	146	10.514.101	36	1.036.700	9.964	255.311.161	271
Lyon	46.497	982.471.907	1.191	110.869.344	669	53.227.124	268	9.393.240	48.625	1.155.961.615	1.396
Bordeaux	12.542	330.529.759	412	33.109.241	415	14.947.570	92	2.604.339	13.461	381.190.909	455
Toulouse	7.694	220.111.808	571	33.308.859	191	16.714.522	58	2.348.888	8.514	272.484.077	471
Montpellier	8.939	243.453.716	265	19.322.730	248	8.280.204	45	981.710	9.497	272.038.360	304
Marseille	27.978	548.067.490	729	71.471.385	836	35.347.478	185	5.897.292	29.728	660.783.645	851
Strasbourg	25.846	882.040.176	1.984	203.408.804	880	36.008.551	275	7.337.166	28.985	1.128.794.697	2.254
Total	362.702	8.635.263.875	12.979	1.233.177.372	8.931	471.023.464	2.390	73.440.163	387.002	10.412.904.874	14.822

VII. — **Etat par catégories des rentes d'accidents du travail liquidées au cours de l'année.**

RÉGIONS	ASSURÉS		VEUVES		ORPHELINS		ASCENDANTS		TOTAL		NOMBRE d'accidents graves.		TOTAL des décès correspondant à ces rentes.
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.	déclarés dans l'année.	déclarés dans l'année et réglés au 31 décembre 1953.	
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.			
Paris	19.151	842.338.445	407	99.615.743	395	33.248.414	116	5.638.976	20.069	980.841.578	24.106	6.855	486
Rouen	4.616	127.043.026	159	15.956.990	103	10.114.192	22	724.300	4.900	153.838.508	5.530	2.828	168
Lille	8.037	156.246.980	219	23.671.540	114	12.988.720	38	1.483.380	8.408	194.390.620	11.015	9.971	274
Nancy	5.303	140.797.611	177	18.638.912	211	10.025.721	61	1.875 415	5.752	171.337.359	5.504	4.486	449
Rennes	1.561	42.054.139	81	7.686.352	117	4.467.841	7	162.352	1.766	54.370.684	2.638	1.707	89
Nantes	2.555	62.622.537	114	18.214.080	5	365.360	19	554.120	2.693	81.756.097	3.108	1.786	134
Orléans	1.425	39.141.340	46	4.534.840	23	2.524.900	9	250.060	1.503	46.454.140	1.710	1.121	55
Dijon	2.640	67.149.220	87	8.975.860	133	6.073.460	33	982.220	2.893	83.180.760	3.625	2.623	113
Limoges	2.097	61.898.500	95	12.074.060	4	259.820	19	520.360	2.215	74.752.740	2.220	1.667	109
Clermont-Ferrand	1.996	48.021.852	52	4.766.141	31	2.580.670	14	379.163	2.093	55.747.826	2.185	1.513	54
Lyon	11.692	232.934.975	233	24.344.720	171	16.024.795	52	1.652.420	12.148	274.956.910	12.699	5.444	269
Bordeaux	2.529	68.297.860	59	5.216.680	101	3.758.000	17	467.820	2.706	77.740.360	3.024	2.124	68
Toulouse	1.385	56.794.963	59	5.869.460	83	3.516.340	13	418.560	1.540	66.599.323	2.066	1.543	66
Montpellier	2.308	59.887.405	43	3.748.520	58	2.403.600	10	265.620	2.419	66.305.145	2.037	1.870	51
Marseille	5.975	160.984.624	119	18.677.175	155	6.812.885	25	845.840	6.274	187.320.524	6.690	3.551	130
Strasbourg	3.918	134.585.256	147	17.076.696	182	8.871.616	21	703.964	4.268	161.237.532	4.026	2.847	179
Total	77.188	2.300.801.733	2.097	289.067.769	1.886	124.036.334	476	16.924.270	81.647	2.730.830.106	92.183	51.936	2.694

VIII. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des pensions d'invalidité** (1).

RÉGIONS	BELGIQUE		ITALIE		SUISSE		POLOGNE		LUXEMBOURG	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées
Paris	17	1.125.181	80	7.196.675	125	5.862.537	18	1.835.204	5	254.314
Rouen	1	69.550	9	1.111.637	1	37.375	1	44.850	1	29.900
Lille	923	73.082.633	18	2.071.013	4	247.334	23	2.760.781	1	59.800
Nancy	40	4.443.963	19	1.734.764	»	»	6	233.439	»	»
Rennes	2	31.181	1	87.400	1	59.800	»	»	1	49.250
Nantes	»	»	1	59.600	»	»	»	»	»	»
Orléans	1	59.800	4	254.433	»	»	3	173.900	»	»
Dijon	»	»	7	411.881	14	1.502.673	6	256.515	»	»
Limoges	»	»	7	929.876	»	»	1	29.900	»	»
Clermont-Ferrand.	»	»	1	78.000	2	169.800	3	341.216	»	»
Lyon	6	204.423	48	4.157.704	8	357.478	18	926.790	»	»
Bordeaux	2	126.566	»	»	»	»	»	»	»	»
Toulouse	»	»	4	261.731	»	»	»	»	»	»
Montpellier	»	»	3	258.150	1	59.800	1	77.800	»	»
Marseille	»	»	9	773.482	1	51.150	»	»	»	»
Strasbourg	4	267.200	73	4.577.521	10	615.299	44	2.031.392	9	759.391
Total	996	79.410.497	284	23.963.867	167	8.963.246	124	8.711.787	17	1.152.655

RÉGIONS	ESPAGNE		TCHECOSLOVAQUIE		ALLEMAGNE		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées
Paris	»	»	8	777.573	1	64.949	11	857.600	265	17.974.033
Rouen	»	»	»	»	»	»	»	»	13	1.293.312
Lille	»	»	»	»	4	79.734	7	500.736	980	78.802.031
Nancy	»	»	3	175.300	3	89.700	3	158.516	72	6.835.682
Rennes	»	»	»	»	1	14.949	1	29.900	7	272.480
Nantes	»	»	1	123.933	2	119.600	1	340.083	5	643.216
Orléans	2	189.383	»	»	»	»	»	»	10	677.516
Dijon	1	44.850	»	»	1	80.350	»	»	29	2.296.269
Limoges	3	131.400	1	59.800	»	»	4	187.100	16	1.338.076
Clermont-Ferrand.	»	»	»	»	»	»	1	260.416	7	849.432
Lyon	3	100.400	»	»	3	197.797	7	381.799	93	6.326.391
Bordeaux	2	172.646	»	»	»	»	1	44.125	5	343.337
Toulouse	7	590.727	»	»	»	»	»	»	11	852.458
Montpellier	4	282.900	»	»	»	»	3	214.850	12	893.500
Marseille	1	29.900	»	»	»	»	2	134.483	13	989.015
Strasbourg	»	»	1	109.960	14	397.720	9	913.973	164	9.672.456
Total	23	1.542.206	14	1.246.566	29	1.044.799	50	4.023.581	1.704	130.059.204

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau I.

IX. — **Etat des payements effectués à l'étranger au titre des rentes d'accidents du travail** (1).

RÉGIONS	ITALIE		BELGIQUE		POLOGNE		ALLEMAGNE		ESPAGNE		PORTUGAL	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.
		Francs.		Francs		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	83	3.519.076	20	1.251.593	15	119.153	10	365.232	»	»	4	79.934
Rouen	33	1.574.377	6	180.850	2	103.320	2	149.989	3	100.800	1	456.624
Lille	70	2.426.723	1.441	32.473.016	15	342.452	18	582.144	2	274.911	2	50.700
Nancy	117	7.098.446	204	7.589.636	11	482.488	9	249.027	4	341.123	»	»
Rennes	4	152.192	»	»	»	»	2	59.760	3	136.080	1	39.696
Nantes	6	285.545	»	»	1	57.659	»	»	3	136.829	1	23.677
Orléans	5	86.415	2	65.014	1	1.575	»	»	3	369.600	»	»
Dijon	60	4.059.244	3	33.880	5	197.620	5	394.296	3	176.400	5	234.480
Limoges	29	1.252.156	»	»	1	117.215	»	»	10	481.553	7	741.145
Clermont-Ferrand	13	728.014	»	»	2	113.400	1	8.497	5	79.862	7	467.876
Lyon	304	14.064.225	7	105.191	6	354.051	11	290.224	13	400.086	7	742.812
Bordeaux	11	436.665	1	75.600	»	»	3	347.047	8	122.550	3	75.600
Toulouse	30	1.363.407	1	13.140	2	44.496	»	»	21	1.314.387	1	288.724
Montpellier	39	1.997.814	3	141.165	»	»	1	26.460	10	343.260	2	29.900
Marseille	82	3.407.152	5	210.565	»	»	3	112.185	14	694.974	»	»
Strasbourg	322	17.919.037	18	1.106.405	155	7.454.500	109	5.868.000	4	354.270	2	312.900
Total	1.208	60.370.488	1.711	43.246.055	216	9.387.929	174	8.452.861	106	5.326.685	43	3.544.068

RÉGIONS	SUISSE		YOUGOSLAVIE		LUXEMBOURG		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires.	Montant net des sommes versées.
		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.		Francs.
Paris	16	946.238	1	93.450	1	1.560	31	933.066	181	7.309.302
Rouen	»	»	4	264.600	»	»	9	213.592	60	3.044.152
Lille	»	»	2	30.240	»	»	10	184.516	1.560	36.364.702
Nancy	1	7.932	1	215.325	5	178.614	12	260.671	364	16.423.262
Rennes	»	»	»	»	»	»	7	160.426	17	548.154
Nantes	»	»	»	»	»	»	7	205.203	18	708.913
Orléans	»	»	»	»	»	»	»	»	11	522.604
Dijon	2	29.771	»	»	2	77.744	11	195.432	96	5.398.867
Limoges	»	»	1	16.216	»	»	5	84.080	53	2.692.365
Clermont-Ferrand	»	»	»	»	»	»	»	»	28	1.397.649
Lyon	12	842.021	3	393.019	»	»	17	340.269	380	17.531.898
Bordeaux	2	183.747	»	»	»	»	4	49.075	32	1.290.284
Toulouse	»	»	1	75.600	»	»	6	103.667	62	3.203.421
Montpellier	1	23.625	2	273.650	»	»	3	134.890	61	2.970.764
Marseille	3	72.624	»	»	»	»	15	651.479	122	5.148.979
Strasbourg	20	1.036.107	31	1.639.503	24	1.676.619	22	982.318	707	38.349.659
Total	57	3.142.065	46	3.001.603	32	1.934.537	159	4.498.684	3.752	142.904.975

(1) Ces dépenses sont comprises dans les prestations du tableau II.

X. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale des caisses régionales de sécurité sociale.**

RÉGIONS	DOTATION des œuvres des caisses.		SUBVENTIONS de fonctionnement aux œuvres des caisses.		SUBVENTIONS à des œuvres étrangères aux caisses.		AVANCES NOUVELLES consenties en 1953.	
	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées ou versées.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	163.362.957	441.304.251	»	114.155.690	236.023.805	291.979.816	»	»
Rouen	15.900.492	32.538.067	»	»	22.391.971	41.666.725	»	»
Lille	5.007.120	40.384.152	4.818.375	4.818.375	521.471.200	540.862.353	100.000.000	53.000.000
Nancy	66.279.810	89.208.012	4.550.000	4.550.000	56.838.000	71.254.988	3.000.000	3.000.000
Rennes	»	»	»	»	10.260.056	23.517.309	»	»
Nantes	18.882.243	18.882.243	»	»	51.245.561	80.143.349	»	»
Orléans	21.155.509	21.155.509	»	»	10.864.000	36.079.548	»	»
Dijon	55.000.000	9.362.368	7.758.560	8.579.810	5.135.831	33.517.107	»	8.000.000
Limoges	»	»	2.762.575	2.663.453	40.518.347	40.595.563	27.937.492	20 357.552
Clermont-Ferrand	»	48.580.246	»	»	6.972.106	10.889.167	»	»
Lyon	»	379.874	»	1.409.000	103.761.857	111.536.156	18.770.000	»
Bordeaux	99.532.078	104.193.736	37.311.430	30.040.324	14.060.000	32.368.110	»	»
Toulouse	20.000.000	»	1.846.056	1.846.056	12.412.000	24.584.340	»	»
Montpellier	34.791.360	53.281.151	»	»	4.038.600	4.430.479	18.500.000	18.500.000
Marseille	»	330.000	1.492.186	1.492.186	49.958.377	50.958.377	»	»
Strasbourg	948.792.217	404.563.321	»	»	33.699.425	27.642.680	»	»
Total	1.448.703.786	1.264.162.930	60.539.182	169.554.894	1.179.651.142	1.422.026.067	168.207.492	107.857.552

RÉGIONS	PRÊTS NOUVEAUX consentis en 1953.		TOTAL		SERVICE SOCIAL	DÉPENSES diverses.	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses (sommes dépensées ou versées).
	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées ou versées.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées ou versées.			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	127.940.779	46.971.941	527.327.541	894.411.668	471.329.230	35.148.023	1.400.888.921
Rouen	19.984.596	14.079.918	58.277.059	88.284.710	4.755.823	143.713	93.184.246
Lille	139.689.865	70.440.945	770.986.560	714.505.825	77.241.486	1.445.068	793.192.379
Nancy	44.150.000	12.855.566	174.817.810	180.868.566	28.144.314	»	209.012.880
Rennes	56.620.000	2.820.000	66.880.056	26.337.309	23.855.559	»	50.192.868
Nantes	95.000.000	42.500.000	165.127.807	141.525.592	21.426.752	830.008	163.782.352
Orléans	42.144.759	3.940.069	74.164.268	61.175.126	7.886.548	8.595	69.070.269
Dijon	78.033.140	30.490.706	145.927.534	89.949.991	28.229.249	»	118.179.240
Limoges	112.977.848	17.353.758	184.196.262	80.970.326	»	»	80.970.326
Clermont-Ferrand	»	»	6.972.106	59.469.413	20.101.267	»	79.570.680
Lyon	54.000.000	17.586.974	176.531.857	130.912.004	35.260.612	11.010.849	177.183.465
Bordeaux	34.312.654	29.869.297	185.216.162	196.471.467	22.567.051	3.113.479	222.151.997
Toulouse	31.688.000	23.768.000	65.946.056	50.198.396	9.080.586	»	59.278.982
Montpellier	»	»	57.329.960	76.211.630	21.961.118	»	98.172.748
Marseille	1.315.650	31.345.650	52.796.213	84.126.213	50.337.189	14.006.250	148.469.652
Strasbourg	42.682.100	30.969.634	1.025.173.742	463.175.635	12.098.535	126.602.055	601.876.225
Total	880.569.391	374.992.428	3.737.670.993	3.338.593.871	834.275.319	192.308.040	4.365.177.230

XI. — **Ventilation d'après l'objet des œuvres bénéficiaires des dépenses d'action sanitaire et sociale.**

RÉGIONS	ÉQUIPEMENT HOSPITALIER		PROTECTION MATERNELLE et infantile.		RÉPARATION DES ACCIDENTS du travail.		LUTTE ANTITUBERCULEUSE	
	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	39.521.860	8.422.840	23.190.251	26.840.550	»	»	89.162.627	411.667.441
Rouen	16.731.780	63.347.550	16.480.698	3.479.727	»	»	21.345.985	20.693.776
Lille	543.736.500	389.190.749	14.154.923	27.868.383	»	»	37.012.272	75.100.409
Nancy	31.948.000	28.777.634	20.616.000	20.616.000	»	»	52.801.810	46.388.800
Rennes	18.800.000	4.577.783	»	»	»	»	18.500.000	9.150.789
Nantes	80.062.000	103.949.051	»	»	»	»	62.483.564	14.994.298
Orléans	42.144.759	27.100.274	864.000	»	»	»	10.000.000	10.818.590
Dijon	28.552.740	48.276.306	19.434	414.930	»	»	35.454.800	29.089.920
Limoges	105.552.962	39.281.557	7.804.800	13.457.187	»	»	26.126.375	6.593.951
Clermont-Ferrand	»	6.000.000	»	779.561	»	»	1.000.000	10.344.960
Lyon	60.770.000	17.586.974	16.000.000	31.132.602	»	»	46.346.894	37.354.890
Bordeaux	35.323.654	33.881.147	»	»	»	»	106.727.746	115.146.698
Toulouse	29.188.000	25.050.000	1.276.000	1.940.450	»	»	27.100.000	16.739.890
Montpellier	»	»	6.458.981	8.298.079	»	»	15.942.720	29.993.152
Marseille	25.364.570	25.364.570	»	»	»	»	»	30.000.000
Strasbourg	34.200.000	25.040.948	3.500.000	»	9.685.000	30.646.593	855.771.785	356.421.865
Total	1.091.896.825	845.847.383	110.371.087	134.827.469	9.685.000	30.646.593	1.405.776.578	1.220.502.424

RÉGIONS	LUTTE antivénérienne.		LUTTE ANTICANCÉREUSE		LUTTE contre les maladies mentales.		CENTRES de transfusion sanguine.		RÉÉDUCATION professionnelle et réadaptation fonctionnelle.	
	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	1.800.000	»	16.308.284	34.122.960	23.460.916	»	»	169.212.524	187.616.167
Rouen	»	»	»	»	»	»	»	503.657	3.709.596	»
Lille	3.750.000	5.020.000	114.000.000	144.584.420	41.678.000	56.011.799	14.000.000	14.410.000	»	»
Nancy	10.308.000	10.308.000	»	2.400.000	»	»	»	»	51.594.000	64.805.212
Rennes	»	»	»	2.500.000	27.000.000	»	700.000	1.663.465	1.020.000	6.965.216
Nantes	»	»	2.500.000	2.500.000	»	»	»	»	17.900.000	17.900.000
Orléans	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Dijon	»	»	25.000.000	»	»	»	»	2.979.955	»	»
Limoges	550.100	267.638	4.201.702	4.201.702	22.772.000	12.673.855	3.575.000	4.020.987	»	»
Clermont-Ferrand	»	»	»	»	»	200.000	2.500.000	»	»	»
Lyon	25.085.531	»	8.329.432	39.579.908	»	»	»	»	11.000.000	»
Bordeaux	»	»	»	588.366	6.400.000	15.270.000	3.706.500	9.115.336	10.879.181	10.879.181
Toulouse	»	»	400.000	»	400.000	400.000	4.070.000	4.122.000	»	»
Montpellier	»	»	»	»	»	»	»	391.879	30.889.659	33.489.920
Marseille	»	»	»	»	»	»	7.000.000	7.000.000	»	»
Strasbourg	»	»	»	»	1.000.000	»	»	»	»	1.491.562
Total	39.698.631	17.395.638	154.431.134	212.662.680	133.372.960	108.016.570	35.551.500	44.207.279	296.204.960	323.147.258

RÉGIONS	ENFANCE INADAPTÉE		MAISONS DE REPOS		LUTTE contre les autres fléaux sociaux et divers.		TOTAL	
	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année.	Crédits affectés en 1953.	Sommes dépensées dans l'année
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	»	»	11.127.560	172.117.319	207.167.910	527.327.541	894.411.668
Rouen	»	»	»	260.000	»	»	58.277.059	88.234.710
Lille	»	»	»	»	2.654.865	2.320.065	770.986.560	714.505.825
Nancy	»	»	»	»	7.550.000	7.572.920	174.817.810	180.868.566
Rennes	100.000	120.000	»	»	760.056	1.360.056	66.880.056	26.337.309
Nantes	»	»	982.243	982.243	1.200.000	1.200.000	165.127.807	141.525.592
Orléans	»	»	21.155.509	21.444.541	»	1.811.721	74.164.268	61.175.126
Dijon	55.108.560	8.808.560	»	»	1.892.000	380.320	145.927.534	89.949.991
Limoges	»	»	13.125.748	»	482.575	473.449	184.196.262	80.970.326
Clermont-Ferrand	»	2.972.106	»	38.605.286	500.000	567.500	6.972.106	59.469.413
Lyon	2.972.106	1.000.000	»	»	8.000.000	4.257.630	176.531.857	130.912.004
Bordeaux	1.000.000	»	1.500.000	1.500.000	20.679.081	10.090.744	185.216.162	196.471.467
Toulouse	»	»	»	»	3.512.056	1.946.056	65.946.056	50.198.396
Montpellier	»	»	»	»	4.038.600	4.038.600	57.329.960	76.211.630
Marseille	»	14.274.474	»	»	7.157.169	7.487.169	52.796.213	84.126.213
Strasbourg	13.274.474	»	6.651.000	7.097.997	114.365.957	42.473.670	1.025.173.742	463.175.635
Total	72.355.140	27.175.140	43.414.500	81.017.627	344.909.678	293.147.810	3.737.670.993	3.338.593.871

XII. — **Dépenses de contrôle médical.**

RÉGIONS	FRAIS de locaux et des services généraux.	TRAITEMENTS et salaires du personnel médical et paramédical (y compris les diverses charges sociales).	TRAITEMENTS et salaires du personnel administratif (y compris les diverses charges sociales).	MATÉRIEL médical.	MATÉRIEL de bureau.	INDEMNITÉS aux assurés à l'occasion du contrôle médical.	DIVERS (1)	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	6.993.467	793.333.261	68.027.411	2.961.622	»	19.183.787	47.299.631	937.799.179
Rouen	310.978	98.834.985	3.207.783	5.881.466	1.761.032	3.783.952	4.689.746	118.469.942
Lille	1.919.654	203.897.575	20.560.790	10.373.807	»	8.243.479	9.421.684	254.416.989
Nancy	1.612.913	107.944.007	11.332.013	949.940	1.095.809	7.852.231	10.717.160	141.504.073
Rennes	812.617	62.041.229	5.880.414	478	179.312	1.864.532	10.565.834	81.344.416
Nantes	1.257.920	86.853.465	10.915.613	560.906	533.304	3.103.317	7.889.299	111.113.824
Orléans	714.032	37.244.883	13.668.689	»	294.312	1.332.157	3.489.434	56.743.507
Dijon	2.461.329	84.522.206	»	320.845	170.845	938.428	5.237.597	93.651.250
Limoges	364.963	61.113.344	7.470.420	2.494.691	733.023	834.023	8.544.742	81.555.206
Clermont-Ferrand	732.380	63.147.317	8.879.218	1.535.643	394.489	2.291.403	2.805.905	79.786.355
Lyon	618.026	249.699.456	18.844.511	3.198.151	435.352	13.465.485	13.117.829	299.378.810
Bordeaux	512.973	79.265.018	3.229.836	706.832	105.604	2.432.370	11.278.170	97.530.803
Toulouse	»	63.559.995	4.003.174	315.156	»	3.504.694	7.335.438	78.718.457
Montpellier	1.196.993	62.398.292	»	11.127	208.620	6.158.785	139.680	70.113.497
Marseille	1.532.863	149.527.854	8.693.527	»	137.192	5.602.805	155.856	165.650.097
Strasbourg	482.118	77.081.641	10.015.326	597.940	628.052	3.686.101	12.984.701	105.475.879
Total	21.523.226	2.280.464.528	194.728.725	29.908.604	6.676.946	84.277.549	155.672.706	2.773.252.284

(1) Y compris notamment frais de déplacement des agents de contrôle médical, honoraires pour expertises, fournitures et documentation médicale.

XIII. — **Etat du personnel employé par les caisses régionales de sécurité sociale au 31 décembre 1953.**

1° Personnel administratif et personnel des œuvres

RÉGIONS	PERSONNEL ADMINISTRATIF								PERSONNEL DES ŒUVRES propres aux caisses.		
	Personnel de direction	Personnel des cadres	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service.	Auxiliaires.	Total.	Personnel à temps partiel (non compris dans la colonne ci-contre).	Permanent.	Saisonnier.	Total.
Paris	8	165	134	609	79	28	1.023	1	212	13	225
Rouen	4	20	6	109	4	»	143	2	55	20	75
Lille	6	38	16	229	14	7	310	»	75	»	75
Nancy	4	12	12	102	3	8	141	10	14	69	83
Rennes	4	9	6	51	2	5	77	1	»	»	»
Nantes	5	18	14	110	»	2	149	2	13	»	13
Orléans	4	12	7	53	»	1	77	2	11	»	11
Dijon	4	14	5	89	4	4	120	»	21	»	21
Limoges	4	11	11	73	2	»	101	5	3	»	3
Clermont-Ferrand	3	14	14	59	5	3	98	»	38	15	53
Lyon	5	34	33	276	12	5	365	»	42	2	44
Bordeaux	3	16	1	59	6	2	87	1	84	12	96
Toulouse	4	8	2	55	1	»	70	1	2	»	2
Montpellier	4	13	3	60	2	»	82	4	71	»	71
Marseille	4	35	15	157	4	»	215	4	4	46	50
Strasbourg	6	65	9	169	2	3	254	»	583	»	583
Total	72	484	288	2.260	140	68	3.312	33	1.228	177	1.405

2° Personnel des services techniques

RÉGIONS	CONTRÔLE MÉDICAL							ACTION SANITAIRE ET SOCIALE		
	Médecins conseils.	Chirurgiens dentistes.	Auxiliaires médicaux.	Infirmières.	Agents administratifs.	Total.	Personnel à temps partiel ou à la vacation (non compris dans la colonne « total » ci-contre).	Assistantes sociales.	Autres agents.	Total.
Paris	290	42	19	4	133	488	»	512	215	727
Rouen	40	1	»	1	5	47	7	1	»	1
Lille	89	10	»	»	35	134	2	83	24	107
Nancy	46	4	»	»	20	70	1	27	15	42
Rennes	30	1	»	»	9	40	5	30	»	30
Nantes	37	4	»	1	18	60	2	25	1	26
Orléans	19	2	»	1	15	37	1	10	1	11
Dijon	33	8	1	3	14	59	»	29	1	30
Limoges	29	5	1	»	12	47	»	2	1	3
Clermont-Ferrand	25	1	2	1	14	43	38	25	4	29
Lyon	110	14	»	»	35	159	2	50	35	85
Bordeaux	32	5	»	»	5	42	16	28	1	29
Toulouse	29	5	»	»	11	45	»	14	»	14
Montpellier	27	3	»	»	7	37	»	13	16	29
Marseille	60	8	7	»	16	91	7	40	32	72
Strasbourg	34	1	»	»	15	50	11	13	36	49
Total	930	114	30	11	364	1.449	92	902	382	1.284

RÉGIONS	PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL				TOTAL GÉNÉRAL (SERVICES TECHNIQUES)	
	Ingénieurs conseils.	Contrôleurs de sécurité.	Agents administratifs.	Total.	Personnel permanent.	Personnel à temps partiel ou à la vacation (non compris dans la colonne « total » ci-contre).
Paris	5	83	124	212	1.427	»
Rouen	2	8	11	21	69	7
Lille	5	14	39	58	299	2
Nancy	4	10	9	23	135	2
Rennes	2	4	7	13	83	5
Nantes	4	6	11	21	107	2
Orléans	2	6	8	16	64	1
Dijon	1	6	6	13	102	»
Limoges	1	7	5	13	63	»
Clermont-Ferrand	1	5	9	15	87	38
Lyon	4	10	18	32	276	2
Bordeaux	5	»	2	7	78	16
Toulouse	1	4	5	10	69	1
Montpellier	2	5	8	15	81	»
Marseille	9	3	12	24	187	7
Strasbourg	5	10	14	29	128	11
Total	53	181	288	522	3.255	94

XIV. — **Dépenses de gestion administrative.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES (1).	TOTAL	FRAIS de premier établissement (2).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	635.277.294	136.583.685	194.057.690	965.918.669	586.000
Rouen	78.711.063	19.381.896	26.848.653	124.941.612	»
Lille	159.906.285	47.031.609	46.914.565	253.852.459	»
Nancy	67.015.517	18.830.462	58.769.341	144.615.320	»
Rennes	39.656.185	9.431.389	12.881.105	61.968.679	3.492.618
Nantes	76.388.792	17.864.756	18.816.433	113.069.981	2.196.404
Orléans	41.381.874	11.867.855	15.220.214	68.469.943	»
Dijon	62.000.407	14.516.712	24.664.480	101.181.599	»
Limoges	54.206.062	12.349.015	15.371.432	81.926.509	2.794.918
Clermont-Ferrand	51.239.936	12.206.887	20.623.930	84.070.753	»
Lyon	173.494.545	46.303.740	71.537.936	291.336.221	10.001.094
Bordeaux	45.187.927	14.167.900	21.885.838	81.241.665	»
Toulouse	38.167.704	9.007.171	9.771.695	56.946.570	»
Montpellier	44.821.047	10.562.301	17.523.321	72.906.669	943.201
Marseille	122.493.813	27.858.703	27.837.441	178.189.957	3.615.145
Strasbourg	203.484.289	34.635.997	69.901.291	308.021.577	3.551.309
Total	1.893.432.740	442.600.078	652.625.365	2.988.658.183	27.180.689

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement des années 1953 ou antérieures.
(2) Dépenses effectuées en 1953, amorties ou non au cours de l'année et non comprises dans la colonne « Total ».

XV. — **Produit des récupérations et recours contre tiers.**

RÉGIONS	ASSURANCES SOCIALES	ACCIDENTS DU TRAVAIL
	Francs.	Francs.
Paris	5.339.266	196.979.995
Rouen	699.641	39.845.117
Lille	4.412.307	63.542.117
Nancy	1.180.749	26.703.606
Rennes	1.568.449	16.652.449
Nantes	1.553.365	25.055.945
Orléans	786.926	11.058.059
Dijon	1.604.309	9.548.804
Limoges	1.258.209	17.570.381
Clermont-Ferrand	2.937.571	21.149.757
Lyon	2.242.593	57.436.604
Bordeaux	1.849.034	17.864.173
Toulouse	2.040.444	17.388.216
Montpellier	150.431	8.409.215
Marseille	3.070.585	31.792.520
Strasbourg	615.717	30.458.313
Total	31.319.596	591.455.271

C. — CAISSES REGIONALES D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIES

I. — **Etat des dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (caisses régionales d'assurance vieillesse et caisse nationale d'assurances sur la vie).**

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P., rentes, allocations, bonifications de la loi de 1910.	PENSIONS A. S. et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 octobre 1935.	PENSIONS REVISÉES à soixante-cinq ans et pensions d'invalidité transformées en pensions vieillesse.	PENSIONS de réversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).	PENSIONS de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 octobre 1945).
	Francs.	Francs.	Francs	Francs.	Francs.
Paris	4.482.545	4.656.250.232	14.904.343.059	576.898.304	15.521.052
Rouen	1.474.436	663.797.152	1.996.032.863	139.781.372	5.401.895
Lille	2.895.421	1.188.819.657	6.638.830.231	302.253.947	25.935.651
Nancy	3.278.174	762.445.064	3.388.180.781	141.477.194	5.018.102
Rennes	1.665.292	173.049.841	1.475.778.741	49.164.808	1.302.078
Nantes	2.051.213	324.686.315	2.231.400.123	72.064.392	3.761.468
Orléans	1.628.805	204.401.902	1.202.103.961	54.892.208	172.552
Dijon	3.102.897	536.397.300	2.304.942.716	104.939.961	3.049.671
Limoges	532.661	182.489.495	1.368.571.891	49.686.451	1.645.435
Clermont-Ferrand	1.633.922	170.458.315	1.276.218.237	46.958.592	1.469.305
Lyon	6.365.511	971.802.905	5.392.925.797	155.816.353	»
Bordeaux	1.801.170	487.837.902	2.114.102.401	71.607.517	2.317.375
Toulouse	1.245.503	358.791.563	1.467.999.990	33.483.986	1.104.500
Montpellier	814.529	175.521.294	1.473.657.147	59.816.781	1.448.486
Marseille	1.995.985	575.813.289	2.757.018.398	80.333.761	7.662.044
Total	31.968.064	11.432.562.226	49.992.106.339	1.939.175.627	75.809.614
Strasbourg	»	1.951.685.221	9.447.314.781	1.446.717.977	»
C. N. A. V.	8.036.251	105.471.787	9.676.720.565	27.060.170	»
Total France entière	43.004.315	13.489.719.234	69.116.141.685	3.412.953.774	75.809.614

RÉGIONS	ALLOCATIONS aux vieux travaillleurs salariés.	ALLOCATIONS aux mères de cinq enfants	ALLOCATIONS de veuves ou de veufs, allocations de réversion, secours viagers.	REMBOURSEMENTS de cotisations assurances sociales.	DIVERS (1)	TOTAUX
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	12.690.206.011	807.346.408	752.911.421	1.001.285.863	89.652.502	35.498.897.397
Rouen	3.005.897.387	357.246.181	147.897.818	104.157.410	17.805.531	6.439.492.045
Lille	3.512.966.058	1.343.417.517	458.200.382	326.115.008	32.685.972	13.832.119.844
Nancy	1.761.550.603	428.446.121	230.646.930	117.171.185	23.066.611	6.861.280.765
Rennes	3.098.784.436	344.687.962	123.773.092	156.424.916	21.761.468	5.446.392.634
Nantes	4.020.996.667	320.793.682	190.622.907	123.207.992	18.605.771	7.308.190.530
Orléans	2.500.644.248	238.868.153	150.567.336	86.402.043	6.558.669	4.446.239.877
Dijon	2.960.041.643	277.581.192	191.991.427	71.498.681	17.263.086	6.470.811.574
Limoges	3.979.884.579	293.599.088	205.660.506	137.393.025	16.381.543	6.235.844.674
Clermont-Ferrand	2.428.849.281	136.855.699	101.726.411	69.335.419	11.218.322	4.241.723.503
Lyon	4.193.092.473	370.128.073	241.849.004	222.138.337	28.088.726	11.582.207.179
Bordeaux	3.679.837.887	219.091.507	202.992.962	91.979.777	18.347.281	6.889.915.782
Toulouse	3.061.225.805	144.380.947	128.079.871	118.391.919	16.355.659	5.331.059.743
Montpellier	2.825.740.712	200.445.576	147.310.439	135.651.852	11.741.875	5.032.148.691
Marseille	3.270.208.129	410.585.545	148.642.802	235.911.013	26.209.771	7.514.380.737
Total	56.989.925.919	5.893.476.651	3.422.873.308	2.997.061.440	355.742.787	133.133.704.975
Strasbourg	20.724.476	247.278.771	5.493.631	159.212.015	10.740.656	13.289.167.528
C. N. A. V.	»	»	149.229.828	18.467	1.470.002	9.968.007.070
Total France entière	57.010.650.395	6.140.755.422	3.577.596.767	3.156.294.922	367.953.445	156.390.879.573

(1) Y compris notamment les taxes postales remboursées aux caisses régionales d'assurance vieillesse par la caisse nationale de sécurité sociale (289.409.625 F), les allocations différentielles (38.659.965 F) et les frais de déplacement et de contrôle.

II. — **Etat des sommes précomptées sur avantages attribués au titre du régime général de la sécurité sociale et liquidées au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire ou de l'allocation spéciale.**

RÉGIONS	ALLOCATION temporaire.	ALLOCATION spéciale.	TOTAL
	Francs	Francs.	Francs
Paris	140.309.961	35.183.236	175.493.197
Rouen	46.713.842	11.717.359	58.431.201
Lille	7.625.088	17.304.413	24.929.501
Nancy	71.055.638	11.367.426	82.423.064
Rennes	11.075.327	4.219.898	15.295.225
Nantes	36.068.330	6.878.800	42.947.130
Orléans	65.037.719	16.225.180	81.262.899
Dijon	33.002.345	7.801.624	40.803.969
Limoges	84.847.181	18.878.411	103.725.592
Clermont-Ferrand	32.914.964	7.983.201	40.898.165
Lyon	51.442.031	8.853.047	60.295.078
Bordeaux	70.422.226	13.572.189	83.994.415
Toulouse	75.294.814	17.098.232	92.393.046
Montpellier	17.168.835	3.656.973	20.825.808
Marseille	103.728.241	20.403.960	124.132.201
Strasbourg	5.675.835	2.189.260	7.865.095
Total	852.382.377	203.333.209	1.055.715.586
C. N. A. V.	10.375.486	253.800	10.629.286
Total général	862.757.863	203.587.009	1.066.344.872

III. — **Etat des payements effectués à l'étranger** (1).

RÉGIONS	BELGIQUE		ITALIE		POLOGNE		SUISSE		LUXEMBOURG	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.
		Francs.		Francs		Francs.		Francs		Francs.
Paris	463	23.891.534	1.791	59.775.343	100	5.989.132	24	1.265.574	51	1.965.892
Rouen	41	2.266.619	50	1.678.479	7	407.855	9	151.000	»	»
Lille	8.378	412.658.501	112	3.761.936	136	7.224.860	15	798.928	1	12.000
Nancy	816	45.511.372	559	19.265.796	53	1.569.575	»	»	25	1.571.341
Rennes	4	467 316	34	1.486 228	»	»	»	»	»	»
Nantes	11	1.002.308	18	465.937	2	110.134	2	129.400	»	»
Orléans	12	665.620	22	939.375	9	591.254	6	377.384	»	»
Dijon	13	572.000	243	9.283.748	28	1.667.997	43	2.166.849	»	»
Limoges	6	169.291	26	766.520	3	117.951	1	82.800	»	»
Clermont-Ferrand.	3	137.100	37	1.177.404	8	297.557	1	59.800	»	»
Lyon	16	1.019.728	732	29.157.877	19	884.093	6	301.068	»	»
Bordeaux	7	312.299	21	749.761	1	27.934	7	322.017	1	56.400
Toulouse	6	345.977	49	1.799.598	»	»	»	»	»	»
Montpellier	3	165.983	30	991.163	3	212.153	»	30.418	»	»
Marseille	15	873.094	716	27.322.362	2	200.200	1	14.100	»	»
Strasbourg	35	3.254.125	1.531	87.405.154	229	19.854.921	161	17.298.354	170	15.225.371
Total	9.829	493.312.886	5.971	246 026.681	600	39.155.616	276	22.997.692	248	18.831.004

RÉGIONS	ETATS-UNIS		ALLEMAGNE		ESPAGNE		GRANDE-BRETAGNE		CANADA	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées
		Francs.		Francs		Francs.		Francs.		Francs
Paris	109	6.185.210	13	703.861	56	2.029.495	8	540.870	24	1.097.426
Rouen	10	660.784	»	»	4	217.950	»	»	1	28.000
Lille	8	611.543	5	152.300	1	115.830	15	1.078.840	5	227.059
Nancy	12	970.697	»	»	1	6.000	»	»	1	102.317
Rennes	3	176.583	»	»	1	6.400	2	122.200	2	116.200
Nantes	2	96.816	1	34.700	4	419.117	2	123.350	2	79.150
Orléans	1	59.800	»	»	»	»	»	»	»	»
Dijon	10	787.211	3	347.365	»	»	»	»	»	»
Limoges	1	49.350	»	»	3	170.000	1	59.800	2	102.467
Clermont-Ferrand.	1	15.000	»	»	»	»	»	»	1	96.800
Lyon	4	387.999	»	»	9	829.124	5	237.144	1	32.200
Bordeaux	7	273.500	1	21.333	16	410.683	2	19.500	3	155.650
Toulouse	3	59.417	»	»	13	593.226	»	»	»	»
Montpellier	2	70.700	»	»	8	256.795	»	»	»	42.300
Marseille	12	621.089	»	»	6	244.166	2	149.592	2	100.100
Strasbourg	34	2.861.735	35	4.833.110	1	16.850	1	66.930	2	112.683
Total	219	13.917.434	58	6.092.669	123	5.316.236	38	2.398.226	46	2.292.352

(1) Dépenses comprises dans les prestations du tableau I.

III (*suite*). — **Etat des payements effectués à l'étranger.**

RÉGIONS	TCHÉCOSLOVAQUIE		PORTUGAL		ARGENTINE		AUTRES PAYS		TOTAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.	Nombre de bénéficiaires	Montant net des sommes versées.
		Francs		Francs.		Francs.		Francs		Francs
Paris	19	883.052	13	789.484	21	423.700	68	2.305.728	2.760	107.846.301
Rouen	»	»	6	265.800	»	»	2	186.800	130	5.863.287
Lille	10	434.342	4	56.644	1	86.372	9	393.913	8.700	427.643.068
Nancy	1	76.217	4	28.421	2	37.007	»	»	1.474	69.138.743
Rennes	1	175.250	»	»	»	»	»	»	47	2.550.177
Nantes	»	»	»	»	»	»	»	»	44	2.460.912
Orléans	»	»	3	16.934	»	»	2	98.000	55	2.748.386
Dijon	1	86.366	7	143.442	»	»	3	468.620	351	15.523.598
Limoges	»	»	»	»	»	»	1	63.600	44	1.581.779
Clermont-Ferrand.	»	»	»	»	»	»	»	»	51	1.783.661
Lyon	1	48.300	1	111.550	»	»	5	470.633	799	33.479.716
Bordeaux	1	12.800	4	191.299	»	»	8	657.023	79	3.210.199
Toulouse	»	»	»	»	2	184.617	»	»	73	2.983.435
Montpellier	»	»	»	»	2	293.849	4	192.349	52	2.255.710
Marseille	»	»	»	»	1	65.033	8	608.322	765	30.198.058
Strasbourg	4	330.647	»	»	1	85.608	15	1.267.052	2.219	152.612.540
Total	38	2.046.974	42	1.603.574	30	1.176.186	125	6.712.040	17.643	861.879.570

IV. — **Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	PENSIONS R. O. P., rentes, allocations bonifications de la loi de 1910.	PENSIONS A. S. et autres éléments prévus par le décret-loi du 28 oct. 1935.	PENSIONS revisées à 65 ans et pensions d'invalidité transformées en pensions vieillesse.	PENSIONS de réversion (art. 75 de l'ordonnance du 19 oct. 1945).	PENSIONS de veuves ou de veufs (art. 75 de l'ordonnance du 19 oct. 1945).	ALLOCATIONS				SECOURS viagers	TOTAL
						aux vieux travailleurs salariés.	aux mères de cinq enfants.	de veuves ou de veufs.	de réversion.		
Paris	1.029	92.508	179.214	13.299	219	186.429	11.241	12.525	2.406	8.448	507.318
Rouen	229	16.208	29.267	2.194	125	47.880	5.831	2.594	219	2.013	106.560
Lille	501	36.178	79.619	7.413	511	52.408	20.781	8.676	1.986	3.363	211.436
Nancy	468	18.374	45.819	4.400	65	25.953	6.566	4.384	957	1.704	108.690
Rennes	270	5.672	21.758	1.550	25	72.291	5.215	963	75	2.987	110.806
Nantes	201	8.181	30.921	1.998	65	63.337	4.946	1.512	482	4.159	115.802
Orléans	183	5.883	19.888	1.388	1	37.749	3.574	1.263	385	3.639	73.953
Dijon	451	11.181	34.295	2.774	58	44.087	4.608	2.620	672	3.081	103.827
Limoges	141	7.038	21.879	1.417	37	59.607	4.466	1.278	329	5.371	101.566
Clermont-Ferrand ..	118	5.393	19.671	1.249	32	36.438	1.980	530	331	2.326	68.068
Lyon	1.008	27.145	78.877	3.478	»	62.464	5.731	3.383	316	3.804	186.206
Bordeaux	497	14.159	33.565	2.318	58	66.053	3.759	2.729	673	4.249	128.060
Toulouse	180	6.031	23.138	993	27	44.312	1.955	236	241	3.331	80.444
Montpellier	164	5.887	20.466	1.575	31	45.730	3.146	1.603	157	3.046	81.805
Marseille	390	18.920	36.378	2.770	138	48.671	6.102	1.410	795	2.825	118.399
Total	5.833	278.758	674.755	48.816	1.392	893.409	89.901	45.706	10.024	54.316	2.102.940
Strasbourg	»	17.163	(1) 74.239	(2) 21.553	»	255	3.047	162	»	21	116.440
Total	5.833	295.921	748.994	70.369	1.392	893.664	92.948	45.868	10.024	54.367	2.219.380

(1) Pensions liquidées en application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ou du régime local.
(2) Pensions de réversion, pensions de veuves et de veufs confondues.

V. — Dépenses de gestion administrative.

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES (1)	TOTAL	FRAIS de premier établissement (2).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.109.427.010	223.488.401	300.467.931	1.633.383.342	113.594.778
Rouen	154.311.484	37.945.317	55.627.500	247.884.301	»
Lille	326.517.085	84.252.810	89.022.734	499.792.629	27.728.968
Nancy	122.743.285	32.787.413	51.478.658	207.009.356	3.745.768
Rennes	118.235.708	31.954.955	38.012.243	188.202.906	11.082.457
Nantes	147.294.437	34.565.009	45.991.318	227.850.764	4.675.603
Orléans	80.955.557	23.850.138	45.763.363	150.569.058	»
Dijon	111.691.376	28.276.038	47.223.730	187.191.144	16.493.508
Limoges	136.532.057	36.446.702	36.972.625	209.951.384	»
Clermont-Ferrand	77.360.736	19.445.282	47.042.181	143.848.199	»
Lyon	273.503.133	72.147.344	102.966.989	448.617.466	1.034.162
Bordeaux	147.559.437	37.023.054	49.115.387	233.697.878	11.147.447
Toulouse	142.774.936	37.156.292	22.701.804	202.633.032	2.928.554
Montpellier	98.703.461	24.429.305	25.992.257	149.125.023	6.052.007
Marseille	169.030.843	47.719.601	55.524.751	272.275.195	2.040.881
Strasbourg	208.873.373	47.897.950	37.918.807	294.690.130	13.985.682
Total	3.425.513.918	819.385.611	1.051.822.278	5.296.721.807	214.509.815

(1) Non compris les amortissements de frais de premier établissement et de déficits.
(2) Dépenses effectuées en 1953, amorties ou non au cours de l'année, et non comprises dans la colonne « Total ».

VI. — Etat du personnel employé par les caisses régionales d'assurance vieillesse au 31 décembre 1953.

RÉGIONS	PERSONNEL de direction.	CADRES et contrôle	MAITRISE	EMPLOYÉS	PERSONNEL de service.	AUXILIAIRES	TOTAL	PERSONNEL à temps partiel (non compris dans la colonne « Total » ci-contre).
Paris	8	184	292	1.441	19	»	1.944	»
Rouen	3	25	12	267	6	1	314	»
Lille	6	48	41	554	28	»	677	57
Nancy	4	19	20	205	»	»	248	9
Rennes	3	22	21	165	»	33	244	6
Nantes	3	24	18	259	7	3	314	»
Orléans	3	13	20	128	1	»	165	5
Dijon	4	24	9	179	5	14	235	4
Limoges	4	27	5	253	3	»	292	3
Clermont-Ferrand	3	15	9	137	2	7	173	1
Lyon	6	60	30	519	20	30	665	1
Bordeaux	4	37	4	238	7	1	291	»
Toulouse	5	20	34	237	»	9	305	»
Montpellier	3	20	6	178	»	2	209	4
Marseille	4	28	23	300	»	1	356	9
Strasbourg	3	69	20	234	3	11	340	10
Total	66	635	564	5.294	101	112	6.772	109

D. — CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

I. — Cotisations d'allocations familiales encaissées au cours de l'année 1953.

RÉGIONS	COTISATIONS AUX SECTIONS « SALARIÉS »			COTISATIONS aux sections « Travailleurs indépendants et employeurs ».	MAJORATIONS de retard.	REMBOURSEMENTS effectués par l'Etat (1).
	Régime général proprement dit.	Régime minier.	Total.			
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	137.728.123.938	»	137.728.123.938	6.278.335.925	386.872.011	103.756.100
Rouen	18.033.756.675	163.414.637	18.197.171.312	1.307.912.412	81.656.690	37.148.400
Lille	42.085.578.455	9.639.941.091	51.725.519.546	2.678.757.150	139.427.848	72.589.640
Nancy	22.428.361.393	1.051.145.749	23.479.507.142	1.300.178.823	52.831.256	23.410.700
Rennes	9.188.259.173	58.782.615	9.247.041.788	1.156.085.888	93.238.420	26.638.309
Nantes	13.466.091.348	253.406.615	13.719.497.963	1.198.519.668	80.371.396	27.104.387
Orléans	7.511.614.635	93.711.352	7.605.325.987	735.473.601	52.417.365	12.086.600
Dijon	14.506.719.325	669.386.502	15.176.105.827	1.084.820.994	67.592.888	21.103.806
Limoges	8.080.950.863	47.681.571	8.128.632.434	1.009.161.356	68.466.617	36.988.550
Clermont-Ferrand...	7.080.639.938	421.424.383	7.502.064.321	672.188.068	28.475.072	13.237.275
Lyon	37.204.859.874	1.357.223.087	38.562.082.961	2.249.674.656	171.568.853	29.235.828
Bordeaux	11.409.896.339	54.873.391	11.464.769.730	1.053.759.546	63.909.731	20.172.675
Toulouse	7.794.010.720	532.937.433	8.326.948.153	761.794.989	27.592.476	28.546.776
Montpellier	6.237.964.603	1.740.920.696	7.978.885.299	758.653.425	45.732.576	30.375.883
Marseille	18.676.981.748	360.107.871	19.037.089.619	1.409.761.449	66.184.927	26.891.962
Strasbourg	19.775.930.615	4.399.735.925	24.175.666.540	1.135.344.684	67.963.388	30.384.686
Total	381.209.739.642	20.844.692.918	402.054.432.560	24.790.422.634	1.494.301.508	539.671.577

(1) Ces remboursements concernent les allocations de maternité aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle dont la charge est supportée par l'Etat (art. 4, 4e alinéa, loi du 22 août 1946).

II. — **Prestations légales servies aux salariés du régime général** (1). — **Année 1953.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité	ALLOCATIONS familiales (2).	ALLOCATIONS de salaire unique.	CONGÉS de naissance	TOTAL (3
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	3.917.191.842	2.067.945.608	33.108.355.027	31.754.621.351	249.669.915	71.097.783.743
Rouen	1.031.202.231	570.192.588	9.177.880.732	7.120.137.896	59.140.496	17.958.553.943
Lille	2.108.989.070	1.111.656.892	17.562.285.427	14.769.644.837	141.886.932	35.694.463.158
Nancy	1.117.601.238	619.868.232	10.249.637.261	7.998.689.257	73.724.693	20.059.520.681
Rennes	575.901.358	325.032.374	5.747.097.136	4.344.124.330	27.915.083	11.020.070.281
Nantes	840.293.217	470.405.206	7.846.334.057	6.133.821.707	46.881.325	15.337.735.512
Orléans	353.605.198	196.761.243	3.305.002.509	2.652.762.374	20.757.469	6.528.888.793
Dijon	706.136.475	491.821.632	6.803.535.315	5.302.739.229	46.408.635	13.260.641.286
Limoges	462.156.210	256.953.010	4.172.780.719	3.436.188.444	22.355.291	8.350.433.674
Clermont-Ferrand	317.082.218	170.362.930	2.909.397.524	2.506.157.211	19.101.192	5.922.101.075
Lyon	1.431.865.493	766.625.141	13.697.633.075	11.246.633.604	93.389.608	27.230.146.921
Bordeaux	544.675.700	297.498.078	4.996.552.393	4.495.917.918	22.395.216	10.357.039.305
Toulouse	386.882.022	198.672.583	3.424.652.926	3.217.057.732	18.443.720	7.245.708.983
Montpellier	318.229.581	164.535.180	3.120.321.912	2.726.517.506	14.408.021	6.344.012.200
Marseille	809.089.163	408.467.511	7.645.643.261	7.423.783.031	35.889.425	16.322.872.391
Strasbourg	819.424.911	468.906.386	7.388.244.996	6.462.852.006	62.845.538	15.202.273.837
Total	15.740.325.927	8.489.704.594	141.155.354.270	121.591.648.433	955.212.559	287.932.245.785
Répartition de 100 F de prestation	5,47	2,95	49,02	42,23	0,33	100

(1) Non compris les salariés des mines.
(2) Y compris les allocations compensatrices de 650 F et 1.000 F majorées.
(3) Non compris les frais de tutelle aux allocations familiales (40.959.922 **F**).

III. — **Prestations légales servies pour les travailleurs dont la famille réside en Algérie ou à l'étranger.**

(Ces prestations sont comprises dans les sommes du tableau **II.**)

RÉGIONS	PRESTATIONS VERSÉES pour les travailleurs algériens.	PRESTATIONS VERSÉES pour les travailleurs belges.	PRESTATIONS VERSÉES pour les travailleurs italiens.
	Francs.	Francs.	Francs
Paris	1.878.758.001	»	37.518.450
Rouen	108.959.789	»	5.286.031
Lille	523.983.741	1.008.224.610	15.105.874
Nancy	391.746.279	42.129.709	49.687.836
Rennes	4.945.342	»	86.965
Nantes	9.450.517	»	843.338
Orléans	14.541.658	»	1.260.312
Dijon	139.486.199	»	31.647.535
Limoges	13.686.804	»	921.626
Clermont-Ferrand	56.315.573	»	1.439.571
Lyon	814.882.748	»	54.840.490
Bordeaux	8.782.679	»	849.440
Toulouse	37.328.714	»	1.542.345
Montpellier	106.823.382	»	1.035.280
Marseille	402.536.371	»	11.830.811
Strasbourg	594.781.197	»	165.149.531
Total	5.107.008.994	1.050.354.319	379.045.435

Prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside en Sarre: 332.792 F (régions de Nancy et de Strasbourg).
Prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside en Allemagne occidentale: 6.099.114 F (région de Strasbourg).
Prestations versées pour les travailleurs dont la famille réside au Luxembourg: 65.876.050 F (région de Nancy).

IV. — **Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle. — Année 1953.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	ALLOCATIONS de salaire unique.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	236.017.459	219.698.234	2.695.819.747	2.396.724.924	5.548.260.364
Rouen	43.541.480	56.446.791	978.719.935	511.123.806	1.589.832.012
Lille	94.419.914	95.675.251	1.137.259.905	802.320.916	2.129.675.986
Nancy	29.602.181	27.696.753	575.104.749	400.462.079	1.032.865.762
Rennes	19.160.385	25.297.844	551.994.984	346.749.317	943.202.530
Nantes	30.497.318	34.056.275	560.859.144	378.657.265	1.004.070.002
Orléans	16.624.445	19.544.364	299.746.092	195.384.849	531.299.750
Dijon	20.211.052	20.745.765	407.803.506	265.263.403	714.023.726
Limoges	26.130.242	34.146.350	486.255.291	312.392.915	858.924.798
Clermont-Ferrand	15.719.732	18.058.835	188.062.700	139.186.117	361.027.384
Lyon	44.397.777	34.291.277	870.757.631	669.601.513	1.619.048.201
Bordeaux	26.105.107	27.591.700	442.011.868	315.175.295	810.883.970
Toulouse	21.887.900	25.112.764	348.473.968	264.514.767	659.989.399
Montpellier	19.678.595	26.311.471	279.413.664	195.938.325	521.342.055
Marseille	37.873.097	54.632.157	709.929.202	580.636.014	1.383.070.470
Strasbourg	26.202.535	35.149.290	478.131.710	383.247.907	922.731.442
Total	708.069.219	754.455.121	11.010.344.099	8.157.379.412	20.630.247.851
Répartition de 100 F de prestations	3,43	3,66	53,37	39,54	100

V. — **Prestations légales servies aux salariés des mines. — Année 1953.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	ALLOCATIONS de salaire unique.	CONGÉS de naissance.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	»	»	»	»	»	»
Rouen	14.088.980	8.355.600	131.688.557	88.479.612	1.375.470	243.988.219
Lille	724.840.094	310.598.511	6.396.512.206	6.033.724.137	61.983.313	13.527.658.261
Nancy	68.609.652	30.430.600	628.761.980	554.682.377	8.228.495	1.290.713.104
Rennes	2.955.945	1.613.000	45.243.764	36.766.253	209.533	86.788.495
Nantes	18.341.123	9.411.100	200.710.575	153.067.435	1.658.083	383.188.316
Orléans	5.743.775	2.586.400	54.341.922	45.364.321	443.802	108.480.220
Dijon	36.528.729	16.142.450	383.515.918	355.596.449	3.426.244	795.209.790
Limoges	3.359.379	1.428.600	34.223.758	27.711.938	288.513	67.012.188
Clermont-Ferrand	29.564.204	14.269.790	334.902.974	282.327.316	2.149.213	663.213.497
Lyon	79.653.693	33.915.949	916.367.087	742.179.797	6.674.533	1.778.791.059
Bordeaux	4.584.952	2.464.440	67.718.647	27.497.721	166.184	102.431.944
Toulouse	25.993.841	10.849.375	296.339.239	284.132.157	2.626.137	619.940.749
Montpellier	98.470.065	45.726.445	1.027.116.688	927.090.602	7.360.090	2.105.763.890
Marseille	20.705.387	10.491.030	196.872.862	199.203.711	1.871.515	429.144.505
Strasbourg	233.096.130	123.107.473	2.259.126.990	2.200.381.125	26.041.287	4.841.753.005
Total	1.366.535.949	621.390.763	12.973.443.167	11.958.204.951	124.502.412	27.044.077.242
Répartition de 100 F de prestations	5,05	2,30	47,97	44,22	0,46	100

VI. — **Prestations légales servies aux travailleurs indépendants et employeurs. — Année 1953.**

RÉGIONS	ALLOCATIONS prénatales.	ALLOCATIONS de maternité.	ALLOCATIONS familiales.	TOTAL
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	241.224.592	174.823.525	3.711.569.515	4.127.617.632
Rouen	83.758.673	60.564.095	1.303.594.314	1.447.917.082
Lille	131.420.733	87.295.006	1.866.165.762	2.084.881.501
Nancy	67.131.464	47.042.623	985.500.104	1.099.674.191
Rennes	92.254.554	64.960.156	1.319.659.345	1.476.874.055
Nantes	93.818.884	68.191.721	1.459.044.066	1.621.054.671
Orléans	37.721.012	24.289.876	584.174.776	646.185.664
Dijon	58.276.988	41.315.697	918.489.685	1.018.082.570
Limoges	61.041.809	42.362.831	881.418.017	984.822.657
Clermont-Ferrand	36.147.240	25.001.000	570.112.596	631.260.836
Lyon	121.388.909	82.732.106	1.985.178.818	2.189.299.833
Bordeaux	55.284.755	37.958.400	848.388.344	941.631.499
Toulouse	45.747.376	30.534.998	667.925.957	744.208.331
Montpellier	42.828.186	29.183.748	656.073.220	728.085.154
Marseille	69.756.410	47.074.877	1.146.823.741	1.263.655.028
Strasbourg	53.600.444	41.287.895	762.469.400	857.357.739
Total	1.291.402.029	904.618.754	19.666.587.660	21.862.608.443

VII. — **Pourcentage des prestations légales par rapport aux cotisations.**

RÉGIONS	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « salariés » (1).	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations	TOTAL DES PRESTATIONS versées par les sections « Employeurs et travailleurs indépendants ».	POURCENTAGE des prestations par rapport aux cotisations.
	Francs.	P. 100.	Francs.	P. 100.
Paris	76.542.288.007	55,57	4.127.617.632	65,74
Rouen	19.755.225.774	108,56	1.447.917.082	110,70
Lille	51.279.207.765	99,14	2.084.881.501	77,83
Nancy	22.359.688.847	95,23	1.099.674.191	84,58
Rennes	12.023.422.997	130,02	1.476.874.055	127,74
Nantes	16.697.889.443	121,71	1.621.054.671	135,25
Orléans	7.156.582.163	94,10	646.185.664	87,86
Dijon	14.748.770.996	97,18	1.018.082.570	93,85
Limoges	9.239.382.110	113,66	984.822.657	97,59
Clermont-Ferrand	6.933.104.681	92,42	631.260.836	93,91
Lyon	30.598.750.353	79,35	2.189.299.833	97,32
Bordeaux	11.250.182.544	98,13	941.631.499	89,36
Toulouse	8.497.092.355	102,04	744.208.331	97,69
Montpellier	8.940.742.262	112,05	728.085.154	95,97
Marseille	18.108.195.404	95,12	1.263.655.028	89,64
Strasbourg	20.936.373.598	86,60	857.357.739	75,52
Total	335.066.899.299	83,34	21.862.608.443	88,19

(1) Y compris les prestations aux salariés des mines et aux personnes n'exerçant aucune activité professionnelle.

VIII. — **Allocations de logement et prêts pour l'amélioration de l'habitat versées en 1953.**

RÉGIONS	SALARIÉS						TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ET EMPLOYEURS				
	Allocations logement.	Primes		Prêts pour l'amélioration de l'habitat.		Total (1).	Allocations logement.	Primes		Prêts pour l'amélioration de l'habitat.	Total.
		de déménagement.	d'aménagement.	Prêts de l'année.	Remboursements de prêts.			de déménagement.	d'aménagement.		
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	333.447.443	22.762.221	1.303.970	236.155.658	177.845.473	415.823.819	7.019.695	154.350	»	»	7.174.045
Rouen	56.760.824	3.783.607	2.523.633	40.062.826	16.641.340	86.489.550	1.534.650	166.400	211.500	440.000	2.352.550
Lille	333.552.926	8.298.189	2.887.235	61.869.909	34.864.879	371.743.380	3.573.636	78.390	176.887	214.000	4.042.913
Nancy	116.470.789	3.889.452	510.433	49.508.785	26.127.762	144.251.697	2.160.501	74.211	»	337.500	2.572.212
Rennes	57.219.385	3.362.861	1.614.245	24.226.709	16.524.603	69.898.597	2.534.691	222.713	345.878	»	3.103.282
Nantes	120.611.757	2.766.167	1.659.756	40.708.501	24.781.696	140.964.485	4.089.675	56.782	191.719	397.200	4.735.376
Orléans	23.851.302	749.227	526.610	18.867.990	10.927.912	33.067.217	921.236	»	27.400	90.000	1.038.636
Dijon	91.899.625	2.893.566	450.390	31.318.509	14.509.858	112.052.232	2.265.156	68.395	57.385	192.520	2.583.456
Limoges	31.108.105	1.218.730	516.628	20.779.525	15.180.587	38.442.401	1.770.748	72.939	38.625	»	1.882.312
Clermont-Ferrand	26.289.508	1.021.888	188.285	14.993.390	8.657.628	33.835.443	1.043.346	»	»	285.000	1.328.346
Lyon	188.881.908	12.114.925	1.916.745	71.675.521	46.521.257	228.067.842	6.224.843	330.861	77.750	162.500	6.795.954
Bordeaux	46.922.783	2.175.090	513.991	15.784.464	8.391.414	57.004.914	2.086.473	136.318	12.420	148.600	2.383.811
Toulouse	45.074.979	1.481.952	334.635	15.715.481	10.006.664	52.600.383	1.204.320	13.981	»	»	1.218.301
Montpellier	24.131.933	847.860	131.234	16.037.508	5.012.028	36.136.507	1.325.980	26.000	»	152.000	1.503.980
Marseille	74.233.325	2.786.783	789.685	25.928.255	13.088.382	90.649.366	1.765.850	79.247	»	»	1.845.097
Strasbourg	159.772.277	4.867.066	259.664	22.260.843	9.961.413	177.198.437	2.918.758	148.902	6.560	450.000	3.524.220
Total	1.730.228.869	75.019.584	16.127.139	705.893.874	439.043.196	2.088.226.270	42.439.558	1.629.489	1.146.124	2.869.320	48.084.491

(1) Déduction faite des remboursements de prêts pour l'amélioration de l'habitat.

IX. — **Dépenses d'action sanitaire et sociale effectuées par les caisses d'allocations familiales** (1). — **Année 1953.**

CAISSES	SERVICE social	SUBVENTIONS consenties à des œuvres étrangères aux caisses.	PRESTATIONS supplémentaires et secours	DOTATION des œuvres des caisses.	SUBVENTIONS de fonctionnement des œuvres des caisses	DÉFICIT d'exploitation des œuvres des caisses.	AVANCES et prêts à des œuvres étrangères aux caisses.	AUTRES dépenses (2).	TOTAL des dépenses de l'année.
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	944.769.227	976.773.747	416.333.280	128.826.347	180.210.938	15.504.155	1.152.196.841	19.954.422	3.834.568.957
Rouen	140.158.700	330.288.632	95.931.399	18.816.418	49.619.165	30.771.586	348.777.286	72.350	1.014.435.536
Lille	169.875.344	417.509.172	320.939.587	139.883.996	279.062.519	22.820.404	493.328.665	175.954.520	2.019.374.207
Nancy	90.345.594	483.537.545	105.883.831	168.858	41.239.078	»	309.139.919	43.846.899	1.074.161.724
Rennes	88.766.712	184.594.417	60.243.693	33.600.000	46.504.829	588.916	175.694.812	6.221.258	596.214.637
Nantes	71.030.764	327.322.579	73.315.658	13.057.239	26.706.694	7.200.277	273.608.142	4.732.077	796.973.430
Orléans	33.311.965	130.141.114	62.830.387	28.378.057	6.793.756	1.279.326	106.102.673	4.253.074	373.090.346
Dijon	47.431.817	266.468.757	116.069.207	710.418	11.968.439	»	271.246.216	7.622.839	721.517.693
Limoges	90.073.302	128.376.693	65.644.153	18.485.503	62.809.663	»	97.148.211	5.298.934	467.836.459
Clermont-Ferrand	37.008.861	36.526.689	45.731.986	56.482.490	59.788.457	1.560.045	52.551.251	25.118.277	314.768.056
Lyon	174.938.770	579.398.530	154.956.198	93.804.976	112.498.653	7.048.234	325.611.214	59.355.722	1.507.612.296
Bordeaux	145.719.859	199.887.562	59.067.158	15.999.027	24.940.072	229.569	149.019.412	32.112.547	626.975.206
Toulouse	24.551.368	105.952.476	54.240.802	54.370.653	4.267.243	»	116.861.573	15.815.822	376.059.937
Montpellier	39.298.219	122.151.055	33.809.815	36.480.208	8.977.768	»	94.280.625	73.369.300	408.366.990
Marseille	95.071.508	258.064.949	98.037.435	5.628.651	108.519.669	1.308.210	55.953.221	52.418.350	675.001.993
Strasbourg	29.221.644	474.757.413	65.254.511	10.547.659	51.543.176	»	292.989.772	80.000	924.394.175
Total	2.221.573.654	5.021.751.330	1.828.289.100	655.240.500	1.075.450.118	88.310.722	4.314.509.833	526.226.391	15.731.351.642

(1) Ventilation des dépenses de l'année figurant au compte d'action sanitaire et sociale des caisses.
(2) Y compris des versements de caisses d'allocations familiales au régime minier, notamment: Arras, 162.287.015 F; Saint-Etienne, 24.275.190 F; Nîmes, 47.665.695 F; Nancy, 34.916.899 F.

X. — **Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense** (1).

REGIONS	AIDE AU LOGEMENT		AIDE AUX VACANCES					
	Construction de logements neufs	Aménagement et amélioration des logements existants	Colonies de vacances.	Vacances familiales.	Placements familiaux surveillés.	Camps de vacances.	Maisons familiales de vacances	Garderies urbaines
	Francs	Francs	Francs.	Francs.	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	1.074.383.177	56.021.780	423.430.665	345.974.756	33.433.055	14.852.282	30.640.216	7.957.944
Rouen	358.041.305	6.774.597	135.168.401	29.791.736	804.955	7.949.782	819.665	30.885.358
Lille	391.869.743	46.244.881	232.020.255	194.250.858	4.814.702	3.031.695	29.441.356	6.052.595
Nancy	231.824.890	16.193.559	192.479.933	88.534.985	244.791	3.629.173	15.059.160	9.878.443
Rennes	178.907.839	15.738.240	53.159.969	34.770.058	»	3.718.575	1.223.980	3.193.127
Nantes	259.244.177	14.847.926	65.561.292	79.678.337	51.940	2.858.357	264.020	9.649.940
Orléans	96.090.740	8.405.564	52.931.853	27.537.213	2.695.796	1.294.309	1.129.304	448.000
Dijon	251.676.009	5.725.000	112.416.107	33.953.053	2.007.445	6.322.445	2.278.650	8.390.056
Limoges	105.752.402	12.276.424	70.241.401	22.800.988	5.349.032	2.730.152	347.550	4.240.560
Clermont-Ferrand	19.080.000	42.448.934	79.728.749	18.769.755	837.675	2.321.113	1.094.561	5.673.096
Lyon	318.585.956	45.396.968	207.817.458	121.463.509	10.043.219	7.664.577	4.388.300	7.250.252
Bordeaux	202.055.798	36.604.484	101.195.781	24.734.707	15.741.923	2.462.289	4.233.925	3.740.441
Toulouse	82.735.870	20.448.000	63.038.950	34.033.785	703.910	6.980.473	15.204.390	1.287.330
Montpellier	49.173.391	9.157.357	82.836.823	37.171.830	»	468.920	5.555.290	11.885
Marseille	58.925.380	7.484.769	102.990.835	66.074.941	2.560.088	12.869.638	956.956	11.227.930
Strasbourg	239.539.781	7.000.000	215.840.702	59.874.880	»	9.897.069	»	2.394 902
Total	3.917.896.458	350.768.483	2.190.859.174	1.219.415.391	79.288.531	89.050.849	112.637.323	112.281.859

REGIONS	AIDE MÉNAGÈRE				FORMATION du personnel aide aux vacances et aide ménagère).	PLACEMENTS en établissements pour la mère et l'enfant (2)	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES		
	Travailleuses familiales.	Enseignement ménager.	Equipement ménager familial.	Services collectifs ménagers.			Assouplissement des prestations légales	Prestations expérimentales.	Primes aux mères médaillées.
	Francs.	Francs	Francs	Francs.	Francs	Francs.	Francs.	Francs.	Francs
Paris	233.408.691	145.729.665	38.902.206	1.618.884	6.321.613	135.929.596	(3) 148.463.782	78.086.734	2.186.383
Rouen	46.918.916	37.699.433	61.603.324	5.616.347	2.160.430	55.525.962	73.299.300	1.191.622	3.165.590
Lille	98.629.489	31.363.236	189.771.595	4.423.652	2.998.963	101.451.997	174.484.700	42.394.691	8.767.755
Nancy	62.919.801	35.433.816	64.826.586	798.000	3.018.940	90.764.762	37.627.007	30.074.376	5.017.710
Rennes	27.526.830	29.309.558	20.524.495	800.000	1.417.790	33.469.552	41.315.558	968.273	1.498.231
Nantes	40.507.478	42.889.550	41.010.018	4.012.929	1.462.000	62.721.365	53.146.525	1.019 700	1.852.604
Orléans	12.513.429	10.767.683	21.086.711	1.830.731	98.813	29.013.649	36.786.126	10.984.765	1.191.238
Dijon	28.384.067	37.030.385	37.800.075	3.773.449	364.856	18.701.928	78.926.207	2.753.862	2.099.881
Limoges	10.766.549	19.098.351	21.820.886	349.500	1.998.800	67.624.544	48.016.033	414.700	773.015
Clermont-Ferrand	5.960.160	18.334.165	13.908.612	500.000	940.990	10.496.553	38.220.966	1.774 393	888.998
Lyon	86.702.077	39.341.005	152.040.335	1.462.105	13.628.801	86.098.007	67.457.501	29.451.208	4.187.377
Bordeaux	11.788.148	11.042.551	36.553.533	4.254.814	2.280.000	32.994.129	24.699.199	1.812.198	760.770
Toulouse	10.589.829	1.586.714	39.701.723		169.900	5.775.937	31.529.524	474.800	1.029.807
Montpellier	12.524.982	13.498.069	21.385.290	3.724.341	165.382	56.200.829	16.921.838	3.031.503	550.815
Marseille	37.274.554	39.362.649	14.463.841	700.000	220.000	112.186.633	28.761.061	9.006.300	1.787.983
Strasbourg	39.143.026	24.260.982	86.817.765	2.936.140	6.506.000	96.426.638	26.271.329		4.411 990
Total	765.558.017	536.747.812	862.216.995	36.800.892	43.753.278 (4)	995.382.081	925.926.646	213.439.125	40.170.117

(1) Ventilation statistique.
(2) Crèches, pouponnières, abris temporaires, maisons maternelles.
(3) A titre indicatif, la caisse centrale d'allocations familiales de la région parisienne a versé 107.428.849 F, se répartissant comme suit. prestations pour des étudiants de plus de 20 ans: 27.160.480 F; prestations pour des apprentis de plus de 17 ans: 55.255.120 F; prestations de maternité hors délais: 25.013.249 F.
(4) 10.067.586 F au titre de l'aide aux vacances et 33.685.710 F au titre de l'aide ménagère.

X (*suite*). — **Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense.**

RÉGIONS	SERVICE et personnel sociaux.	SECOURS et prêts d'honneur.	EDUCATION, documentation familiale et entr'aide familiale.	CENTRES sociaux.	DIVERS (5)	FRAIS administratifs de gestion d'action sociale.	TOTAL des dépenses.	DÉPENSES engagées mais non effectuées au 31-12-1953.	TOTAL général.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Paris	454.790.603	187.596.381	9.516.248	125.233.968	68.394.154	211.696.174	3.834.568.957	66.251.462	3.900.820.419
Rouen	39.270.580	18.274.887	3.505.714	39.360.806	15.943.167	40.663.659	1.014.435.536	63.497.745	1.077.933.281
Lille	127.519.836	95.292.442	20.137.429	1.929.340	179.673.944	32.809.053	2.019.374.207	97.217.721	2.116.591.928
Nancy	45.254.965	33.164.738	12.281.663	4.620.965	73.151.498	17.361.963	1.074.161.724	117.369.623	1.191.531.347
Rennes	62.703.751	16.461.631	6.201.131	23.920.782	13.862.769	25.522.489	596.214.637	1.951.066	598.165.703
Nantes	51.496.803	17.296.838	6.407.864	20.450.650	2.885.413	17.656.723	796.973.430	26.794.166	823.767.596
Orléans	28.235.588	13.868.258	4.249.271	495.340	5.154.984	6.280.981	373.090.346	10.826.752	383.917.098
Dijon	28.732.881	32.289.257	3.054.275	5.401.500	10.899.119	8.538.070	721.517.693	37.194.063	758.711.756
Limoges	34.820.634	16.440.405	3.529.739	1.200.000	4.906.293	12.338.507	467.836.453	34.700.000	502.536.453
Clermont-Ferrand	35.833.007	4.847.629	1.708.443	953.775	1.021.800	9.424.682	314.768.055	17.235.719	332.003.775
Lyon	111.434.051	53.860.112	11.182.568	40.564.727	49.849.340	31.732.850	507.612.296	4.389.407	1.512.501.703
Bordeaux	51.071.253	31.794.991	6.826.997	4.314.904	4.348.522	11.663.849	626.975.206	»	626.975.206
Toulouse	18.421.164	21.206.671	7.030.706	202.000	6.136.376	7.772.087	376.059.937	»	376.059.937
Montpellier	19.160.805	13.305.659	689.897	1.760.106	52.626.682	8.445.297	408.366.990	79.693.262	488.060.252
Marseille	65.783.751	58.482.090	8.930.832	2.982.500	3.583.834	28.385.527	675.001.993	49.034.030	724.036.023
Strasbourg	22.023.914	34.571.193	6.623.000	13.975.495	9.115.134	16.764.237	924.394.175	101.132.357	1.025.526.532
Total	1.196.553.586	648.753.182	111.875.777	293.366.850	501.553.029	487.056.148	15.731.351.642	707.787.373	16.439.139.015

(5) Y compris des versements de caisses d'allocations familiales au régime minier, notamment: Arras: 162.287.015 F; Saint-Etienne: 24.275.190 F; Nîmes: 47.665.695 F; Nancy: 34.916.899 F.

XI — **Dépenses de gestion administrative des caisses d'allocations familiales.**

RÉGIONS	TRAITEMENTS et salaires du personnel.	COTISATIONS de sécurité sociale et autres charges sociales.	AUTRES DÉPENSES	TOTAL (1).	CONTRIBUTIONS aux unions de recouvrement.	FRAIS de premier établissement (2).
	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Paris	1.721.772.357	535.560.923	420.098.782	2.677.432.062	532.066.915	77.685.132
Rouen	316.641.161	88.756.188	139.883.678	545.281.227	22.205.077	37.487.551
Lille	667.513.398	185.461.620	265.912.691	1.118.887.709	»	73.971.070
Nancy	289.326.970	80.986.435	181.684.464	551.997.869	14.520.766	22.171.879
Rennes	263.310.290	75.015.288	97.654.623	435.980.201	»	28.855.634
Nantes	273.328.041	77.751.404	145.376.015	496.455.460	»	33.672.454
Orléans	142.148.175	40.431.851	50.210.735	232.790.761	»	12.600.389
Dijon	202.439.628	57.548.202	110.786.823	370.774.653	11.048.108	18.462.874
Limoges	181.777.825	50.652.268	74.825.493	307.255.586	»	25.229.466
Clermont-Ferrand	139.811.028	39.485.762	77.801.899	257.101.689	»	11.957.975
Lyon	545.264.875	152.845.055	239.784.980	937.894.910	3.310.329	15.133.822
Bordeaux	243.078.315	67.274.653	95.118.412	405.471.380	»	8.368.716
Toulouse	166.222.567	47.440.945	88.148.572	301.812.084	»	10.741.058
Montpellier	148.643.434	40.139.690	96.527.578	285.310.702	»	8.563.003
Marseille	361.618.745	99.160.797	125.151.843	585.931.385	38.422.000	12.122.701
Strasbourg	293.256.391	81.920.810	136.959.516	512.136.717	»	17.971.171
Total	5.956.156.200	1.720.431.891	2.345.926.304	10.022.514.395	621.573.195	414.994.901

(1) Ne sont compris dans cette colonne ni les amortissements de frais de premier établissement des années 1953 et antérieures, ni les contributions aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
(2) Dépenses effectuées en 1953, amorties ou non au cours de l'année, non comprises dans la colonne « Total ».

XII. — **Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953** (1).

RÉGIONS	1 ENFANT (2)	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus	TOTAL
Paris	12.814	185.106	84.639	33.761	13.170	5.238	2.099	1.360	338.187
Rouen	386	37.267	21.610	10.489	5.015	2.472	1.231	980	79.450
Lille	1.980	78.293	42.456	19.649	8.972	4.139	1.843	1.257	158.589
Nancy	1.981	46.127	25.616	12.452	5.793	2.546	1.151	832	96.500
Rennes	95	24.379	13.912	6.501	3.047	1.371	714	517	50.536
Nantes	76	33.085	19.010	9.070	4.084	1.930	916	722	68.893
Orléans	98	15.320	8.311	3.927	1.838	964	402	330	31.190
Dijon	527	29.705	17.019	7.985	3.753	1.672	761	628	62.050
Limoges	36	19.069	10.140	4.972	2.283	1.033	486	366	38.385
Clermont-Ferrand	90	15.085	7.427	2.960	1.388	603	253	201	28.007
Lyon	3.911	68.643	35.585	15.902	6.943	2.849	1.264	866	135.963
Bordeaux	107	27.079	13.299	5.608	2.317	990	370	234	50.004
Toulouse	82	20.752	8.775	3.799	1.402	551	222	135	35.718
Montpellier	415	18.762	8.000	3.151	1.178	494	199	90	32.289
Marseille	683	41.068	18.941	7.921	3.185	1.245	528	320	73.891
Strasbourg	2.173	41.453	20.216	8.978	3.781	1.592	625	474	79.292
Total	25.454	701.193	354.956	157.125	68.149	29.691	13.064	9.312	1.358.944
Répartition pour 100 familles	1,9	51,5	26,2	11,6	5	2,2	1	0,6	100

(1) Non compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Les nombres figurant dans cette colonne concernent des familles de travailleurs algériens.

XIII. — **Familles de salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1953. Congés de naissance accordés en 1953** (1).

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE						CONGÉS de naissance accordés en 1953.
	Jeunes ménages (allocation à 10 p. 100).	Un enfant (allocation à 10 p. 100).	Un enfant (allocation à 20 p. 100).	Deux enfants (allocation à 40 p. 100).	Trois enfants (allocation à 50 p. 100).	Total.	
Paris	5.797	29.888	160.695	154.064	120.882	471.326	55.865
Rouen	1.799	4.921	31.779	33.511	39.701	111.711	18.547
Lille	4.124	10.804	68.151	70.950	72.313	226.342	38.878
Nancy	2.420	4.193	37.395	40.078	44.701	128.787	20.767
Rennes	1.728	2.164	19.011	21.751	23.667	68.321	9.424
Nantes	1.916	3.461	26.768	30.449	33.880	96.174	13.563
Orléans	562	2.078	12.995	13.738	14.615	43.988	5.823
Dijon	1.492	3.650	22.433	25.848	31.137	84.560	13.585
Limoges	1.069	2.959	17.365	17.435	17.984	56.812	7.452
Clermont-Ferrand	870	2.229	12.756	13.190	11.178	40.223	9.634
Lyon	4.729	8.397	52.060	56.910	52.427	174.523	23.251
Bordeaux	1.144	14.138	13.140	24.167	20.300	72.889	7.009
Toulouse	1.020	2.820	18.212	18.223	13.611	53.886	5.592
Montpellier	1.286	3.153	15.671	16.035	11.946	48.451	4.688
Marseille	3.441	7.988	38.610	37.759	29.219	117.017	10.209
Strasbourg	4.955	5.531	40.734	37.350	31.575	120.145	16.264
Total	38.352	108.734	587.775	611.158	569.136	1.915.155	260.551
Répartition pour 100 familles	2	5,6	30,7	32	29,7	100	

(1) Non compris les bénéficiaires du régime minier.

XIV. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAUX
Paris	10.029	4.620	2.122	879	439	177	115	18.381
Rouen	2.367	1.403	806	477	260	120	99	5.532
Lille	4.169	2.269	1.241	609	348	150	101	8.887
Nancy	1.903	1.038	551	290	153	88	60	4.083
Rennes	1.886	1.138	582	287	136	79	65	4.173
Nantes	1.866	1.155	561	345	147	69	48	4.191
Orléans	877	458	247	131	68	29	29	1.839
Dijon	1.491	897	402	231	116	45	38	3.220
Limoges	1.547	911	449	240	123	47	45	3.362
Clermont-Ferrand	744	370	217	83	51	13	9	1.487
Lyon	3.052	1.702	924	400	257	87	92	6.514
Bordeaux	1.649	813	400	184	84	46	24	3.200
Toulouse	1.580	654	295	147	63	33	36	2.808
Montpellier	1.683	783	336	133	45	30	14	3.024
Marseille	3.089	1.391	644	246	107	36	26	5.539
Strasbourg	2.128	990	455	204	82	46	23	3.928
Total	40.060	20.592	10.232	4.886	2.479	1.095	824	80.168
Répartition pour 100 familles....	50	25,7	12,8	6	3,1	1,4	1	100

XV. — **Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	JEUNES MÉNAGES (allocation à 10 p. 100).	UN ENFANT (allocation à 10 p. 100).	UN ENFANT (allocation à 20 p. 100).	DEUX ENFANTS (allocation à 40 p. 100)	TROIS ENFANTS et plus (allocation à 30 p. 100).	TOTAL
Paris	325	988	12.158	7.926	6.573	27.970
Rouen	45	86	2.303	1.784	2.529	6.747
Lille	201	152	5.513	3.383	3.890	13.139
Nancy	41	94	2.167	1.523	1.797	5.622
Rennes	22	47	1.791	1.474	1.742	5.076
Nantes	48	220	1.718	1.391	1.594	4.971
Orléans	20	41	866	667	749	2.343
Dijon	21	49	1.373	1.157	1.511	4.111
Limoges	20	80	1.546	1.181	1.393	4.220
Clermont-Ferrand	8	40	803	595	592	2.038
Lyon	74	194	3.650	2.688	3.056	9.662
Bordeaux	28	1.001	859	1.167	1.105	4.160
Toulouse	36	82	1.490	1.202	1.012	3.822
Montpellier	62	199	1.537	1.388	1.152	4.338
Marseille	75	244	3.107	2.297	1.930	7.653
Strasbourg	71	77	2.259	1.822	1.644	5.873
Total	1.097	3.594	43.140	31.645	32.269	111.745
Répartition pour 100 familles....	1	3,3	38,2	28,5	29	100

XVI. — **Familles du régime minier bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	1 ENFANT	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus.	TOTAL
Rouen	»	412	307	203	92	33	18	15	1.080
Lille	38	29.941	15.761	6.783	3.094	1.300	534	325	57.776
Nancy	22	2.625	1.428	654	294	131	58	37	5.249
Rennes	»	193	106	56	23	12	11	»	401
Nantes	»	830	483	232	123	57	36	21	1.782
Orléans	7	265	113	66	35	17	6	9	518
Dijon	3	1.870	945	421	194	79	32	40	3.584
Limoges	»	85	49	16	8	4	3	1	166
Clermont-Ferrand	1	1.492	742	332	156	76	33	25	2.857
Lyon	144	3.828	2.052	1.007	427	180	81	54	7.773
Bordeaux	»	130	84	38	14	4	1	5	276
Toulouse	»	1.540	708	303	123	46	28	18	2.766
Montpellier	293	5.156	2.524	1.096	445	195	79	49	9.837
Marseille	»	978	496	218	110	37	20	7	1.866
Strasbourg	348	10.185	4.823	2.101	875	363	139	116	18.950
Total	856	59.530	30.621	13.526	6.013	2.534	1.079	722	114.881
Répartition pour 100 familles	0,7	51,8	26,7	11,7	5,3	2,3	0,9	0,6	100

XVII. — **Familles du régime minier bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRE DE L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE						CONGÉS de naissances accordés en 1953.
	Jeunes ménages (allocation à 10 p. 100)	1 enfant (allocation à 10 p. 100).	1 enfant (allocation à 20 p. 100).	2 enfants (allocation à 40 p. 100).	3 enfants et plus (allocation à 50 p. 100).	Total.	
Rouen	20	56	341	387	650	1.454	316
Lille	1.904	5.185	28.326	28.858	27.345	91.598	13.798
Nancy	329	284	2.453	2.509	2.508	8.083	1.299
Rennes	11	26	194	187	208	626	93
Nantes	67	113	674	717	871	2.442	453
Orléans	35	42	242	257	245	821	91
Dijon	138	422	1.719	1.820	1.695	5.794	1.399
Limoges	1	16	60	82	114	273	8
Clermont-Ferrand	111	258	1.229	1.451	1.334	4.383	497
Lyon	234	593	2.841	3.479	3.513	10.660	1.447
Bordeaux	14	24	106	120	147	411	4
Toulouse	141	361	1.150	1.465	1.212	4.329	604
Montpellier	579	992	4.377	4.742	3.961	14.651	3.371
Marseille	119	255	943	946	848	3.111	385
Strasbourg	1.524	1.333	9.497	9.677	7.998	30.029	4.768
Total	5.227	9.960	54.152	56.677	52.649	178.665	28.533
Répartition pour 100 familles	2,9	5,6	30,4	31,7	29,4	100	

XVIII. — **Allocations prénatales et de maternité versées en 1953 aux salariés, et aux personnes sans activité professionnelle** (1).

RÉGIONS	NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES			NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ				TOTAUX	
				Premières naissances		Naissances suivantes			
	Premiers versements (1res mensualités).	Deuxièmes versements (2es et 3es mensualités).	Troisièmes versements (soldes).	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.
Paris	93.982	94.996	99.966	34.576	33.421	45.743	44.380	80.319	77.801
Rouen	25.265	25.695	27.745	8.065	7.292	16.420	16.070	24.485	23.362
Lille	65.213	64.555	68.576	19.016	18.431	38.674	36.714	57.690	55.145
Nancy	30.673	29.386	31.035	9.103	8.597	17.558	16.734	26.661	25.331
Rennes	13.706	13.875	15.236	4.500	4.399	8.901	8.963	13.401	13.362
Nantes	21.333	20.409	22.606	6.623	6.367	13.442	12.892	20.065	19.259
Orléans	8.838	9.043	10.327	3.029	2.925	5.838	5.526	8.867	8.451
Dijon	18.536	18.265	19.851	5.814	5.687	11.300	10.631	17.114	16.318
Limoges	11.753	11.862	13.200	4.403	4.210	7.394	7.030	11.797	11.240
Clermont-Ferrand	8.698	8.490	9.833	3.573	3.303	4.598	4.147	8.171	7.450
Lyon	35.049	34.287	36.015	11.136	11.197	18.139	18.262	29.275	29.459
Bordeaux	12.095	12.447	13.733	4.348	4.228	7.297	6.806	11.645	11.034
Toulouse	9.786	10.008	10.804	3.624	3.415	5.417	5.185	9.041	8.600
Montpellier	10.049	10.323	10.940	3.476	3.253	5.594	5.377	9.070	8.630
Marseille	17.894	17.483	21.837	7.003	6.437	9.468	8.904	16.471	15.341
Strasbourg	26.643	25.717	28.844	8.624	8.235	14.890	15.355	23.514	23.590
Total	409.513	406.841	440.548	136.913	131.397	230.673	222.976	367.586	354.373
Salariés du régime général	364.999	361.837	390.281	115.953	112.563	201.603	195.341	317.556	307.904
Salariés des mines	29.142	28.838	29.704	6.265	6.202	16.127	16.814	22.392	23.016
Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle	15.372	16.166	20.563	14.695	12.632	12.943	10.821	27.638	23.453
Total	409.513	406.841	440.548	136.913	131.397	230.673	222.976	367.586	354.373

(1) Y compris les bénéficiaires du régime minier.

XIX. — **Familles de travailleurs indépendants et d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	2 ENFANTS	3 ENFANTS	4 ENFANTS	5 ENFANTS	6 ENFANTS	7 ENFANTS	8 ENFANTS et plus	TOTAUX
Paris	34.552	12.127	4.030	1.661	713	302	191	53.576
Rouen	9.508	4.486	1.797	688	288	113	83	16.963
Lille	12.886	5.660	2.230	898	382	182	135	22.373
Nancy	7.780	3.470	1.473	504	248	108	70	13.653
Rennes	10.375	4.956	1.925	670	238	135	94	18.393
Nantes	10.435	5.230	2.399	639	389	168	129	19.689
Orléans	5.374	2.199	737	270	117	38	23	8.758
Dijon	7.455	3.429	1.352	563	236	109	103	13.247
Limoges	7.280	3.044	937	372	142	59	54	11.888
Clermont-Ferrand	5.514	2.063	638	224	85	36	27	8.587
Lyon	15.947	6.819	2.429	974	402	170	120	26.861
Bordeaux	8.392	3.206	1.068	353	100	50	34	13.203
Toulouse	6.947	2.528	771	203	76	40	13	10.578
Montpellier	6.931	2.400	689	228	81	28	11	10.368
Marseille	11.543	3.987	1.232	381	135	62	24	17.364
Strasbourg	6.990	3.093	1.054	303	143	49	47	11.679
Total	167.909	68.697	24.761	9.231	3.775	1.649	1.158	277.180
Répartition pour 100 familles	60,6	24,8	8,9	3,3	1,4	0,6	0,4	100

XX. — **Allocations prénatales et de maternité versées en 1953 aux travailleurs indépendants et employeurs.**

RÉGIONS	NOMBRE D'ALLOCATIONS PRÉNATALES			NOMBRE D'ALLOCATIONS DE MATERNITÉ				TOTAUX	
				Premières naissances		Naissances suivantes.			
	Premiers versements (1res mensualités).	Deuxièmes versements (2es et 3es mensualités).	Troisièmes versements (seldes).	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.	Premiers versements.	Deuxièmes versements.
Paris	6.377	6.498	8.123	2.135	1.911	4.542	4.289	6.677	6.200
Rouen	2.420	2.624	3.074	648	633	1.743	1.713	2.391	2.346
Lille	4.023	3.954	4.225	1.085	992	2.379	2.312	3.464	3.304
Nancy	2.087	2.049	2.218	493	504	1.419	1.320	1.912	1.824
Rennes	2.761	2.761	3.225	756	778	1.956	1.788	2.712	2.566
Nantes	2.979	2.921	3.253	762	675	2.100	2.045	2.862	2.720
Orléans	1.293	1.276	1.601	317	258	792	740	1.109	998
Dijon	1.814	1.721	2.173	470	454	1.228	1.162	1.698	1.616
Limoges	1.839	1.940	2.340	538	506	1.241	1.108	1.779	1.644
Clermont-Ferrand	1.210	1.260	1.455	524	420	783	667	1.307	1.087
Lyon	3.544	3.280	3.700	904	786	2.113	2.014	3.017	2.800
Bordeaux	1.722	1.685	2.055	541	461	1.029	935	1.570	1.396
Toulouse	1.375	1.358	1.565	393	370	772	724	1.165	1.094
Montpellier	1.321	1.282	1.330	386	295	741	677	1.127	1.072
Marseille	1.914	1.864	2.517	685	597	1.052	909	1.737	1.506
Strasbourg	1.656	1.578	2.079	474	494	1.157	1.113	1.631	1.607
Total	38.335	38.057	44.933	11.111	10.234	25.047	23.516	36.158	33.750

XXI. — **Nombre de familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1953 (récapitulation).**

COMPOSITION DES FAMILLES	SALARIÉS ET PERSONNES N'EXERÇANT AUCUNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE (1).						TRAVAILLEURS indépendants et employeurs.	
	Familles bénéficiaires des allocations familiales.		Familles bénéficiaires de l'allocation de salaire unique.		Familles bénéficiaires des prestations familiales.			
	Effectif.	Pourcentage.	Effectif.	Pourcentage.	Effectif.	Pourcentage.	Effectif.	Pourcentage.
Jeunes ménages	»	»	44.676	2	44.676	1,8	»	»
Familles de 1 enfant (sal. unique à 10 p. 100).	(2) 26.310	1,7	122.288	5,5	833.665	34,7	»	»
Familles de 1 enfant (sal. unique à 20 p. 100).			685.067	31,1				
Familles de 2 enfants	800.783	52	699.480	31,8	800.783	33,3	167.909	60,6
Familles de 3 enfants	406.169	26			406.169	16,9	68.697	24,8
Familles de 4 enfants	180.883	11,5			180.883	7,5	24.761	8,9
Familles de 5 enfants	79.048	5			79.048	3,3	9.231	3,3
Familles de 6 enfants	34.704	2,1	654.054	29,6	34.704	1,5	3.775	1,4
Familles de 7 enfants	15.238	1			15.238	0,6	1.649	0,6
Familles de 8 enfants et plus	10.858	0,7			10.858	0,4	1.158	0,4
Total	1.553.993	100	2.205.565	100	2.406.024	100	277.180	100

(1) Y compris les bénéficiaires du régime minier.
(2) Familles de travailleurs nord-africains.

XXII. — **Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1953** (1).

COMPOSITION DES FAMILLES	ENFANTS DES SALARIÉS (2)		ENFANTS des travailleurs indépendants et employeurs.		TOTAL	
	Effectif.	P. 100.	Effectif.	P. 100.	Effectif.	P. 100.
Familles de 1 enfant	833.665	16	»	»	833.665	14,1
Familles de 2 enfants	1.601.566	31	335.818	46	1.937.384	32,8
Familles de 3 enfants	1.218.507	23,5	206.091	28,2	1.424.598	24,1
Familles de 4 enfants	723.532	14	99.044	13,5	822.576	13,9
Familles de 5 enfants	395.240	7,6	46.155	6,3	441.395	7,5
Familles de 6 enfants	208.224	4	22.650	3,1	230.874	3,9
Familles de 7 enfants	106.666	2,1	11.543	1,6	118.209	2
Familles de 8 enfants et plus	92.293	1,8	9.843	1,3	102.136	1,7
Total	5.179.693	100	731.144	100	5.910.837	100

(1) Nombre calculé à partir de la statistique des familles. Pour les familles de huit enfants et plus, on a retenu le coefficient 8,5
(2) Y compris les enfants des personnes n'exerçant aucune activité professionnelle et des bénéficiaires du régime minier.

XXIII. — **Personnel des caisses d'allocations familiales au 31 décembre 1953.**

RÉGIONS	SERVICES ADMINISTRATIFS								SERVICES SOCIAUX					PERSONNEL des œuvres propres aux caisses.		
	Personnel de direction.	Agents des cadres.	Agents de maîtrise.	Employés.	Personnel de service	Auxiliaires.	Total	Personnel à temps partiel.	Personnel technique.	Agents administratifs.	Personnel de service.	Total.	Personnel à temps partiel.	Permanent.	Saisonnier.	Total
Paris	33	370	548	1.898	37	103	2.989	227	930	278	27	1.235	35	258	424	682
Rouen	22	73	29	481	14	11	630	15	95	25	1	121	4	41	10	51
Lille	38	175	56	987	26	18	1.300	62	140	47	17	204	20	113	124	237
Nancy	19	54	27	469	9	4	582	14	59	20	1	80	12	106	24	130
Rennes	17	74	17	377	9	8	502	16	103	23	7	133	11	34	12	46
Nantes	15	72	27	389	7	32	542	48	71	22	»	93	18	28	»	28
Orléans	14	39	19	197	3	7	279	28	43	10	4	57	1	15	»	15
Dijon	22	46	15	318	6	30	437	11	30	9	»	39	3	11	»	11
Limoges	19	45	27	255	3	27	376	9	45	13	1	59	4	32	35	67
Clermont-Ferrand	12	38	10	201	3	18	282	35	52	13	»	65	6	2	74	76
Lyon	36	223	93	756	8	5	1.121	23	141	52	1	194	32	102	12	114
Bordeaux	14	74	38	347	3	22	498	20	66	17	»	83	11	10	1	11
Toulouse	18	39	16	226	3	26	328	52	28	7	»	35	2	6	17	23
Montpellier	15	40	16	191	3	3	268	13	22	11	»	33	2	»	11	11
Marseille	23	96	69	423	6	13	630	84	86	47	»	133	»	87	118	205
Strasbourg	11	62	39	455	21	13	601	21	17	29	»	46	1	»	»	»
Total	328	1.520	1.046	7.970	161	340	11.365	678	1.928	623	59	2.610	162	845	862	1.707

CINQUIÈME PARTIE

LES TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS ET LA SECURITE SOCIALE (1)

Les services de la main-d'œuvre du ministère dénombraient en 1949, 83.000 travailleurs originaires d'Afrique du Nord. Au 30 juin 1955, ce chiffre atteignait 168.000. Il faut tout de suite signaler que de tels chiffres constituent des minima et qu'ils tendent en outre à une augmentation régulière.

La très grande majorité de ces travailleurs vient d'Algérie, et notamment de la région traditionnelle, la Kabylie. Il s'agit non pas d'immigrants, mais de migrants, aux durées de séjour très variables. On doit noter l'esquisse d'un double mouvement: d'une part, l'extension de l'aire d'origine, on voit arriver par exemple des habitants d'oasis du Sud; d'autre part, la tendance à transformer la migration en immigration; des familles se fixent, et sans les difficultés du logement, il est certain que leur nombre croîtrait rapidement; enfin, les jeunes qui arrivent, dont les liens avec l'Algérie sont beaucoup plus lâches, augmentent facilement la durée de leur séjour et s'orientent vers l'assimilation. Toute cette population apparaît comme extraordinairement diversifiée par l'âge, par l'origine, par le niveau de formation professionnelle, et par la durée des séjours en métropole. Certains même passent les frontières et vont travailler en Belgique et en Sarre notamment; d'où une modification paradoxale du marché français du travail qui devient, dans cette mesure, exportateur de main-d'œvre.

A l'origine de la migration, une raison essentielle d'ordre économique: les ressources dont disposent les autochtones sont trop faibles pour assurer des besoins pourtant minimes; en contrepartie la condition de travailleur en métropole implique des revenus supérieurs et le bénéfice éventuel des allocations familiales. Là-dessus, mais secondairement, se greffent d'autres causes: la contagion de l'exemple, la pression sur les individus plus jeunes du groupe familial ou de l'esprit de clan, les drames de l'honneur, l'espoir d'une plus grande dignité ou bien celui de trouver les soins que réclame un mauvais état de santé.

La levée de tout obstacle à la venue en France a peut-être contribué à renforcer le mouvement, mais elle ne l'a pas créé. Auparavant, le flot des migrants qui avait été attiré en 1915 par les besoins de nos usines d'armement n'allait pas moins grossissant. On peut prévoir que toute mesure de freinage serait rapidement tournée. Presque tous sans contrat, ces Nord-Africains sont victimes d'exactions parmi lesquelles on peut citer: les agissement des compatriotes qui logent, nourrissent et font office de prêteurs à des taux usuraires; ceux des écrivains publics qui demandent plusieurs milliers de francs pour une petite lettre administrative; des officieux qui « accompagnent » à la caisse de sécurité sociale; des entreprises, dans le bâtiment surtout, qui embauchent trois jours puis renvoient, pour ne faire figurer personne sur leurs états de salaires; des contremaîtres qui engagent après avoir perçu une commission; enfin, les innombrables profiteurs de la faiblesse et de l'ignorance dont certains se trouvent détenteurs d'une autorité abusive. Il est juste d'ailleurs d'opposer à ce tableau l'action administrative, par exemple celle du contrôle social de la main-d'œuvre nord-africaine dont on peut mesurer partout l'efficacité bienfaisante, et l'action sociale d'œuvres privées, nombreuses, désintéressées, qui s'efforcent d'aider les nouveaux venus.

Ces hommes, jetés soudain dans une économie hautement industrialisée, rencontrent une concurrence d'immigrants étrangers plus facilement adaptés, et ils ne peuvent pas toujours compter sur la solidarité nord-africaine, pourtant réelle. Accédant au travail, ils ne trouvent souvent que les tâches les plus malsaines ou les plus inférieures. Enfin, ils n'hésitent pas à quitter leur place sur la foi de simples informations orales, et à parcourir plusieurs centaines de kilomètres à la recherche d'une légère augmentation de salaire.

On comprend, dans ces conditions, qu'une fraction d'entre eux se transforme en un sous-prolétariat voué aux hôpitaux, à l'assistance, aux prisons, victimes très souvent involontaires d'une sorte de cycle infernal de la misère.

I. — ASSURANCES DE MALADIE, LONGUE MALADIE ET INVALIDITE

A. — Tableau sanitaire.

Dans les caisses primaires de la Moselle, sur 192 « longues maladies » de Nord-Africains, 114 proviennent de tuberculose respiratoire; à la caisse primaire du Nord: 49 p. 100, au centre de Boulogne-Billancourt et à la caisse locale C de Lyon: 60 p. 100. Sur un total de 367 diagnostics de longue maladie recueillis à Paris, Metz, Lille, Lyon et Alès, 215 soit 58,5 p. 100 indiquent cette affection.

On retrouve en assurance d'invalidité des pourcentages voisins. A la caisse régionale de sécurité sociale de Paris, sur 1.000 assurés nord-africains titulaires d'une pension d'invalidité, 521 sont des tuberculeux respiratoires dont 426 proviennent de la longue maladie. Il est également à retenir que 287 d'entre eux sont âgés de 25 à 40 ans; à la caisse régionale de Strasbourg, sur 35 pensions d'invalidité réglées en Afrique du Nord, 22 vont à des tuberculeux.

Ainsi, les admissions en assurance de longue maladie ou d'invalidité sont constituées par 50 p. 100 au moins de tuberculeux respiratoires. Pour l'ensemble des assurés sociaux et pour l'année 1953, les taux atteignent respectivement 26,84 p. 100 et 24,18 p. 100. Ces chiffres confirment des études antérieures. On sait par exemple qu'au 1er mai 1952, sur 6.769 lits destinés dans la région parisienne aux tuberculeux, 1.012 soit 15 p. 100 étaient occupés par des Nord-Africains. Or, la population d'assurés Nord-Africains de la région de Paris représente moins de 1,5 p. 100 du total. L'importance de cet écart est à retenir, elle ne doit d'ailleurs pas être acceptée en valeur absolue car la caisse primaire centrale prend en charge un grand nombre de ses bénéficiaires dans des établissements situés en région climatique où le pourcentage des Nord-Africains est pratiquement nul

Autre exemple:

A Lyon, dans un hôpital réservé aux pulmonaires, sur 800 lits, 100 sont occupés en permanence par des Nord-Africains; même observation que précédemment, Lyon envoyant beaucoup de ses tuberculeux européens à Hauteville.

Pourquoi cette maladie sociale exerce-t-elle de pareils ravages ? On distingue un certain nombre de causes principales. La transplantation d'abord, avec le changement de climat, de mode de vie, l'isolement, qui provoquent des modifications morales et physiologiques; on se représente souvent trop mal la condition de ces hommes qui restent des années entières privés de leurs femmes et de leurs enfants et qui, même s'ils obtiennent des satisfactions physiques, aspirent à retrouver leurs liens affectifs. Les conditions de logement, ensuite, sur lesquelles tout a été dit et dont les descriptions sont encore en deçà de certaines réalités. La promiscuité constitue le pire des facteurs épidémiques; pendant l'année 1950, sur 1.358 locataires d'un centre d'hébergement, 610 ont fait un séjour dans les hôpitaux. Après le logement viennent les restrictions, obligatoires ou volontaires (en 1950, 7.000 Nord-Africains du département de la Loire ont envoyé chez eux, sous forme de mandats, une somme globale supérieure à 500 millions de francs), restrictions qui entraînent en particulier une nourriture insuffisante et déséquilibrée, réduite le plus souvent à la soupe de tomates bien épicée, au kilo de pain, au litre de lait. Autant de facteurs qui se combinent pour aboutir à de nombreuses primo-infections avec évolution très rapide.

Le tuberculeux nord-africain présente un certain nombre de caractéristiques. Assez souvent, il arrive en France avec l'espoir d'être pris en charge par la sécurité sociale; il a été constaté à Lyon que, sur 400 malades hospitalisés, 42 soit 10 p. 100 portaient des lésions déjà traitées en Algérie; on a vu des malades se présenter à l'embauche dans les seules entreprises où ils savaient pouvoir éviter

(1) Cette étude a été établie par le contrôle général de la sécurité sociale.

une visite systématique et remplir ainsi les conditions administratives d'ouverture des droits à l'assurance; attitude d'ailleurs compréhensible quand on connaît la faiblesse, par rapport à la métropole, de l'équipement sanitaire d'Afrique du Nord.

Hospitalisé, le Nord-Africain compromet souvent son traitement, soit qu'il refuse des prescriptions, soit qu'il s'en aille de l'hôpital contre l'avis du médecin. De manière générale, son comportement diffère de celui des Européens; exprimant ce qu'il ressent en disant: « j'ai mal partout », oscillant de la crédulité totale à la méfiance totale, facilement dépressif, très susceptible, et très reconnaissant, il requiert une grande attention humaine.

En dehors de la tuberculose, on connaît assez mal le tableau sanitaire du Nord-Africain. On s'accorde à reconnaître qu'il est souvent un « digestif » de par ses conditions de nutrition. Aucun des chiffres recueillis ne permet de dire qu'il est, au temps des antibiotiques, plus sujets que d'autres aux affections vénériennes.

On constate enfin que, là où certaines conditions sont remplies, le tableau sanitaire se révèle extrêmement favorable. Dans la vallée de la Romanche, un groupe traditionnel travaille aux fours électrométallurgiques; il s'agit d'ouvriers convenablement logés, nourris, pour lesquels un effort spécial de prévention est fait et qui chaque année rentrent chez eux. Il est significatif de noter que malgré un climat assez dur, ce groupe d'environ 600 Algériens ne compte pas un seul jour d'hospitalisation entre le 1er juillet 1952 et le 30 juin 1953 et que pour la même période une seule admission en longue maladie a été prononcée.

B. — **Dépenses comparées des Nord-Africains et de l'ensemble des assurés.**

Le montant de tous les décomptes remis au remboursement par les Nord-Africains a été relevé au cours du mois de février 1954 dans les trois caisses primaires de la Moselle. On a obtenu ainsi un élément de comparaison de dépenses entre deux effectifs, celui des Nord-Africains et l'ensemble des assurés, effectifs connus à quelques unités près. Bien que le relevé n'ait été effectué que pendant un mois on peut considérer que la comparaison donne une idée valable des coûts moyens de l'assurance maladie. Les résultats financiers de l'assurance longue maladie n'ont pas été retenus, l'échantillon étant trop faible.

A. — *Coût moyen par assuré et par caisse, en maladie.*

METZ		THIONVILLE		SARREGUEMINES	
Nord-Africains.	Ensemble.	Nord-Africains.	Ensemble.	Nord-Africains.	Ensemble.
811,060	1.631,40	1.811,90	2.076,40	1.055	1.637

B. — *Coûts moyens par nature de dépense pour la caisse de Thionville.*

NATURE DE LA DÉPENSE	NORD-AFRICAINS	ENSEMBLE
Maladies, dépenses totales	1.812	2.076
Total prestations en nature	1.035	1.568
Pharmacie	181	501
Hospitalisation	650	333
Nombre d'indemnités journalières	1,216	1,138
Dépenses moyennes en indemnités journalières	507	508

Ainsi, la dépense d'assurance maladie est moins élevée en moyenne chez les Nord-Africains. Le fait s'explique en grande partie par la faible proportion d'ayants droit (9 p. 100 contre 34 p. 100 des dépenses).

La répartition des prestations en nature confirme la remarque que les Nord-Africains, beaucoup plus que les Européens, fréquentent l'hôpital. On observera que le faible montant des dépenses pharmaceutiques des Nord-Africains est dû à un certain transfert de ces dépenses dans l'hospitalisation. Le nombre d'indemnités journalières est sensiblement le même dans les deux cas ainsi que le montant moyen de ces indemnités.

C. — **Pensions d'invalidité.**

On a comparé ici, pour quatre grandes régions de sécurité sociale, groupant vingt départements où travaille la plus grosse masse des Nord-Africains, d'une part, des nombres et montants de pensions servies à des Nord-Africains et à tous autres assurés, d'autre part, des pourcentages d'assurés cotisants afférents à chacune de ces deux catégories.

Pensions d'invalidité (échéance du 4e trimestre 1953).

RÉGIONS	PENSIONS SERVIES à des Nord-Africains en métropole		PENSIONS SERVIES à tous autres que Nord-Africains.	
	Nombre.	Montant.	Nombre.	Montant.
		Francs.		Francs.
Paris	1.088	23.929.703	62.120	1.621.080.766
Lille	185	4.107.961	23.048	499.144.806
Lyon	139	2.435.139	16.835	395.925.155
Strasbourg	29	548.120	17.028	374.019.764
Total général			119.031	2.890.770.491

RÉGIONS	PENSIONS SERVIES à des Nord-Africains en Union française.	
	Nombre.	Montant.
		Francs.
Paris	1.249	28.234.937
Lille	208	5.358.142
Strasbourg	52	1.213.747
Total général	3.078	68.364.198

RÉGIONS	POURCENTAGE DES NORD-AFRICAINS par rapport à tous autres.			
	Pensions.		Nombre d'assurés.	
	Nombre.	Montant.	Evaluation minimum.	Evaluation maximum.
Paris	3,762	3,216	1,880	1,459
Lille	1,722	1,85	1,547	1,290
Lyon	1,580	1,262	2,251	1,644
Strasbourg	0,475	0,471	3,009	2,198
Total général	2,588	2,364	1,972	1,526

Les nombres et montants de pensions sont exacts; les chiffres ayant servi de base au calcul du nombre total par région de Nord-Africains pèchent légèrement par défaut; ceux des autres assurés ont fait l'objet d'une évaluation minimum (méthode des indemnités journalières) et d'une évaluation maximum (calcul de la F. N. O. S. S.). On constate deux anomalies: à Strasbourg, les pourcentages des montants sont inférieurs, ainsi que ceux des nombres, aux pourcentages d'assurés. Trois explications concourantes sont possibles: plus grande sévérité d'attribution, implantation plus récente, nombre beaucoup plus grand proportionnellement de pensionnés d'ancien régime. A Lille, les pourcentages de montants sont supérieurs à ceux des nombres; une série de rappels importants pourrait avoir influé. De manière générale, il apparaît assez nettement que les Nords-Africains sont proportionnellement plus pensionnés d'invalidité; le coût moyen de leurs pensions s'établit à 22.189 F contre 24.285 pour les autres.

II. — LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

A. — Généralités.

En 1951, on a compté dans la région de Lille 108,3 accidents du travail pour 1.000 assurés sociaux métropolitains, contre 271,1 pour 1.000 Nord-Africains. En 1952, ce rapport atteignait respectivement 126 et 288,8.

Dans l'industrie sidérurgique de la Moselle, on a compté, en 1952, 176,7 accidents du travail pour 1.000 assurés sociaux, contre 612,2 pour 1.000 Nord-Africains.

Ces résultats caractéristiques sont confirmés dans les autres régions étudiées. En 1952, dans l'industrie du bâtiment de la Loire, 39 p. 100 des accidents, soit un pourcentage largement supérieur à l'effectif, sont survenus à des Nord-Africains; dans la métallurgie du département de l'Isère, 19 p. 100 alors que leur nombre n'atteint pas 5 p. 100.

Aux usines Renault, de Billancourt, le total annuel des accidents nord-africain représentait:

a) Par rapport au total annuel des accidents de l'usine:

En 1951: 14 p. 100; en 1952: 13,26 p. 100; en 1953: 13 p. 100. (L'effectif nord-africain représente environ 12 p. 100 du total.)

b) Par rapport à l'effectif total Nord-Africains:

En 1951: 60,7 p. 100; en 1952: 49,2 p. 100; en 1953: 48 p. 100, alors que le rapport du total des accidents de l'usine au total de l'effectif ouvrier donnait: en 1951: 48,9 p. 100; en 1952: 48,7 p. 100; en 1953: 41,9 p. 100.

Les salariés nord-africains sont donc beaucoup plus souvent accidentés que les autres. Pourquoi ?

On le sait, le Nord-Africain qui vient en France est un agriculteur. Il n'est nullement préparé au travail industriel. Mais on aurait tort de croire que cette origine terrienne est un facteur décisif. Les exemples sont légion d'entreprises qui recrutent et forment rapidement en milieu paysan un personnel qualifié. Au reste, beaucoup de Nord-Africains n'en sont pas à leur premier séjour ou sont en France depuis longtemps. Leur inadaptation tient à d'autres causes, et leur comportement vis-à-vis de l'accident s'explique par des raisons bien particulières.

Tout d'abord, le Nord-Africain est un migrant qui, en général, ne songe pas à se fixer en France et se soucie relativement peu d'ascension sociale. Orienté dès son arrivée vers les travaux pénibles ou dangereux, il ne peut guère, par la suite, s'en évader, d'une part parce que la situation du marché du travail ne le lui permettrait que difficilement; d'autre part, parce qu'il est foncièrement fataliste et que son objectif principal est de gagner assez d'argent pour pouvoir retourner le plus vite possible dans son pays natal. Or la formation professionnelle représente un effort sans contrepartie financière immédiate (dans les 8 centres de formation professionnelle accélérée des Nord-Africains, le stage dure 9 mois). Voudrait-il d'ailleurs se spécialiser qu'il devrait d'abord acquérir une instruction de base dont la plupart du temps il lui manque les premiers rudiments; spécialisé, il ne serait pas certain de trouver un emploi correspondant à sa qualification.

Puis, le rythme de travail qui lui est imposé, les réflexes que l'on attend habituellement d'un ouvrier européen, ne correspondent pas toujours à son tempérament. Son état physique est fréquemment déficient en raison de son mode de vie; la sous-nutrition, la mal-nutrition, l'insouciance vestimentaire, l'inconfort du logement, pèsent diversement mais de façon certaine sur son travail.

Le Nord-Africain est donc, de par la nature de son activité, son tempérament, ses conditions d'existence, prédisposé à l'accident du travail.

B. — Eléments statistiques.

On a prétendu que le Nord-Africain ne fait guère d'efforts pour éviter l'accident et que, souvent, il le simule.

Pour apprécier cette affirmation, il convient d'examiner, non seulement la fréquence des accidents, mais encore et surtout la durée moyenne d'inactivité consécutive, car il est beaucoup plus facile de faire prolonger une incapacité temporaire par un médecin que de simuler un accident.

Des chiffres précis de durée moyenne comparés ont été recherchés. Les résultats obtenus à Strasbourg et à Lille indiquent:

Strasbourg (1952).

ACTIVITÉ	ENSEMBLE	NORD-AFRICAINS
Sidérurgie	20,23	17,56
Bâtiment	22,86	6,04
Métallurgie	16,45	15,67

Lille (toutes branches professionnelles).

ANNÉES	ENSEMBLE	NORD-AFRICAINS
1951	15,54	12,65
1952	16,96	16,59

La caisse régionale de Lille a poussé l'analyse en distinguant divers groupes d'assurés. Dans le tableau ci-dessous figurent les quatre groupes les plus représentatifs de la région au point de vue statistique.

Région de Lille.

Durée moyenne d'incapacité temporaire (en jours).

GROUPES	MÉTALLURGIE	BATIMENT T. P.	TEXTILE
Métropolitains	15,2	16,8	18
Nord-Africains	15,8	16,4	21,9
Belges	18,2	21,5	23,1
Polonais	18,5	19	28,8

On peut donc affirmer que la durée moyenne d'incapacité temporaire des Nord-Africains est plutôt inférieure à celle des autres assurés. On doit convenir que la simulation, si elle existe, n'apparaît chez eux nullement caractéristique. Le fait n'a rien de surprenant si l'on considère que l'inactivité est plus dommageable au travailleur nord-africain qu'aux autres en raison de son salaire relativement faible et de l'absence fréquente de compléments sociaux.

La durée d'hospitalisation de cet assuré est, par contre, légèrement supérieure à la moyenne. Voici les chiffres obtenus à Strasbourg en 1952: il s'agit, pour chaque sinistre comportant un arrêt de travail, du nombre moyen de jours d'hospitalisation:

	Européens.	Nord-Africains.
Sidérurgie	1,69	1,96
Métallurgie	0,72	1,21

En février 1954, à Sarreguemines, le nombre des journées d'hospitalisation des Nord-Africains représentait 35,8 p. 100 du total, alors que le nombre de leurs accidents était de 18 p. 100. La raison de ce phénomène est assez claire: hébergé et nourri gratuitement à l'hôpital, le Nord-Africain ne cherche pas à en sortir, surtout en hiver. D'autre part, beaucoup de médecins, connaissant ses conditions d'existence, ont une tendance naturelle à se montrer moins stricts envers lui.

L'exploitation des statistiques technologiques 1952 de la caisse régionale de Strasbourg a permis de comparer la gravité des accidents survenus aux Européens et aux Nord-Africains. Voici, pour les deux groupes professionnels les plus importants, la répartition des taux d'incapacité permanente partielle: 100 accidents entraînant incapacité permanente se répartissent dans chaque série de la façon suivante:

TAUX D'INCAPACITÉ permanente.	SIDÉRURGIE		BATIMENT	
	Nord-Africains.	Européens.	Nord-Africains.	Européens.
Moins de 10 p. 100	22,3	21,7	19	12,6
10 à 49 p. 100	64,7	71,6	65,8	75,8
50 p. 100 et plus	13	6,7	15,2	11,6

Ainsi, on peut dire que le Nord-Africain a, vis-à-vis de l'accident du travail, un comportement original. Si l'on s'en tient à la comparaison avec l'ensemble des assurés, le Nord-Africain a plus d'accidents de faible importance, et plus d'accidents graves, la durée moyenne d'incapacité étant légèrement plus faible.

Le risque « accident du travail » est en définitive nettement plus onéreux chez les Nord-Africains. Le relevé des dépenses en Moselle au mois de février 1954 donne les coûts moyens, en francs :

METZ		THIONVILLE		SARREGUEMINES	
Nord-Africains.	Ensemble.	Nord-Africains.	Ensemble.	Nord-Africains.	Ensemble
666	292	761	430,7	361	312

Quoique les montants totaux soient très différents dans les trois caisses, on constate dans tous les cas un coût moyen plus élevé chez les Nord-Africains, et ce fait est dû à un taux de fréquence plus élevé.

Si l'on examine les différents postes de dépenses d'accidents du travail à la caisse de Thionville, on obtient :

DÉSIGNATION	NORD-AFRICAINS assurés cotisants.	ENSEMBLE assurés cotisants
Dépenses totales.....	731	430
Prestations en nature.....	460	204
Prestations en espèces.....	301	226
Hospitalisation	264	99
Durée de l'incapacité temporaire.	0,52	0,31
Salaire moyen indemnités journalières	1.095	1.265

On notera l'importance des dépenses d'hospitalisation. Enfin, le salaire moyen calculé à partir des indemnités journalières accidents du travail est sensiblement inférieur chez les Nord-Africains. L'écart est plus grand qu'en assurance maladie.

Rentes accidents du travail (échéance du premier trimestre 1954).

RÉGIONS	RENTES SERVIES à des Nord-Africains en métropole.		RENTES SERVIES à tous autres que Nord-Africain.	
	Nombre.	Montant	Nombre	Montant.
Paris.....	3.078	14.392.935	94.039	676.132.797
Lille.....	1.152	4.323.723	40.640	253.784.647
Lyon.....	1.504	5.338.360	46.248	298.546.611
Strasbourg..	491	3.292.859	28.121	235.729.073
Total.....			209.048	1.464.192.288

RÉGIONS	RENTES SERVIES à des Nord-Africains en Union française.	
	Nombre.	Montant.
Paris	1.031	9.168.505
Lille	570	3.934.851
Lyon	873	5.939.550
Strasbourg	373	3.795.137
Total général.....	9.072	50.185.920

RÉGIONS	POURCENTAGE DES NORD-AFRICAINS à tous autres.			
	Rentes.		Nombre d'assurés.	
	Nombre.	Montant.	Evaluation minimum.	Evaluation maximum.
Paris	4,37	3,48	1,880	1,459
Lille	4,24	3,25	1,547	1,290
Lyon	5,14	3,78	2,251	1,644
Strasbourg	3.07	2,66	3,009	2,198
Total	4,34	3,43	1,972	1,526

On a recherché ici les mêmes comparaisons qu'en matière de pensions d'invalidité. Il apparaît encore nettement que les Nord-Africains bénéficient proportionnellement de plus de rentes pour accidents du travail que les autres; en revanche, le coût moyen de ces rentes, 5.531 F, est notablement inférieur à celui des autres: 7.004 F.

III. — ELEMENTS TIRES D'UNE ENQUETE SALAIRES-PRESTATIONS

Dans une enquête récente, le contrôle général de la sécurité sociale a précisé les rapports existant entre le salaire des assurés sociaux et le montant des prestations qui leur sont servies. Il a paru intéressant de relever, parmi les documents de base de ce sondage, qui a porté sur 30.000 salariés, ceux concernant les Nord-Africains et de les exploiter à part.

Sur 29.885 assurés recensés, 247 étaient Nord-Africains, soit 0,83 p. 100 du total. Encore que l'échantillon soit numériquement faible et inférieur au pourcentage national qui est de l'ordre de 1,2 ou 1,4 p. 100 suivant les estimations, la comparaison avec les résultats d'ensemble du sondage mérite attention.

a) *Eléments démographiques.*

Le classement des assurés par tranche d'âge donne les résultats suivants, en pourcentages :

ANNÉE DE NAISSANCE	NORD-AFRICAINS	ENSEMBLE de l'enquête.
	P. 100.	P. 100.
Avant 1890.....	1	7,5
1891-1900	7	15,4
1901-1910	20	22,7
1911-1920	31	18,4
1921-1930	35	25,1
1931-1934	6	10,9

On trouve ici la confirmation du fait qu'il s'agit d'une population d'hommes jeunes. La plupart sont en outre célibataires (73 p. 100). Ces caractères sont classiques de toute immigration de main-d'œuvre.

b) *Eléments économiques.*

La répartition des assurés, selon l'importance des entreprises qui les emploient, est la suivante :

IMPORTANCE DE L'ENTREPRISE	NORD-AFRICAINS	ENSEMBLE de l'enquête.
	P. 100.	P. 100.
Moins de 10 salariés.....	11	25
10 à 300 salariés.....	35	42
Plus de 300 salariés.....	59	33

La quasi totalité des Nord-Africains sont des ouvriers payés à l'heure. La répartition dans l'échelle de salaires est mise en évidence par le tableau ci-dessous (qui s'applique à l'année 1951) :

SALAIRE HORAIRE	NORD-AFRICAINS	ENSEMBLE de l'enquête.
	P. 100.	P. 100.
50 à 99 F	68	44
100 à 149 F	28	40,5
150 à 199 F	2	10,4

c) *Eléments financiers.*

On notera d'abord que sur 247 Nord-Africains, 106, soit 43 p. 100 (contre 26, 5 p. 100 pour l'ensemble du sondage) n'ont touché en 1951 aucune prestation de sécurité sociale. Le coût moyen de l'assuré nord-africain ressort à 9.610 F contre 11.039 F de moyenne générale. Le fait n'est pas accidentel.

Une des conclusions de l'enquête générale était que le montant de la dépense par assuré est fonction du salaire. On trouve, pour les Nord-Africains :

TRANCHE DE SALAIRES	NOMBRE d'assurés.	DÉPENSE MOYENNE par assuré.
0 - 49	2	4.250
50 - 99	171	9.300
100 - 149	69	10.950
150 - 199	5	6.200

Les tranches extrêmes étant exclues comme non significatives, on constate à tout le moins une tendance à l'augmentation des dépenses avec le niveau des salaires.

La grosse majorité des bénéficiaires (170 sur 185) ont été admis en maladie. Mais la façon dont a été conduite l'enquête a éliminé environ la moitié des cas de longue maladie (n'ont été retenus que les assurés présents au travail au 1er janvier 1951). On ne doit donc donner aucune signification particulière au faible nombre des cas de longue maladie (3 p. 100). Un fait plus important est le pourcentage des frais d'hospitalisation dans les dépenses totales : 49,5 p. 100 contre 21,85 p. 100 pour l'ensemble de l'enquête, la quasi totalité dans les établissements publics. Par contre, les frais de médicaments ne dépassent pas 7,2 p. 100 du total.

Enfin, si l'on examine la répartition des prestations versées à chaque assuré, classées par ordre décroissant, on trouve que :

	NORD-AFRICAINS	ENSEMBLE
	P. 100.	P. 100.
Le premier quart des prestations a été payé à	1	2
Le deuxième quart a été payé à	4	5,70
Le troisième quart a été payé à	7,5	12
Le quatrième quart a été payé à	46,5	53,8
N'ont rien touché	41	26,4

Ainsi, dans les deux séries on obtient des courbes de distribution sensiblement voisines.

IV. — LES PRESTATIONS FAMILIALES

A. — Généralités.

Les sommes versées en Algérie à des familles dont le père travaillait en métropole n'ont cessé de croître puisqu'elles ont passé de 74 millions en 1946 à plus d'un milliard en 1948, à 2 milliards en 1950 et à 5 milliards 232 millions en 1953. On sait que ces allocations sont payées au taux algérien, inférieur au taux français.

Prestations versées aux familles dont le chef réside en métropole.
(En millions).

	1946	1948	1950	1952	1953
Caisse interprofessionnelle de Constantine	40	620	980	2.560	2.960
Caisse interprofessionnelle d'Alger	20	380	815	1.560	1.740
Caisse interprofessionnelle d'Oran	14	200	285	460	532
Total	74	1.200	2.080	4.600	5.232

Nombre d'allocataires des caisses algériennes.
(Section métropole).

	1948	1950	1952	1953
Caisse interprofessionnelle de Constantine	20.700	20.600	39.900	43.300
Caisse interprofessionnelle d'Alger	9.900	14.800	17.700	22.700
Caisse interprofessionnelle d'Oran	6.000	5.700	7.000	7.600
Total	36.600	41.100	64.600	73.600

B. — Composition des familles allocataires.

Le tableau ci-dessous donne la composition des familles allocataires d'Algérie dont le chef se trouve en métropole. Les familles de un et deux enfants représentent 61 p. 100 du nombre total des familles, celles de trois : 19 p. 100, celles de plus de six : 2,60 p. 100. En outre, une comparaison du nombre moyen d'enfants par famille (les bénéficiaires de l'allocation de salaire unique et les familles d'un enfant étant exclus) entre d'une part les familles allocataires de la France entière et d'autre part les familles allocataires d'Algérie qui ouvrent droit par le travail de leur chef en métropole, donne des moyennes respectives de 2,84 et de 3,04. Autrement dit, cette différence, si elle indique bien une légère supériorité numérique de familles algériennes, infirme l'idée de charges familiales beaucoup plus lourdes. La raison en est probablement dans une mortalité infantile encore considérable, et aussi dans le fait que cette catégorie de chefs de familles constitue une population relativement jeune.

Composition des familles allocataires (métropolitains).
Année 1953.

	ALGER		CONSTANTINE		ORAN	
	Nombre de familles.	Nombre d'enfants.	Nombre de familles.	Nombre d'enfants.	Nombre de familles.	Nombre d'enfants.
1 enfant	7.115	7.115	16.993	16.993	1.776	1.776
2 enfants	6.572	13.144	10.478	20.956	1.800	3.600
3 enfants	4.688	14.064	6.947	20.841	1.640	4.920
4 enfants	2.575	10.300	4.698	18.792	1.150	4.600
5 enfants	987	4.935	2.877	14.385	780	3.900
6 enfants	224	1.344	922	5.532	280	1.680
7 enfants	49	343	162	1.134	71	497
8 enfants	7	56	81	468	16	128
9 enfants	1	9	74	666	3	27
10 enfants			71	710	3	30
Total	22.218	51.310	43.323	100.477	7.519	21.158

V. — ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

A. — Les services.

Deux caisses régionales ont créé des services spécialisés. La caisse régionale de Lille a organisé un service social nord-africain, composé de quatre Nord-Africains, qui tiennent des permanences auprès des caisses d'allocations familiales et au siège des caisses primaires, servent d'interprètes notamment au contrôle médical, effectuent les enquêtes à domicile sans caractère de contrôle administratif, font des visites dans les hôpitaux, etc.

Il s'agit en fait d'assistants sociaux sans diplômes. L'expérience semble intéressante dans le cadre de la région lilloise. On enregistre pour l'année 1953, 2.000 visites à domicile et 7.000 visites aux permanences.

La caisse régionale de Paris a fondé en janvier 1952 un bureau régional de liaison, avec deux travailleurs sociaux dûment qualifiés, spécialisés dans les questions nord-africaines. Etant donné la différence d'échelle et de qualité des problèmes et l'armature sociale déjà existante, le bureau de liaison s'est donné pour tâche: d'une part, en évitant tout double emploi, de traiter un certain nombre de cas sociaux particulièrement délicats, d'autre part, de fournir aux assistants de secteurs, au personnel des caisses, y compris les guichetiers, des informations, des conseils, des études, ce dernier objectif étant alimenté par le premier et devant peu à peu prendre toute la place.

Dans cet esprit, le bureau de liaison a pu détecter et traiter un certain nombre de cas qui, par suite de leur fréquence, constituent de véritables problèmes:

Problème des mineurs: des adolescents entre quatorze et dix-huit ans vivent dans des conditions aussi déplorables que celles de leurs aînés, sont justiciables du préventorium ou du sanatorium, volent souvent retenu contre eux le délit de vagabondage parce qu'ils n'ont ni argent, ni domicile fixe. Ils ne sont justiciables ni des services de l'inspection du travail, ni de ceux de l'enseignement technique;

Problèmes médicaux: une enquête menée par le service d'inspection de la caisse primaire centrale, montre que « partent rapidement en sanatorium les malades qui ont des relations dans les établissements ou sont épaulés par des services très actifs ». Ce n'est évidemment pas le cas des Nord-Africains et ceux-ci, dans la statistique des délais de placement, occupent une place peu enviable: 20,45 p. 100 contre 8,23 p. 100 d'Européens attendent entre quatre et cinq mois pour être admis dans un établissement;

Problèmes sociaux: le tuberculeux reconnu médicalement guéri, qui sort du sanatorium et passe plusieurs journées et plusieurs nuits dans la rue; ou bien le malade renvoyé de l'hôpital et qui doit attendre en plein foyer de contagion son départ pour un établissement.

En dehors de ces deux services régionaux, la plupart des caisses d'allocations familiales ont spécialisé avec succès une de leurs assistances dans l'aide aux familles musulmanes.

B. — Les prestations.

La statistique comparative des prestations supplémentaires perçues par les Européens et les Nord-Africains a été établie par caisse. La part Nord-Africaine s'est révélée voisine de zéro. A titre d'exemple, le tableau ci-dessous indique les prestations supplémentaires accordées pour une année par la caisse C, à Lyon, caisse où sont affiliés plus de 5.000 Nord-Africains.

Dossiers examinés: 1.029; rejets: 152; accords: 877.

	FRAIS médicaux et pharmaceutiques.	FRAIS d'accompagnement.	SECOURS exceptionnels.	FRAIS funéraires.	LAYETTE et lait.
Métropolitains	628	171	45	14	7
Nord-Africains	8	0	1	1	1

C. — La politique du logement.

Les caisses de sécurité sociale de la région de Strasbourg, grâce à l'obligation qu'ont les employeurs de déclarer chaque entrée et chaque sortie de salariés, connaissent avec précision l'effectif de leurs affiliés, leur répartition professionnelle et géographique. Les caisses de la Moselle ont procédé au recensement de leurs affiliés nord-africains au 1er janvier 1954. Ce travail a été fait à partir des rôles d'employeurs: il s'agit donc de salariés au travail à cette date. On constate que la grande majorité des Nord-Africains sont groupés dans les grands centres industriels et miniers de la région.

Les conditions de logement sont connues par les enquêtes périodiques du contrôle social de la main-d'œuvre nord-africaine. Dans le tableau ci-dessous ont été rapprochés, pour les cinq principales concentrations de Nord-Africains les chiffres de salariés au travail et ceux de salariés hébergés soit par les entreprises, soit par un organisme officiel.

Les localités qui entourent Hayange (de Algrange à Ebange) ont été groupées en une seule unité en raison de l'interpénétration des différentes localités au point de vue emploi et logement. De même, ont été groupées avec Forbach les localités de Petite-Rosselle, Merlebach et Stiring-Wendel.

	EFFECTIF TOTAL	EFFECTIF LOGÉ
Hayange	3.300	3.265
Forbach	2.258	2.250
Metz	1.604	330
Thionville	1.113	392
Hagondange	855	601

Il convient de remarquer d'abord que sur 15.000 Nord-Africains au travail en Moselle, 10.500 sont hébergés en général par les employeurs, occasionnellement dans des foyers. Il s'agit là d'une situation exceptionnellement favorable. Pour la France entière, les rapports sont à l'inverse. Sur l'effectif au travail, plus proche certainement de 160.000 que de 150.000 on comptait, au 13 janvier 1953, 41.000 hébergés par les employeurs dans des conditions allant « d'excellent à très médiocre », 2.450 dans des foyers créés à l'initiative du ministère du travail (direction de la main-d'œuvre) et dont les installations sont généralement satisfaisantes, 5.000 dans des centres administratifs divers.

Si donc la Moselle est relativement très bien équipée pour loger des Nord-Africains, cet équipement est très inégalement réparti. A cet égard, le rôle des grandes entreprises est capital. On peut dire que la qualité de l'hébergement dépend de la dimension des entreprises. Que dans une localité un gros employeur (houillères du bassin de Lorraine, à Petite-Rosselle et Merlebach, de Wendel à Hayange, S. O. L. L. A. C. à Sérémange, U. C. P. M. I. à Hagondange, etc.), crée un foyer d'hébergement, et la situation devient favorable. Les centres officiels et centres interentreprises n'apparaissent que comme des exceptions ou des appoints. Dans des villes comme Metz et Thionville, où la population nord-africaine est répartie dans un grand nombre d'entreprises, l'insuffisance des moyens d'hébergement apparaît par contre avec évidence. En outre, si le problème est plus frappant dans les grandes villes, il est peut-être plus grave encore dans certaines localités comme Sarrebourg où il n'existe aucun moyen d'hébergement collectif, et où les possibilités du logement privé sont réduites.

Les estimations donnent actuellement, pour l'ensemble de la France: un tiers des travailleurs nord-africains logés dans des conditions extrêmement variables. Pour tous les autres, on retrouve le tableau des hôtels, des taudis et des bidonvilles. Dans la région parisienne, par exemple, les Nord-Africains représentent 20 p. 100 de la population vivant en hôtels meublés, à plusieurs par chambres.

C'est pour ces raisons que la caisse nationale de sécurité sociale a voté dès 1953 d'importantes subventions en vue de créer des foyers d'hébergement pour les travailleurs nord-africains. Au 31 août 1955, le montant total des crédits ainsi engagés s'élevait à 1.159.023.100 francs pour 26 foyers représentant une capacité totale de 4.117 lits. Dix de ces centres seront achevés à la fin de l'exercice 1955. La lenteur relative de ces opérations s'explique en particulier par l'obstination de certaines municipalités qui refusent d'accepter des Nord-Africains sur leur territoire. On peut cependant penser que les derniers obstacles seront levés et il est raisonnable de prévoir qu'avant la fin de l'année 1956 tous les centres seront occupés. Ce faisant, la sécurité sociale, en assurant des conditions correctes de logement à une catégorie d'assurés particulièrement démunis, et en supprimant ainsi des dépenses qui auraient incombé aux assurances de maladie et de longue maladie, s'assure des investissements fructueux.

RESULTATS DES ELECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

SCRUTIN DU 17 NOVEMBRE 1955

COLLEGE DES SALARIES

1° CAISSES PRIMAIRES DE SECURITE SOCIALE

Les caisses sont groupées par région. Les régions sont classées par ordre alphabétique. A l'intérieur de chaque région, chaque caisse est signalée par sa référence et par le nom de la ville du siège. La référence comprend un numéro caractéristique du département dans lequel se trouve la circonscription de la caisse et une lettre caractéristique de la caisse dans la région.

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Bordeaux.														
24-B — Périgueux	45.883	34.569	15.341	8	8.481	4	5.266	3	5.481	3	»	»	»	»
33-A — Bordeaux	191.233	120.098	50.356	12	28.049	6	20.364	4	17.473	4	»	»	12.856	1
40-C — Mont-de-Marsan...	32.135	23.761	6.689	5	10.326	8	6.746	5	»	»	»	»	»	»
47-D — Agen	33.915	25.150	10.553	8	9.422	7	5.175	3	»	»	»	»	»	»
64-E — Bayonne	30.730	22.515	8.635	7	5.981	5	7.899	6	»	»	»	»	»	»
F — Pau	39.239	30.151	10.969	7	9.349	6	6.859	4	»	»	»	»	2.974	1
Totaux	373.135	265.244	102.543	47	71.608	36	52.309	25	22.954	7	»	»	15.830	2
Clermont-Ferrand.														
03-A — Moulins	68.420	47.525	22.832	10	9.060	3	5.900	2	6.125	2	»	»	3.608	1
15-B — Aurillac	16.869	11.736	4.861	5	3.049	3	2.457	3	1.369	1	»	»	»	»
43-C — Le Puy.....	28.869	22.425	6.408	5	4.172	3	11.845	10	»	»	»	»	»	»
48-E — Mende	9.994	7.419	2.788	5	1.096	2	3.067	5	»	»	468	»	»	»
63-E — Clermont-Ferrand	94.595	65.202	29.528	9	12.097	3	11.344	3	8.586	2	3.647	1	»	»
Totaux	218.747	154.307	66.417	34	29.474	14	34.613	23	16.080	5	4.115	1	3.608	1
Dijon														
21-A — Dijon	70.843	45.990	16.877	8	10.268	4	7.741	3	3.821	1	3.949	1	3.334	1
25-B — Besançon.....	51.494	36.950	10.380	5	7.025	3	14.783	8	4.762	2	»	»	»	»
C — Montbéliard.....	41.670	30.397	14.397	9	3.664	2	8.940	5	3.396	2	»	»	»	»
39-D — Lons-le-Saunier...	42.136	30.379	10.505	7	5.010	3	8.508	5	2.584	1	1.690	1	2.082	1
70-E — Vesoul	35.364	26.683	9.837	7	5.061	3	7.600	5	4.185	3	»	»	»	»
71-F — Mâcon	87.327	60.829	27.088	9	5.960	2	13.542	4	5.697	1	»	»	8.542	2
89-G — Auxerre	39.552	28.249	14.917	10	»	»	6.380	4	6.922	4	»	»	»	»
90-H — Belfort	53.212	24.625	8.205	7	5.456	4	6.691	5	3.194	2	»	»	1.079	»
Totaux.....	401.598	284.072	112.206	62	42.444	21	74.185	39	34.561	16	5.639	2	15.037	4

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Lille.														
02-A — Laon	38.940	28.259	12.974	9	6.315	4	4.776	3	4.194	2	»	»	»	»
B — Saint-Quentin	51.823	39.494	19.474	9	8.849	4	6.311	3	4.860	2	»	»	»	»
59-C — Armentières	28.992	24.111	6.713	5	8.034	6	7.274	6	»	»	»	»	2.090	1
D — Cambrai	37.067	29.239	12.466	8	7.590	5	6.248	4	2.935	1	»	»	»	»
E — Douai	31.961	23.656	10.343	8	5.225	4	4.432	3	2.473	2	»	»	1.183	1
F — Dunkerque	38.124	29.570	12.808	8	6.592	4	6.225	4	2.129	1	»	»	1.816	1
G — Lille	166.048	126.414	44.421	10	34.046	7	31.466	7	11.350	2	»	»	5.131	1
H — Maubeuge	53.085	42.389	21.847	10	7.147	3	7.228	3	6.167	2	»	»	»	»
I — Roubaix	84.305	66.203	23.177	7	19.178	5	18.024	5	»	»	»	»	5.824	1
J — Tourcoing	60.107	49.580	20.821	8	8.803	3	15.738	6	»	»	»	»	4.218	1
K — Valenciennes	80.470	62.427	36.080	11	9.697	3	11.524	3	3.357	1	»	»	1.769	0
62-L — Arras	36.359	27.523	12.311	9	6.336	4	6.489	4	2.357	1	»	»	»	»
M — Boulogne	36.818	27.432	13.082	9	5.036	3	6.821	5	2.493	1	»	»	»	»
N — Calais	41.847	32.128	13.791	8	7.746	4	6.860	4	3.731	2	»	»	»	»
O — Lens	52.063	38.156	17.605	9	11.341	5	9.210	4	»	»	»	»	»	»
80-P — Amiens	93.992	70.139	38.677	10	15.066	4	10.685	3	5.711	1	»	»	»	»
Totaux	932.001	716.720	316.620	138	167.001	68	159.311	67	51.757	18	»	»	22.031	6
Limoges.														
16-A — Angoulême	48.110	35.563	18.600	9	7.585	4	6.506	3	4.872	2	»	»	»	»
17-B — La Rochelle	60.227	40.497	14.641	7	7.930	4	5.864	2	5.908	2	2.464	1	3.990	2
19-C — Tulle	35.430	26.836	14.334	10	7.475	5	5.027	3	»	»	»	»	»	»
23-D — Guéret	17.168	13.400	7.362	7	3.978	3	2.060	2	»	»	»	»	»	»
79-E — Niort	33.286	24.123	7.576	6	6.145	4	6.395	5	4.007	3	»	»	»	»
86-F — Poitiers	36.863	26.128	10.769	8	4.877	3	6.126	4	4.356	3	»	»	»	»
87-G — Limoges	64.130	48.822	23.682	9	13.256	5	5.150	2	6.734	2	»	»	»	»
Totaux	295.214	215.360	94.964	56	51.246	28	37.128	21	25.877	12	2.464	1	3.990	2
Lyon.														
01-C — Bourg	49.828	31.752	14.586	9	5.735	3	7.088	4	2.921	2	1.422	»	»	»
07-D — Annonay	16.065	12.734	5.194	6	1.669	1	4.152	4	1.719	1	»	»	»	»
E — Privas	28.655	22.227	9.983	8	4.598	4	7.646	6	»	»	»	»	»	»
26-F — Valence	58.544	40.604	17.833	8	7.248	3	7.351	3	8.172	4	»	»	»	»
38-G — Grenoble	133.804	92.176	52.400	11	13.007	2	18.284	4	8.485	1	»	»	»	»
H — Vienne	35.548	26.869	13.692	10	4.394	3	5.094	3	3.689	2	»	»	»	»
42-I — Roanne	44.312	32.893	14.248	8	3.784	2	7.693	4	7.168	4	»	»	»	»
J — Saint-Etienne	141.657	102.578	41.275	8	14.336	2	24.179	5	11.966	2	4.429	»	6.393	1
69-A — Lyon	300.070	205.671	88.138	12	26.805	3	42.482	6	48.246	6	»	»	»	»
B — Villefranche	34.091	25.466	9.569	7	3.624	2	5.070	4	7.203	5	»	»	»	»
73-K — Chambéry	58.520	38.231	18.816	9	6.085	3	8.336	4	2.007	1	2.987	1	»	»
74-L — Annecy	60.622	39.346	17.723	8	6.865	3	14.758	7	»	»	»	»	»	»
Totaux	961.716	670.547	303.457	104	98.150	31	152.133	54	101.576	28	8.838	1	6.393	1
Marseille.														
04-A — Digne	12.670	9.332	4.833	7	1.738	2	1.653	2	710	1	398	»	»	»
05-B — Gap	14.875	10.361	4.130	5	2.118	2	3.041	4	»	»	»	»	1.075	1
06-C — Nice	103.054	66.904	39.055	12	6.205	1	7.225	2	8.353	2	3.724	1	2.342	»
13-D — Marseille	280.028	190.521	98.082	15	31.135	4	20.360	3	32.203	4	»	»	8.651	1
20-E — Ajaccio	20.512	15.530	6.003	5	5.650	4	3.877	3	»	»	»	»	»	»
83-F — Toulon	69.481	50.284	26.019	9	10.988	4	7.914	3	5.333	2	»	»	»	»
84-G — Avignon	52.043	35.073	17.202	10	6.889	4	5.077	2	3.181	1	»	»	2.724	1
Totaux	552.663	378.008	195.324	63	64.723	21	49.177	19	49.870	10	4.122	1	15.224	3
Montpellier.														
11-A — Carcassonne	31.845	23.167	8.536	7	5.533	5	3.130	2	4.196	3	»	»	1.772	1
12-B — Rodez	33.424	24.148	9.011	7	5.571	4	7.339	6	»	»	2.227	1	»	»
30-C — Nîmes	51.300	38.098	18.846	10	6.001	3	6.723	3	4.946	2	1.582	»	»	»
34-D — Béziers	24.611	16.608	7.083	8	3.293	4	2.346	2	3.786	4	»	»	»	»
E — Montpellier	43.816	30.900	12.057	8	4.432	3	5.981	4	3.600	2	»	»	4.830	1
66-F — Perpignan	29.346	19.427	11.350	11	5.158	5	2.949	2	»	»	»	»	»	»
Totaux	214.342	152.348	66.883	51	30.088	24	28.438	19	16.528	11	3.809	1	6.602	2
Nancy.														
08-A — Charleville	66.503	48.217	25.546	10	11.155	4	11.516	4	»	»	»	»	»	»
10-B — Troyes	59.587	41.886	20.127	9	6.913	3	9.488	4	5.358	2	»	»	»	»
51-C — Reims	84.787	59.232	24.870	8	11.467	3	11.494	4	7.428	2	3.973	1	»	»
52-D — Chaumont	37.096	25.306	11.268	8	4.938	3	6.646	5	»	»	»	»	2.544	2
54-E — Longwy	40.684	29.226	18.668	12	2.048	1	5.121	3	1.451	1	»	»	1.938	1
F — Nancy	116.959	78.313	32.890	8	9.187	2	20.717	5	9.686	2	»	»	5.833	1
55-G — Bar-le-Duc	38.160	26.850	9 310	6	7.167	5	6.915	5	1.929	1	»	»	1.529	1
88-H — Epinal	97.554	71.190	25.987	7	14.349	3	18.162	5	7.840	2	»	»	4.852	1
Totaux	541.330	380.310	168.666	68	67.224	24	90.059	35	33.692	10	3.973	1	16.696	6

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges
Nantes.														
37-A — Tours	54.419	37.375	15.141	8	6.317	3	6.529	3	9.388	4	»	»	»	»
44-B — Nantes	108.979	81.358	25.742	6	10.922	2	25.897	6	11.220	2	»	»	7.907	2
C — Saint-Nazaire	40.854	30.269	10.041	6	6.360	4	11.003	7	1.213	»	»	»	1.622	1
49-D — Angers	52.919	36.972	11.476	6	5.911	3	9.796	5	5.156	2	1.751	1	2.852	1
E — Cholet	26.632	20.246	3.690	3	2.751	2	9.901	10	»	»	»	»	3.904	3
56-I — Vannes	54.761	42.811	17.785	8	5.492	2	13.760	6	3.146	1	2.628	1	»	»
85-H — La Roche-sur-Yon	39.594	30.386	4.694	3	4.457	3	14.456	9	2.558	1	»	»	4.221	2
Totaux	378.158	279.417	88.239	40	42.240	19	91.342	46	32.711	10	4.379	2	20.506	9
Orléans.														
18-A — Bourges	57.230	41.857	21.671	10	5.033	2	6.073	2	6.340	3	2.740	1	»	»
36-B — Châteauroux	41.596	30.312	15.731	10	5.616	3	5.576	3	3.389	2	»	»	»	»
41-C — Blois	36.882	26.512	11.329	8	4.092	3	4.081	3	4.157	3	1.953	1	»	»
45-D — Orléans	72.720	52.268	19.354	7	10.392	4	12.240	4	6.956	2	»	»	3.306	1
58-E — Nevers	43.379	31.347	14.729	10	6.913	4	4.307	2	2.245	1	»	»	3.153	1
Totaux	251.807	182.296	82.814	45	32.946	16	32.297	14	23.087	11	4.693	2	6.459	2
Paris.														
28-B — Chartres	39.719	29.810	11.434	7	8.520	5	7.171	5	2.715	1	»	»	»	»
60-C — Beauvais	52.878	38.377	18.320	9	8.508	4	7.647	3	3.902	2	»	»	»	»
D — Creil	38.098	27.786	15.000	11	3.614	2	3.872	2	2.626	2	2.074	1	»	»
75-A — Paris	2.508.456	1.717.109	770.037	18	161.822	3	239.671	5	206.783	5	109.782	2	229.014	3
77-H — Melun	85.903	59.301	27.060	9	8.275	2	7.570	2	10.299	3	6.097	2	»	»
Totaux	2.725.054	1.872.413	842.451	54	190.739	16	265.931	17	226.325	13	117.953	5	229.014	3
Rennes.														
22-A — Saint-Brieuc	49.320	38.375	17.615	9	6.281	3	8.835	4	5.644	2	»	»	»	»
24-B — Brest	69.263	47.857	18.310	10	8.499	3	21.048	8	»	»	»	»	»	»
29-C — Quimper	50.918	39.878	20.450	7	7.833	3	11.595	5	»	»	»	»	»	»
35-D — Rennes	80.407	60.873	19.074	6	8.736	2	24.035	8	4.645	1	4.383	1	»	»
53-E — Laval	26.058	19.522	6.789	7	3.390	3	6.679	6	2.664	2	»	»	»	»
72-F — Le Mans	77.148	54.438	18.602	7	12.242	4	11.390	4	7.117	2	»	»	5.087	1
Totaux	353.144	260.943	100.840	46	46.981	18	83.582	35	20.070	7	4.383	1	5.087	1
Rouen.														
14-A — Caen	75.081	47.431	18.413	7	5.570	2	9.300	4	6.688	2	7.460	3	»	»
27-B — Evreux	62.955	44.307	19.025	8	8.327	3	8.694	4	2.668	1	3.408	1	2.185	1
50-C — Saint-Lô	52.318	36.703	9.994	5	5.633	3	8.914	4	3.613	2	»	»	8.549	4
61-L — Alençon	37.499	26.078	8.354	6	4.524	3	6.275	5	»	»	»	»	6.925	4
76-E — Dieppe	32.746	23.341	9.895	8	5.361	4	3.818	3	4.267	3	»	»	»	»
F — Elbeuf	13.751	10.563	4.164	5	2.149	3	1.413	1	1.090	1	»	»	1.747	2
G — Le Havre	81.007	57.928	29.967	11	4.838	1	7.120	2	5.055	2	»	»	10.948	2
H — Rouen	118.706	83.605	39.977	9	13.958	3	14.238	3	9.467	2	»	»	5.965	1
Totaux	474.057	329.956	139.789	59	50.360	22	59.772	26	32.848	13	10.868	4	36.319	14
Strasbourg.														
57-A — Metz	64.252	42.343	15.701	7	5.156	2	14.638	7	»	»	2.927	1	3.921	1
B — Sarreguemines	43.983	27.763	4.805	3	4.622	3	14.599	10	»	»	1.789	1	1.948	1
C — Thionville	53.705	34.654	16.372	9	4.070	2	10.710	6	»	»	»	»	3.502	1
67-D — Haguenau	51.582	35.471	9.272	4	5.565	3	20.637	11	»	»	»	»	»	»
E — Sélestat	49.932	37.125	10.406	5	4.157	2	22.562	11	»	»	»	»	»	»
F — Strasbourg	119.463	71.475	22.436	6	8.091	2	28.313	7	3.868	1	»	»	8.767	2
68-J — Mulhouse	91.074	64.991	20.430	6	10.653	3	24.338	7	»	»	4.411	1	5.159	1
68-G — Colmar	67.039	45.568	12.720	5	8.960	3	23.888	10	»	»	»	»	»	»
Totaux	541.050	359.393	112.142	45	51.274	20	159.685	69	3.868	1	9.127	3	23.297	6
Toulouse.														
09-A — Foix	21.978	16.551	7.667	9	4.138	5	»	»	3.685	3	»	»	1.061	1
31-B — Toulouse	111.665	77.340	31.540	9	20.298	5	5.694	1	6.683	1	4.283	1	8.842	1
32-C — Auch	12.505	9.045	3.750	5	3.524	5	1.771	2	»	»	»	»	»	»
46-D — Canors	16.086	12.101	4.871	5	4.269	4	2.961	3	»	»	»	»	»	»
65-E — Tarbes	40.236	27.543	14.133	9	7.076	5	6.334	4	»	»	»	»	»	»
81-F — Albi	53.851	41.507	18.241	8	7.296	3	8.913	4	7.057	3	»	»	»	»
82-G — Montauban	19.944	15.001	5.627	5	5.163	4	3.103	2	»	»	»	»	1.108	1
Totaux	276.268	199.088	85.829	50	51.764	31	28.776	16	17.425	7	4.283	1	11.011	3

2° CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Les caisses sont groupées par région. Les régions sont classées par ordre alphabétique. A l'intérieur de chaque région, chaque caisse est signalée par sa référence et par le nom de la ville du siège. La référence comprend un numéro caractéristique du département dans lequel se trouve la circonscription de la caisse et un chiffre caractéristique de la caisse dans le département.

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Bordeaux.														
24-1 — Périgueux	9.216	6.304	3.574	7	1.377	3	1.353	2	»	»	»	»	»	»
33-1 — Bordeaux	40.737	26.440	11.687	6	4.697	2	4.890	2	3.883	2	»	»	1.283	»
40-1 — Mont-de-Marsan	6.559	4.641	1 655	4	1.484	4	1.502	4	»	»	»	»	»	»
47-1 — Agen	7.067	4.849	2 368	6	1.416	3	1.065	3	»	»	»	»	»	»
64-1 — Bayonne	7.047	5.089	2.259	6	1.032	2	1.798	4	»	»	»	»	»	»
2 — Pau	8.483	6.168	2.362	5	1.634	3	1.370	3	»	»	»	»	802	1
Totaux	79.109	53.491	23.905	34	11.640	17	11.978	18	3.883	2	»	»	2.085	1
Clermont-Ferrand.														
03-1 — Moulins	14.038	9.078	4.948	7	1.503	2	1320	2	1.307	1	»	»	»	»
15-1 — Aurillac	3.182	2.121	1.157	7	453	2	511	3	»	»	»	»	»	»
43-1 — Le Puy	4.905	3.730	1.137	4	685	2	1.908	6	»	»	»	»	»	»
48-1 — Mende	1.725	1.192	497	5	»	»	409	4	»	»	286	3	»	»
63-1 — Clermont-Ferrand	21.227	14.209	6.872	7	1.771	1	2.440	2	1.475	1	1.651	1	»	»
Totaux	45.077	30.330	14.611	30	4.412	7	6.588	17	2.782	2	1.937	4	»	»
Dijon.														
21-1 — Dijon	14.995	9.282	3.891	6	1.777	2	1.356	2	555	»	988	1	715	1
25-1 — Besançon	11.727	8.162	2.527	4	1.751	2	3.884	6	»	»	»	»	»	»
2 — Valentigney	11.755	8.854	4.339	6	1.078	1	3.437	5	»	»	»	»	»	»
39-1 — Saint-Claude	10.474	7.247	2.941	5	1.088	2	1.957	3	607	1	654	1	»	»
70-1 — Vesoul	8.080	5.763	2.489	6	1.206	2	2.068	4	»	»	»	»	»	»
71-1 — Mâcon	21.088	14.418	7.942	7	1.718	1	4.758	4	»	»	»	»	»	»
89-1 — Auxerre	8.198	5.575	3.036	7	»	»	1.431	3	1.108	2	»	»	»	»
90-1 — Belfort	8.111	5.828	2.147	5	818	2	1.647	4	631	1	»	»	585	»
Totaux	94.428	65.129	29.312	46	9.436	12	20.538	31	2.901	4	1.642	2	1.300	1
Lille.														
02-1 — Saint-Quentin	13.776	10.003	5.371	7	2.502	3	2.130	2	»	»	»	»	»	»
2 — Soissons	11.141	7.950	3.931	6	2.228	3	1.791	3	»	»	»	»	»	»
59-1 — Armentières	6.173	5.030	1.406	3	1.295	3	1.820	5	»	»	»	»	509	1
2 — Cambrai	8.875	6.652	3.246	6	1.552	3	1.854	3	»	»	»	»	»	»
3 — Douai	8.940	6.377	3.314	6	1.487	3	1.576	3	»	»	»	»	»	»
4 — Dunkerque	12.299	9.652	4.606	6	2.114	2	2.115	3	»	»	»	»	817	1
5 — Lille	36.624	24.321	9.723	5	5.553	3	9.045	4	»	»	»	»	»	»
6 — Maubeuge	18.864	15.014	8.924	7	2.427	2	3.663	3	»	»	»	»	»	»
7 — Roubaix	33.085	25.770	8.812	5	3.570	2	8.690	4	»	»	»	»	4.698	1
9 — Valenciennes	26.411	20.867	13.594	9	2.776	1	4.497	2	»	»	»	»	»	»
62-1 — Arras	25.142	18.331	9.498	7	3.808	3	3.781	2	»	»	»	»	1.244	»
2 — Calais	23.477	17.853	9.100	7	2.685	2	3.578	2	1.281	1	1.209	»	»	»
80-1 — Amiens	23.706	17.083	10.236	8	2.846	2	2.550	1	»	»	»	»	1.451	1
Totaux	248.513	184.903	91.761	82	34.843	32	47.090	37	1.281	1	1.209	»	8.719	4
Limoges.														
16-1 — Angoulême	10.214	7.115	3.441	6	1.126	2	1.330	2	1.218	2	»	»	»	»
17-1 — La Rochelle	15.801	9.864	4.329	6	1.921	2	1.345	2	1.293	1	976	1	»	»
19-1 — Brive	7.192	5.234	3.150	7	1.211	3	873	2	»	»	»	»	»	»
23-1 — Guéret	2.980	2.152	1.351	8	801	4	»	»	»	»	»	»	»	»
79-1 — Niort	8.246	5.377	2.120	5	1.234	3	2.023	4	»	»	»	»	»	»
86-1 — Poitiers	8.783	5.208	2.453	6	1.159	2	1.596	4	»	»	»	»	»	»
87-1 — Limoges	10.353	7.758	4.428	7	1.740	3	863	1	727	1	»	»	»	»
Totaux	63.572	42.708	21.272	45	9.192	19	8.030	15	3.238	4	976	1	»	»
Lyon.														
01-1 — Bourg	10.224	6.162	2.869	6	850	1	1.378	3	»	»	527	1	538	1
07-1 — Annonay	3.244	2.540	1 020	5	307	1	640	3	»	»	573	3	»	»
2 — Aubenas	5.915	4.419	2.170	6	702	2	1.547	4	»	»	»	»	»	»
26-1 — Valence	12.792	8.026	3.597	6	1.117	1	1.436	2	»	»	1.876	3	»	»
38-1 — Grenoble	29.833	20.394	12.446	8	2.983	1	4.965	3	»	»	»	»	»	»
2 — Vienne	8.673	6.642	3.522	7	591	1	1.285	2	»	»	1.244	2	»	»
42-1 — Roanne	6.785	4.651	1.807	5	439	1	1.169	3	»	»	659	2	577	1
2 — Saint-Etienne	30.906	21.924	9.736	6	2.153	1	4.919	3	»	»	2.041	1	3.075	1
69-1 — Lyon	56.883	39.401	17.399	6	4.061	1	8.433	2	9.508	3	»	»	»	»
2 — Villefranche	6.393	4.524	1.819	5	631	2	863	2	»	»	»	»	1.211	3
73-1 — Chambéry	15.438	10.170	5.406	7	1.279	1	1.992	2	»	»	1.493	2	»	»
74-1 — Annecy	14.034	9.258	4.106	5	1.551	2	3.601	5	»	»	»	»	»	»
Totaux	201.120	138.111	65.897	72	16.664	15	32.228	34	9.508	3	8.413	14	5.401	6

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.
Marseille.														
04-1 — Digne	2.484	1.729	1.018	7	167	1	275	2	132	1	»	»	137	1
05-1 — Gap	3.266	2.105	1.233	7	»	»	872	5	»	»	»	»	»	»
06-1 — Nice	20.513	12.522	7.976	9	837	»	1.043	1	985	1	1.315	1	366	»
13-1 — Marseille	62.806	41.932	24.621	8	5.725	2	3.957	1	»	»	5.372	1	2.257	»
20-1 — Ajaccio	5.033	3.793	2.046	7	1.031	3	716	2	»	»	»	»	»	»
83-1 — Toulon	11.760	7.918	4.802	8	1.534	2	1.582	2	»	»	»	»	»	»
84-1 — Avignon	10.626	6.981	3.667	7	877	1	962	2	»	»	931	1	544	1
Totaux	116.488	76.980	45.363	53	10.171	9	9.407	15	1.117	2	7.618	3	3.304	2
Montpellier.														
11-1 — Carcassonne	6.515	4.372	2.061	6	1.160	3	676	2	»	»	»	»	475	1
12-1 — Rodez	6.474	4.564	1.871	5	892	2	1.002	3	»	»	799	2	»	»
30-1 — Nîmes	10.954	7.703	4.043	7	1.134	2	1.480	2	»	»	1.046	1	»	»
34-1 — Béziers	5.771	3.597	1.943	7	559	2	377	1	457	1	261	1	»	»
2 — Montpellier	10.518	6.556	3.349	7	885	1	1.451	3	»	»	»	»	871	1
66-1 — Perpignan	6.328	3.730	2.484	9	707	2	539	1	»	»	»	»	»	»
Totaux	46.560	30.522	15.751	41	5.337	12	5.525	12	457	1	2.106	4	1.346	2
Nancy.														
08-1 — Charleville	19.427	14.257	8.068	7	2.944	2	3.245	3	»	»	»	»	»	»
10-1 — Troyes	10.015	6.514	3.338	6	1.069	2	2.107	4	»	»	»	»	»	»
51-1 — Reims	20.638	13.950	6.526	6	2.285	2	2.758	2	»	»	2.381	2	»	»
52-1 — Chaumont	9.902	6.843	3.192	6	1.193	2	1.520	3	»	»	»	»	938	1
54-1 — Nancy	44.262	30.028	16.323	7	2.404	1	6.870	3	»	»	4.431	1	»	»
55-1 — Bar-le-Duc	10.114	6.955	2.710	5	1.764	3	1.929	3	»	»	»	»	552	1
88-1 — Epinal	22.604	16.174	5.810	5	2.879	2	4.570	3	1.522	1	»	»	1.393	1
Totaux	136.962	94.721	45.967	42	14.538	14	22.999	21	1.522	1	6.812	3	2.883	3
Nantes.														
37-1 — Tours	13.474	8.010	3.669	6	1.254	2	1.354	2	»	»	»	»	1.733	2
44-1 — Nantes	45.991	31.348	11.524	5	4.514	1	12.785	5	»	»	»	»	2.525	1
49-1 — Angers	14.655	9.924	3.461	5	1.482	2	2.659	3	951	1	»	»	1.371	1
2 — Cholet	6.042	4.548	934	2	534	1	2.027	6	»	»	»	»	1.053	3
56-1 — Vannes	14.768	11.335	5.106	6	1.471	1	3.155	3	»	»	»	»	1.603	2
85-1 — Roche-sur-Yon	9.927	7.021	1.182	2	1.892	3	3.947	7	»	»	»	»	»	»
Totaux	104.857	72.186	25.876	26	11.147	10	25.927	26	951	1	»	»	8.285	9
Orléans.														
18-1 — Bourges	10 863	7.626	4.295	7	810	1	1.129	2	»	»	»	»	1.392	2
36-1 — Châteauroux	7.946	5.465	2.838	7	789	1	930	2	»	»	908	2	»	»
41-1 — Blois	7.032	4.714	2.182	6	826	2	851	2	»	»	855	2	»	»
45-1 — Orléans	15.624	10.108	4.343	6	1.905	2	2.659	3	»	»	»	»	1.201	1
58-1 — Nevers	8.921	6.176	3.430	7	1.032	2	860	2	»	»	»	»	854	1
Totaux	50.386	34.089	17.088	33	5.362	8	6.429	11	»	»	1.763	4	3.447	4
Paris.														
28-1 — Chartres	8.752	6.234	2.825	5	1.501	3	1.908	4	»	»	»	»	»	»
60-1 — Beauvais	13.064	9.212	5.345	7	1.581	2	2.286	3	»	»	»	»	»	»
60-2 — Creil	10.568	7.612	4.586	9	774	1	1.015	1	465	»	772	1	»	»
75-1 — Paris	460.334	301.062	138.935	10	27.409	2	39.962	2	33.363	2	35.875	2	25.518	»
77-1 — Melun	19.086	12.886	6.119	7	1.553	1	1.374	1	1.535	1	2.305	2	»	»
Totaux	511.804	337.006	157.810	38	32.818	9	46.545	11	35.363	3	38.952	5	25.518	»
Rennes.														
22-1 — Saint-Brieuc	12.134	9.351	5.115	7	1.221	1	3.015	4	»	»	»	»	»	»
29-1 — Brest	14.074	10.072	3.879	5	1.762	2	4.431	5	»	»	»	»	»	»
2 — Quimper	10.297	7.801	3.903	6	1.451	2	2.447	4	»	»	»	»	»	»
35-1 — Rennes	18.171	12.770	4.105	4	1.126	1	5.343	6	858	»	1.338	1	»	»
53-1 — Laval	5.881	4.257	1.915	6	760	2	1.582	4	»	»	»	»	»	»
72-1 — Le Mans	20.647	13.431	5.755	6	2.575	2	3.366	3	»	»	»	»	1.735	1
Totaux	81.204	57.682	24.672	34	8.895	10	20.184	26	858	»	1.338	1	1.735	1

CAISSES classées par région.	INSCRITS	SUFFRAGES exprimés.	C. G. T.		C. G. T.-F. O.		C. F. T. C.		MUTUALITÉ		FAMILIAUX		DIVERS	
			Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix.	Sièges.	Voix	Sièges.	Voix.	Sièges.
Rouen.														
14-1 — Caen	23.280	15.086	5.934	5	1.763	1	2.184	2	1.191	1	2.326	2	1.688	1
27-1 — Evreux	14.817	10.097	4.730	7	1.193	1	1.740	2	558	»	1.290	2	586	»
50-1 — Avranches	12.974	8.700	2.615	4	1.293	2	1.846	3	»	»	»	»	2.946	3
61-1 — Alençon	8.609	5.675	1.950	4	1.144	2	1.680	4	»	»	901	2	»	»
76-1 — Dieppe	9.304	6.469	3.295	7	1.155	2	1.093	2	926	1	»	»	»	»
2 — Elbeuf	2.447	1.808	773	5	322	2	423	3	»	»	»	»	290	2
3 — Le Havre	22.024	15.375	9.256	8	1.556	1	2.772	2	»	»	»	»	1.791	1
4 — Rouen	27.934	17.851	9.092	6	2.868	2	2.903	2	1.322	1	»	»	1.666	1
Totaux	121.389	81.061	37.645	46	11.294	13	14.641	20	3.997	3	4.517	6	8.967	8
Strasbourg.														
57-1 — Metz	46.999	30.094	11.821	5	2.648	1	9.302	4	»	»	1.829	»	4.494	2
67-1 — Strasbourg	40.024	27.870	9.912	5	2.324	1	11.394	5	»	»	»	»	4.240	1
68-1 — Mulhouse	26.344	18.701	6.259	4	2.065	1	5.683	4	»	»	3.069	2	1.625	1
Totaux	113.367	76.665	27.992	14	7.037	3	26.379	13	»	»	4.898	2	10.359	4
Toulouse.														
09-1 — Foix	5.480	3.902	2.331	7	1.571	5	»	»	»	»	»	»	»	»
31-1 — Toulouse	22.376	14.927	7.114	6	3.438	3	1.278	1	»	»	2.342	2	755	»
32-1 — Auch	2.116	1.399	686	6	381	3	332	3	»	»	»	»	»	»
46-1 — Cahors	3.229	2.241	1.096	6	624	3	521	3	»	»	»	»	»	»
65-1 — Tarbes	9.269	6.363	3.548	7	1.392	2	1.423	3	»	»	»	»	»	»
81-1 — Albi	10.907	7.919	3.842	6	1.048	1	1.673	3	1.356	2	»	»	»	»
82-1 — Montauban	4.617	3.305	1.470	6	841	3	582	2	»	»	»	»	412	1
Totaux	57.994	40.056	20.087	44	9.295	20	5.809	15	1.356	2	2.342	2	1.167	1

3° TABLEAU RECAPITULATIF POUR LE COLLEGE DES SALARIES

	121 CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE			111 CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES		
Electeurs inscrits	9.490.284			2.071.091		
Suffrages exprimés	6.700.431			1.414.443		
	Répartition.			Répartition		
	Voix	Pourcentage	Sièges	Voix	Pourcentage.	Sièges
C. G. T.	2.879 184	43,0	962	664.442	47,0	680
C. G. T.-F. O.	1.088.262	16,2	409	201.873	14,3	210
C. F. T. C.	1.398.738	20,9	525	310.018	21,9	322
Mutualité	709.229	10,6	179	69.214	4,9	29
Mouvements familiaux	188.346	2,8	26	83.477	5,9	50
Divers	436.672	6,5	65	85.419	6,0	47

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Introduction 1

PREMIERE PARTIE

Bilan financier de l'année 1954.

CHAPITRE Ier. — Assurances sociales:
A. — Recettes 6
B. — Dépenses 7
Récapitulation 22

CHAPITRE II. — Accidents du travail:
A. — Recettes 23
B. — Dépenses 24
Récapitulation 26

CHAPITRE III. — Prestations familiales:
Salariés:
A. — Recettes 29
B. — Dépenses 29
Employeurs:
A. — Recettes 31
B. — Dépenses 32
Récapitulation 32

CHAPITRE IV. — Action sanitaire et sociale et contrôle médical. 33

CHAPITRE V. — Patrimoine des organismes de sécurité sociale. 35

CHAPITRE VI. — Principaux résultats de l'année 1954 par région de sécurité sociale 38

DEUXIEME PARTIE

L'application de la législation de sécurité sociale dans les nouveaux départements français d'outre-mer 42

TROISIEME PARTIE

L'allocation vieillesse des personnes non salariées 46

QUATRIEME PARTIE

Répartition détaillée des opérations de l'année 1953 dans le cadre des régions. — Résultats d'ordre démographique.

A. — *Caisses primaires de sécurité sociale:*

TABLEAU I. — Cotisations encaissées au titre des assurances sociales (régime général et régimes divers) 49

TABLEAU II. — Cotisations encaissées au titre des fonctionnaires. 50

TABLEAU III. — Cotisations encaissées au titre des étudiants... 50

TABLEAU IV. — Cotisations encaissées au titre des accidents du travail 50

TABLEAU V. — Majorations de retard encaissées 51

TABLEAU VI. — Cotisations ventilées au titre des assurances sociales 51

Pages.

TABLEAU VII. — Cotisations ventilées au titre des accidents du travail 52

TABLEAU VIII. — Majorations de retard ventilées entre le 1er avril et le 31 décembre 1953 52

TABLEAU IX. — Dépenses de l'assurance maladie (régime général) 53

TABLEAU X. — Répartition des prestations en nature de l'assurance maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 54

TABLEAU XI. — Dépenses de l'assurance longue maladie (régime général) 55

TABLEAU XII. — Répartition des prestations en nature de l'assurance longue maladie par catégories de bénéficiaires (régime général) 56

TABLEAU XIII. — Dépenses de l'assurance maternité (régime général) 56

TABLEAU XIV. — Nombre de naissances ayant donné lieu à l'attribution des prestations de l'assurance maternité..... 57

TABLEAU XV. — Nombre de déclarations de grossesse..... 57

TABLEAU XVI. — Assurance décès..... 57

TABLEAU XVII. — Dépenses de l'assurance maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat)..... 58

TABLEAU XVIII. — Dépenses de l'assurance longue maladie (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat)..... 59

TABLEAU XIX. — Dépenses de l'assurance maternité (régime des fonctionnaires et ouvriers d'Etat)..... 60

TABLEAU XX. — Prestations versées aux étudiants..... 61

TABLEAU XXI. — Prestations versées aux grands invalides, veuves et orphelins de guerre..... 61

TABLEAU XXII. — Récapitulation des prestations servies au titre des assurances maladie et longue maladie..... 62

TABLEAU XXIII. — Récapitulation des prestations servies au titre de l'assurance maternité..... 63

TABLEAU XXIV. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance maladie (régime général)..... 63

TABLEAU XXV. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance longue maladie (régime général).. 64

TABLEAU XXVI. — Importance par rapport aux cotisations des dépenses de l'assurance maternité (régime général)..... 64

TABLEAU XXVII. — Dépenses d'incapacité temporaire (accidents du travail)..... 65

TABLEAU XXVIII. — Importance des dépenses d'incapacité temporaire par rapport aux cotisations d'accidents du travail. 66

TABLEAU XXIX. — Nombre d'indemnités journalières servies au titre des assurances maladie et maternité et de l'assurance contre les accidents du travail..... 66

TABLEAU XXX. — Dépenses d'action sanitaire et sociale..... 67

TABLEAU XXXI. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires..... 68

Pages.

TABLEAU XXXII. — Dépenses de contrôle médical..... 69

TABLEAU XXXIII. — Dépenses de gestion administrative des caisses primaires..... 69

TABLEAU XXXIV. — Dépenses de gestion administrative des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales..... 69

TABLEAU XXXV. — Etat du personnel des caisses primaires au 31 décembre 1953..... 70

TABLEAU XXXVI. — Etat du personnel des unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales 70

TABLEAU XXXVII. — Produit des récupérations et recours contre tiers 70

B. — *Caisses régionales de sécurité sociale:*

TABLEAU I. — Dépenses au titre des assurances sociales..... 71

TABLEAU II. — Dépenses au titre des accidents du travail..... 71

TABLEAU III. — Importance par rapport aux cotisations des pensions d'invalidité..... 72

TABLEAU IV. — Importance par rapport aux cotisations des rentes d'accidents du travail..... 72

TABLEAU V. — Etat des pensions d'invalidité en cours au 31 décembre 1953..... 73

TABLEAU VI. — Etat des rentes d'accidents du travail en cours au 31 décembre 1953..... 74

TABLEAU VII. — Etat des rentes d'accidents du travail liquidées dans l'année..... 74

TABLEAU VIII. — Payements effectués à l'étranger au titre des pensions d'invalidité..... 75

TABLEAU IX. — Payements effectués à l'étranger au titre des rentes d'accidents du travail..... 76

TABLEAU X. — Dépenses d'action sanitaire et sociale..... 77

TABLEAU XI. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet des œuvres bénéficiaires..... 78

TABLEAU XII. — Dépenses de contrôle médical..... 79

TABLEAU XIII. — Etat du personnel au 31 décembre 1953..... 79

TABLEAU XIV. — Dépenses de gestion administrative..... 81

TABLEAU XV. — Produit des récupérations et recours contre tiers 81

C. — *Caisses régionales d'assurances vieillesse:*

TABLEAU I. — Dépenses effectuées au titre de l'assurance vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés..... 82

TABLEAU II. — Etat des sommes précomptées sur arrérages liquidés au profit d'anciens titulaires de l'allocation temporaire ou de l'allocation spéciale..... 83

TABLEAU III. — Payements effectués à l'étranger..... 83

TABLEAU IV. — Etat des pensions, rentes et allocations en cours au 31 décembre 1953..... 84

TABLEAU V. — Dépenses de gestion administrative..... 85

TABLEAU VI. — Etat du personnel au 31 décembre 1953..... 85

D. — *Caisses d'allocations familiales:*

TABLEAU I. — Cotisations encaissées..... 86

TABLEAU II. — Prestations légales servies aux salariés du régime général..... 87

Pages.

TABLEAU III. — Prestations légales servies aux travailleurs dont la famille réside en Algérie ou à l'étranger..... 87

TABLEAU IV. — Prestations légales servies aux personnes sans activité professionnelle..... 88

TABLEAU V. — Prestations légales servies aux salariés des mines 88

TABLEAU VI. — Prestations légales servies aux travailleurs indépendants et employeurs..... 89

TABLEAU VII. — Pourcentage des prestations légales par rapport aux cotisations..... 89

TABLEAU VIII. — Allocations de logement et prêts pour l'amélioration de l'habitat..... 90

TABLEAU IX. — Dépenses d'action sanitaire et sociale..... 90

TABLEAU X. — Ventilation des dépenses d'action sanitaire et sociale d'après l'objet de la dépense..... 91

TABLEAU XI. — Dépenses de gestion administrative..... 92

TABLEAU XII. — Familles de salariés bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953..... 93

TABLEAU XIII. — Familles de salariés bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1953; congés de naissance attribués en 1953..... 93

TABLEAU XIV. — Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953..... 94

TABLEAU XV. — Personnes n'exerçant aucune activité professionnelle bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1953..... 94

TABLEAU XVI. — Familles du régime minier bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953..... 95

TABLEAU XVII. — Familles du régime minier bénéficiaires de l'allocation de salaire unique au 31 décembre 1953..... 95

TABLEAU XVIII. — Nombre d'allocations prénatales et de maternité versées aux salariés et aux personnes sans activité professionnelle 96

TABLEAU XIX. — Familles de travailleurs indépendants et d'employeurs bénéficiaires des allocations familiales au 31 décembre 1953..... 96

TABLEAU XX. — Nombre d'allocations prénatales et de maternité versées aux travailleurs indépendants et employeurs.. 97

TABLEAU XXI. — Familles bénéficiaires des prestations familiales au 31 décembre 1953 (récapitulation)..... 97

TABLEAU XXII. — Nombre d'enfants ouvrant droit aux prestations familiales au 31 décembre 1953..... 98

TABLEAU XXIII. — Etat du personnel au 31 décembre 1953..... 98

CINQUIEME PARTIE

Les travailleurs nord-africains et la sécurité sociale..... 99

***

Résultats des élections pour le renouvellement des membres des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale. Scrutin du 17 novembre 1955 — Collège des salariés:

1° Caisses primaires..... 105

2° Caisses d'allocations familiales..... 108

3° Tableau récapitulatif pour le collège des salariés... 110

5506. — Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire